



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de juillet, 200 pages. Qui a osé dire que je n'avais aucune activité militante ? Qui ? Ce qui me chagrine le plus ou me torture, c'est de ne pas pouvoir vous donner de bonnes nouvelles, hélas ! Allez, disons que s'informer et réfléchir, c'est déjà une bonne nouvelle !

Des nouvelles du pays.

- Rebelote. Le nord de l'Inde est de nouveau privé d'électricité après un gigantesque black-out lundi. Hier la coupure a concerné un peu plus de 300 millions de personnes. Nouveauté de ce mardi : le nord-est et l'est du pays sont également touchés.

Au total, plus de 600 millions de personnes seraient concernées (à titre de comparaison, l'Union Européenne compte près de 500 millions d'habitants).

«C'est une grosse crise. Nous travaillons à restaurer l'électricité. De nombreux Etats ont exagéré leurs capacités et cela a entraîné un effondrement total dans le nord et l'est de l'Inde», a commenté un haut responsable du ministère de l'Energie à New Delhi.

Ces deux pannes consécutives soulignent les difficultés de l'Inde à améliorer son système électrique. La coupure est également suivie avec inquiétude par la Chine qui, comme le note le *Wall Street Journal*, a ajouté depuis 2006 en moyenne 84 gigawatts par an à son réseau. C'est six fois plus que l'Inde (14 gigawatts). (leparisien.fr 31.07)

Hier soir, chez nous dans le sud, je venais à peine de me coucher qu'ils ont coupé le courant. Je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, au bout de quelques dizaines de minutes ne tenant plus j'ai rouvert les fenêtres en espérant enfin pouvoir dormir, quelques minutes après le courant revenait, je me suis relevé pour refermer les fenêtres et éteindre le ventilateur, la climatisation fonctionnant. J'ai jeté un oeil au réveil, il était 1 heure du matin. Je me suis réveillé ce matin à 6h30, réveillé par la chaleur car ils avaient coupé l'électricité à 6h, comme tous les jours jusqu'à 9 heures. Ne pouvant pas me rendormir, je me suis levé à 7 heures, et après avoir déjeuné je me suis mis au boulot. C'est tous les jours la même chose. En fait on ne peut réellement passer une nuit à peu près normal que quatre à cinq mois dans l'année quand il fait plus frais, entre 20 et 30°C.

Ce sont les climatiseurs qui consomment le plus d'électricité, au minimum 1.500 watts. Il y a 15 ans environ, le prix du plus petit climatiseur (1 tonne) valait l'équivalent de deux ans de salaire sur la base du smic local (1.500 roupies à l'époque, 5.000 aujourd'hui, environ 72 euros), aujourd'hui, moins de deux mois de salaire. Il faut ajouter qu'il existe dorénavant un marché de l'occasion où on peut en acquérir un pour un mois de salaire, donc les propriétaires de climatiseurs se sont multipliés tandis que

la production d'électricité n'a pas suivi. Et ce n'est qu'un début.

Ce qui dissuade de les utiliser, c'est le prix (progressif) exorbitant de l'électricité, mais tout le monde trafique son compteur, mieux, dans les grandes villes où à chaque poteau électrique des dizaines et dizaines de cables sont raccordés de façon plus ou moins anarchique, une partie sont des connections illégales, des gens qui ne possèdent pas de compteur électrique et qui se raccordent directement. Comment est-ce possible direz-vous ? Tout le monde le sait et tout le monde s'en fout, le pays est corrompu du haut en bas, entre corrompus on ne se dénonce pas, voilà tout.

Tenez un autre exemple qu'on m'a raconté avant-hier.

Tous les jours 1.000 camions viennent décharger des ordures à la décharge municipale de Pondichéry. Chaque camion est payé 2.000 roupies, son (riche) propriétaire a donc intérêt à effectuer le maximum de rotation par jour. Comment fait-il ? Les camions sont bâchés, personne ne voit ni ne contrôle ce qu'il y a dedans, parfois ils sont à moitié ou au trois quart vide, personne ne le verra mais tout le monde le sait, peu importe, en fait il suffit de se pencher pour le voir !

Cela fonctionne ainsi et le ministre et les différents chefs de service qui sont parfaitement au courant du trafic s'en mettent quotidiennement plein les poches, car ils sont évidemment complices des entreprises qui possèdent les camions, elles ont été choisies lors d'appels d'offre bidon en fonction de ce critère et la boucle est bouclée. En voilà un trafic particulièrement juteux, réalisé ouvertement donc pour ainsi dire légal, sans risque puisque couvert par le gouvernement. Ah cela oui, cela donne un pays particulièrement pourri, on n'a pas idée !

TSCG. Une affaire d'"état d'âme" tout au plus.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a exhorté ce mardi toute la majorité à se rassembler pour approuver fin septembre le «*paquet européen*», dont le traité de stabilité budgétaire qui continue à la diviser. Le Front de gauche réclame un référendum parce qu'il estime que François Hollande n'a pas tenu sa promesse de renégocier ce traité, même s'il a obtenu un «*pacte de croissance*» européen. Bruno Le Roux n'a en outre pas caché qu'une partie des troupes du PS éprouvaient aussi des états d'âme.

«*Il y a toujours des discussions au sein de la gauche sur ces questions*», a-t-il expliqué lors d'un point de presse. «*Il y aura des discussions aussi au sein du Parti socialiste*», a-t-il ajouté en promettant des réunions internes dès le 11 septembre pour trouver un consensus. Le «*paquet européen*» devrait être soumis au Parlement durant la dernière semaine de septembre au cours d'une nouvelle session extraordinaire du Parlement.

«*Nous attendons la décision du Conseil constitutionnel mais aujourd'hui un certain nombre de schémas montrent que l'adoption la plus rapide qui soit permise met un agenda à la fin du mois de septembre, c'est-à-dire juste avant la session parlementaire ordinaire*», a dit Bruno Le Roux au cours d'un point de presse.

Il s'agit, a-t-il dit, de montrer par cette ratification de «*montrer que le Parlement, que la majorité est en soutien total de la réorientation politique de l'Europe, de la réorientation de la politique européenne qu'a entraîné l'action du président de la République*». Pour lui, grâce à François Hollande, «*personne ne peut penser que le débat européen aujourd'hui se pose au Parlement de la même façon qu'il y a quelques mois lorsque c'était Angela Merkel qui faisait les textes*». Un vote au Parlement semble acquis avec l'apport assuré des voix centristes et probablement aussi de l'UMP. (Reuters et 20 minutes.fr 31.07)

Cela me rappelle quand je travaillais en France et que j'étais convoqué par le patron ou le chef du personnel.

Bon, quel est votre problème monsieur Tardieu ? Moi, mais je n'ai pas de problèmes... Je vous passe la suite, vous aurez deviné que c'était eux le problème ou mon chef, les conditions de travail, etc. Quelque temps plus tard, assez rapidement en réalité, je remettais cela sur le tapis, mais c'est que là cela ne leur plaisait pas du tout, on me répondait : écoutez, on vous a permis de vous exprimer, on vous a écouté, on a pris en compte vos remarques, maintenant cela suffit, au boulot, sans rien régler évidemment, mais pour eux le seul fait d'en avoir causé suffisait, plus fort encore, à les entendre c'est moi qui leur aurait demandé un entretien, alors que c'étaient eux qui m'avaient convoqué.

On assiste à la même comédie au PS : on en discute, chacun expose son point de vue, une fois que c'est terminé, on ne considère pas que nos désaccords n'existent plus, mais comme on s'est soulagé - ils ont surtout soulagé leur mauvaise conscience, par miracle ils n'ont plus tant d'importance et on peut passer à l'exercice pratique. Lors d'un congrès ils appellent cela faire la synthèse. Mais alors direz-vous, ils n'ont pas plus de principes que cela ? Ecoutez, il faut croire, non, ils en font la démonstration eux-mêmes ? Et Mélenchon ? Quand on observe de près son programme, on se rend compte qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui domine au PS, non ? Ne nous écartons pas de notre sujet, disons que Mélenchon est dans la peau de quelqu'un qui ferait un plan sur la comète en sachant très bien que les conditions n'existent pas ou plus pour le réaliser, mais qui affirmerait le contraire sachant qu'il n'est pas ou ne sera pas le seul à y croire malgré tout et le tour est joué.

Décidément, il va s'en passer des choses le 11 septembre (PSA), attention, c'est un jour maudit ! En me marrant, je suis né un 11 septembre (1955), j'incarne la malédiction... ou l'espoir ! La "*gauche*" du PS a des "*états d'âme*", comme un gosse qui veut que sa mère lui achète un sucre d'orge en plus de son croissant ! Si elle pare son refus en lui promettant de jouer avec lui une fois qu'ils seront rentrés à la maison, il en oubliera aussitôt son sucre d'orge.

Mais il y a bien tout de même des contradictions qui existent au sein du PS, effectivement, comme dans toute chose, mais ce n'est pas pour autant que toute chose pourrait devenir n'importe quoi, les alchimistes ont essayé depuis longtemps et ils s'y sont cassés les dents, à vous de voir si vous voulez y laisser votre dentition, dans mon cas, elle est déjà pourrie, alors je passe mon tour !

On peut très bien prétendre défendre la dialectique, finalement à des fins peu avouables, on a parfois tendance à l'oublier, du coup on se fait manipuler.

Dans toutes contradictions, il existe un point de non-retour (en arrière), par exemple les différents états de l'eau, H₂O. Faites chauffer une casserole d'eau, une fois parvenue à 100°C elle va passer de l'état liquide à l'état gazeux et s'évaporer rapidement, si maintenant vous coupez le gaz, certes lentement elle cessera de s'évaporer, mais la partie qui s'est évaporée ne retournera jamais dans votre casserole, vous pourrez dire et faire tout ce qu'il vous passera par la tête sans que cela n'y change quoi que ce soit. Et si vous maintenez le gaz allumé, il arrivera un moment où votre casserole sera vide. C'est ce qui est arrivé au PS. On a envie d'ajouter ironiquement, que ceux qui s'adressent à lui traînent une sacrée casserole derrière eux depuis des lustres ! Il est bien connu que pour certaines personnes, il suffit de faire du bruit pour avoir l'impression d'exister...

Ceux qui caractérisent le PS comme un parti appartenant au mouvement ouvrier et qui de ce fait soutiennent sa capacité de nuisance sur le mouvement ouvrier, refusent d'admettre que parvenue à un certain stade la quantité se transforme en qualité, et de ce fait rompt avec sa qualité originelle pour ne jamais plus la retrouver.

Si vous laissez sur le feu votre casserole d'eau, il arrivera un moment où elle sera vide, toute l'eau se sera évaporée. C'est ce qui est arrivé à la SFIO, dès le milieu des années 70, peut-être bien avant, il n'y avait plus un ouvrier ou un employé au PS en dehors de quelques égarés. Laissons de côté ici sa trahison du 3 août 1914. La source s'est tarie et notre rivière est à sec, maintenant son lit pourrait se reformer temporairement à l'occasion de pluies exceptionnelles, mais elle ne retrouvera jamais ses qualités originelles quand elle était alimentée par un glacier qui a fondu et disparu ; les rangs du PS ont pu gonfler à certaines époques, mais à aucun moment ils n'ont retrouvé les contours qu'ils avaient au début du XXe siècle, il s'est alimenté à une autre source que le socialisme et ce qui l'incarne, le capitalisme dont il est devenu un maillon au sein des institutions.

Parti de banquiers, d'aristocrates et de grands bourgeois autour desquels viennent s'agglutiner des couches de la petite bourgeoisie étrangères au socialisme ou qui en ignorent tout ou pire, qui en sont des ennemis plus ou moins déclarés. On a pu lire récemment que ses effectifs étaient retombés autour de 100.000 adhérents, sachant qu'il y a 550.000 élus en France, auxquels il faut ajouter les milliers ou dizaines milliers de postes lucratifs qui existent au sein d'une ribambelle d'organismes non institutionnels, au regard du poids électoral du PS, on peut en déduire que ce parti se compose essentiellement d'élus autour desquels gravitent des ramasses miettes, genre SOS racisme, etc.

Cela vous a choqué que tous les syndicats et partis se tournent vers le gouvernement, donc le PS, dans le dossier PSA ou encore le TSCG, n'en cherchez plus l'origine, nous venons de l'évoquer, leur incapacité ou leur refus de caractériser le PS sur le plan politique et de rompre avec lui et les appareils qui lui sont liés, d'où leur subordination à ce parti, aux institutions puisque c'est devenu son unique source de subsistance, au régime dont il est le gestionnaire zélé aujourd'hui.

Si vous lisez sans a priori les articles relatifs aux organismes, fondations ou think-tanks qui relatent les relations des dirigeants du PS avec les conservateurs et néo conservateurs américains depuis 1945, vous arriveriez à la conclusion qu'il est encore plus pourri que tout ce que vous avez pu imaginer sur son compte jusqu'à présent. Son histoire officielle pourrait suffire tellement elle est épouvantable, monstrueuse, je vous l'accorde volontiers, mais le problème c'est que cela ne suffit pas à bien des militants qui demeurent sensibles aux arguments opportunistes de leurs dirigeants.

Pour revenir sur la "*fronde*" de la "*gauche*" du PS à propos du TSCG. Ils menacent de ne pas le voter parce que cela interdirait par la suite à la "*gauche*" au pouvoir de faire autre chose qu'une politique d'austérité... Question : depuis 1981, chaque fois que la "*gauche*" a été au pouvoir, a-t-elle fait une autre politique ? Chacun sait que non. Question : pourquoi nos dirigeants n'en tiennent pas compte ?

Parce qu'ils privilégient une conception de la lutte de classe tournée vers les appareils et les institutions au détriment de la classe ouvrière, parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'entraîner au combat ou à se mobiliser massivement, ils sont en grande partie eux-mêmes coupés des masses ou ils ont été incapables de s'y implanter profondément au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, pour combler cette lacune en quelque sorte ou continuer d'exister tout simplement, ils comptent influencer (front unique ouvrier) sur les contradictions des partis dits ouvriers à tort ou à raison pour les obliger à se placer au côté de la classe ouvrière, estimant que cela pourrait avoir une influence bénéfique sur le cours des choses, et peu importe si finalement au niveau de l'éducation des masses et de leur compréhension des rapports des uns et des autres avec l'Etat et le capitalisme le bilan s'avère catastrophique et les appareils en profitent pour redorer leur blason, ils ne visent qu'un effet immédiat et éphémère,

ils sont déconnectés de l'objectif final de notre combat qui est le renversement de l'ordre établi.

Le résultat : dramatique, la situation telle qu'on peut l'observer aujourd'hui, le prolétariat sans direction politique, sans orientation politique, une proie facile pour le régime et tous ceux qui le soutiennent...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine

La veuve de Yasser Arafat a déposé mardi une plainte contre X pour assassinat à Nanterre, après la découverte de polonium sur des effets personnels de l'ex-dirigeant palestinien, qui a relancé la thèse d'un empoisonnement, selon un communiqué.

Cette plainte avec constitution de partie civile a été déposée dans la matinée, au nom de Souha Arafat et de sa fille mineure Zahwa, entre les mains du doyen des juges d'instruction du Tribunal de grande instance de Nanterre.

Une source judiciaire a précisé que le doyen des juges d'instruction peut désormais soit transmettre le dossier au parquet, soit demander le versement d'une consignation. Si la plainte est considérée comme recevable, elle donnera lieu alors à l'ouverture d'une instruction ou bien à un non-lieu.

"Cette plainte pour assassinat qui est dirigée contre X - de telle sorte que Souha et Zahwa Arafat n'accusent personne : ni Etat, ni groupement, ni individu - n'est pas prescrite puisqu'elle intervient moins de dix ans après les faits et n'a d'autre objet que d'établir la vérité en mémoire de leur mari et père", indique le communiqué diffusé par le cabinet de Me Pierre-Olivier Sur, qui avait annoncé en juillet être mandaté par Mme Arafat pour préparer cette plainte.

"Souha et Zahwa Arafat font entièrement confiance à la justice française et, pour lui permettre de remplir sa mission en totale indépendance, elles ne donneront aucune interview pendant le cours de l'information judiciaire - sauf si leur action venait à être récupérée par quiconque à des fins d'instrumentalisation politique", indique le communiqué.

L'ancien dirigeant palestinien est décédé le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire Percy, près de Paris. Souha Arafat a déclaré dans une interview au Figaro à paraître mercredi que son mari *"est mort d'une manière bizarre"*. *"On m'a dit qu'on ne savait pas de quoi est mort Arafat. C'est surprenant qu'un pays souverain comme la France ignore la cause du décès d'un chef d'État, soigné dans un de ses hôpitaux"*, ajoute-t-elle.

La veuve s'est dite également *"intriguée"* car *"les prélèvements d'urine et de sang avaient été détruits, il y a quatre ans"*, précisant que dans sa plainte, elle a *"demandé la déclassification du rapport médical"*.

Selon Mme Arafat, *"une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes est prévue en septembre"* pour évoquer l'exhumation de l'ancien dirigeant palestinien.

"Il y a moins qu'un doute raisonnable qu'il ait été empoisonné. Mais comprenez-moi bien : ma démarche est personnelle et relève de l'intimité familiale. C'est mon devoir de mère et d'épouse que de rechercher la vérité, hors de tout contexte politique. Ma fille a le droit de savoir. Son peuple aussi. J'ai bon espoir de connaître enfin la vérité. J'ai confiance dans la justice française", dit-elle.

La thèse d'un empoisonnement de Yasser Arafat a été relancée par la diffusion par Al-Jazeera d'un documentaire où il apparaît que l'Institute for Radiation Physics de Lausanne (Suisse), qui a analysé des échantillons biologiques prélevés sur les effets personnels d'Arafat, y a découvert *"une quantité anormale de polonium"*. (AFP 31.01)

Je me souviens que le jour où ils ont annoncé qu'Arafat était hospitalisé en France dans un hôpital militaire, je me suis fait la réflexion qu'il n'en ressortirait pas vivant. Il y a décidément des gens très naïfs sur terre, et voilà que madame Arafat s'en remet à la justice française, alors qu'il y a en France un gouvernement encore plus pro sioniste et impérialiste que le précédent !

2- Iran

Barack Obama a annoncé mardi une nouvelle série de sanctions américaines contre les secteurs iraniens de l'énergie, de la pétrochimie et des finances, en raison des réticences de Téhéran à respecter ses obligations internationales sur le nucléaire. (Reuters 31.07)

3- Egypte

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, en visite mardi au Caire, a assuré que les Etats-Unis poursuivraient leur assistance financière à l'armée égyptienne et a salué les convictions démocratiques du nouveau président Mohamed Morsi.

"Je suis convaincu que le président Morsi est réellement décidé à appliquer ici des réformes démocratiques", a dit Leon Panetta après avoir rencontré le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, ainsi que le numéro un de la hiérarchie militaire, le maréchal Hussein Tantaoui.

"Je crois que le président Morsi et le maréchal Tantaoui ont de très bonnes relations et qu'ils travaillent tous les deux dans la même but", a-t-il ajouté.

Il a souligné que l'aide militaire américaine à l'Egypte, qui représente 1,3 milliard de dollars par an, se poursuivrait.

Dix-huit mois après la chute de Moubarak, le pays ne compte toujours pas de Constitution, de Parlement et de gouvernement permanents.

Mohamed Morsi a promis d'oeuvrer pour l'ensemble de ses compatriotes mais ses détracteurs notent que le retard d'un mois mis à former un gouvernement montre que l'islamiste ne souhaite pas passer un compromis permettant à des opposants politiques de faire partie du futur exécutif.

Lors d'une visite à la mi-juillet au Caire, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton avait reçu l'assurance de Mohamed Morsi que son pays respecterait le traité de paix historique signé en 1979 avec l'Etat hébreu.

Mardi, lors de son premier contact officiel avec l'Etat hébreu, le nouveau président égyptien a assuré Israël que son pays souhaitait oeuvrer pour la paix au Proche-Orient.

"Je me réjouis à l'idée de déployer nos meilleurs efforts pour remettre le processus de paix au Proche-Orient sur les bons rails afin de parvenir à la sécurité et à la stabilité pour l'ensemble des peuples de la région, y compris le peuple israélien", écrit le président égyptien dans une lettre adressée à son homologue israélien, Shimon Peres.

Quelques heures plus tard, le porte-parole du président égyptien a affirmé que la lettre était un faux.

"La lettre présentée par les médias comme ayant été envoyée par le président Morsi à Israël est un faux. Le président Morsi n'a rien envoyé à Israël", a dit le porte-parole Yasser Ali à Reuters.

Joint par Reuters, un responsable du cabinet de Shimon Peres a assuré de son côté que la lettre avait bien été envoyée par le président égyptien.

"Elle a été reçue par l'ambassadeur égyptien et remise (au cabinet de Peres). Le démenti était attendu en raison de la publicité faite autour de la lettre dans les médias israéliens et égyptiens", a dit ce responsable.

Un responsable israélien a précisé, sous le sceau de l'anonymat, que la lettre du président égyptien constituait *"un message très général écrit dans un esprit positif, mais ne comportant aucune direction nouvelle"*. (Reuters 31.07)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage a atteint un niveau historiquement élevé au mois de juin en zone euro, 11,2% de la population active étant actuellement privée d'emploi. Pas moins de 123.000 personnes ont perdu leur travail le mois dernier.

Les prix ont progressé de 2,4% d'un an sur l'autre au mois de juillet.

Cette progression offre peu de répit aux consommateurs du bloc monétaire déjà confrontés à la hausse du chômage.(Reuters 31.07)

Ce qui signifie que le chômage va continuer de croître dans l'UE.

2- France

2.1- L'engrenage

Le principal moteur de la croissance est grippé : la consommation des ménages français a reculé au deuxième trimestre après avoir stagné en début d'année.

"*Le recul de la consommation est la conséquence à la fois de l'emploi, du revenu et de l'épargne*", note Jean-Paul Betbèze, économiste en chef au Crédit Agricole, "*il y a moins de revenu parce que moins d'emplois et parce que les salaires n'évoluent pas en termes réels*".

M. Caffet, économiste chez Natixis, s'attend à ce que la consommation, "*traditionnel sinon unique moteur de la croissance en France*" ne le soit plus dans les deux à quatre ans à venir car "*le partage de la valeur ajoutée se fera davantage vers les entreprises qui doivent restaurer leur profitabilité*". "*Et, comme si cela ne suffisait pas, ce qui restera de revenu sera capté par la sphère publique car il reste 100 milliards à trouver à l'horizon 2017*" pour éliminer le déficit public, ajoute-t-il.

"*On ne peut croire à la consommation que s'il y a une forte réduction de l'épargne. Or, sur les 12 mois à venir, il est difficile d'imaginer une baisse des taux d'épargne avec une hausse du chômage*", sachant que la principale motivation des Français pour mettre de l'argent de côté c'est "*la précaution*". (lexpress.fr 31.07)

2.2- MGF Logistique : 4 salariés entament une grève de la faim.

A Orchies, dans le Nord, quatre salariés de MGF Logistique ont entamé une grève de la faim, mardi 31 juillet. La médecine du travail s'est rendue sur place pour examiner les grévistes. "*Et il y en a d'autres qui vont suivre*", prévient Corinne Douay, représentante du personnel. Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise, les salariés demandent une négociation sur les indemnités supra-légale ou un reclassement.

Une trentaine de personnes se relaient jour et nuit pour occuper cet entrepôt de produits dangereux (peinture, solvants, engrais...). La semaine dernière, un petit groupe menaçait de "*faire sauter le bâtiment*". "*Ca reste dans nos têtes. Il y a toujours une très forte tension*", raconte Corinne Douay pour qui il est "*difficile de calmer les esprits dans un contexte pareil*".

Les 53 employés du site classé Seveso s'estiment trahis. Déblocage contre reprise des négociations, ils ont voulu jouer le jeu. Rendez-vous était pris, lundi 30 juillet, à la direction départementale du travail de Lille. Mais les dirigeants de la société de stockage n'ont pas daigné se présenter à cette réunion, ni même répondre au téléphone.

La direction explique qu'elle avait programmé un comité d'entreprise extraordinaire ce jour-là et qu'il ne lui était donc pas possible de se rendre à ce rendez-vous. Une justification contestée par Sébastien Béhague, délégué CGT du site : "*La liquidatrice judiciaire savait que nous ne pouvions pas être à deux endroits en même temps. Il y a d'ailleurs une nouvelle convocation pour un comité d'entreprise extraordinaire vendredi 3 août*".

Aux yeux des employés, le jeu de dupes se poursuit depuis début avril, lors de la filialisation du groupe G7 appartenant Nicolas Rousselet. Le groupe a été divisé en cinq sociétés différentes.

Tout juste 3 mois après, début juillet, les salariés d'Orchies ont appris la fermeture de leur site. Redressement judiciaire prononcé le 4 juillet et liquidation le 24 juillet. "*Ils nous ont filialisés pour pouvoir couper les branches mortes*", estime Corinne Douay. A Anzin, une seconde filiale de MGF Logistique Nord a aussi été placée en redressement judiciaire.

Pour les représentants des salariés, la déroute économique de leur site ressemble à un "*coulage volontaire*". "*Nous n'avons aucun commercial attaché chez nous pour démarcher de nouveaux clients. Pire, nous savons par certains anciens clients que la direction a même refusé d'augmenter leur volume de stockage chez nous alors qu'elle nous avait affecté 6 personnes supplémentaires*", explique l'un d'eux. De son côté, la direction annonce une perte mensuelle de 100.000 euros à Orchies où elle a pourtant investi 15 millions d'euros en 5 ans.

Sébastien Béhague reconnaît les pertes de l'entrepôt d'Orchies : "*Cela fait plus de 2 ans qu'on s'en inquiétait en comité d'entreprise. En filialisant, cela a permis au groupe de rompre les équilibres et d'échapper à un plan de sauvegarde de l'emploi. La liquidation efface la dette. Avec ça, ce n'est plus la direction qui paie, c'est le contribuable*".

Depuis l'annonce de la liquidation, MGF Logistique propose une enveloppe de 180.000 euros pour les primes extra-légales alors que les employés demandent 15.000 euros par personne. "*Certains ont jusqu'à 30 ans d'ancienneté dans la boîte. Ce n'est pas possible de jeter les gens comme ça*", estime Corinne Douay. Quand à de possibles reclassements, la direction

départementale du travail a évoqué lundi un chiffre de 5 ou 6 personnes mais, pour Sébastien Béhague, "il n'y a rien de concret. Il faudrait qu'il y ait quelqu'un en face de nous." (nouvelobs.com 31.07)

3- Allemagne

Le géant bancaire allemand Deutsche Bank a annoncé mardi un vaste plan d'économies de 3 milliards d'euros prévoyant la suppression de 1.900 postes, essentiellement en dehors de l'Allemagne, pour s'adapter à un environnement de marché de plus en plus difficile.

Sur ces 1.900 postes condamnés, 1.500 le seront dans la banque d'investissement, la principale division du groupe pilotée depuis Londres, qui est aussi la plus sensible aux retournements de conjoncture.

Ces suppressions de postes devront permettre de dégager des économies de coûts de 350 millions d'euros. Et l'intégration de Postbank, déjà en cours, devrait permettre de dégager 500 millions d'euros d'économies sur le total de 3 milliards d'euros. (AFP 31.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 août

CAUSERIE

Syrie, manipulation des masses à l'échelle mondiale.

Faites circuler la photo et le photomontage qui démontre que la coalition américano-franco-britannique ment au monde entier à propos de la situation en Syrie, qu'elle utilise la manipulation pour légitimer ses attaques contre la Syrie parce qu'elle n'a pas d'arguments plausibles ou convaincants, elle les crée, les invente, histoire d'ouvrir un nouveau front, de faire une nouvelle guerre, pas seulement, pour le gaz et le pétrole. Et faire marcher l'industrie de guerre particulièrement juteuse. (lire plus loin l'info du jour sur la Syrie)

Ceux qui auront vu ce photomontage ne pourront pas dire, on n'a rien vu, on ne savait pas.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

1- En famille.

1.1- «*Nous avons rappelé une nouvelle fois notre volonté de tout faire pour que, d'abord, les décisions du Conseil européen de la fin du mois de juin soient appliquées, que la zone euro soit défendue, préservée, consolidée et que nous puissions travailler à son intégrité, c'est-à-dire à ce que les questions qui sont posées soient réglées dans le cadre de la zone euro*», a déclaré F. Hollande à la presse depuis le perron de l'Élysée, à l'issue d'un déjeuner de travail avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti. (31.07)

1.2- François Hollande et Barack Obama ont exprimé mercredi leur "intérêt commun à la stabilité de la zone euro" sur fond de divergences entre Européens sur les moyens d'y parvenir et à la veille d'une annonce possible de la BCE d'action d'envergure sur le marché de la dette.

Selon la présidence française, les deux dirigeants ont eu par téléphone "un échange approfondi sur la situation économique internationale et ont exprimé leur intérêt commun à la croissance en Europe et à la stabilité de la zone euro, nécessaires à la reprise de l'activité économique mondiale". (AFP 01.08)

2- Décryptage de la propagande officielle

"Il nous reste à donner au pays la cohérence de l'action publique qu'il attend, et cette cohérence passera par nos trois priorités : le redressement des comptes publics et de l'industrie, la justice et la priorité à la jeunesse. Et donc, pour faire tout cela, pas de temps à perdre", a déclaré le chef de l'État, dans des propos rapportés par la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social", a commenté la porte-parole du gouvernement, vantant la "concertation" après "un quinquennat abrupt et expéditif". (lepoint.fr 01.08)

1- Le redressement des comptes publics = payer la dette des nantis, étrangler les budgets sociaux de l'Etat, bloquer ou diminuer les salaires des fonctionnaires...

2- Le redressement de l'industrie = accroître la compétitivité et la flexibilité voulu par le Medef, baisser les salaires par le biais du chômage partiel, le généraliser autant que faire se peut, tailler à la hache dans la législation du travail, accorder de nouveaux cadeaux aux patrons (poursuite et augmentation des exonérations de cotisations sociales)...

3- La justice, sans doute augmenter le nombre de places dans les prisons, aucune précision n'a été donnée...

4- Quant à la jeunesse, la mal-aimée, la sacrifiée = 100.000 emplois jeunes payés au smic dans des organismes (associations) financés en grande partie par l'Etat et dont l'existence est aléatoire, alors qu'il y a plus 5 millions de chômeurs en France, pour ces millions de chômeurs, le gouvernement n'a rien à leur proposer...

On a gardé le meilleur pour la fin.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social" signifie qu'ils comptent sur la collaboration de classes à un niveau décuplé pour passer leurs contre-réformes. En fait de "sève, il s'agit d'un venin !

Au regard de la manière dont se déroule les choses depuis le 6 mai, j'en tire la conclusion provisoire que le gouvernement Hollande-Ayrault ne va pas s'attaquer de front à la classe ouvrière, certes il va accorder de nouveaux droits et de nouveaux cadeaux aux patrons, mais il n'ira pas plus loin, le plus gros de son boulot va consister à préparer le terrain à l'UMP avant qu'il ne revienne au pouvoir, dit autrement, il va se borner à sonder plusieurs pistes, peut-être amorcera-t-il timidement certaines contre-réformes mais sans aborder le gros du moreceeu, à l'UMP et au Medef ils vont prendre note des réactions qu'elles auront suscitées chez les uns et les autres, et à la faveur de son retour au pouvoir, ils lanceront l'offensive, à la grecque, l'italienne ou l'espagnole au choix.

On pourrait se demander pourquoi finalement Hollande n'imiterait pas Monti ou Rajoy, tout de suite ou d'ici la fin de son mandat, après tout le PS dispose de tous les pouvoirs et il a la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour faire passer sa politique réactionnaire.

Cela ne proviendrait-il pas des deux facteurs suivants : d'une part, c'est l'aristocratie ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie qui ont été voter le 17 juin pour donner une majorité absolue au PS à l'Assemblée nationale, ils ne peuvent se les mettre à dos sous peine de prendre le risque de déstabiliser le régime ; d'autre part, le PS dispose d'une majorité bidon ou frauduleuse qui représente moins de 25% des électeurs, il doit tenir compte qu'il y a quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas participé à ce vote et qui se tiennent en embuscade, sur lesquels ils ne savent pas trop quoi penser, qu'ont-ils rejeté vraiment, les institutions, les partis dont le PS, les deux, bref, impossible de compter sur eux pour faire passer ses contre-réformes.

A l'arrivée, le gouvernement et sa "majorité" se retrouvent plutôt isolés et fragilisés face à la dégradation de la situation sociale qui va s'amplifier dès l'automne, ils ne disposent d'aucune troupe qui lui soit fidèle, ils bénéficient du soutien des dirigeants syndicaux et des partis qui leur sont liés, mais ils savent aussi que leurs bases ne les suivraient pas s'ils emboîtaient le pas à la Grèce ou à l'Espagne, du coup et paradoxalement si l'on s'en tient aux apparences, c'est en France que la situation pourrait rapidement devenir incontrôlable sur le plan social et politique, parce qu'elle a conservé une tradition de lutte de classe que ne reflète ni le taux de syndicalisation ni le faible nombre de travailleurs organisés dans des partis ouvriers.

Ils ont multiplié les déclarations à l'emporte-pièces pour faire patienter les pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent et pour faire bonne figure ils ont multiplié les gestes dans leur direction en revenant en partie sur la politique fiscale de Sarkozy. Au même moment, pour s'accorder un court répit, ils ont témoigné leurs bonnes intentions envers le patronat en soutenant le plan Varin chez PSA...

Tout cela fait penser à du bricolage, à quelqu'un qui voudrait s'engager dans une voie qu'il sait miné et qui s'entoure de précautions, plus pour se protéger lui-même que pour véritablement avancer. Nous en sommes encore à la période de l'enfumage et de l'hypocrisie totale en guise de mode de gouvernement, bien que le voile ait commencé à tomber avec l'augmentation misérable du smic ou son soutien à la direction de PSA.

Un jour j'ai émis l'idée que l'arrivée au pouvoir du PS et ses satellites correspondait à l'ouverture d'une période où le statu quo était la règle, où en quelque sorte ils se borneraient à gérer les affaires courantes tout au long d'un quinquennat sans revenir sur l'essentiel des lois antisociales adoptées par le précédent gouvernement et sans s'engager à fond dans des contre-réformes qui seraient forcément impopulaires, comme si finalement le PS jouait le rôle d'amorce et de temporisateur avant la tempête qui serait déclenchée par son successeur.

Sur tous les plans, la marge de manoeuvre du gouvernement est réduite par rapport à 1981, d'autant plus qu'il n'a le soutien que

d'une minorité de la population contrairement à ce que peuvent indiquer des sondages réalisés par des instituts complaisants à son égard, au même titre que les agences de notation, cela ne vous aura pas échappé. Après cinq ans de sarkozisme, les masses affichent plutôt une certaine neutralité à son égard, qui ne durera pas éternellement, qui correspond plus ou moins inconsciemment à l'attente de mesures concrètes ou à une approche fataliste de la situation en dehors de toute perspective correspondant à une issue politique rompant avec la politique mise en oeuvre au cours des dernières décennies.

Qui gouverne pour qui ?

Gluckstein a réussi l'exploit dans son éditorial (IO n°211) qu'il a titré *Qui gouverne ?*, de ne pas poser la question du gouvernement ouvrier indispensable pour en finir avec la politique favorable aux capitalistes que Hollande a repris à son compte ou qu'il incarne, il est très fort, mais nous ne sommes pas dupes.

Qui gouverne ? Ce n'est pas le gouvernement mais le patron et les actionnaires de PSA puisque le gouvernement les laisse agir à leur guise, voilà à quel constat incroyable est parvenu notre fin analyste. Cela méritait au moins un éditorial !

Pas un mot sur la nature de ce gouvernement, pas un mot sur celle du PS cela va de soi, quant au gouvernement ouvrier qui pourrait décréter l'interdiction de tout licenciement en France, qui déciderait d'exproprier banquiers et capitalistes des grandes entreprises, qui décrèterait l'annulation de la dette de l'Etat et pourquoi pas des entreprises envers des institutions financières étrangères, ainsi que celle des travailleurs, il l'a fait passer à la trappe, comprenez, ce n'est pas d'actualité, si les travailleurs n'y pensent pas pourquoi faudrait-il qu'ils y pensent, on se demande bien, vaut mieux qu'ils restent la proie des vendeurs d'illusions, n'est-ce pas ?

Pour se faire pardonner cette lacune plutôt révélatrice de ses réelles intentions, il y a mis la forme, mais très maladroitement en dénonçant "*le respect de la propriété privée des moyens de production*" qui est érigé "*en impératif absolu*", ainsi que le "*droit des «marchés» à dicter—à travers les institutions de l'Union européenne, de la BCE, du FMI— les mesures qui saignent les peuples sur tout le continent*", oubliant au passage les institutions de la Ve République qui leur servent de marchepied et qui sont les garantes de la propriété privée des moyens de production et donc du "*droit des «marchés»*" à nous imposer leur loi.

Bref, voilà un scoop camarades, peut-être une découverte pour son auteur, le gouvernement et le PS sont les garants du capitalisme, non, qui l'aurait cru franchement !

Il ne fait pas que prendre ouvertement les travailleurs et les militants pour des demeurés, mieux, ils les renvoient vers le gouvernement comme s'ils devaient en attendre quelque chose : "*En France, les travailleurs s'interrogent : plus de trois mois après que Sarkozy a été chassé, qu'est-ce qui permet aux capitalistes, aux «marchés», de continuer à imposer leur politique destructrice, comme si de rien n'était ?*", parce que voyez-vous, il se serait passé quelque chose d'une portée gigantesque depuis le 6 mai et le 17 juin, ne vous marrez pas, pour un peu une vraie révolution, si, si.

Diable, mais quoi donc, je suis impatient de le savoir, j'ai dû louper quelque chose ! Mais voyons pauvre crétin, Il y a un nouveau président de la République, un nouveau gouvernement, une nouvelle "*majorité*" à l'Assemblée nationale. Je vous sens dubitatif, cela ne vous suffit donc pas, vous n'avez pas compris qu'avec un tel "*changement*" on était en droit de croire que la société allait changer de base, non mais alors, non, vous n'y avez jamais cru, même pas que cela pourrait contribuer à améliorer votre condition, non, vous faites preuve de mauvaise volonté ou vous avez un fichu caractère, et bien vous auriez dû le croire même si c'était une grossière illusion, d'ailleurs on vous invite ici à y croire.

Voyez-vous, il s'est produit un tel changement politique dans ce pays que les patrons continuent de vaquer tranquillement à leurs petites affaires quotidiennes "*comme si de rien n'était*". Mais alors, ils pensent comme nous, c'est à n'y rien comprendre. Effectivement, mais pas vraiment animés par les mêmes intentions et intérêts, je dirais même qu'ils sont opposés et inconciliables. Vous voyez que vous êtes moins ignorants que ce qu'on voudrait nous faire croire.

Gluckstein n'a rien à dire de nouveau, rien à proposer, du coup il se pose en témoin effarouché ou qui feint l'étonnement en présence d'une situation prévisible ou qui est tout ce qu'il y a de plus normal : le PS gère la société pour le compte des capitalistes comme il l'a toujours fait dans le passé. Rien de nouveau sous le soleil. C'est tout, oui ce sera tout, c'est pour éviter de le rappeler que Gluckstein prête aux travailleurs un état d'esprit qui n'est pas le leur.

Il faudrait ajouter au tableau de ce philistin, que, "*comme si de rien n'était*", un autre grand changement est intervenu dans ce pays depuis trois mois, les dirigeants syndicaux qui soutenaient Sarkozy, soutiennent dorénavant Hollande, en y ajoutant une pointe de zèle en bons serviteurs qu'ils sont du régime capitaliste qu'incarne Hollande, tout de suite les grands mots, chut, c'est tabou, on comprend, le bureau national du POI est composé en grande partie de bureaucrates syndicaux en activité ou à la retraite.

On devrait toujours poser la question : Qui gouverne pour qui ?, cela permettrait de poser sans transition ou tourner indéfiniment autour du pot la question suivante : qui devrait gouverner pour qui, la minorité d'exploiteurs ou la majorité de la population constituée des masses laborieuses ?

Ils sont très très fort au POI, ils posent la question très juste du rejet du TSCG en trouvant le moyen d'épargner la Constitution de la Ve République, ils posent la question Qui gouverne ? en omettant de poser la question du gouvernement ouvrier, ces failles ou lacunes permettent à différentes formes d'opportunisme de pouvoir s'exprimer ou de s'y retrouver au nom d'une unité sans principe ou dont la teneur aux propriétés comparables à celles d'un élastique vient d'être exposée.

Verte est la réaction.

La co-présidente du groupe Europe Ecologie-Les Verts à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a estimé mercredi sur France Info que la taxation des produits polluants pourrait rapporter de 20 à 33 milliards d'euros. (Reuters 01.08)

On leur doit la taxe sur les billets d'avion notamment, ils remettent cela !

Pour ces gens-là, seuls ceux qui en ont les moyens devraient pouvoir prendre l'avion et bénéficier dans leur vie quotidienne d'un certain niveau de confort, les autres, soit la majorité de la population devrait en être privé, mieux, payer pour qu'une minorité puisse continuer de vivre confortablement.

Ca baigne pour eux !

1- Un des principaux dirigeants du groupe pharmaceutique Sanofi, Hanspeter Spek, a réalisé une plus-value de plus d'un demi-million d'euros en exerçant des options d'achat d'actions et en revendant ces titres dans la foulée, selon des documents de l'Autorité des marchés financiers.

Cette plus-value intervient dans un contexte tendu pour le groupe, qui a annoncé un plan de réorganisation dont les syndicats craignent l'impact sur l'emploi. La semaine dernière, le directeur général de Sanofi, Chris Viehbacher, a confirmé que le plan, qui n'a pas encore été détaillé mais qui touchera notamment la recherche en France, aurait "*un impact sur l'emploi*", sans donner de chiffre.

Des propositions concrètes doivent être présentées à la fin septembre aux syndicats, a-t-il ajouté. Les syndicats ont de leur côté chiffré les suppressions d'emploi envisagées entre 1.500 et 2.000 personnes, pour l'ensemble du plan, qui concerne aussi la production de vaccins et les fonctions support. (Reuters 01.08)

Peut-être que les syndicats vont désigner un expert pour évaluer la légitimité de la plus-value encaissée par Hanspeter Spek...

2- BMW a fait fi des difficultés du marché automobile en Europe en publiant mercredi le deuxième meilleur bénéfice trimestriel de son histoire, illustrant ainsi le gouffre croissant entre les constructeurs automobiles européens généralistes et ceux qui sont spécialisés dans le haut de gamme.

Le bénéfice opérationnel de BMW s'est élevé à 2,27 milliards d'euros sur la période avril-juin. Le bénéfice net sur le deuxième trimestre est ressorti à 1,277 milliard et le chiffre d'affaires à 19,2 milliards.

Le constructeur a également réitéré sa prévision d'un nouveau bénéfice imposable record pour 2012. (Reuters 01.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La Grèce va réaliser les réductions de dépenses de 11,5 milliards d'euros réclamées par ses créanciers UE et FMI, mais veut davantage de temps pour mettre en oeuvre les réformes demandées, ont déclaré mercredi des responsables du gouvernement.

"*Les négociations commencent maintenant*", a déclaré à la presse le ministre des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'une réunion de deux heures entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras et les partenaires socialistes et de la gauche modérée de la coalition.

"*Réduire les dépenses publiques de 11,5 milliards d'euros est une condition préalable pour garder la Grèce dans la zone euro, et pour permettre l'ouverture de nouvelles négociations*", a dit M. Stournaras.

M. Samaras a averti ses partenaires que la Grèce serait "*abandonnée*" par ses créditeurs si elle ne réduisait pas ses dépenses, a rapporté la chaîne de télévision Net.

Le Premier ministre a déclaré que la Grèce pourrait prétendre à une prolongation de deux ans pour atteindre l'objectif de réduction du déficit si elle se montrait crédible à ce stade, a ajouté la chaîne de télévision.

Le dirigeant socialiste Evangelos Venizelos a déclaré quant à lui avoir approuvé cette stratégie avec réticence mais souhaiter que les experts européens reconnaissent publiquement les "*énormes sacrifices*" consentis par le pays au cours des deux dernières années.

"*Si le Premier ministre estime que l'adoption dans l'immédiat de mesures d'une valeur de 11,5 milliards d'euros (...) va assurer l'octroi de nouveaux prêts et le maintien du pays dans la zone euro, alors je suis obligé d'accepter ce point de vue*", a déclaré M. Venizelos.

"*Nous attendons de voir les résultats*", a-t-il, poursuivi.

Quant au chef de la Gauche démocratique, Fotis Kouvelis, il a souligné : "*nous n'abandonnons nullement nos efforts afin d'obtenir un délai supplémentaire pour (réaliser) l'ajustement budgétaire, ni les négociations d'ensemble pour nous dégager des conditions rigoureuses de l'accord de prêt*" de l'UE et du FMI.

La troïka des créanciers de la Grèce - UE, BCE et FMI - a fait clairement savoir que l'argent ne serait pas versé tant que les réformes dans le pays ne seraient pas remises sur les rails. (AFP 01.08)

2- Syrie

Le département d'Etat américain a annoncé mercredi avoir mis 25 millions de dollars (20 millions d'euros) à disposition des rebelles syriens, même si cette assistance se limite à du matériel non létal, comme des équipements de communication.

Le département d'Etat a indiqué par ailleurs que les Etats-Unis avaient débloqué 64 millions de dollars (52 millions d'euros) pour aider la population syrienne, en faisant notamment des contributions au Programme alimentaire mondial, au Comité international de la Croix rouge et à d'autres organisations humanitaires. (Reuters 01.08)

3- Egypte

Le nouveau Premier ministre égyptien, Hicham Kandil, a choisi des technocrates et des islamistes pour former son équipe, une déception pour tous ceux qui comptaient sur un gouvernement élargi afin de faire avancer les idéaux de la révolution de l'an dernier.

Mais la présence de nombreux fonctionnaires dans la nouvelle équipe rappelle aussi l'époque d'Hosni Moubarak, renversé par la rue en février 2011, quand le gouvernement était dirigé par des technocrates.

Deux "*techniciens*", le ministre sortant des Finances, Moumtaz al Saïd, et celui des Affaires étrangères, Mohamed Amr Kamel, conservent leurs postes.

Le ministre de la Défense n'a toujours pas été désigné.

Le nouveau ministre de l'Intérieur est Ahmed Gamal el Din, un policier de carrière.

Oussama Saleh, responsable de l'organisme chargé des investissements, devient ministre de l'Investissement, et Oussama Kamal, dirigeant de l'entreprise de pétrochimie Egyptian Petrochemical Holding, ministre du Pétrole.

Hicham Kandil était chargé de l'Irrigation dans le gouvernement sortant de Kamal al Ganzouri qui avait été désigné par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) à la chute de Moubarak.

"*Nous sommes bien loin d'un gouvernement révolutionnaire, bien loin aussi d'un afflux de sang neuf à la tête de l'Egypte*", a commenté Moustapha Kamal al Sayyid, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

Pour Refaat el Saïd, chef du parti de gauche Tagammou, "*c'est un gouvernement qui sert les intérêts des Frères musulmans*". (Reuters 01.08)

ECONOMIE

1- Belgique

L'activité économique en Belgique s'est contractée de 0,6% au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année 2012, selon l'estimation flash publiée mercredi par la banque centrale belge.

La Belgique est la première des économies du coeur de la zone euro à publier son estimation de produit intérieur brut pour la période d'avril à juin, alors que les économistes s'attendent à une deuxième récession en trois ans pour la région. (Reuters 01.08)

2- Etats-Unis

La croissance du secteur manufacturier américain a ralenti en juillet à son rythme le plus faible depuis près de trois ans, montrent les résultats définitifs de l'enquête Markit publiés mercredi.

Les résultats des enquêtes Markit publiés dans la matinée en Europe ont révélé pour le mois de juillet un onzième mois consécutif de contraction du secteur manufacturier de la région, sous le coup d'une chute de la production et des nouvelles commandes. (Reuters 01.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 août

CAUSERIE

Mon travail sera de nouveau perturbé pendant quelques jours parce que je dois m'arrêter à chaque coupure de courant, mon convertisseur de courant qui rechargeait la batterie de secours est en panne et je ne sais pas quand je le récupérerai, si le problème n'est pas résolu d'ici le milieu de la semaine prochaine, j'en achèterai un nouveau. Du coup quand ils coupent le courant la nuit, plus de climatiseur et impossible d'utiliser un ventilateur. Et ils ont recommencé à couper tous les matins de 6h à 9h et le soir de 19h à 20h, hier soir j'ai mangé dehors éclairé par une lampe de secours. Bon, j'ai l'habitude depuis le temps.

Hier toute la journée et ce matin j'ai téléphoné à la société qui me l'avait venu, en vain. Du coup à midi j'y suis allé avec l'appareil sous le bras, dans leurs bureaux, personne à part une secrétaire.

Autre emmerdement, pour téléphoner de chez moi en France par Internet je passais par une petite société basée à Pondichéry, or elle a fermé, en principe provisoirement, cela fait deux mois que cela dure, le patron ne trouve pas d'employé payé sans doute avec un lance-pierres pour travailler jusqu'à 22 ou 23 heures tous les jours de la semaine. Le problème, c'est que le coût des communications vers l'étranger est tombé si bas (2 roupies par unité) qu'il ne lui reste plus rien une fois qu'il a payé un employé et ses charges fixes. Cela fait 16 ans que je passe par cette société et le patron ne m'a jamais roulé, du coup j'hésite encore à aller voir ailleurs. Comme tout est compliqué ici ! J'ai cru comprendre que vous étiez de plus en plus logés à la même enseigne en France.

Pour finir, une petite histoire que m'a raconté mon épouse qui habite à Aubagne près de Marseille. Avant-hier elle m'a appelé, elle m'a raconté que le patron d'un restaurant situé à cent mètres de chez elle avait pris un coup de couteau avant d'être achevé d'une balle dans la tête. Elle le connaissait un peu, bonjour bonsoir, un monsieur de 45 ans environ, gentil en apparence, elle m'a dit que les gens étaient très choqués et qu'elle avait peur de sortir seule le soir.

Elle a ajouté que la situation se dégradait à une vitesse affolante et qu'on vivait vraiment dans un "*monde de merde*", en se demandant ce qu'on allait devenir un peu effrayée. Il faut le demander à ceux qui ont fait en sorte qu'aucune issue politique ne soit envisageable à brève échéance, vous devinez de qui je veux parler, à ceux qui avaient la responsabilité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et qui ont échoué lamentablement.

Je n'ai pas le temps de causer, hier en fin d'après-midi en faisant ma balade quotidienne avec mon chien, je me suis dit que je comprenais d'autant mieux les gens qui se réfugiaient dans la religion, qu'on était de mieux en mieux informé de la pourriture du vieux monde qui laisse peu d'espoir à ceux qui ne le supportent pas ou qui sont trop faibles pour trouver quelque part la force de le supporter. Combattre la religion, cela ne veut pas dire jurer ou jeter la pierre à ceux qui se réfugient dans la religion pour trouver un peu de paix intérieur. On poursuivra une autre fois.

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus ? Parce qu'ils ne le sont jamais assez.

Un Russe, qui rentrait tardivement dans une Bentley à son pied-à-terre cannois durant le week-end dernier, s'est fait subtiliser une montre "Richard Mille" qu'il portait au bras d'une valeur de 550.000 euros, a indiqué mercredi 2 août une source policière. (AFP 02.08)

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

Les services du Premier ministre ont distribué un document sur les deux mois d'action gouvernementale, vantant en trois grands chapitres "*une nouvelle façon de gouverner*", "*le redressement des comptes dans la justice*" et "*un nouveau cap*". Le document évoque aussi le travail de l'exécutif en quelques chiffres. Exemples : "*30 % : baisse du salaire du président*", "*2 % : revalorisation du smic*", "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", etc. (lepoint.fr 01.08)

1- "*une nouvelle façon de gouverner*" = mystification et enfumage à tous les niveaux, "*dialogue social*" renforcé, places aux copains et coquins

2- "*le redressement des comptes dans la justice*" = continuer de payer la dettes aux rentiers qui plument l'Etat, donc nous, ponctionner une misère sur les plus riches...

3- "*un nouveau cap*" = fermeture de l'usine d'Aulnay...

4- "*30 % : baisse du salaire du président*" = alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172% !

5- "*2 % : revalorisation du smic*" = en réalité un "*coup de pouce*" misérable de 0,6%

6- "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", alors que ce sont des dizaines de milliers d'emplois d'enseignant qui ont été supprimés au cours des années précédentes.

7- "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", qui en réalité étaient déjà dans les cartons de la Commission européenne depuis le début de l'année, pour le reste il s'agit de fonds déjà budgétisés mais non employés à ce jour.

La vertitude ou la médiocrité érigée en idéal

1- TSCG. Un "**non**" qui veut dire plus que oui.

Le président du groupe EELV (écologiste), Jean-Vincent Placé, a déclaré jeudi 2 août qu'il voterait "*non*" au traité européen que le Parlement français doit ratifier fin septembre après avis du Conseil constitutionnel.

"*A l'heure à laquelle je parle, oui, je voterai non à ce traité*", a déclaré le sénateur EELV sur BFMTV-RMC.

"*Je ne peux pas dire qu'il y ait assez d'avancées politiques pour que ce traité soit autre chose que ce qu'il a été prévu par Merkel et Sarkozy, c'est-à-dire un traité extrêmement austère et excessivement rigoureux*", a détaillé le sénateur écologiste, qui estime que cette position ne le met pas en marge de la majorité.

"*Je ne crois pas qu'une majorité soit des gens qui lèvent le bras quand le président de la République dit quelque chose*", a-t-il dit, ajoutant: "*J'espère que le président de la République ne souhaite pas que sa majorité soit là à voter au canon toutes ses dispositions*".

"*Le pacte de croissance va dans le bon sens*", a-t-il estimé, saluant une "*nouvelle donne depuis que François Hollande est là*". (AFP 02.08)

En voilà au moins un qui est heureux ! Il est vrai que lorsqu'on se vend pour quelques strapontins et deux ministères, ce n'est pour après se mettre "*en marge de la majorité*", on comprend, on comprend.

A ce propos, quand ils parlent du TSCG et de son passage au vote au Parlement, ils ont le droit d'évoquer "*sa majorité*" composée essentiellement des voix du PS, des centristes et de l'UMP, car il en faut des voix pour faire une majorité, surtout quand on ne l'a pas !

Ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous contestons la légitimité de cette soi-disant majorité du PS ou du gouvernement, ont quelque part raison, le gouvernement la tient sa majorité, du consensus qu'il a passé avec le parti de l'ordre depuis belle lurette, sur le plan comptable il est minoritaire, mais sur le plan institutionnel il est majoritaire quand "*l'intérêt général*" est en cause.

On a vu ce que cela avait donné par la suite quand des voix de tous bords s'étaient portés contre le TCE en 2005, certains se gargarisant par suite de la victoire du non sans jamais évoquer que sans les voix de la droite souverainiste c'est le oui qui l'aurait emporté ou le résultat aurait été très serré, d'où ensuite le coup force de Sarkozy qui est passé comme une lettre à la poste.

Cette bataille avait été menée sur une orientation politique opportuniste, sociale-patriote, en refusant de faire le lien avec la Constitution de la Ve République. Ceux qui rejettent le TSCG remettent cela sur une ligne politique tout aussi opportuniste ou pire encore, puisqu'ils affirment que s'il était adopté, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit, ils ne le disent pas alors on va le dire pour eux, cela signifie que ce serait la fin de la lutte des classes. Evidemment non, c'était juste un exemple pour montrer qu'une fois de plus ils font feu de tout bois pour épargner le régime en place. Rappelons que l'Allemagne a adopté une "*règle d'or*" depuis 1949, ce qui n'a pas empêché les travailleurs du secteur public ou privé de se mobiliser pour leurs revendications.

2- Secteur industriel. Il faut aller plus loin encore.

Il a également déclaré sur BFMTV-RMC : *«Je ne veux pas jeter la pierre à telle ou telle façon de communiquer de tel ou tel ministre, mais dire aux industries françaises : restons entre nous, protégeons nous, cela ne va pas marcher»*, a poursuivi Jean-Vincent Placé, selon qui *«les discours des responsables français commencent à avoir une porosité très forte avec ceux du FN sur les questions d'immigration, mais aussi sur la question d'une forme de protectionnisme national»*.

«Je salue les avancées» du plan automobile présenté par Arnaud Montebourg le 25 juillet. *«Mais aller raconter qu'avec un plan comme ça on va résoudre les problèmes de l'automobile, il faut faire attention à ne pas raconter n'importe quoi»*, a-t-il poursuivi. (liberation.fr 02.08)

Quand il reproche au gouvernement une forme de "*protectionnisme national*", il signifie que la direction de PSA a eu raison de s'associer avec GM pour assurer sa pérennité et son développement quitte à fermer des usines et supprimer des milliers d'emplois. Monsieur Placé a-t-il proposé un "*plan*" alternatif à celui du gouvernement ? Non, parce qu'il n'en existe pas à celui de PSA auquel le gouvernement s'est rallié et qu'il accompagne, sinon exproprier la famille Peugeot et les actionnaires...

3- République bananière, verte s'il vous plaît... ou plutôt bien mûre.

La ministre du Logement vient de décerner deux croix d'officier et vingt-huit croix de chevalier. Beaucoup pour un tout nouveau ministre ! On trouve un concentré de militants verts, d'élus et de responsables d'office HLM de la région parisienne.

Dans le lot, principalement des Parisiens, et bizarrerie statistique, deux personnalités de Châteauroux : une conseillère générale socialiste et la présidente de la Ligue des droits de l'homme. On se demande qui, dans le cabinet de Cécile Duflot, vient de l'Indre. C'est Manuel Flam, secrétaire fédéral du PS dans l'Indre et qui vient d'être nommé directeur de cabinet de Cécile Duflot, selon La Nouvelle République. Proche de Michel Sapin, Manuel Flam est un ancien haut fonctionnaire de Bercy, expert de la fiscalité verte et "*hollandiste*" de la première heure. (Le Point.fr 02.08)

C'est un des secteurs social les plus corrompus du pays, quand ils ne placent pas leurs copains au sein de ces organismes, ils leur distribuent des HLM...

[Le comble du mauvais goût.](#)

Mardi 30 juillet au matin en toute discrétion, dans le quartier de la petite Italie à Nogent-sur-Marne (94), une statue à l'effigie de Carla Bruni, la "*Valnurese*" (la Dame du Val Nure) a été installée, elle est censée représenter une des plumassières, ces ouvrières d'origine italienne, pour la plupart, qui travaillaient jadis dans une ancienne fabrique de plumes de la ville et qui sera inaugurée le 21 septembre prochain.

Il s'agit d'une initiative de la société Cogedim qui aura déboursé 90.000 euros pour cette monstruosité, avec le soutien du maire UMP Jacques J.P. Martin. (source : Le Nouvel Observateur 02.08)

La fille d'une riche famille italienne censée représenter une ouvrière qui dut connaître autrefois des conditions de travail et une rémunération misérables, par le seul fait d'exister ces gens-là portent atteinte à la dignité de l'espèce humaine... à moins qu'ils n'en fassent pas vraiment partie puisque ce sont des parasites.

[Draghi, bankster de père en fils.](#)

Giacomo Draghi, fils du président de la BCE Mario Draghi, travaille lui aussi dans le secteur bancaire. Il est trader spécialisé dans les taux d'intérêt au sein de la banque Morgan Stanley, à Londres. Son métier consiste à acheter et vendre quotidiennement des produits financiers (obligations d'Etats, d'entreprises...) en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. Un marché directement influencé par le taux directeur de la BCE, fixé mensuellement par... le Conseil des gouverneurs, dont M. Draghi est président.

Giacomo Draghi, diplômé de la prestigieuse université économique Bocconi à Milan, exerce chez Morgan Stanley depuis 2003. A l'époque, son père était encore vice-président Europe de Goldman Sachs.

"*M. Draghi se conforme aux règles éthiques de la BCE*", souligne-t-on au sein de l'institution, en référence au "*code de conduite*" des membres du conseil des gouverneurs, qui détaille leurs obligations, en matière de secret professionnel notamment.

Pour Matteo Cominetta, économiste chez UBS, "*Giacomo Draghi est probablement suivi de près par les régulateurs. S'il lui prenait l'idée de prendre des positions importantes [en achetant ou vendant des produits financiers] en amont des décisions de la BCE pour en tirer profit, il se ferait immédiatement attraper*". (Le Monde 02.08)

La blague, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, si Giacomo Draghi était informé par son père de l'imminence d'une mesure sur les taux d'intérêt de la BCE, il ne modifierait pas son comportement pour ne pas éveiller les soupçons et se faire pincer bêtement puisqu'il se sait surveillé, il repasserait l'info à un de ses collègues trader et ils partageraient ensuite la plus-value réalisée, un jeu d'enfant quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA), conservera son poste de ministre de la Défense dans le prochain gouvernement égyptien dirigé par Hicham Kandil, a annoncé ce dernier jeudi.

Le maréchal Tantaoui a été ministre de la Défense de l'ancien président Hosni Moubarak pendant vingt ans avant de prendre la tête de la transition à la chute du "*raïs*" en février 2011.

Les généraux égyptiens restent au coeur du pouvoir et jouent un rôle dans la gestion du pays par le biais d'un décret publié par l'armée à la veille de l'élection du candidat des Frères.

Ils peuvent notamment faire adopter des textes de loi à la suite de la dissolution du Parlement, dominé par les islamistes (Frères musulmans et salafistes), qu'ils ont eux-mêmes ordonnée.

Les titulaires des portefeuilles clés des Affaires étrangères (Mohamed Kamel Amr) et des Finances (Moumtaz al Saïd), restent en place dans l'équipe formée par le nouveau Premier ministre. (Reuters 02.08)

2- Syrie

Les autorités syriennes ont accusé jeudi le gouvernement turc de jouer "*un rôle fondamental*" dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières à Al Qaïda et à d'autres groupes djihadistes afin qu'ils commettent des attentats en Syrie.

"*Le gouvernement turc joue un rôle fondamental dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières pour accueillir des éléments d'Al Qaïda, des djihadistes et des salafistes*", a déclaré le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé à la télévision d'Etat.

"*Le gouvernement turc a installé sur son sol des bureaux militaires d'où les agences de renseignements israéliennes, américaines, qataries et saoudiennes dirigent les terroristes dans leur guerre contre le peuple syrien*", poursuit le ministère.

Il accuse la Turquie d'utiliser ses camps (de réfugiés) comme des "*bases militaires*" pour les activistes qui se rendent ensuite rendus en Syrie pour commettre des crimes.

Damas a accusé également la France et les Etats-Unis d'envoyer des équipements de communication aux rebelles.

Selon des sources américaines, Barack Obama a signé une ordonnance secrète autorisant un soutien des Etats-Unis aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad. Cette ordonnance autorise en pratique la CIA et d'autres agences américaines à apporter un soutien aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad.

Des sources des pays du Golfe ont indiqué à Reuters que la Turquie avait installé à Adana, près de la frontière syrienne, une base secrète en partenariat avec l'Arabie saoudite et le Qatar pour fournir aux rebelles syriens une assistance militaire et un appui logistique dans les communications. (Reuters 02.08)

SOCIAL

1- France

Au lendemain de la décision du tribunal de Quimper sur le groupe Doux, amertume et incompréhension dominaient parmi les salariés et les élus alors que la double casquette de Xavier Beulin, à la fois responsable syndical et homme d'affaires, suscitait l'ire du volailler breton.

L'amertume et le pessimisme sont largement partagés parmi les quelque 1.700 salariés du pôle frais du groupe, dont le tribunal a prononcé la liquidation, tout en accordant un délai, jusqu'au 10 août, pour de nouvelles offres de reprise.

Pour les quelque 250 salariés de Doux Frais à Graincourt-lès-Havrincourt (Pas-de-Calais), où l'usine tourne au ralenti, c'est le "ras-le-bof", dans l'attente d'un éventuel repreneur.

Depuis juin, les salariés savent que leur avenir est compromis et certains ont commencé à chercher ailleurs. "On a tous entre 45 et 55 ans. Alors, pour retrouver du boulot, ça va être dur", souligne Hélène Guéant, déléguée CGT. "Et on s'en va avec le minimum de prime de licenciement (...). On n'a plus d'espoir", lâche-t-elle.

"A Laval (ndlr: autre usine du pôle frais), il y a eu plusieurs débrayages (...) Aujourd'hui, les gens ne voulaient plus mettre les étiquettes Doux et Père Dodu (marque principale du groupe) sur les emballages", confie Véronique Rives, déléguée CGT au siège, à Châteaulin.

"Il y a des sites où les gens arrêtent de travailler", confirme Nadine Hourmant, déléguée FO au siège. "Sur Sérent (Morbihan, 175 emplois), il y a des gens qui craquent, qui pleurent..."

Les salariés de Doux travaillant en dehors du pôle frais -pour l'export ou les produits élaborés, pour lesquels le tribunal a prolongé la période d'observation jusqu'au 30 novembre- sont aussi inquiets, même si certains essaient d'aller de l'avant.

Ainsi, la CFDT, majoritaire, lance un appel: "On veut que les ex-repreneurs du consortium (Sofiprotéol) se remettent autour d'une table et réfléchissent à reprendre les sites de frais. C'est la justice qui n'a pas voulu des offres de reprise, ce n'est pas nous", explique Jean-Luc Guillard, délégué central CFDT. Pourtant, les acteurs de l'offre coordonnée par Sofiprotéol ont indiqué douter "fortement de la viabilité des sites de +Doux frais+" en dehors d'un "projet industriel global concernant toutes les activités du groupe Doux", dans un communiqué.

Ils estiment ainsi que la mise en liquidation du pôle frais "compromet non seulement la viabilité des sites de +Doux Frais+, mais également la viabilité des autres entités". (AFP 02.08)

2- Etats-Unis. Contagion.

Le numéro un américain de l'automobile, General Motors (GM), a vu son bénéfice chuter de 40%, plombé par les pertes en Europe où il espère parvenir à un accord d'ici l'automne avec les syndicats qui ont réitéré leur opposition à toute fermeture d'usine.

"Le fait est que tous nos chiffres sont en baisse comparé à l'an dernier. Ce n'est pas acceptable", a commenté le patron de GM, Dan Akerson, lors d'une conférence d'analystes.

Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 1,5 milliard de dollars au deuxième trimestre, un résultat meilleur qu'attendu. En revanche, le chiffre d'affaires a reculé de 4,5%, à 37,6 milliards de dollars, inférieur aux attentes des analystes.

Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes, le directeur financier Dan Amman a admis jeudi que l'Europe restait une zone "extrêmement difficile", notant toutefois qu'il y avait encore là-bas des "possibilités d'économies de coûts".

"La direction d'Opel et les syndicats sont en discussions" notamment sur la manière d'améliorer "la production, les coûts, la capacité", et "nous comptons parvenir à un vaste accord au cours de l'automne", a renchéri Dan Akerson.

Il exclut pour l'instant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à la fin 2014, conformément à ses engagements pris il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Mais face à des activités en Europe ne cessant de plomber ses comptes, il a exigé un nouveau plan de redressement en cours d'élaboration.

Les négociations portent aussi sur la possibilité de différer la mise en oeuvre de la hausse des salaires (+4,3%) décidée au terme d'un accord conclu en mai dans la métallurgie.

Lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes, le directeur financier a souligné qu'en "termes de surcapacités, si on regarde l'ensemble du secteur, des tierces parties ont estimé qu'il faudrait fermer entre 5 et 7 ou 8 usines d'assemblage à long terme si nous devons rester à ce type de niveaux de ventes".

"Nous sommes en discussions avec nos syndicats et, bien entendu, il y a eu des mesures prises en France avec PSA, les Italiens parlent de mesures sur les capacités. Dans toute l'Europe on commence à voir que certaines des mesures nécessaires commencent à être prises alors que ce n'était pas le cas jusque-là", a ajouté M. Amman.

Dans un courriel à l'AFP, un porte-parole, James Cain, a précisé que le groupe était "en train de négocier le problème de la capacité avec IG Metall". "Ces discussions comprennent l'avenir du site de Bochum après le cycle de produit actuel", a-t-il indiqué.

Le syndicat allemand IG Metall a pour sa part réaffirmé jeudi qu'il refusait toute négociation sur une fermeture d'usine Opel en Europe.

"IG Metall n'est pas près à mener de telles négociations (...) et nous ferons tout ce que nous pourrions pour qu'aucun autre site européen ne ferme", que ce soit en Espagne, en Angleterre ou en Pologne, a déclaré à l'AFP Rainer Einkenkel, président du comité d'entreprise de l'usine Opel de Bochum et membre du conseil de surveillance d'Opel. (AFP 02.08)

ECONOMIE

1- Multinationales et paradis fiscaux.

Apple a plus de 891 milliards de dollars sur des comptes hors des Etats-Unis, Microsoft 54 milliards, Google 43 milliards et Cisco 42 milliards, des trésors de guerre dont ces géants technologiques ne savent plus quoi faire.

Ces entreprises essaient de convaincre les autorités à Washington d'aménager le code fiscal pour pouvoir rapatrier ses fonds sans acquitter une trop lourde facture fiscale: c'est dans l'intérêt du pays, argumentent-elles, pour investir et créer des emplois aux Etats-Unis.

Les entreprises de hautes technologies, qui ont de très fortes marges, ne sont pas les seules dans cette situation: certaines estimations chiffrent à plus de mille milliards de dollars la trésorerie des entreprises stockée à l'étranger. Un phénomène connu et répandu

Le phénomène est particulièrement répandu dans les groupes riches en actifs intangibles. "Toute entreprise qui a de la propriété intellectuelle, que ce soit des logiciels ou un brevet de médicament, a la possibilité d'en assigner la propriété à une filiale étrangère basée dans un paradis fiscal", explique Robert McIntyre, directeur de l'organisation militante Citizens for Tax Justice.

Dans le cas d'Apple, "pratiquement tout l'argent qui est à l'étranger n'a jamais été taxé par qui que ce soit", assure M. McIntyre.

L'agence de notation Moody's Investors Service estimait en juillet que 22 groupes américains du secteur des technologies gardaient 70% de leurs liquidités à l'étranger fin mars, et que le total pourrait passer de 289 à 400 milliards de dollars dans les trois années qui viennent.

Moody's relève que les sociétés sont réticentes à rapatrier ces fonds, qui pourraient être taxés à 35% en arrivant aux Etats-Unis.

En 2004, les multinationales avaient réclamé et fini par obtenir un taux nettement plus favorable de 5,25%.

Pour le fiscaliste Christopher Bergin, le problème c'est que "le système de l'impôt sur les sociétés est cassé". Selon lui, il est tellement plein de niches que "les grosses entreprises peuvent employer des armées d'avocats et d'experts pour réduire leurs impôts". "Apple ne fait rien de mal en tirant avantage des règles telles qu'elles sont écrites", note-t-il, "ce qui est injuste, c'est le code fisca". (L'Expansion.com avec AFP 02.08)

2- Slovénie

Moody's a annoncé jeudi soir l'abaissement de la note de crédit slovène à Baa2 contre A2 et a confirmé le caractère négatif de la perspective de cette note, disant estimer que le secteur bancaire du pays nécessitait une nouvelle recapitalisation.

L'agence de notation dit par ailleurs constater que l'accès de la Slovénie aux marchés de financement devient de plus en plus difficile.

Moody's indique en outre que l'économie slovène est fragile et qu'elle est de plus en plus vulnérable aux chocs en raison de sa dépendance au secteur des exportations et de la faiblesse de son secteur privé.

Ces difficultés, estime l'agence, exacerbent les défis budgétaires auxquels le gouvernement est confronté et compliquent ses efforts visant à stabiliser son niveau d'endettement. (Reuters 02.08)

3- Etats-Unis

American International Group a fait état jeudi d'un bénéfice en hausse au deuxième trimestre, porté notamment par une fiscalité plus avantageuse.

Le bénéfice net est ressorti à 2,33 milliards de dollars.

Le groupe a bénéficié d'une économie d'impôt de 1,28 milliard de dollars qui a dopé son bénéfice net. Des dépenses fiscales de 331 millions et une hausse des provisions légales de 450 millions ont toutefois limité cet effet d'aubaine.

Le groupe, qui reste détenu à 61% par le Trésor américain qui l'a renfloué en mettant 182 milliards de dollars sur la table, a terminé le trimestre avec une trésorerie de 11,5 milliards. (Reuters 02.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 août

CAUSERIE

Pour ceux qui ont lu la causerie d'hier, en principe je récupérerai mon convertisseur de courant jeudi prochain, c'est la carte mère qui est foutue. La température est remontée brusquement avant-hier, on doit être revenu autour de 40°C. Pourvu qu'il n'y ait pas un gros orage d'ici jeudi qui nous priverait de courant pendant de longues heures, surtout la nuit. Je me suis demandé si je ne devrais pas en profiter pour faire une pause) partir de lundi jusqu'au 15 août histoire de me reposer un peu les yeux.

Les articles de presse de juillet seront mis demain au format pdf et tous les articles de juillet qui figurent dans les différentes rubriques seront archivés d'ici lundi soir. J'ai créé un nouveau dossier ou répertoire *dossier2* parce que le répertoire *dossier* comporte 1.893 fichiers et il a du mal à s'ouvrir.

Ce que vous allez lire ci-dessous illustre la soumission de FO (notamment) devant le régime.

Ce qu'il faut bien se dire, c'est que pendant que nous combattons pour élever le niveau de conscience politique des masses exploitées, pour les aider à rompre avec le capitalisme et le régime, à l'inverse les dirigeants et cadres syndicaux s'acharnent à les maintenir enchaînées au capital pour en assurer la survie, ainsi ils démontrent qu'ils sont anti-ouvriers, contre-révolutionnaires, réactionnaires.

[Un exemple de collaboration de classes que l'on pourrait utiliser pour la formation des militants.](#)

Tout y est. C'est signé FO Métaux, dans un communiqué du vendredi 27 juillet 2012 intitulé : *Plan automobile du gouvernement.*

(<http://www.fo-metaux.com>)

En premier figure ce communiqué, à la suite l'exercice pratique, le décryptage.

- La Fédération FO de la Métallurgie a pris acte, hier, du plan automobile présenté par les Ministres du Redressement productif et du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, au nom du Gouvernement.

Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière, dont le déclin est réel et alarmant (communication du Conseil des ministres du 25 juillet), de même que nous portons un jugement globalement positif sur le plan. Cependant, FO Métaux attire l'attention sur les points suivants:

Les 8 leviers d'action du plan automobile ne sont pas réellement novateurs, dans le sens où les mesures proposées ont déjà fait l'objet de discussions, notamment au sein des dispositifs existants au sein de la filière automobile (Charte automobile, Comité Stratégique de Filière, pour ne citer que ceux-là). Mais ils ont le mérite d'être cohérents et de tenir compte du travail paritaire effectué depuis plusieurs années.

FO Métaux note le volontarisme affiché du gouvernement à «sauver» la filière automobile en France et encourage les pouvoirs publics à faire de ce volontarisme «politique» une valeur partagée par tous les acteurs de la filière. C'est ce qui a trop longtemps manqué à notre pays, contrairement à d'autres.

Le premier levier proposé, centré sur l'automobile propre et accessible, nous semble représenter un véritable enjeu d'avenir. Reste à s'assurer que les mesures proposées soient suffisantes et profitent à l'industrie nationale. Le recyclage automobile est également une piste intéressante, soulignée de longue date par notre organisation syndicale.

Chercher à préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre. De ce point de vue, nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation (Charte automobile). FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France.

Aider les entreprises (en amont comme en aval de l'assemblage, en ciblant particulièrement les PME et avec des contreparties en terme d'emploi) et les salariés nous semble une nécessité. Le gouvernement intègre les besoins des équipementiers comme des services de l'automobile, secteurs composés de nombreuses PME, c'est une bonne chose. Mais débattre de la stratégie de filière nous semble néanmoins tout aussi important. Cela nécessite une volonté partagée de discuter (c'est le cas pour notre part), au niveau de la filière, des volumes et types de véhicules qui ont vocation à être produits en France, de dresser des objectifs un peu ambitieux et d'aborder la question des moyens de les atteindre. Fin.

1- Un diagnostic partagé.

La messe est dite d'emblée, ils se situent sur le terrain du patronat, des besoins des capitalistes :

- *"Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière".*

Baisse des ventes, perte de compétitivité, etc. Analyse qui légitime les besoins des capitalistes, donc qui est la négation des besoins légitimes des travailleurs. La seule perspective possible : c'est le capitalisme et peu importe finalement les conséquences sur les travailleurs.

2- Ensuite vient le soutien au gouvernement :

- *"nous portons un jugement globalement positif sur le plan"*

Qui ne remet pas en cause le plan de PSA, qui est compatible avec lui, voilà sur quoi FO Métaux porte "un jugement globalement positif", autant dire que les droits des travailleurs à l'emploi pour survivre est foulé aux pieds. Voilà l'état d'esprit de FO pour combattre contre le plan Varin, autant dire le laisser passer.

3- Après on passe au soutien au patronat :

- *"Aider les entreprises"*

Qui licencient ou licencieront dans l'avenir, ils ne savent faire que cela quel que soit le gouvernement en place, il est au service du patronat, point barre.

4- Pour finir, la méthode : le dialogue social

- *"préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre"*.

Le *"dialogue social"*, c'est mettre la main à la pâte, c'est collaborer avec le patronat et le gouvernement contre les travailleurs.

- *"nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation"*.

Les syndicats ne collaborent pas seulement avec l'Etat et le patronat au sein d'organismes consacrés aux retraites, à la santé, etc. ils collaborent également au sein d'organismes créés dans les différents secteurs d'activité. Notez au passage que ces organismes n'ont pas été créés pour répondre à des problèmes ponctuels, ils ont une existence permanente, cela signifie que les syndicats collaborent en permanence avec l'Etat et le patronat

Le plus fort, c'est qu'ils réclament une prime pour leurs troupes en échange de service rendu sans doute, des garanties pour les places qu'ils occupent dans les organismes paritaires, ces parasites. Tout se monnaie de nos jours que voulez-vous, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est plus fort qu'eux, ils sont corrompus dans tous les sens du terme.

Les syndicats n'ont pas besoin d'être intégrés à l'Etat pour être subordonnés au capitalisme et aux institutions, traité ou non, ils sont déjà dans une posture de soumission ou de servitude devant leurs maîtres, de servitude à serviteur il n'y a qu'un pas, chacun aura compris qu'ils l'ont franchi ou qu'ils ont déjà capitulé.

Et après ils osent affirmer qu'ils sont indépendants, plus le mensonge est gros plus il a de chance de passer, voilà le principe qui les anime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le vice-président (PS) du Sénat et président du conseil général de la Drôme Didier Guillaume a estimé que des sous-préfectures devraient peut-être fermer pour lutter contre les doublons dans l'action de l'Etat et des départements.

"Il faudra peut-être que certaines sous-préfectures soient fermées (...)", a-t-il déclaré sur Europe 1.

"Nous disons que dans les territoires il y a des fonctions exercées par l'Etat et le département, sur le social, la jeunesse, le sport... Ce sont des doublons qui coûtent cher: il faut donner plus de pouvoir aux collectivités et que l'Etat retourne à ses fonctions régaliennes", a-t-il poursuivi.

"Les départements n'ont plus les moyens de financer l'APA (Aide aux personnes âgées) ni le RSA (Revenu de solidarité active)", a-t-il ajouté. "Il faut que nous ayons la possibilité d'emprunter pour investir".

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls avait exclu mardi tout *"statu quo"* sur l'implantation des quelque 240 sous-préfectures implantées sur le territoire national. (AFP 03.08)

1.2- Le vice-président socialiste du Sénat français, Didier Guillaume, a vivement critiqué vendredi 3 août le refus de la Banque centrale européenne (BCE) d'agir immédiatement sur les marchés pour venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, contredisant ainsi François Hollande et le gouvernement.

Prié sur Europe 1 de dire s'il était 'déçu', Didier Guillaume a répondu : *'Oui, et je comprends l'Italie et l'Espagne de ne pas aller dans cette direction'. 'La BCE, la Banque centrale européenne, ne peut pas continuer à affamer les peuples, à tirer sur les Etats en difficulté'*, a-t-il ajouté en estimant que les réticences de l'Allemagne et de la Bundesbank expliquaient cette position.

'Bien sûr que la Bundesbank ne veut pas intervenir, disant 'il faut d'abord faire des efforts'. Mais à force de faire des efforts, ces pays seront à la corde, ils ne pourront plus rien faire et c'est la raison pour laquelle il est indispensable que la BCE puisse intervenir directement', a dit Didier Guillaume.

Le recours au Fonds européen de stabilité financière (FESF) est selon lui une chimère. *"Ça ne marchera pas, on le sait très bien. Il faut dire aux Allemands très clairement et à la Bundesbank : lâchez du lest, il faut que la BCE intervienne directement sur les marchés."* (LeMonde.fr 03.08)

2- Espagne

L'Espagne a annoncé vendredi un plan prévoyant cent milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, mais, toujours asphyxiée sur les marchés malgré cet effort de rigueur, elle n'exclut plus une demande d'aide financière à ses partenaires européens.

"Ce ne sont pas des réformes aimables, ni populaires", mais elles sont *"indispensables"*, a lancé le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, dressant le bilan de ses sept mois à la tête du pays, ponctués de mesures d'austérité sans précédent dans l'histoire de la démocratie espagnole.

Le Conseil des ministres venait alors d'adopter un plan budgétaire totalisant 102 milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, exigé par Bruxelles qui, en juillet, avait accordé en contrepartie à l'Espagne un assouplissement de ses objectifs de déficit.

Ce plan, envoyé vendredi à la Commission européenne, inclut les 65 milliards d'économies déjà annoncées en juillet. S'y ajoutent d'autres mesures, pour partie imputées aux régions autonomes dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Aucune décision, a-t-il ajouté, n'a en revanche été prise sur le maintien, au-delà du 15 août, de l'allocation mensuelle de 400 euros pour les chômeurs de longue durée, demandée avec force par l'opposition socialiste.

"Nous allons poursuivre notre engagement sur le chemin des réformes et la lutte pour assainir les comptes publics", a assuré Mariano Rajoy, tout en prévenant que son gouvernement *"ne ferait pas de miracles"*. (AFP 03.08)

1- Syrie

L'Assemblée générale des Nations unies a massivement condamné vendredi le gouvernement syrien et réclamé une transition politique dans ce pays en proie depuis 17 mois à un soulèvement sanglant.

Cette instance, qui compte 193 Etats membres, a adopté un projet de résolution d'inspiration saoudienne exprimant une *"grave préoccupation"* devant l'escalade des violences.

Cent trente-trois pays ont voté pour, 12 contre et 31 se sont abstenus. Le texte bénéficiait du coparrainage de plusieurs Etats membres, dont celui de nombreux pays occidentaux.

Comme prévu, la Russie, alliée fidèle du président syrien Bachar al Assad, a voté contre ce texte, qui n'a pas de valeur contraignante. Lui ont emboîté le pas des nations connues pour leur hostilité envers l'Occident comme la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, la Biélorussie et Cuba.

Le représentant russe au Conseil, Vitali Tchourkine, a immédiatement condamné la résolution en l'accusant d'être *"nuisible"* et de masquer *"un soutien flagrant"* à la rébellion. *"Derrière la façade d'une rhétorique humanitaire, la résolution dissimule un soutien flagrant à l'opposition armée qu'ils appuient et arment activement (...)"*, a-t-il dit.

La représentante permanente des Etats-Unis au Conseil de sécurité, Susan Rice, s'est réjouie du vote de l'Assemblée générale. *"Malgré l'opposition continue d'une minorité de plus en plus isolée, la majorité écrasante des membres des Nations unies a pris clairement position pour le peuple syrien et à ses aspirations légitimes"*, a dit la diplomate.

Son homologue britannique, Mark Lyall Grant, a déclaré à la presse après le vote qu'une *"majorité colossale"* avait soutenu la résolution, dont la formulation avait été modifiée pour supprimer des appels explicites de la Ligue arabe en faveur d'une démission de Bachar al Assad et de sanctions contre Damas.

A Paris, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a salué l'adoption de la résolution, qui *"réaffirme la volonté de la communauté internationale de trouver la voie d'une sortie de crise crédible en Syrie."*

"La France soutient pleinement cette approche et reste mobilisée pour que prévale la justice pour le peuple syrien", peut-on lire dans un communiqué.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Abdallah al Mouallimi, s'est pour sa part félicité que *"le nombre de votes favorables ait surpassé toutes nos attentes"*.

Le représentant permanent de la France, Gérard Araud, qui préside depuis le 1er août pour un mois le Conseil de sécurité, s'est également réjoui du vote de l'Assemblée générale tout en déplorant l'incapacité des Quinze du Conseil à agir de la même façon.

"Le Conseil de sécurité est bloqué", a-t-il dit. "Je ne vois pas comment nous pourrions aller de l'avant sur cette question".

Après le vote, le représentant syrien, Bachar Ja'afari, a dénoncé la "nouvelle mascarade" orchestrée, selon lui, par le président de l'AG, le Qatari Nassir Abdoulaziz al Nasser, pour faire adopter la ligne de son pays.

L'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent la cause des insurgés syriens en lutte contre le régime de Bachar al Assad. Le diplomate syrien a réitéré les accusations de Damas sur la fourniture par ces deux pays du Golfe d'armes aux rebelles. "La résolution n'aura, quoi qu'il soit, aucune conséquence", a-t-il martelé.

Plusieurs diplomates occidentaux ont fait valoir qu'il était important de voter le texte de l'Assemblée générale pour envoyer un message politique et faire honte à Moscou et Pékin pour leur obstruction au sein du Conseil de sécurité.

"Ce vote braque les projecteurs sur la Russie et la Chine et les humilie d'une façon qui ne va pas leur plaire", a commenté un diplomate de l'Onu ne souhaitant pas être identifié nommément.

Avant le vote, Ban Ki-moon avait déclaré devant l'Assemblée générale que les exactions signalées à Alep, la deuxième ville syrienne où les deux camps s'affrontent depuis plusieurs jours de manière sanglante, pourraient s'apparenter à des crimes contre l'humanité.

"Alors que nous sommes ici réunis, Alep (...) est l'épicentre d'une bataille sauvage entre le gouvernement syrien et ceux qui veulent le remplacer", a dit le secrétaire général de l'Onu.

"Les actes de brutalité qui sont signalés pourraient constituer des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre", a-t-il ajouté. "Ces agissements doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs devront rendre des comptes". (Reuters 03.08)

SOCIAL

France

Depuis le 27 juin, trente salariés sur les quatre-vingt-cinq du Monoprix rue de la Roquette dans le 11e arrondissement de Paris sont en grève, après une précédente mobilisation en décembre.

Sous-effectif chronique, polyvalence des postes occupés, collègues absents jamais remplacés : les salariés n'en peuvent plus. "Le plus souvent, nous ne sommes que deux dans le rayon, alors que l'on devrait être au moins trois", raconte Makam Kamissok, qui travaille au rayon fruits et légumes depuis deux ans. Aux caisses, c'est encore pire : pas de pause pendant le service, même pour aller aux toilettes ou passer un coup de téléphone urgent. Les effectifs sont tellement réduits que "les clients doivent faire la queue pendant trois quarts d'heure, une heure le soir", relate Béatrice, chef de caisse depuis cinq ans rue de la Roquette.

Les salariés se plaignent également de mauvais rapports avec la nouvelle directrice du magasin, nommée il y a un an par le groupe, et considérée comme "en grande partie responsable de la situation", selon Rémi Picaud, secrétaire général adjoint CGT-Commerce Paris. Autoritarisme, manque de respect, pour plusieurs salariés, le magasin était devenu "comme une dictature". Sollicitée par LeMonde.fr, la directrice du magasin n'a pas souhaité s'exprimer.

Depuis trente-huit jours, la relation entre grévistes et la direction s'est peu à peu dégradée. Assignés deux fois en justice par la direction, les grévistes ont perdu le 10 juillet et ont dû cesser le blocage et l'occupation du magasin. Puis, le 26 juillet, le tribunal d'instance leur a donné raison face à la direction, qui les accusait de provoquer "des nuisances sonores à l'intérieur et à l'extérieur du magasin". Soutenus par la CGT Paris et le Front de Gauche, les salariés n'ont pas baissé les bras. Une pétition de soutien à leur mouvement a recueilli 6 000 signatures, une collecte a été organisée pour les aider financièrement, et les militants syndicaux ont distribué des tracts pour mobiliser autour de leur action. Les élus Front de Gauche ont, eux, déposé un vœu au Conseil de Paris le 9 juillet, demandant au maire de Paris d'ouvrir le débat avec la direction. "Nous sommes tous au smic, la direction pensait que nous ne tiendrions pas longtemps, certainement pas un mois en tous cas. C'est grâce à la solidarité ça a marché."

Vendredi 3 août à midi, les grévistes sont réunis devant le magasin pour décider s'ils acceptent ou non l'accord proposé la veille par la direction. "De mon point de vue, vous avez gagné", assure Karl Ghazi, secrétaire général de la CGT-Commerce Paris.

"L'accord prévoit le remplacement des salariés absents dans un délai de trois à cinq jours maximum, la création de deux caisses supplémentaires d'ici à fin octobre, la création d'un poste en plus de caissière en CDD d'ici à fin septembre, des temps de pause au moment opportun pour vous, et une étude pour réorganiser le fonctionnement aux caisses", précise-t-il. La plupart des revendications sont donc satisfaites, même si les engagements sur les créations définitives de postes restent flous – les grévistes acceptent de signer.

Quelques dizaines de minutes plus tard, la déléguée syndicale du personnel revient avec l'accord définitif signé par la direction. C'est l'explosion de joie. "On a gagné, on a gagné", "So-so-solidarité", clament en cœur les grévistes, et la centaine de militants Front de gauche, du Parti Communiste et CGT présents. Pour fêter leur victoire, les – désormais anciens – grévistes entrent dans le magasin pour "un tour de la victoire et de la joie".

Les clients médusés et circonspects les observent déambuler entre les rayons, avec leurs drapeaux et leurs slogans. Au détour d'une allée, ils croisent la directrice, le calme revient immédiatement, et un froid s'installe. "Nous reviendrons ici autant de fois qu'il le faut pour faire respecter l'accord signé", rappelle K. Ghazi. A la sortie, les salariés se jettent des confettis. Reste maintenant aux salariés de la rue de la roquette à reprendre le travail. Et à joindre les deux bouts dans les prochains mois : "Il y a une chose que l'on n'a pas obtenue, précise Karl Ghazi, c'est le paiement des jours de grève." (lemonde.fr 03.08)

ECONOMIE

Secteur automobile.

1- Paris a envoyé à la Commission "une demande de mise sous surveillance des importations de véhicules en provenance de Corée du Sud", a annoncé le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Cette décision "fait suite à la progression très importante des importations en France de véhicules de tourisme coréens", a-t-il justifié dans un communiqué. Selon les chiffres du ministère, sur les deux premiers mois de l'année, la hausse est de 50%.

"Les segments des véhicules à moteur diesel, notamment les petites cylindrées, sont particulièrement touchés, avec des hausses très importantes", souligne le ministre.

Pour lui, "les conditions pour la mise en oeuvre d'une mise sous surveillance sont réunies" car l'accord, entré en vigueur au 1er juillet 2011, prévoit que les Etats membres de l'Union européenne (UE) saisissent la Commission européenne en cas d'"une augmentation soudaine des importations".

Cette mise sous surveillance "conduit à imposer aux importateurs l'obtention d'une autorisation de la Commission européenne préalablement à toute importation", ce qui permettrait de mesurer les effets de cet accord et "d'envisager les nouvelles dispositions à prendre si les relations commerciales s'avèrent trop inégales", selon le ministre.

De fait, les immatriculations des marques Hyundai-Kia en France ont augmenté de 28,6% sur les six premiers mois de marché à 31.350 unités et les deux marques ont à elles deux 3% de part de marché, selon les chiffres du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Elles restent bien loin derrière PSA Peugeot Citroën, premier avec 30,6% de part de marché, suivi par Renault avec 22,8%. Ce dernier importe d'ailleurs aussi des véhicules de Corée du Sud où il a une usine.

Beaucoup de voitures vendues par les sud-coréens ne proviennent pas de Corée du Sud. Hyundai produit en République tchèque et Kia en Slovaquie et cette production n'est pas concernée par l'accord de libre-échange.

"Plus de 50% des véhicules Kia vendus en France proviennent de son usine européenne", a souligné un porte-parole du constructeur joint par l'AFP. "Nous sommes un acteur européen", a-t-il insisté.

Une porte-parole de Hyundai n'a pas fait de commentaire, renvoyant aux propos tenus la semaine dernière par le directeur général France, Patrick Gourvenec. "Nous avons importé près de 2.000 voitures produites en Corée pour le marché français" sur les six premiers mois de l'année.

Les tarifs douaniers pour les petites voitures sud-coréennes, fixées à 10% avant l'accord, sont passés à 8,3% à partir du 1er juillet 2011 puis à 6,7% depuis le 1er juillet 2012 et ils doivent être à 0% en 2016.

Pour les voitures de moyenne cylindrée et de grosse cylindrée, le tarif douanier a été réduit à 4% depuis le 1er juillet 2012.

Le secteur automobile français s'en était déjà pris à cet accord par le passé et le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, s'en est encore inquiété la semaine dernière.

La Commission européenne étudie à présent l'ouverture de négociations de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, ce qui suscite de nouvelles inquiétudes. (AFP 03.08)

2- Toyota est redevenu numéro un mondial. Grâce à des ventes presque multipliées par 2 au printemps

Mais ses chiffres de ventes et ses performances financières du premier trimestre de l'année budgétaire constituent un spectaculaire redressement, pour ce constructeur heurté de plein fouet par le tremblement de terre du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon. Entre le 1er avril et le 30 juin, Toyota a dégagé un bénéfice net de 290,3 milliards de yens (quelque 3 milliards d'euros) et un bénéfice opérationnel de 353,1 milliards de yens, appuyés sur un chiffre d'affaires bondissant de 60%.

Au final, le constructeur a élevé de 86% ses ventes d'automobiles dans le monde. Ajoutées aux bons chiffres de cet hiver, cette performance a permis au groupe d'écouler 4,97 millions d'unités à ses concessionnaires planétaires entre janvier et juin (marques Toyota, de luxe Lexus, de mini-voitures Daihatsu et de poids lourds Hino confondues). Pour ce premier semestre de l'année calendaire, Toyota a repris la première place mondiale, abandonnée l'an passé à l'américain General Motors, qui n'a écoulé lors de la même période "que" 4,67 millions de véhicules.

Le troisième du classement, l'allemand Volkswagen en plein boom, a écoulé pour sa part 4,45 millions de véhicules. Le constructeur nippon a d'ores et déjà rehaussé de 180.000 véhicules son objectif de ventes pour l'année calendaire en cours, qu'il espère boucler en écoulant 9,76 millions d'unités.

Contrairement à un concurrent nippon comme Nissan, qui a largement délocalisé ses usines, Toyota assemble quelque 45% de ses véhicules au Japon et exporte encore quasiment la moitié de cette production locale. Il compte néanmoins augmenter son chiffre d'affaires annuel de 18,4%, à 22.000 milliards de yens, quasi tripler son profit opérationnel à 1.000 milliards de yens et augmenter de 168% son bénéfice net, à 760 milliards de yens (7,6 milliards d'euros au taux de change actuel). (L'Expansion.com avec AFP 03.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 août

CAUSERIE

[Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. \(suite\)](#)

La France soutiendra une intervention armée de forces africaines au Mali mais elle n'en prendra pas l'initiative, a affirmé samedi à Lorient le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, qui juge l'intervention "inéluçtable". "La France la soutiendra et je l'espère, l'Union européenne aussi".

La Cédéao est disposée à envoyer une force de quelque 3.300 soldats pour aider l'armée malienne à reconquérir le Nord. Mais elle attend un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et demande un appui logistique notamment à la France et aux Etats-Unis. (AFP 04.08)

[Obscurantisme. L'homme propose et Dieu dispose, comme sous un régime antidémocratique ou une dictature. Une conception du monde antimatérialiste](#)

Les médias réactionnaires se partagent le boulot. Il y a quelques jours j'ai dénoncé Le Point toujours à l'affût d'une rumeur, d'un bruit de chiotte, à croire que c'est leur milieu naturel, pour monter une affaire en épingle et attaquer de préférence le gouvernement notamment, gouvernement que je n'épargne pas, mais en me situant sur le terrain de la lutte des classes.

Cette fois, c'est L'Express qui vient de s'illustrer dans le domaine de l'obscurantisme, en titrant : *10 raisons de croire en Dieu*. Ils n'en fournissent que 7 dans leur article disponible sur Internet, il faudrait acheter leur torchon pour accéder au 3 autres, ce dont on fera l'économie.

Leurs arguments reposent sur du vent ou des contrevérités. Dieu existerait, la preuve "de plus en plus d'intellectuels ou d'écrivains s'en réclament" ou encore "les scientifiques continuent de spéculer sur son existence," écrivent-ils, tu parles d'une

caution, quand à une autre époque la plupart des intellectuels, écrivains ou scientifiques estimaient que le soleil tournait autour de la terre, ceux très rares qui prétendaient le contraire se trouvaient dans la même situation que ceux qui aujourd'hui affirment que dieu est une création de l'homme et qu'il n'existe pas en dehors de son imagination vagabonde.

Je vous fais grâce de cet article assez long à dormir debout, puisque finalement son contenu est contradictoire avec son titre, comme quoi l'entreprise était impossible, démontrer l'existence de Dieu. Ce qui n'empêchera pas son auteur de se ridiculiser en affirmant que *"la pensée de Dieu implique donc son existence"*, autrement dit, la société, le monde, l'univers n'existent que parce que les hommes les ont pensés, tout ce que les hommes ont pensé un jour existe ou quand l'idéalisme se fait caricature.

Cette démonstration est si grotesque, que les premiers internautes à réagir ne s'y sont pas trompés :

1- *"Pour mon compte, il y a longtemps que j'ai compris que c'est les hommes qui font vivre tous ces dieux de l'Olympe."*

2- *"Le "concept" dieu, est le refuge des arriérés, des peureux, des crédules, des fanatiques en tous genres... La science a débusquée toutes les supercheries et mensonges de religieux Le retour du religieux équivaut au retour de l'obscurantisme, l'un ne va pas sans l'autre, à moins que nos journalistes, se soient mis des lunettes noires et des bouchons dans les oreilles ... Bien sûr et ne voient pas la réalité."*

3- *"Si il existe, cela doit faire un bail qu'il est en vacances ou mort pour de vrai."*

Il est quand même surprenant, même si on le comprend, de constater que l'homme en soit encore à croire dans les pays les plus développés, qu'il avait pu dans la nuit des temps développer un niveau de conscience ou de connaissance suffisamment élaboré pour lui permettre de soutenir une telle théorie, l'existence d'un Dieu, alors que l'on sait ou l'on admet qu'il était ignorant de son environnement et de tout le reste d'ailleurs, et ne pas logiquement arriver à la même conclusion s'agissant de la religion, qu'elle serait uniquement le produit de son ignorance.

L'homme n'est pas seulement faible, il est inconséquent ou manque de cohérence dans ses interprétations de la réalité et les conclusions qu'il en tire, y compris (ou surtout) quand il s'agit de s'occuper de son propre sort, en politique.

Ma foi, c'est à croire qu'il est toujours ignorant et qu'il a encore des progrès à faire pour conquérir sa liberté. On reviendra une autre fois sur ce sujet qu'il est possible d'aborder très simplement.

En aparté, je vous livre ce qui vient de me passer par la tête en évoquant la politique.

C'est pratiquement le seul domaine qui est censé l'intéresser au premier chef et duquel dépend son existence, et qu'il délaisse justement ou délègue aveuglément. Il y a un lien entre s'en remettre à une religion et être incapable de s'impliquer dans la lutte des classes pour changer la société, dès lors qu'on s'y trouve mal ou qu'on n'y trouve pas sa place. Notez que j'ai bien précisé *"pour changer la société, car il y a malgré tout des travailleurs croyants impliqués dans la lutte des classes."*

En voyant des images d'un stade où s'entassent des dizaines et dizaines de milliers de spectateurs pour assister à un match de football, pendant que l'on peine à réunir quelques milliers de participants à une manifestation, on ne manquera pas de se faire cette réflexion. Elle m'est venue en téléchargeant un concert du groupe de hard rock AC/DC, qui s'était tenu à Rio au Brésil, dans un stade archi plein (debout entassés sur la pelouse) où il devait bien y avoir 100.000 spectateurs. Bon, le pape fait mieux vous me direz, pas sûr, j'ai constaté que certaines vidéos de rock ou hard rock avaient été téléchargées entre 10 et 22 millions de fois, Iron Maiden, AC/DC, Aerosmith, Metallica, Scorpion, etc. Comme quoi en passant cette musique ne doit pas être si mauvaise que cela. (A suivre)

[La gamelle, elle la préfère bien garnie.](#)

Les indemnités de Brigitte Barèges, la maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), ont été multipliées par trois. Alors qu'elle touchait environ 1400 E net, cette augmentation votée par le conseil municipal va lui permettre de toucher près de 3 700 euros. Du côté de l'élue UMP, on justifie cette hausse comme une juste compensation de la perte par celle-ci de ses indemnités parlementaires après sa défaite aux législatives du 17 juin. Jusqu'à cette date, et en raison de la loi plafonnant les indemnités en cas de cumul des mandats, ces indemnités de maire étaient en effet limitées.

Selon " La dépêche du midi ", Brigitte Barèges a par ailleurs procédé de même quelques jours auparavant pour porter ses indemnités de présidente de la communauté d'agglomération à 3 000 euros. Au total, elle toucherait donc à en croire les calculs du quotidien régional 7000 E chaque mois, soit approximativement la même somme qu'avant la perte de son siège de députée.

" La dépêche du Midi " précise toutefois que *" l'enveloppe globale des indemnités des élus de Montauban n'a pas bougé [...] la nouvelle somme allouée à Brigitte Barèges a été rendue possible par la baisse de celle attribuée aux quinze adjoints "*. Des adjoints qui ont un certain sens du sacrifice... (elle.fr 04.08)

Les intégristes musulmans à l'oeuvre. Mais ne font pas recette.

Une association de banlieue a porté plainte samedi contre la mairie de Gennevilliers, qui avait suspendu mardi quatre animateurs d'un centre de vacances pour avoir observé le jeûne du ramadan avant de revenir sur sa décision.

Par ailleurs, environ 200 personnes se sont rassemblés dans la soirée devant la mairie de Gennevilliers, pour rompre le jeûne lors d'un "iftar géant".

Porte-parole de Banlieue Plus, l'une de la quinzaine d'associations du collectif à l'initiative de cette rupture du jeûne, Farid Tamsamani a demandé "que les sanctions liées à toute forme de discrimination, et particulièrement l'islamophobie, soient portées par des lois spécifiques avec des sanctions beaucoup plus sévères".

Hassan Ben M'Barek, président du Front des banlieues indépendant (FBI), a de son côté précisé avoir déposé plainte auprès du commissariat de Gennevilliers, estimant que le motif invoqué par la mairie, la sécurité des enfants, "masque une discrimination à l'égard d'une pratique musulmane".

Contacté par l'AFP, Samir, l'un des quatre animateurs, a en revanche dit ne pas souhaiter porter plainte. L'article litigieux du contrat de travail des animateurs, qui leur imposait de se nourrir et de s'hydrater "convenablement en particulier durant les repas", a "été retiré, c'était notre objectif premier. Nous souhaitons qu'il le soit définitivement", a-t-il raconté.

"On veut avancer dans le débat. Selon moi, chaque personne, en fonction de ses capacités, doit savoir si elle peut faire le jeûne ou pas. J'espère que ce débat va avoir lieu, avec les gens qui peuvent faire avancer les choses", a-t-il encore affirmé.

M. Ben M'Barek est "très loin de tout le travail que nous avons réengagé avec la communauté musulmane de Gennevilliers, et qui avait été engagé depuis de très nombreuses années", a réagi auprès de l'AFP le maire (PCF) de la commune, Jacques Bourgoin.

La "mise en place dès septembre d'une commission permanente du dialogue, (...), sur les questions que peuvent rencontrer les musulmans sur la ville", a été décidée lors d'une rencontre vendredi soir avec des représentants d'une association musulmane, a ajouté M. Bourgoin.

Une journaliste de l'AFP a constaté qu'une manifestation organisée samedi par le FBI devant la mairie de Gennevilliers avait réuni moins d'une dizaine de personnes. (AFP 04.08)

Il y a des gens qui se réclament d'une religion ou une autre, et parmi eux il y a des pratiquants et des non-pratiquants, or, ce que ne dit pas l'animateur dénommé Samir, c'est qu'en réalité le jeûne est très souvent imposé à toute personne censée être musulmane et non d'origine musulmane, car on ne naît pas avec une religion.

Si je l'ai constaté quand j'étais adolescent il y a de cela une quarantaine d'années, j'imagine que de ne jours c'est pire. Quand un de mes copains enfreignait les principes en cours chez les musulmans, par exemple ne pas manger de porc, il y en avait toujours un pour le menacer de le dénoncer à ses parents ou son grand frère. En 2012, il le dénoncerait aux intégristes qui sévissent dans les banlieues et il serait passer à tabac. Ils obligent aussi les gosses à rester sans manger toute la journée, c'est monstrueux.

Pendant une courte période mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Kadher, Amid, etc. ils faisaient de grosses conneries, c'étaient des voyous, vol, agression, etc. tout cela n'avait pas trop d'importance du moment qu'ils mangeaient pas un sandwich au saucisson, par contre, je ne les ai jamais entendu critiquer un non-musulman qui en mangeait un. Je me souviens aussi qu'ils n'avaient pas le droit de fumer une cigarette devant leurs parents, mais là c'était pour une question de respect. Ils bénéficiaient de l'indulgence de la police parce qu'ils collaient les affiches de l'UDR, le maire était J. Baumel, un ancien du SAC.

Quand dans la société, c'est une religion qui dicte sa loi aux citoyens jusque dans les faits et gestes de la vie quotidienne qui sont du ressort des aspirations ou droits de chacun, certains en appelleront aux principes de la République, il n'existe plus la plus petite trace de liberté, c'est comparable à une dictature. Si chaque religion dictait ses lois avec tous ses interdits et toutes ses obligations, pourquoi une y aurait le droit et pas les autres, ce serait l'enfer sur terre !

Ensuite ces gens-là se plaignent d'être victimes de discriminations, ils en portent la responsabilité, qu'ils ne viennent pas se plaindre si la prochaine fois pour éviter ces ennuis le maire décidait de pas embaucher des animateurs présentant le profit de musulmans.

Je ne suis pas musulman, mais je me souviens quand j'étais jeune, j'avais les cheveux très longs et il était difficile de trouver du boulot avec un tel look, alors qu'il n'y avait pas de chômage, on ne me proposait que des emplois merdiques, manutentionnaire, balayeur, aide-magasier au mieux. Un jour j'en ai eu marre et j'ai décidé d'aller chez le coiffeur, de soigner ma présentation, c'est peut-être con à dire, mais cela a changé ma vie, peut-être pas du jour au lendemain, mais j'ai fini par trouver

un bon job (chez Konica) et par m'en sortir.

Le matin je prends un jus de fruit et un café noir pour démarrer la journée. Au bout d'une heure de boulot je ressens une grosse fatigue, je bois un second café, et comme cela ne suffit pas j'ajoute quelques tartines de pain beurrées, après je suis dispos pour les deux ou trois heures de boulot qui m'attendent, entre temps la température est bien montée, cela vous casse littéralement, vers midi la fatigue revient, je casse la croûte et c'est reparti, sinon je me traîne toute la journée et j'ai le cerveau qui tourne au ralenti, intolérable avec le boulot que je dois abattre quotidiennement. Et quand je suis vraiment trop crevé, il n'y a qu'un truc qui fait de l'effet, un petit verre de bière ou un cocktail à la vodka à midi et la machine repart de plus belle. Passer la journée sans bouffer, c'est comme passer la journée sans penser !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce. Un régime aux abois. Boucs émissaires et chasse à l'homme.

La police grecque a annoncé samedi avoir entrepris une opération pour "écarter" les sans-papiers du centre d'Athènes, au cours de laquelle 500 personnes ont été arrêtées et 1.500 interpellées.

"Intitulée "Xenios Zeus" (du nom du roi des dieux antiques Zeus, protecteur des hôtes), cette opération a commencé jeudi et y ont participé 2.000 policiers à Athènes et 2.500 au département frontalier d'Evros (nord-est)", passage habituel des migrants de Turquie, a déclaré aux médias le porte-parole de la police, Christos Manouras.

Le but de l'opération est de *"reconduire les sans papiers à leur pays d'origine, fermer les frontières (...) et faire en sorte qu'Athènes redevienne une métropole de droit avec une qualité de vie"*, a ajouté M. Manouras.

Selon le porte-parole de la police, la reconduction des migrants clandestins à leurs pays d'origine *"est un besoin de survie nationale"*.

"Le message à envoyer est que la Grèce ne peut assurer de travail et de séjour" aux candidats à l'immigration, a-t-il dit.

Ce nouveau coup de balai à Athènes intervient quatre mois après celui du précédent gouvernement de coalition droite-socialistes, effectué environ un mois avant les élections législatives de mai.

Le nouveau Premier ministre conservateur Antonis Samaras qui dirige depuis fin juin un gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche, s'était engagé lors de sa campagne électorale *"à la reconquête des villes" et à arrêter "l'invasion des migrants illégaux"*. (AFP 04.08)

2- Syrie.

2.1- Après les barbouzes déguisés en journalistes, les barbouzes déguisés en humanitaires.

Paris veut profiter de sa présidence des Nations unies pour accentuer l'aide humanitaire aux Syriens à défaut d'une avancée politique en raison du blocage russe, a affirmé samedi l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud.

"Progresser d'un point de vue politique, je dois avouer que je pense que ce sera difficile". Mais des choses peuvent être faites "d'un point de vue humanitaire parce qu'on oublie qu'au-delà des blocages du Conseil de sécurité ou de la démission de M. (Kofi) Annan, il y a la souffrance des syriens", a-t-il déclaré à la radio Europe 1.

L'ambassadeur a une nouvelle fois regretté l'absence de pression au plus haut niveau international sur le régime de Bachar al-Assad.

"Les Russes nous disent que pour eux c'est Assad ou les islamistes, qu'ils n'aiment pas particulièrement Assad mais qu'ils ne veulent pas des islamistes. Nous, nous leur répondons qu'avec leur politique, ce sera Assad puis les islamistes. Parce qu'Assad tombera et plus nous attendons plus il y aura une radicalisation de la résistance. Déjà nous voyons apparaître Al-Qaïda en Syrie et à la fin du compte, nous aurons le résultat que craignent les Russes", a dit Gérard Araud.

"Nous devons convaincre les Russes et les Chinois qu'ils font fausse route et qu'ils nous entraînent dans le désastre final, la guerre civile, le chaos et à la fin peut-être la victoire des radicaux alors que pour le moment c'est la population syrienne qui combat, ce ne sont pas des radicaux", a-t-il précisé. (AFP 04.08)

La propagande officielle, quoi.

2.2- Son relais.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a appelé, samedi, au respect par les belligérants du droit international humanitaire, et plus particulièrement des civils en Syrie. L'organisation internationale a appelé "*toutes les parties à respecter pleinement les règles et principes du droit international humanitaire ou droit de la guerre*", dans un communiqué. "*Nous demandons instamment à toutes les parties combattantes d'honorer les obligations qui leur incombent au titre du droit international humanitaire*", a insisté Robert Mardini, chef des opérations du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient. (LePoint.fr 04.08)

SOCIAL

1- France. MGF Logistique, encore un accord pourri.

Un accord de fin de conflit a été trouvé entre les salariés du site d'Orchies de MGF Logistique (groupe G7), qui avaient un temps menacé de mettre le feu à des produits dangereux, et la direction, a-t-on appris samedi auprès de représentants des salariés.

L'accord prévoit la reprise de 11 salariés sur 53 par un client de l'entreprise qui stockait des produits d'entretien et peintures pour automobiles et une enveloppe de 230.000 euros de primes extra-légales à partager entre les salariés non repris, selon Sébastien Béhague, délégué CGT et Corinne Douay élue CGT suppléante au comité d'entreprise. Les salariés sont "*écoeurés*", ont dit les responsables syndicaux.

Lors d'un vote samedi matin, les salariés ont décidé de lever le blocage du site, placé en liquidation judiciaire le 23 juillet par le tribunal de commerce de Douai, qui durait depuis près de deux semaines. Les quatre grévistes de la faim ont mis fin à leur mouvement. (AFP 04.08)

2- Hongrie. Le STO des négriers est de retour.

En Hongrie, le gouvernement expérimente une "*prison d'été*" où les détenus travaillent pour rembourser le coût de leur détention, un programme visant à faire face au problème de surpopulation carcérale mais qui fait tiquer des défenseurs des droits de l'Homme.

Mis en place depuis juin, ce projet-pilote, lancé à l'initiative de l'administration pénitentiaire, concerne une soixantaine de détenus, condamnés pour de petits larcins à des peines allant de trois à six mois de prison, dans l'établissement de Nagyfa, à 190 km au sud de Budapest.

"*Notre objectif est d'une part que les détenus remboursent leur coût de détention afin que ce ne soit pas à la charge du contribuable*", explique à l'AFP Zsolt Balogh, porte-parole de l'administration pénitentiaire. "*D'autre part, nous voulons qu'ils passent le temps de leur détention d'une manière utile*", c'est-à-dire en travaillant, afin de faciliter leur réinsertion, ajoute-t-il.

Dans l'établissement de Nagyfa, il n'y a ni chauffage, ni lumière, par souci d'économie. Mais, les cellules sont moins bondées et la vie carcérale plus souple.

La Hongrie compte environ 17.000 détenus alors que la capacité officielle des prisons du pays n'est que de 12.600 places, donc l'espace minimum de 3m2 pour un homme et de 3,5 m2 pour une femme n'est pas assuré, indique l'organisation non-gouvernementale TASZ (Association pour les droits fondamentaux).

Selon le programme, les détenus travaillent dans les champs de l'exploitation agricole gérée par l'administration pénitentiaire contre un salaire brut mensuel de 80 euros -- trois fois moins que le salaire minimum -- et doivent payer un euro par jour pour leurs repas.

Les participants au programme pourront faire valoir 20 jours de vacances (dans le centre carcéral) et obtenir des permissions pour visiter leur famille, entre cinq et quinze jours par an.

La prison loue également ses locaux à des entreprises privées, qui emploient les prisonniers pour le même salaire, ce que dénonce le Comité Helsinki, une ONG qui lutte pour le respect des droits de l'Homme.

Si l'expérience fonctionne, l'administration pénitentiaire envisage toutefois d'élargir le concept à tout le pays.

A Nagyfa, la prison d'été fermera en octobre. Mais, l'établissement compte rouvrir l'été prochain, en augmentant le nombre des détenus à une centaine. (AFP 04.08)

ECONOMIE

Inde.

a croissance du PIB en Inde devrait ralentir plus que prévu pour s'établir vers 6% cette année, selon un haut responsable politique indien et un consensus d'économistes, alors que le pays fait face au spectre d'une nouvelle sécheresse, qui serait la troisième en une décennie.

La situation économique s'était déjà détériorée en Inde ces derniers mois à cause d'une forte inflation, de taux d'intérêts élevés, d'un déficit public en hausse, d'un moral des entreprises en berne, d'une monnaie qui se déprécie, auxquels s'ajoutent à présent les inquiétudes liées au retard pris par la mousson et des pluies plus faibles que la normale.

Les services météorologiques indiens ont prévu que les pluies de la mousson seraient "plus basses de 15%" que la normale, ce qui signifie une situation de sécheresse.

La sécheresse est déclarée dans le pays si les précipitations sont inférieures à 90% de leur niveau moyen annuel. L'Inde a déjà été touchée par une sécheresse en 2009 et 2002, aggravant la pauvreté des populations rurales et provoquant une hausse des prix alimentaires. (AFP 04.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 août

CAUSERIE

Quand dans un article ou un livre on relate des faits, que l'on fournit des données chiffrées, il est évident qu'on les a récupérés quelque part et qu'on n'en est pas l'auteur originel, on se doit donc de fournir aux lecteurs leurs origines, leurs sources, c'est la moindre des choses.

Préciser l'origine des informations que l'on met à la disposition des lecteurs permet à ces derniers d'en vérifier l'authenticité s'ils le souhaitent, car après tout personne n'est censé croire sur parole l'auteur d'un article. Cela permet aussi de vérifier qu'il n'y a pas eu plagiat ou de vérifier jusqu'à quel point l'auteur d'un article ne s'est pas borné à recopier en reformulant certains passages un article rédigé par un autre auteur.

Tout ou presque a été dit ou écrit un jour.

Personnellement, dans bien des cas, au lieu de traiter un sujet qui a déjà fait l'objet d'excellents articles ou chapitres, je préfère vous renvoyer vers leurs auteurs en vous fournissant leurs coordonnées, les autres fois, quand j'ai un complément d'analyse à apporter, j'en cite des passages en indiquant mes sources.

Dans ses articles consacrés à J. P. Morgan, parus dans le IO n°210 page IV, Pierre Cise a omis ces précisions.

C'est décidément une fâcheuse habitude chez eux, garder jalousement leurs sources ou refuser de les partager avec leurs lecteurs, comme si en y accédant les lecteurs allaient s'apercevoir que ces sources étaient plus dignes d'intérêt que l'auteur de cet article qui les a quelque part parodiés, ce n'est qu'une hypothèse. C'est également une manière que j'estime détournée ou malhonnête d'inspirer du respect aux lecteurs dès lors qu'ils ne se posent pas ces questions ; les militants y étant moins portés que d'autres au nom du culte de la personnalité envers leurs dirigeants ou de la confiance aveugle qu'ils ont développée envers eux, ce qui revient au même à l'arrivée. Dommage, car j'avais apprécié ces articles.

Vous me direz que je suis trop exigeant, qu'une fois de plus je coupe les *cheveux en quatre*, etc. Non, j'estime tout simplement normal de ne pas se faire passer pour ce qu'on n'est pas, d'être juger à la valeur de ses propres productions, dès lors qu'on en est l'auteur et qu'elles apportent quelque chose (de nouveau) aux lecteurs. Il arrive que l'on soit bien inspiré et d'autres fois moins ou pas du tout, ce qui n'a rien de choquant en soi.

Je n'ai pas le temps de rédiger un article, alors on se contentera de deux citations qui satisferont les plus gourmands, curieux ou exigeants sur les plans politique et économique.

1- Abraham Lincoln et John F. Kennedy ont été liquidés dans les mêmes conditions par le cartel des banques américaines.

Quand le président Abraham Lincoln a eu besoin d'argent, en 1861, pour financer la guerre civile et que les crédits des banques Rothschild, financiers traditionnels des guerres, lui sont devenus trop chers, il a éludé le privilège des banques privées et fait imprimer un billet d'Etat, le «*Greenback*». Il ne devait pas survivre longtemps à cette démarche téméraire. En 1865, il a été assassiné par un tireur isolé, abattu lui-même lors de sa fuite.

Le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Le prochain président qui a voulu redonner à l'Etat le monopole de l'impression de billets a été John F. Kennedy.

Tentative de Kennedy de priver la FED de son pouvoir

Peu de mois avant son assassinat, John F. Kennedy a été semoncé par son père Joseph dans le salon ovale de la Maison Blanche. «*Si tu le fais, ils te tueront !*»

Mais le président ne s'est pas laissé dissuader. Le 4 juin 1963, il a signé l'acte exécutif numéro 111 110, abrogeant ainsi l'acte exécutif 10289, remettant la production de billets de banque dans les mains de l'Etat et privant en grande partie de son pouvoir le cartel des banques privées.

Après que quelque 4 milliards de dollars en petites coupures nommées «*United States Notes*» eurent déjà été mises en circulation et alors que l'imprimerie de l'Etat s'appêtait à livrer des coupures plus importantes, Kennedy a été assassiné le 22 novembre 1963, soit 100 ans après Lincoln, par un tireur isolé abattu lui-même lors de sa fuite.

Son successeur s'appelait Lyndon B. Johnson. Lui aussi a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Les douze banques fédérales de réserve ont retiré immédiatement les billets Kennedy de la circulation et les ont échangés contre leurs propres reconnaissances de dette.

Grâce à son monopole de production illimitée d'argent, le cartel bancaire du Système fédéral de réserve dispose d'une énorme machine à fabriquer de l'argent, qui lui permet de gagner énormément.

2- La finance et ses rapports aux technologies de l'information pour se subordonner le monde.

Vous relevez cette collusion entre Wall Street et le pouvoir politique aux Etats-Unis, ces relations de complicité, et spécialement avec le Parti démocrate, qui ne date pas de Barack Obama. Je vous cite, «*En janvier dernier, au moment de quitter la scène politique, au moment où Obama arrivait à la Maison-Blanche, Henri Polson pouvait se montrer rassuré, l'influence de Wall Street demeurait intacte au sein de la nouvelle administration et les hommes choisis par Obama pour l'épauler étaient les symboles de la continuité. Tim Geitner, ancien patron de la FED, de New York, associé à Polson dans la gestion de la crise, Lawrence Summers, ancien ministre des Finances de Clinton, consultant chez Goldman Sachs, qui dirigeait, jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, le puissant fonds spéculatif Shaw. Le choix de Geitner, qui fut conseillé à Obama par Summers, par Jimmy Diamond, le PDG de JPMorgan, et le très influent Peter Peterson, qui est le fondateur du fonds d'investissement Blackstone.*» Finalement, banques et politiques, deux milieux liés, tous les hommes qui comptent en font partie, on passe de l'un à l'autre. C'est ça ?

Oui, et le plus surprenant, c'est la manière assez impavide dont Barack Obama avait envisagé de nommer au Trésor (au poste de ministre des Finances) un homme qui est proche de lui, Jimmy Diamond, le patron de JPMorgan, dont on peut dire que c'est l'un des banquiers les plus surexposés face à la crise. C'est donc un choix sur lequel on lui a dit de revenir, parce qu'il était évidemment chargé de symboles.

Il faut quand même souligner qu'il y a eu, parmi les proches conseillers de Barack Obama, un homme qui était le patron d'UBS Amérique. On se rappelle du scandale d'UBS Amérique, 52 000 comptes (il semblerait qu'il y en ait plus) de riches américains, qui grâce à UBS ont pu transférer leur argent en Suisse. Le patron d'UBS Amérique, Robert Wolf, qui est un des banquiers les plus influents avec un carnet d'adresses très envié est devenu le principal conseiller dans la campagne de Barack Obama, qui lui téléphonait tout les soirs. Aujourd'hui, de manière assez étonnante, Barack Obama l'a nommé à la tête d'une commission chargée de réformer les impôts, ce qui est le comble du paradoxe.

Barack Obama, au final, est-il un complice actif ou impuissant ? C'est le système qui veut ça ? Son entourage lui impose des hommes venus de la finance et finalement tout ce petit monde cohabite ?

Ce qui est extraordinaire, c'est de voir que ce pouvoir financier, aux Etats-Unis, puisque ce qui m'intéressait était l'épicentre de la crise, est absolument incontournable pour les politiques, quels qu'ils soient. Ça c'est le premier point. Deuxième point, des hommes comme Robert Rubin qui ont été à la tête de Goldman Sachs, puis ministre des Finances de Bill Clinton, ont vendu l'idée

aux présidents américains, et c'est une idée qui s'est développée, l'idée que le pouvoir financier est au fond la véritable puissance de l'Amérique d'aujourd'hui, et le meilleur moyen de peser et d'accentuer l'influence américaine à travers le monde.

Ça permettait, au-delà bien entendu aussi, de diffuser toutes les technologies. Une croyance qui a été développée, qui consistait à dire qu'il faut que ce pays se désindustrialise parce que les vieilles industries en déclin n'ont aucune raison d'être. Privilégions les technologies de l'information, c'est la logique de la Silicon Valley. Cette désindustrialisation, encore une fois, a abouti à la toute-puissance du monde financier, et à son imbrication politique.

Ces articles figurent dans la rubrique économie du portail au chapitre consacré à la FED. Vous pouvez aussi accéder directement à leurs sources dont voici les coordonnées. (source : Les secrets de la Réserve Fédérale, institut d'émission monétaire des États-Unis (<http://www.international.or.>) Si ce domaine vous intéresse, vous avez aussi : La révoltante histoire de la "Réserve fédérale" américaine, hold-up planétaire sur la création monétaire (<http://etienne.chouard.free.fr>)

En famille.

Le MoDem est disponible pour participer à un élargissement de la majorité de François Hollande, qui serait dans l'intérêt de la France, a déclaré Robert Rochefort, vice-président du parti de François Bayrou, dans une interview à paraître lundi dans *La Croix*.

"Il est possible de faire un bout de chemin avec l'équipe de François Hollande", juge le vice-président du MoDem. (Reuters 05.08)

Mais on n'en doute pas un instant !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'inquiète, dans un entretien au magazine allemand Der Spiegel : *"Les pressions qui, ces dernières années, ont affecté la zone euro portent déjà les stigmates d'une rupture psychologique de l'Europe"*.

Le chef du gouvernement italien a appelé ses homologues à conserver une marge de manoeuvre face à leurs parlements nationaux.

"Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leurs parlements sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risque davantage d'éclater que de renforcer son intégration", a-t-il averti.

Plusieurs responsables politiques allemands se sont montrés critiques à l'égard des déclarations de M. Monti.

"La capacité d'un gouvernement à agir revêt une importance décisive en temps de crise, c'est indiscutable", a réagi Michael Grosse-Brömer, chef des unions chrétiennes CDU/CSU au Bundestag, cité dans l'édition en ligne du Spiegel.

"Mais cela ne justifie aucunement la tentative de limiter les vérifications parlementaires qui sont nécessaires au niveau démocratique", a-t-il ajouté. (AFP 05.08)

Pour Monti, les parlements nationaux sont des boulets, les gouvernement doivent passer outre ou faire comme s'ils n'existaient pas, comme dans une dictature quand ils sont dissouts ainsi que les partis et les syndicats.

Pour l'Allemand Grosse-Brömer, la caution des parlements, même godillots, demeure incontournable pour maintenir le vernis démocratique des institutions et donc du gouvernement, pour que les mesures adoptées par ce dernier soient acceptées par la population ou puissent être appliquées.

La différence entre les deux provient des rapports que les masses entretiennent avec l'Etat dans chaque pays et de leurs conditions sociales.

2- Grèce

Les discussions entre la troïka des créanciers et les responsables grecs ont été *"productives"* et la Grèce s'est engagée "à

"poursuivre ses efforts" pour atteindre les objectifs du plan d'ajustement budgétaire, ont déclaré dimanche les créanciers dans un communiqué.

Les experts de la troïka, qui vont quitter Athènes dimanche après deux semaines de discussions avec les responsables grecs, pressent le gouvernement grec de coalition droite-gauche d'adopter de nouvelles réductions des dépenses publiques, y compris sur les salaires et les retraites.

Ces mesures sont une condition préalable, selon les créanciers, pour débloquer le versement à la Grèce d'une tranche de 31,5 milliards d'euros en septembre, au titre du deuxième prêt de 130 milliards d'euros accordé en hiver.

Le feu vert pour ce versement dépend du rapport de la troïka, qui sera publié en septembre sur l'ajustement budgétaire du pays.

Le gouvernement doit élaborer dans les prochains jours les détails des mesures réclamées par la troïka et lui adressera un rapport relatif à ce programme d'ici la fin de la semaine.

M. Stournaras a déclaré dimanche au quotidien Ethnos que les prochaines semaines étaient "cruciales" pour le maintien du pays dans la zone, si de nouvelles économies, réclamées par les créanciers UE et FMI, ne sont pas adoptées.

Une nouvelle réunion est prévue lundi et mardi entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, avec ses partenaires dans le gouvernement de coalition Evángelos Vénizélos (socialiste) et Fotis Kouvelis (Dimar) sur ces nouvelles économies. (AFP 05.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 août

CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité de 9h15 à 17h45, aussi je n'ai pas pu travailler. Ce matin non plus puisqu'ils ont recommencé à couper de 6h à 9h. En fin de matinée je suis allé récupérer mon convertisseur de courant. Les actualités en bref seront mises en ligne ce soir (en Inde), sauf si un orage (menaçant) survenait, car la batterie n'aura pas eu le temps de recharger. (ils viennent de recouper, c'est infernal !)

Je vous livre l'article que j'ai rédigé sur le TSCG en intégrant les dernières déclarations.

[TSCG. Exercice pratique de l'été.](#)

PS.

Quand les sociaux-libéraux prétendent défendre un principe, alors qu'ils n'en ont pas en dehors de ceux avec lesquels se confondent leur idéologie et leur carrière, ou comment démontrer qu'une position présentée sous un angle leur sert à faire oublier l'essentiel.

Aveu. Contrevérité ou mensonge grossier.

Leur méthode pour brouiller les pistes consistent à mêler vérité et contrevérité, le tour de passe-passe consiste à se servir de la vérité pour justifier la contrevérité qui n'apparaîtra pas telle qu'elle est en réalité.

- «Je suis, dit-elle, contre les dogmes économiques. Je suis une keynésienne qui pense qu'à certains moments il faut des déficits et qu'à d'autres moments, il faut les réduire.» Marie-Noëlle Lienemann votera «contre» le traité européen parce que si François Hollande «a bien complété le traité par un volet sur la croissance, il ne l'a pas modifié comme il s'y était engagé durant la campagne».

Lienemann affirme que «20 à 25 députés et 3 à 5 sénateurs ne voteront pas le traité». (lefigaro.fr 06.08)

Etre "keynésienne", cela signifie par le biais de l'Etat relancer la machine économique capitaliste qui est grippée et risque de s'effondrer, sauver le capitalisme à tous prix. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Poursuivons, il est normal ensuite d'estimer légitime de vouloir "réduire" les déficits ou la dette de l'Etat qui est en fait celle

des capitalistes, donc de servir leurs intérêts. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Chacun sait désormais que le "*volet sur la croissance*" de Hollande est une mystification, un grossier mensonge qui devait servir uniquement à satisfaire la bonne conscience des "*keynésiens*" du PS et d'ailleurs. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Front de gauche.

«*C'est un cadénassage, une camisole de force pour les politiques budgétaires, économiques et donc sociales*» affirme le député européen (Front de gauche) Patrick Le Hyaric. (lefigaro.fr 06.08)

Le "*cadénassage*", la "*camisole de force*", ils savent de quoi ils parlent, pour les militants révolutionnaires ce sont les partis qui se réclament du socialisme tout en étant incapables de se situer sur un autre terrain qu'institutionnel, qui se prosternent devant un traité, une loi ou un article de la Constitution.

Vous savez pourquoi ils s'opposent au TSCG ? Parce qu'une fois adopté, en tant que parti institutionnel ils ne serviront plus à rien, à moins que rien devrait-on dire et cela risque de se voir, de se savoir... Rendez-vous compte, tous autant qu'ils sont, il leur faudra troquer le terrain policé de la lutte des classes telle qu'ils la mènent au sein des institutions pour descendre dans l'arène rustique ou archaïque de la lutte de classe du prolétariat qui leur est en grande partie étrangère. On comprend leur malaise. D'autant plus qu'ils vont devoir se démasquer un peu plus ou montrer au grand jour de quoi ils sont capables, c'est-à-dire pas grand chose, on les attend au tournant. Faire le marionnette ou gesticuler à une tribune, c'est une chose, se coltiner la classe au quotidien, c'est ingrat, quel fardeau !

Depuis quand, un traité, une loi ou un article de la Constitution réduirait au silence ou ferait disparaître le combat du mouvement ouvrier pour son émancipation? Depuis que des fonctionnaires de la lutte de classe l'ont décrété.

A une autre époque, dans des conditions autrement plus difficiles les dirigeants ouvriers continuaient le combat sans craindre de prendre de violents coups de la part du pouvoir en place, ils étaient d'une autre trempe ou volonté que nos lavettes. Bismarck eut beau promulguer une loi anti-socialiste, il ne put empêcher le renforcement de la sociale-démocratie allemande.

F. Engels. Newcastle Daily Chronicle, 3 mars 1890. Extrait.

- "*En 1878, les socialistes allemands furent soumis à une loi d'exception sévère, en vertu de laquelle leurs journaux furent supprimés, leurs réunions interdites ou dissoutes et leurs organisations disloquées. Toute tentative de reconstitution fut sévèrement punie, parce que considérée comme « organisation secrète », et plus de mille ans de prison ont été distribués par les tribunaux à des membres du parti.*

Néanmoins les socialistes allemands réussirent l'exploit d'imprimer chaque semaine à l'étranger quelque 10 000 exemplaires de leur journal, Der Sozialdemokrat, puis de le passer en contrebande dans le pays pour y assurer sa diffusion. Des milliers de tracts furent distribués dans les mêmes conditions. Ils parvinrent à entrer au Reichstag (avec neuf membres), ainsi que dans un grand nombre d'organismes représentatifs à l'échelon communal et, entre autres aussi, dans la municipalité berlinoise elle-même. Ce renforcement croissant du parti est également devenu manifeste aux yeux de ses adversaires les plus acharnés."

Pour rester sur le même sujet, le Front de gauche et d'autres réclament un référendum sur le TSCG, le POI leur a répondu qu'il n'en voyait pas l'utilité, entre nous, celui de 2005 non plus, alors que dire d'une pétition qui finira comme toutes les autres dans une poubelle, à quoi ont servi les précédentes, sur l'Irak, l'Afghanistan, la Sécu, les retraites, etc. : à strictement rien ! Cela occupe les militants et les détourne de l'essentiel, qui lui en est toujours au même point, le parti révolutionnaire qui nous fait cruellement défaut.

Deux conceptions de la lutte de classe incompatibles, qui sont animées par des intentions et des objectifs opposés.

Une question sociale ou politique donne lieu à une bataille conçue hors de son contexte comme une simple abstraction, par exemple on va combattre pour le rejet du TCE en 2005, pour le rejet du TSCG en 2012, un point c'est tout. Une fois la bataille terminée, que le traité ait été ou non adopté, elle appartient déjà au passé, on passe à autre chose et ainsi de suite sans qu'il soit possible de capitaliser le moindre enseignement de ces batailles, et pour cause la perspective dans laquelle elles se situaient n'allait pas au-delà, alors qu'en les reliant au fonctionnement des institutions ou à la Constitution il était possible de les situer comme un moment du combat pour renverser l'ordre établi, notre véritable objectif et non le rejet d'un texte auquel nous ne pourrions subordonner notre combat, la tactique devant demeurer subordonnée à la stratégie.

N'ayant pas les moyens d'influer sur le cours des choses sinon à un niveau médiocre, encore moins de l'inverser, notre intervention dans la lutte des classes doit avoir pour objectif la construction du parti sans lequel cette situation persistera indéfiniment, qui pour se faire passe en priorité par l'organisation de l'avant-garde du prolétariat en lui proposant de mener un

combat sur une question précise dans une perspective politique plus large, qui se situe au-delà du régime et des institutions.

On nous rétorquera qu'il est impossible de tirer les enseignements d'une bataille dans une telle perspective. Autrement dit, nous devrions être comptables du résultat d'une bataille puisqu'on la considère comme une fin en soi, ce en quoi nous nous refusons.

Comment pouvez-vous affirmer que les auteurs de ces batailles les ont conçues comme une fin en soi ? C'est très simple à comprendre, ils ont refusé de les relier à la Constitution et aux institutions alors que c'était précisément leur objet, de manière à ce qu'un plus grand nombre possible de travailleurs puissent y être associés sans se soucier de la qualité de leurs rapports avec ces travailleurs au cours de ces batailles ou de la nécessité d'élever leur niveau de conscience politique, leur seul objectif étant d'obtenir le retrait ou le rejet de ces traités, leur objectif devait être immédiat et ne pouvait pas pour cette raison se situer dans une perspective politique, par conséquent il leur serait impossible d'en tirer des enseignements dans cette perspective politique, les seules leçons qu'ils peuvent en tirer se réduisant à un constat ou un commentaire en guise d'analyse, si le traité est rejeté, on se congratule et on se noie en déclarations qui tournent à l'autosatisfaction, puis plus rien puisque leur objectif a été atteint, et s'il a été adopté, ils vont débattre indéfiniment pour savoir qu'est-ce qui à manquer pour qu'il soit rejeté et des années plus tard ils en sont toujours au même point, simple constat.

Les partisans de la conception de la lutte de classe qui vient d'être exposée ne s'adressent pas en priorité à l'avant-garde du prolétariat, ils nient son existence pour ainsi dire en agissant de la sorte, ils préfèrent s'en tenir à ce qui est censé être saisissable par l'ensemble des masses exploitées selon un dénominateur commun qui ne dépassera pas leurs préoccupations immédiates ou leur niveau de conscience du moment nivelé par le bas forcément, on appelle cela aussi s'adapter au mouvement spontané des masses, au lieu de partir des objectifs politiques que l'on s'est fixé et tenter d'y associer les éléments les plus conscients parmi les masses pour les aider à progresser et les organiser sur cette base pour ensuite essayer de les recruter au parti sur une base politique révolutionnaire et non trade-unioniste ou opportuniste.

Maintenant on peut tout nier, y compris que cette avant-garde du prolétariat existerait, il faut dire qu'elle n'est pas forcément là où on va la chercher ou l'on croit qu'elle se trouve. Si parmi les quelque 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin et ceux qui ont voté pour les candidats du PS ou ses satellites, il ne s'en trouvait que 1% en rupture avec le capitalisme et les institutions, cela ferait déjà des centaines de milliers de travailleurs prêts à être recrutés au parti, or aucun parti n'en est capable, ajoutons que ce constat s'appliquait déjà au cours des décennies antérieures, ce qui explique en grande partie la situation actuelle.

Vous constaterez que la mimique est parfaite à 7 ans d'intervalle, alors que dans les deux cas la question posée concernait directement la Constitution de la Ve République et la légitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques, personne ne pourra affirmer le contraire.

S'agissant du TSCG, nous nous prononçons évidemment pour son rejet, mais nous refusons de signer des pétitions en direction du Bonaparte de service, Hollande, ou des députés du PS à la botte du régime en place et qui ne sauraient en aucun cas incarner les intérêts des travailleurs une fois qu'ils ont manifesté une fois de plus qu'ils comptaient gérer la société pour le compte des capitalistes, la dernière expérience en date, leur soutien au plan de la direction de PSA, le démontrant largement.

Nous rejetons le TSCG, considérant que ce combat pose la question de la légitimité de la minorité (25% des voix des électeurs) qui siège à l'Assemblée nationale, qui par le truchement d'une loi ou d'un code électoral antidémocratique a obtenu la majorité absolue en sièges, minorité poursuivant la politique d'austérité de Sarkozy et qui serait amenée à décider à notre place, ce que nous rejetons également ou dans laquelle il nous est impossible de nous reconnaître.

Ce combat, dans la mesure où il s'agit de modifier la Constitution de la Ve République, pose la question de l'illégitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques amenées à se prononcer sur ce traité, et dont l'existence pour seul but de légitimer le capitalisme, sa survie.

Par conséquent, le combat pour le rejet du TSCG ne peut s'inscrire que dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce qui inclut la totalité des institutions et des traités signés par les différents gouvernements depuis 1958 avec l'Union européenne ou toute autre institution du capital à l'échelle mondiale, auxquels seul un gouvernement issu des partis combattant pour le socialisme mettra un terme en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées engagées dans le combat pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà dans quel contexte et dans quelle perspective politique révolutionnaire nous concevons le combat pour le rejet du TSCG (et du MES).

La polémique qui nous occupe ici recoupe la question de la nature sociale du PS et de la "majorité" qui siège à l'Assemblée nationale. Dès lors qu'on caractérise le PS comme un parti ouvrier, on estimera normal de s'adresser à ses élus, dans le cas contraire on s'en abstiendra n'en attendant absolument rien, inutile de vous préciser que nous soutenons que le PS est devenu depuis des lustres un parti étranger, ennemi de la classe ouvrière et qu'il n'a cessé de le démontrer au cours des dernières décennies qu'il soit ou non au pouvoir.

Aujourd'hui, le PS dispose de tous les pouvoirs dans le pays. A-t-il manifesté son intention d'avancer vers le socialisme ? Non, au contraire, Hollande s'affiche avec Merkel, s'entend à merveille avec Rajoy, Monti, Barroso et Obama, et quand il ne reçoit pas le monarque dictateur du Barheïn, c'est Fabius qui multiplie les témoignages d'amitié de la France avec le despote dégénéré du Qatar, etc. On pourrait ajouter le smic, PSA, etc., etc.

Bref, ce parti ne saurait incarner le socialisme ou les intérêts collectifs des exploités, il se situe dans le camp du capital auquel son existence ou sa survie est liée. Dès lors il doit être combattu comme tel. Toute faiblesse à son égard, tout compromis passé avec lui devra être analysé comme une trahison. Considérant le PS comme un parti du capital, le supplétif du parti de l'ordre, son pendant, les deux formant les deux faces d'une même pièce au service du régime en place, non seulement nous ne nous adresserons pas à lui, mais nous ne soutiendrons aucune mesure à caractère progressiste qu'il pourrait être amené à prendre, sachant qu'elles seraient comme l'arbre qui cache la forêt, autrement dit elles ne serviraient qu'à asseoir son pouvoir pour mieux poursuivre et amplifier sa politique antisociale et réactionnaire.

Nous nous inspirons de Marx et Engels qui s'étaient opposés à l'instauration de lois sociales favorables à la classe ouvrière par Bismarck pour contrer l'avancée de la sociale-démocratie allemande. Je vous invite à lire la lettre d'Engels à A. Bebel datée du 10 mai 1883, dans *La social-démocratie allemande*, page 81, version Internet dans le site à la page *Défense du marxisme* ou par le lien suivant :Au format pdf (Acrobat reader)

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "**apolitique**".

«Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui faire disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "**apolitique**", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

En 2005, peu ont été regardant sur le contenu politique du non des uns et des autres, l'opportunisme n'ayant plus de limite. Résultat : Sarkozy est élu président de la République deux ans plus tard sur un programme comprenant l'adoption du TCE rejeté en mai 2005 ! Ne demandez pas à quoi a bien pu servir la campagne qui avait précédé le référendum de mai 2005 : finalement à strictement rien !

En 1969, on avait assisté à la même mise en scène grotesque ou plutôt après coup. Certes, de Gaulle fut chassé du pouvoir pour être immédiatement remplacé par Pompidou, lors des élections législatives le parti de l'ordre allait rafler la mise en s'octroyant les trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale. Les syndicats n'allaient pas être intégrés au Sénat, à partir de cette date-là le législateur allait faire en sorte qu'ils soient plus étroitement associés à la politique du patronat et du gouvernement, ce qui allait donner naissance aux lois Auroux de 1982, puis récemment (2004) sur la nécessité pour le gouvernement de consulter les syndicats chaque fois que des mesures sociales ou plutôt antisociales seraient à l'ordre du jour, histoire de les légitimer et de neutraliser par avance le mouvement ouvrier...

On pourrait ajouter que le Sénat ne pouvant pas faire l'affaire, c'est le Conseil économique et social qui fera office d'institution de collaboration de classes renforcée, les syndicats n'y voyant rien à redire, puisque Bergeron avait fait savoir (ce dont j'ignorais encore récemment) que FO aurait siégé au Sénat si le oui l'avait emporté en 1969, comme quoi, le non de FO ou des syndicats, car les autres l'auraient imité, n'avait aucune valeur de principe, c'était juste une posture d'appareil destinée à préserver les apparences ou défendre sa boutique.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 août

CAUSERIE

Enfin, j'ai actualiser les infos en bref à la date du 9 août parce qu'il est tard, 21h30 en Inde. La suite demain.

Le 9 au matin

J'ai intercalé quelques infos en bref dans celles déjà publiées hier soir à la date du 9 août.

A propos du site.

Les articles de presse de juillet sont en ligne au format pdf + un index, 37 articles sur 70 pages.

On a fini le mois de juillet avec 3.000 visites et 3.540 documents téléchargés. Avant-hier on a eu une pointe avec 132 visites.

Le top 20 des fichiers téléchargés en juillet (cela ne tient pas compte des fichiers ouverts et non téléchargés) :

- 1- archives2010/causeries0612.pdf
- 2- tribune/IO207_2.pdf
- 3- service/texte_poi_1_050712.pdf
- 4- construction/pci306.pdf
- 5- marxisme/broue_URSS.pdf
- 6- tribune/IO209_2.pdf
- 7- tribune/IO206_2.pdf
- 8- marxisme/etatisme_liberalisme_demystification.pdf
- 9- service/texte_poi_1_060712.pdf
- 10- tribune/IO210_2.pdf
- 11- tribune/IO208_2.pdf
- 12- tribune/gb_perou_050712.pdf
- 13- marxisme/broue_pbolch.pdf
- 14- construction/klberg.pdf
- 15- marxisme/km_kug.pdf
- 16- service/texte_psa_syndicats_partis_130712.pdf
- 17- marxisme/ical.pdf
- 18- construction/klbroue.pdf
- 19- service/texte_syndicats_2_100712.pdf
- 20- service/texte_poi_160712.pdf

Apparemment j'ai eu raison de mettre au format pdf certains de mes articles qui figuraient dans les causeries.

J'hésite toujours à mettre en valeur mes productions, car je ne voudrais pas que vous imaginiez que je me prendrais pour ce que je ne suis pas, ce n'est pas de la fausse modestie de ma part, j'occupe une place secondaire pour ne pas dire insignifiante dans le mouvement ouvrier, donc autant y rester. Ceux qui s'imaginent autre chose se trompent à mon sujet, j'essaie de rendre service, de faire avancer la discussion, d'être utile sans plus.

En ce moment je suis fatigué et la solitude me pèse. Et puis je cumule à nouveau les emmerdements :

- Je crois que je vais devoir me faire réopérer mon pied gauche ;
- je dois retourner au bureau d'immigration en vue de mon prochain visa (15 ans), combien de fois vais-je devoir y retourner ? ;
- cela va vous paraître étrange, le pneu arrière de la moto est complètement lisse depuis des mois déjà et j'hésite à le faire changer, où vais-je aller pour ne pas me faire anarquer et ne pas perdre trop de temps... et si possible la roue ! c'est un casse-tête ;
- le système de l'ordinateur portable a été mal installé et le revendeur Dell est abruti au possible, du coup je ne l'utilise qu'en dépannage en dernier recours comme hier ;
- je ne peux toujours pas téléphoner en France par Internet, alors que je voulais m'occuper du problème de logement de mon épouse, elle, elle craque littéralement, encore un problème ;
- samedi dernier vers 23h j'ai voulu regarder la télé, pas de bol, j'ai été déconnecté des abonnés parce que je n'ai pas ouvert la télé depuis le 17 juin, j'ai essayé de téléphoner au revendeur, pas de bol, désormais c'est une boîte vocale, bref il va falloir que je passe à sa boutique à Pondichéry.

Bon, il y a pire comme problèmes : le chômage, la rue en guise de logement, pas de fric pour bouffer ou se soigner, la guerre...

[Quelques réflexions sur leur société et le combat contre le TSCG.](#)

Je suis peut-être encore un peu naïf, peut-être pas tous les jours, disons au moins une fois par mois je découvre à quel point leur monde est horrible au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent, le capitalisme et la gestion des Etats s'apparentent

à un système mafieux, et pourtant l'immense majorité de la population l'ignore encore et donc n'est pas portée à en tirer des conclusions pratiques, par conséquent on devrait être porté à penser que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et à s'interroger sur l'existence et le fonctionnement de tous ces partis ou courants politiques qui finalement ne font qu'accompagner le capitalisme qui mène l'humanité au chaos et à la barbarie...

Eh bien non figurez-vous, la situation, ce qui arrive et la manière dont cela arrive est normal, tout serait parfaitement normal ! Mes chers frères prions ensemble, la sainte providence a fait en sorte jusqu'à présent de nous épargner le pire, une fatalité capricieuse mais complaisante veille comme un ange gardien sur nous, que dis-je, hautement salubre et qui nous protège du désastre final, du déluge, de l'apocalypse, une aubaine divine quoi, nos dirigeants sont touchés par la grâce, n'est-ce pas là l'essentiel ? Gloire à eux !

Tout ce qui arrive de par le monde de si terrible est tellement normal qu'on en vient à penser que c'était prévisible, bref, vous l'aurez compris, inévitable sans que personne n'y soit ou n'y puisse faire quelque chose, les charlatans et autres aventuriers qui soutiennent cette théorie (inavouée) qui ne sert qu'à camoufler leur responsabilité et leur incurie politique, émettent donc un "*diagnostic partagé*" avec les maîtres du monde sur son évolution passée et à venir devenue hypothétique, pour la bonne raison qu'ils l'ont déjà gravement hypothéqué, d'un semi-cadavre ils se nourrissent les uns les autres des parties qui demeurent encore comestibles.

Pendant que les nantis se réservent légitimement les meilleurs morceaux, leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier se satisfont des rogatons, des tripes et des rognons de leurs victimes, leurs sous-fifres se contentant du gras et de sucer les os, quant à la plèbe elle se nourrit de sa sueur et de son sang pour que rien ne soit perdu, il n'y a pas de petits profits qui devraient se perdre, ainsi tout est dans l'ordre des choses, la hiérarchie des valeurs humaines en régime capitaliste élevée au rang d'ordre immuable ou éternel est respectée. Voilà pour l'essentiel.

Tout ce beau monde se nourrit de l'ignorance des masses qu'ils s'emploient ou plutôt qu'ils s'acharnent les uns et les autres à entretenir, puisque finalement nous en sommes toujours au même point. Et le socialisme dans tout cela, le combat pour changer le monde, où est passé le combat pour la transformation révolutionnaire de la société ? Vous l'avez sous les yeux, si vous ne le voyez pas c'est que vous êtes aveugle ou que vous êtes de mauvaise foi, bref, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même et s'il vous plaît épargnez-nous vos critiques déplacées, gauchistes ou réactionnaires des partis et leurs dirigeants qui sont corps et âmes dévoués à notre cause... si bien est qu'elle semble totalement dénaturée, qu'on ne la reconnaît même plus, qu'on ne sait même plus quel nom lui donner, socialiste, c'est ridicule, obsolète, ringard, utopiste.

Et puis, il y a un président socialiste, une majorité de députés, de sénateurs, de conseillers généraux, de maires, bref, d'élus socialistes, pourquoi mettre des guillemets à socialiste, pure hypocrisie quand on en attend quelque chose. Nous, nous n'attendons rien de cette vermine, comme nous n'attendons rien de la Constitution de la Ve République.

Ceux qui rejettent le TSCG se refusent à axer leur combat contre la Constitution et les institutions de la Ve République, il faut donc en déduire qu'elles leur vont telles qu'elles sont aujourd'hui, de la même manière qu'en 2005, ils avaient mené le combat contre le TCE exactement sur le même registre social-patriote.

Les années passant il est facile de feindre l'amnésie ou d'avoir une mémoire sélective, aussi serait-il intéressant de faire un parallèle entre la campagne menée en 2004-2005 contre le TCE et celle d'aujourd'hui contre le TSCG.

En 2005 déjà on nous prévoyait pour ainsi dire la fin du monde si le oui l'emportait, alors que la victoire du non devait stopper net le bras armé de l'Union européenne. En réalité, il n'en fut rien comme chacun a pu le constater par la suite. On est donc en droit d'affirmer qu'on nous a raconté des histoires, le PT en premier lieu, appelez cela comme vous voudrez une manipulation ou une mystification.

A l'époque, je venais de rompre avec le PT et je n'étais pas tombé dans le panneau, je tiens à préciser que je venais de renouer avec le militantisme après une période à vide de 20 ans, mon niveau théorique et politique comportait encore de graves lacunes que je me suis employé à combler en partie depuis, cela dit, non seulement je n'avais pas adhéré à la propagande foireuse du PT mais j'avais pronostiqué la suite, voici ce que j'écrivais le 7 avril 2005 (www.luttedeclasser.org/service/lettre21.doc) :

- "[Voilà le scénario qu'ils peuvent mettre en place au lendemain du 29 mai après le rejet de la « Constitution » européenne :](#)

[Ayant pris acte des résultats du référendum et du rejet du projet de « Constitution » européenne, ils ne vont pas abandonner pour autant leurs objectifs et le contenu de la « Constitution ». Il leur suffira de dire qu'ils respectent le vote de la majorité des électeurs, que le texte de la « Constitution » n'a pas remporté les suffrages du peuple français parce qu'il comportait des points sombres ou imprécis, etc. – ils trouveront une formule pour dire qu'il n'était pas bon sans être mauvais. Ensuite ils s'attèleront à en préparer une nouvelle version, en modifiant sa forme mais non son contenu, tout en prétendant le contraire, évidemment. Après, ils n'auront plus qu'à proposer au président de la République de réunir les « élus du peuple », c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Sénat en Congrès, afin qu'ils se prononcent pour ou contre cette « Constitution », en expliquant qu'ils avaient tenu compte des critiques des partisans du non, donc désormais, rien ne pourrait plus empêcher les « élus du peuple](#)

» de s'exprimer très « *démocratiquement* » sur ce texte, l'organisation d'un second référendum populaire n'étant plus nécessaire, puisqu'il a déjà eu lieu. Et le tour est joué !

Et en attendant que la nouvelle mouture de la « *Constitution* » soit prête et que le Congrès la ratifie, rien de changer, l'UE continue de fonctionner comme avant le référendum français, sur la base des traités déjà adoptés."

C'est en fait Sarkozy qui s'en chargera.

Quelques semaines plus tard, je mettais en lumière l'absence de perspective politique qui avait accompagné ce combat, le 28 juin 2005 (www.luttedeclassé.org/service/texte280605.doc) :

- "En lisant l'édition n°697 d'*Informations ouvrières* et l'avalanche de contre-réformes et de mesures réactionnaires que le gouvernement s'apprête à mettre en oeuvre par ordonnances, on n'a plus aucun doute sur cette question : la victoire du vote non le 29 mai dernier a réellement et définitivement stoppé la politique de destruction massive des droits et des acquis sociaux et démocratiques des travailleurs !

En réalité c'est tout le contraire auquel on assiste chaque jour qui passe.

Donc, après que le PT a affirmé haut et fort à longueur de semaine dans son journal et ses tracts, sans fournir d'autre perspective aux travailleurs et jeunes, il faut quand même le préciser, que voter non suffirait à stopper la machine à broyer nos droits, c'était écrit noir sur blanc, que répondrez-vous aux travailleurs quand ils vous diront qu'ils ont été une nouvelle fois bernés, que leur vote n'a servi absolument à rien en ce qui les concerne, que leur situation ne fait que s'aggraver depuis le 29 mai, que le PT n'a fait qu'entretenir leurs illusions d'une certaine manière ?

Que leur répondrez-vous lorsqu'ils vous diront que la prochaine fois ils n'iront pas voter ?"

Le constat était accablant et sans appel pour les dirigeants du POI. Ils ne sont pas démontés pour autant, ils n'en ont tiré absolument aucune leçon, la preuve, ils remettent cela 7 ans plus tard : si le TSCG est ratifié adieu veaux, vaches, cochons, vous ne pourrez plus revendiquer quoi que ce soit, au passage, à croire qu'on aurait profité d'avancées sociales au cours des années précédentes !

Plus loin j'enfonçais le clou :

- "Cela me rappelle le titre d'un éditorial d'*Informations ouvrières* paru après la défaite électorale d'Aznar en Espagne : "*une digue a cédé*", alors que rien du tout n'avait cédé : Zapatero a renforcé le contingent de soldats espagnols déjà présents en Afghanistan, il a continué la même politique réactionnaire qu'Aznar, mieux, il a fait adopter la "*Constitution*" européenne ! Une digue a cédé : tu parles ! C'est comme le vote non qui aurait dû stopper quelque chose et qui n'a rien stoppé du tout en réalité !" (j'ai corrigé les fautes d'orthographe !)

Vous avouerez qu'ils sont coutumiers du fait, qu'il ne s'agissait pas d'un penchant passager ou accidentel pour l'opportunisme, mais bien d'une tendance affirmée et sans cesse confirmée par la suite, on vient d'en fournir les preuves.

Que les militants d'autres formations politiques que le POI ne se régalaient pas en lisant ces lignes, car tous les autres partis ou formations politiques étaient sur le même registre ou ils ont fait pire encore, à l'exception des groupes Bolchevik et CCI-T si je ne me trompe pas !

Cela nous ramène à la question déterminante qui s'adresse à tous les militants pour aller de l'avant : quelle est la conception de la lutte de classe qui favorise l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées du fonctionnement de la société, éventuellement leur organisation à travers notre intervention quotidienne dans la lutte des classes, et surtout de construire le parti révolutionnaire ? Apparemment, celle qui a été adoptée par l'avant-garde depuis la mort de Trotsky n'a pas permis d'atteindre ces objectifs. Faut-il plus longtemps persister dans l'erreur ou prendre acte de ce constat d'échec pour rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard ? Vous avez le droit de poser cette question à vos dirigeants qui se feront un plaisir d'y répondre, à l'occasion, adressez-nous leurs réponses, nous les publierons.

[Gardez votre fausse pitié pour les vôtres.](#)

Un homme de 51 ans a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a-t-on appris de source proche du dossier, confirmant une information du Parisien.fr.

La préfecture a précisé que son RSA était suspendu depuis mai, dans l'attente de pièces justificatives complémentaires.

Dans un geste désespéré, l'homme s'est subitement aspergé d'un produit inflammable (white spirit) et y a mis le feu, en se jetant sur les employés.

Dans un communiqué, Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, "*fait part de sa profonde émotion face à cet acte désespéré d'une personne que les difficultés de la vie ont manifestement conduit à un geste tragique*". (AFP 08.08)

Elle aurait pu lui épargner son hypocrisie cynique qui va l'achever. Ces "*difficultés de la vie*" ne sont pas tombées du ciel, il ne les a pas cherchées, elles portent un nom : c'est votre société madame Touraine pourrie par le fric, le profit, dont il faut faire table rase. Vous et votre parti au passage.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Nicolas Sarkozy est sorti de son silence pour demander une action rapide de la communauté internationale en Syrie, où il voit de "*grandes similitudes*" avec la Libye, théâtre d'une intervention militaire dont il fut le fer de lance.

L'ancien président s'est entretenu mardi par téléphone avec le président du Conseil national syrien (CNS) et principal chef de l'opposition, Abdebasset Sieda, ont indiqué les deux responsables dans un communiqué conjoint diffusé à Paris.

"Ils ont constaté la complète convergence de leurs analyses sur la gravité de la crise syrienne et sur la nécessité d'une action rapide la communauté internationale pour éviter des massacres", peut-on y lire. "Ils sont convenus qu'il y a de grandes similitudes avec la crise libyenne."

En établissant un parallèle avec la Libye, l'ancien chef de l'Etat sous-entend qu'une intervention militaire pourrait être appropriée pour mettre fin aux combats en Syrie.

Le philosophe Bernard-Henry Lévy, qui a poussé Nicolas Sarkozy à intervenir en Libye et estime qu'une opération militaire en Syrie doit être menée, s'est déclaré "*déçu*" par François Hollande, qui se contenterait de "*bonnes paroles*".

"Bien sûr, je suis déçu par Hollande. J'ai voté pour lui", a-t-il déclaré la semaine dernière dans Le Parisien. "Mais là, devant ce qui restera peut-être comme la grande épreuve historique, politique, morale, du quinquennat, cet attentisme, ce flot de bonnes paroles sans effet, ce n'est plus possible."

Le nouveau président n'a pas exclu une intervention de nature non précisée mais sous l'égide des Nations unies. (Reuters 08.08)

2- Allemagne

Au dernier pointage début août, 36.000 citoyens avaient cosigné les divers recours formulés contre le pacte budgétaire et le Mécanisme européen de stabilité (MES). Les plaignants, un agglomérat hétéroclite allant du parti d'extrême gauche Die Linke à plusieurs professeurs de droit constitutionnel, estiment que la mise en place du fonds de secours met en danger l'équilibre financier de l'Allemagne. Et que le mécanisme négocié à Bruxelles dépouille le Parlement de sa souveraineté budgétaire. Adopté à une large majorité par les deux Assemblées au lendemain du dernier sommet, le sort du pacte budgétaire est désormais suspendu au verdict du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

Jaloux de leurs prérogatives, les juges constitutionnels n'entendent pas se faire forcer la main par l'urgence du sauvetage de l'euro. Appelés à se prononcer le 16 juillet, ils ont estimé avoir besoin d'un délai supplémentaire de deux mois. Le temps d'examiner, épaulés par des experts, les conséquences du MES pour le contribuable allemand et le contrôle parlementaire des deniers publics. Plongée des marchés

Autant dire que l'Europe entière sera suspendue, le 12 septembre, aux lèvres de son président, Andreas Vosskuhle. Alors seulement, et si les plaintes sont rejetées, le président de la République, Joachim Gauck, pourra apposer sa signature au bas des documents et l'Allemagne aura officiellement ratifié le traité.

L'avis des juges sera provisoire en attendant un jugement sur le fond quelques mois plus tard. Cependant, le traité entrera en vigueur grâce au contresoining du président Gauck, et il sera alors impossible de faire marche arrière. Une décision des

juges acceptant les multiples requêtes ferait plonger les marchés, car elle retarderait la participation allemande à tout fonds de sauvetage pendant plusieurs mois. (lefigaro.fr 06.08)

3- Italie

Le Parlement italien a voté mardi définitivement le décret-loi sur la révision des dépenses publiques.

Les députés italiens ont adopté le décret à 371 votes positifs, 86 négatifs et 22 abstentions, ouvrant la voie à la transformation du décret en loi, qui sera publiée d'ici la fin de la semaine au Journal officiel italien.

Au lendemain de l'adoption de ce décret en Conseil des ministres, dans la nuit du 5 au 6 juillet dernier, Mario Monti avait déclaré que cette loi permettrait des économies de "4,5 milliards en 2012, 10,5 milliards en 2013 et 11 milliards en 2014".

Une grande partie de ces réductions de dépenses concerne la santé et l'administration publique.

Dans le domaine de la santé, ce plan prévoit la réduction d'ici à novembre de 7.000 lits dans les hôpitaux régionaux, la diminution de la rémunération des médecins conventionnés, mais aussi l'introduction de nouvelles directives pour les pharmacies.

Ce plan ouvre aussi la voie à un redimensionnement de l'administration publique avec une réduction de 20% des postes de dirigeants publics et de 10% du personnel non dirigeant, ainsi qu'un programme d'économies de 4,7 milliards d'euros dans les ministères d'ici à 2015.

Le gouvernement s'attaque également aux gaspillages de ressources publiques imposant par exemple une réduction de 50% des dépenses liées aux voitures de fonction et limitant le remboursement des repas des fonctionnaires à 7 euros.

Parmi les autres mesures figurent la réduction de 700 millions d'euros en 2012 des transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014, mais aussi la réduction du nombre de provinces (équivalent des départements en France). (AFP 07.08)

4- Grèce

La Grèce veut avoir des offres fermes pour l'entreprise publique de production de gaz naturel DEPA et pour le gestionnaire du réseau de gaz DESPA d'ici la fin du mois septembre afin de finaliser la cession de entreprises d'ici la fin de l'automne a dit lundi à Reuters un responsable gouvernemental.

Dans l'espoir de retrouver un peu de crédibilité auprès de ses créanciers, le gouvernement veut accélérer le programme de privatisations.

Athènes va également mettre en vente la banque Hellenic Postbank et la société de paris sportifs OPAP.

"Ce que nous voulons à travers les privatisation, outre les recettes qu'elles vont générer, c'est une modification du rôle de l'Etat dans l'économie", a dit le responsable. (Reuters 06.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Informap "**société fantôme**"

Un imbroglio juridique après la cession de la société Litwin à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) a mené mardi les 59 salariés, qui ne perçoivent plus leur salaire malgré leur présence dans cette "**société fantôme**", devant le conseil des prud'hommes de Nanterre.

Placé en liquidation, la société Litwin, un bureau d'études travaillant pour l'industrie pétrochimique, a été cédée mi-avril à Informap Production, une société basée à Dubaï. 59 salariés ont été gardés par le repreneur, qui devait créer la nouvelle entité dans un délai de trois mois.

Depuis, "**la nouvelle société n'est pas créée donc nous ne pouvons pas faire reconnaître nos droits et la situation commence à être intenable**", selon Fabian Piednoel, secrétaire adjoint CFTC au comité d'entreprise.

Les salariés sont "*livrés à eux-mêmes*" et n'ont pas perçu leurs salaires, se désole-t-il.

Sans existence juridique, les salariés se disent sans recours et se voient dans l'obligation de se présenter chaque jour sur leur lieu de travail, où il n'y a pas d'activité, pour ne pas abandonner leur poste.

"*On a vidé des bureaux, on entretient les locaux*", raconte une salariée, qui a requis l'anonymat.

"*Quand on a été repris, on était soulagé de ne pas être au chômage, mais si on avait su ce qui nous arriverait...*", ajoute la quinquagénaire.

"*Le repreneur n'assume aucune fonction et c'est le comité d'entreprise qui supplée à ses manquements en versant notamment une aide aux personnels*", a dénoncé le secrétaire CFDT du CE, Jean-Marc Fournier.

En juillet, face à cette situation, le tribunal de commerce de Nanterre a nommé un mandataire, Me Francisque Gay. Le repreneur a alors apporté des fonds, qui ont permis de payer le 19 juillet les salaires d'avril et mai.

Les salariés ont saisi en référé le conseil des prud'hommes pour obtenir le versement de leurs salaires de juin et juillet.

A l'audience, mardi matin, la représentante du mandataire, s'est définie comme "*un passe-plat*", au coeur d'une "*situation atypique*".

Dans un courrier reçu lundi soir par le mandataire, le repreneur invoque des difficultés dans les formalités pour créer la société en France et il réclame un délai supplémentaire.

"*C'est honteux !*", a lancé l'avocate des salariés, Me Hava Macalou, "*Personne ne peut vivre quatre mois sans salaire*".

"*Nous n'avons aucun justificatif que les démarches ont bien été entamées*", a-t-elle également relevé.

Demandant au conseil d'enjoindre le repreneur à verser les salaires avec une astreinte de 500 euros par jour de retard et par salarié, Me Macalou a toutefois noté que "*tant que la société n'est pas immatriculée, c'est le serpent qui se mord la queue*".

Le conseil de prud'hommes rendra sa décision le 21 août. (AFP 07.08)

1.2- Pilpa liquidée pour "**sauvegarder la compétitivité**" du groupe.

L'Etat français veut tout mettre en oeuvre pour sauver le fabricant de glaces Pilpa, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, menacée de fermeture dans le sud de la France, a indiqué mardi la préfecture du département français de l'Aude.

La fermeture de cette société, rachetée en 2011 par le groupe R&R détenu par un fonds d'investissement américain, laisserait 124 personnes sans emploi.

"*Dans un contexte particulièrement difficile, il importe que l'Etat mette tout en oeuvre pour maintenir ou, à défaut, assurer une reprise d'activité sur le site*", dit la préfecture dans un communiqué publié.

Le représentant de l'Etat avait rencontré lundi la direction de Pilpa SAS et mardi, une délégation de salariés.

L'Etat étudie aussi les perspectives de reprise du site.

Le projet de fermeture a été annoncé le 5 juillet au comité d'entreprise. La direction invoque la détérioration des résultats du groupe R&R à cause d'une concurrence accrue et d'une augmentation importante du coût des matières premières. Lionel Rolland, directeur général pour la France, où R&R a trois autres sites, a réaffirmé mardi à l'AFP la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe.

R&R est également présent en Allemagne, au Royaume-Uni et en Pologne.

Un syndicat, la Confédération générale du travail, a accusé R&R d'avoir racheté Pilpa pour le fermer et se débarrasser d'un concurrent tout en récupérant ses volumes et ses licences. (AFP 07.08)

2- Espagne

Un groupe de militants de gauche a créé le scandale en Andalousie, jouant les Robin des Bois en s'emparant mardi de chariots de supermarché remplis de nourriture pour dénoncer les inégalités, dans cette région d'Espagne où la crise et le chômage font des ravages.

Mené par Juan Manuel Sanchez Gordillo, élu local au franc parler et à la barbe grise, député régional du petit parti de gauche Izquierda Unida et maire du village de Marinaleda, le groupe a mené des actions coup de poing dans deux supermarchés de Ecija et Arcos de la Frontera, deux villes d'Andalousie.

Les militants en sont ressortis en poussant des chariots remplis de pâtes, d'huile, de biscuits et d'autres produits alimentaires, en affirmant vouloir les redistribuer à des cantines populaires.

Les grands partis politiques, à droite comme à gauche, dénoncent une action hors-la-loi. La chaîne de supermarchés Mercadona, l'une des deux visées par le raid, a porté plainte, et le ministère de l'Intérieur a lancé mercredi un mandat d'arrêt contre les membres du commando.

Mais ceux-ci, pour beaucoup des ouvriers agricoles, étaient tranquillement installés pendant ce temps, entre tables de pique-nique et tentes de camping, dans une propriété en pleine campagne andalouse, Las Turquillas, à l'est de Séville entre les petites villes de Osuna et Ecija.

Depuis 16 jours, ils occupent cette finca de 1.200 hectares, appartenant selon eux au ministère de la Défense, pour réclamer une meilleure répartition des terres dans cette région du sud de l'Espagne où se perpétue la tradition des grands propriétaires terriens.

"Ce que nous avons fait, c'était saisir de la nourriture pour la remettre à des cantines sociales", explique José Caballero, un responsable du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), qui participe au campement.

"Si cela est un délit, qu'ils nous arrêtent tous, sans problèmes. Nous sommes là". "Pour nous, ce qui est inhumain et illégal, c'est que des gens soient obligés de fouiller dans les poubelles pour se nourrir".

La crise qui sévit en Espagne est particulièrement dévastatrice en Andalousie, où 33,92% de la population est au chômage.

Plus d'un tiers de la population au chômage en Andalousie

"Le franquisme est de retour", tempête Juan Manuel Sanchez Gordillo, qui a mis en place à Marinaleda, la commune de 3.000 habitants dont il tient les rênes depuis plus de 30 ans, un système de démocratie participative connu dans toute l'Espagne.

"Pourquoi n'arrêtent-ils pas les banquiers qui volent des milliards?", lance-t-il, installé avec ses compagnons à l'ombre d'une cabane en bambous.

Et il promet: "Si la Garde civile nous jette dehors, nous reviendrons".

"Le moment est arrivé de mener des actions qui frisent l'illégalité, parce qu'il y a des gens pour qui tout va mal, et nous ne pouvons pas rester les bras croisés", ajoute José Caballero.

L'affaire des supermarchés a provoqué l'indignation du Parti Populaire, de droite, au pouvoir à Madrid. "C'est le chemin de la violence, le chemin de l'illégalité", lance Rafael Salas, député du PP andalou.

Mais pour Izquierda Unida, le parti écolo-communiste qui participe au gouvernement andalou, en coalition avec les socialistes, le contexte de crise peut expliquer ce coup d'éclat d'un de ses élus.

"Cela a un caractère symbolique et ouvre un grand débat dans l'ensemble de la société", souligne Diego Valderas, vice-président IU du gouvernement andalou, même s'il affirme "ne pas partager" cette action sur la forme.

Dans une Espagne minée par la crise, le droit à la nourriture, comme celui au logement, est devenu le combat de nombreux militants et associations.

Et à plusieurs centaines de kilomètres au nord, en Catalogne, une autre affaire suscite l'émotion: la ville de Gironne a annoncé mardi avoir installé des cadenas sur les poubelles des supermarchés pour empêcher toute récupération de nourriture. (AFP 08.08)

ECONOMIE

1- Union européenne.

1.1- Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a estimé mardi qu'une union budgétaire permettrait à la zone euro de s'attaquer à "*beaucoup de ses problèmes*", tout en reconnaissant que le processus pour y parvenir était "*très complexe*".

"La situation européenne est très difficile. Le problème fondamental est que (les pays de la zone euro, ndlr) disposent d'une banque centrale unique (...) mais que, contrairement aux Etats-Unis, ils n'ont pas une seule et même politique budgétaire", a déclaré M. Bernanke, lors d'un colloque à Washington.

Selon M. Bernanke, une union budgétaire permettrait "*sans doute à la zone euro de s'attaquer à beaucoup de ses problèmes*", citant notamment les tensions dans le secteur bancaire liées à crise de la dette des Etats.

Le président de la Réserve fédérale a toutefois reconnu que le processus pour y parvenir serait forcément "*complexe*".

"Arriver (à cette union) est très difficile parce qu'il y a 17 pays différents (dans la zone euro) et que chaque contribuable veut que son propre pays soit traité de manière équitable", a précisé le président de la Fed.

Le Fonds monétaire international (FMI) a lui aussi récemment appelé l'eurozone à former une union budgétaire. (AFP 07.08)

1.2- La Commission européenne présentera le 11 septembre ses propositions pour mettre sur pied un superviseur bancaire au sein de la zone euro, qui pourrait au mieux voir le jour début 2013, a indiqué une source européenne au fait des discussions. "*Une proposition sera faite le 11 septembre*", a indiqué cette source. "*Il faut en attendant définir la structure qu'aura cette entité*", a-t-elle ajouté.

La création d'une autorité unique de supervision bancaire a été actée lors du dernier sommet européen fin juin. C'est la condition pour que le futur fonds de sauvetage permanent de la zone euro, le MES, puisse prêter directement aux banques sans passer par les États, évitant ainsi d'alourdir leur dette.

La Commission européenne, une majorité d'États et de banquiers centraux souhaitent une union bancaire dont le noyau serait la zone euro, articulée autour de la BCE. Pour sa part, l'EBA constituerait une extension du dispositif pour les dix États membres de l'UE qui n'ont pas adopté l'euro. (lepoint.fr 07.08)

2- Grèce

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a abaissé mardi la perspective de la note de la dette de la Grèce de "*stable*" à "*négative*" en raison des "*retards*" dans l'application du plan d'économies exigé par les créanciers internationaux du pays.

Le gouvernement grec a annoncé mardi qu'il cherchait encore environ 4 milliards d'euros d'économies pour 2013 et 2014, sur les 11,5 milliards d'euros réclamés par les bailleurs de fonds internationaux sur cette période.

Alors qu'une mission de la troïka est actuellement à Athènes pour évaluer la situation, S&P estime que le gouvernement grec "*aura du mal à faire de nouvelles économies*" et remplir ainsi les conditions posées au déblocage d'une nouvelle tranche d'aide.

"Une dégradation (de la note de la Grèce) est possible si la Grèce échoue à obtenir un nouveau versement" de la part de ses créanciers.

Selon un article du Wall Street Journal, le FMI --un des principaux bailleurs de fonds de la Grèce-- fait pression pour que les Etats de la zone euro acceptent de subir des pertes sur les obligations grecques qu'ils détiennent et que, de son côté, Athènes ramène sa dette publique autour de 100% du PIB.

Jusqu'ici, seul le secteur privé (banques, assurances etc.) a accepté de subir d'importantes pertes sur la dette grecque.

La Commission européenne a affirmé mardi qu'elle ne comptait pas modifier l'objectif "*ambitieux*" d'une dette publique grecque à 120% du PIB en 2020.

Interrogée sur un possible retrait du FMI de la Grèce, sa directrice générale Christine Lagarde, a récemment affirmé que le Fonds ne quittait "*jamaï*s" la table des négociations. (AFP 07.08)

3- Etats-Unis

Le constructeur néerlandais de voitures de luxe Spyker a annoncé lundi avoir déposé une plainte devant la justice américaine par laquelle il réclame trois milliards de dollars (2,42 milliards d'euros) à General Motors au nom de sa filiale Saab, ancienne propriété de GM.

"*Cette plainte cherche à réparer le comportement illicite que GM a adopté afin d'éviter la concurrence de Saab Automobile sur le marché chinois*", indique Saab dans un communiqué.

"*Le comportement de GM avait pour ambition, directe et indirecte, de conduire Saab vers la faillite, qui a résulté des interférences de GM dans une transaction entre Saab Automobile, Spyker et l'investisseur chinois Yougman qui aurait permis à Saab Automobile de se restructurer et de rester solvable.*" (Reuters 06.08)

Je me suis déjà fait la réflexion que désormais la survie de PSA était comptée...

4- Slovénie

L'agence d'évaluation financière Fitch a abaissé mercredi la note à long terme de la Slovénie à "A-", une décision motivée par la détérioration du secteur bancaire du pays, associant cette dégradation d'une perspective négative.

"*L'absence d'un plan de recapitalisation bancaire crédible (...) continue de mettre la notation sous pression*", insiste l'agence. (AFP 08.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 août

CAUSERIE

Avec la causerie d'aujourd'hui, vous en avez pour le week-end !

Bon week-end à tous.

[Pour le compte de qui gouvernent-ils ? Les actionnaires décident, le gouvernement applique.](#)

Le gouvernement a annoncé jeudi que le paiement de la facture rétroactive sur les tarifs du gaz serait étalé à partir de décembre sur une période de 18 mois, précisant le dispositif déjà en partie dévoilé par GDF Suez.

La hausse, dûe à l'annulation d'un gel des tarifs du gaz décidé par le précédent gouvernement lors du dernier trimestre 2011, correspond environ à 38 euros pour un foyer se chauffant au gaz, rappellent le ministère de l'Economie et celui de l'Ecologie dans un communiqué commun reçu par l'AFP.

Un peu plus de 9 millions de foyers français sont concernés pour une facture totale de 290 millions d'euros payée à GDF Suez.

Cette hausse rétroactive est la conséquence directe de l'annulation le 10 juillet par le Conseil d'Etat du gel des tarifs décidé par le gouvernement Fillon, qui n'était pas conforme à la formule légale.

Le gouvernement Ayrault ayant décidé pour le troisième trimestre 2012 d'une hausse de 2% du gaz inférieure à la hausse de 7,3% que prévoit la formule légale, une nouvelle facture rétroactive pourrait devoir être payée par les Français si les fournisseurs de gaz attaquent la décision de l'Etat. (AFP 09.08)

Toute est dans l'ordre des choses. A bas le gouvernement des capitalistes et des actionnaires !

[Hollande est "déjà trop à droite"... son camp naturel.](#)

"*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", a confié le

porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde.

Mais en ralliant le centre, Hollande s'expose davantage à la critique de la gauche radicale et des écolos qui lui reprochent déjà d'être trop à droite sur certains sujets dont l'économie, la fiscalité ou même l'immigration. (lexpress.f 09.08)

Avions-nous tort à propos des dirigeants syndicaux de traduire partenaires par complices ? La preuve que non.

TSCG. Consensus constitutionnel.

On imagine François Hollande pousser un soupir de soulagement à l'annonce de la décision du Conseil Constitutionnel de ne pas réviser la Constitution afin d'intégrer le Pacte de stabilité et de croissance. Le président évite un passage par le Congrès où il lui aurait été difficile d'obtenir une majorité des 3/5 pour ratifier le texte.

Le traité sera donc adopté, comme souhaité, par une simple loi organique votée à l'Assemblée et au Sénat lors d'une session extraordinaire. Mais le gouvernement socialiste risque fort de buter sur un refus à gauche et devra se tourner vers les centristes, membres de l'opposition, pour voir le traité approuvé.

Une révision constitutionnelle aurait nécessité un vote à la majorité des trois cinquièmes du Parlement réuni en Congrès, ce qui aurait impliqué l'appui d'une partie de l'opposition de droite, des députés de gauche ayant annoncé qu'ils ne voteraient pas un texte qui impose selon eux une austérité sans fin.

Mais pour le conseil constitutionnel, ce n'est pas nécessaire, la France étant déjà tenue par les règles de discipline budgétaire adoptées dans le passé.

"Le TSCG, qui abaisse à 0,5 % cet objectif, se borne sur ce point à reprendre, en les renforçant, les engagements existants", écrivent les "Sages" dans leur décision.

"Il ne procède pas à des transferts de compétences en matière de politique économique ou budgétaire", ajoutent-ils. *"Le Conseil constitutionnel a en conséquence jugé que, pas plus que les engagements antérieurs de discipline budgétaire, l'engagement de respecter ces nouvelles règles de discipline budgétaire ne porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale."*

Par quatre fois, le Conseil avait imposé, après des traités européens, une retouche constitutionnelle (Maastricht 1992, Amsterdam 1997, constitution européenne 2005, Lisbonne 2007). Pour le traité de Nice (2001), et donc désormais celui de Bruxelles (2012), la réécriture n'est pas requise.

Suite à cette décision, François Hollande a demandé au gouvernement de préparer *"rapidement"* un projet de loi pour ratifier le traité budgétaire européen.

"Un projet de loi est d'ores et déjà en préparation pour autoriser la ratification du traité. Il sera délibéré en conseil des ministres et déposé au Parlement dans les meilleurs délais", a annoncé le ministre des affaires européennes, Bernard Cazeneuve, qui s'est aussi félicité de la décision des Sages, qui *"valide l'approche retenue par le gouvernement"*. *"Cette décision confirme qu'il n'est pas nécessaire d'inscrire la 'règle d'or' dans la Constitution, s'est-il réjoui. Nous allons donc procéder ainsi, au moyen d'une loi organique, contrairement à ce que prévoyait le précédent gouvernement."*

Cette décision *"ouvre une nouvelle voie pour la France et l'Europe"*, a estimé jeudi Martine Aubry, première secrétaire du PS. *"Le Parti socialiste se félicite de cette issue, ouvrant la voie à une ratification par le Parlement des décisions actées lors du dernier sommet européen et qui permettront de remettre l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi"*, écrit Mme Aubry dans un communiqué.

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, a déclaré dans un communiqué : *"Nous sommes stupéfaits de cette réponse dès lors que le traité Merkozy implique un abandon de souveraineté du Parlement national sur le budget. Nous n'avons pas battu Nicolas Sarkozy pour en arriver là. Il faut un référendum !"*

Il a jugé *"inimaginable"* de ne pas changer la Constitution française pour adopter le traité européen de stabilité budgétaire, jeudi sur RMC-BFMTV. *"Tout ça est un habillage d'un traité de récession, qui va accroître la récession en Europe s'il est appliqué"*, a-t-il estimé.

François Hollande est même lâché par certains socialistes, notamment les hamonistes, membres du courant Un Monde d'Avance. Ces derniers reprochent au traité d'instaurer l'austérité et envisagent de s'abstenir. *"Majoritairement, ils (les hamonistes) sont très critiques sur ce pacte"*, indique Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement.

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, qui ne votera pas le traité de stabilité budgétaire européen, a affirmé que les socialistes étaient "*nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", jeudi sur France Info.

"*Je ne pense pas que je serai la seule*" à ne pas voter ce texte au PS. "*En tout cas on est très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", a-t-elle déclaré. "*Tout cela me paraît d'un grand danger, c'est l'austérité à vie*", a-t-elle redit jeudi. "*Nous serons bridés dans notre croissance si nous votons cela*".

Face à cette désolidarisation, le président du groupe PS, Bruno Le Roux a appelé avec insistance la majorité à être "*clairement rassemblée*" autour du président. Sans succès.

Lâché par une partie de son camp, François Hollande est en position de faiblesse. Pour retrouver une certaine contenance, il va devoir se tourner vers un pan de l'opposition : les centristes. Les députés de l'Union des Démocrates et des Indépendants (UDI), menée par Jean-Louis Borloo, sont favorables à l'idée d'adopter le traité par une simple loi organique. "*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", confiait d'ailleurs le porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde. (lemonde.fr, libération.fr, Reuters et AFP 09.08)

Explication.

Le TSCG sera donc intégré à la Constitution sans qu'il soit nécessaire de la réviser, puisque son contenu et les dispositions déjà existantes le permettent et le tour est joué.

La Constitution ne se réduit pas à ses 89 articles, elle intègre certains textes ou articles spécifiques auxquels elle renvoie, (Constitutions antérieures, Déclarations des droits de l'homme, etc.), les différents traités signés par les gouvernements successifs, ainsi que l'ensemble des lois adoptées toujours en vigueur, puisque leur application dépend de l'existence des institutions dont la Constitution est garante.

Coquerel s'époumone, le TSCG "*va accroître la récession en Europe s'il est appliqué*", quel malheur, il va leur falloir sortir du terrain purement institutionnel sur lequel le PG repose, quelle guigne, il va falloir se coltiner la lutte de classe avec la plèbe... On va voir ce que vous avez réellement dans les tripes, si on en juge à leur alter ego en Allemagne et en Grèce incapables de rompre avec le capital, on sera vite fixé, personnellement nous le sommes déjà.

S'agissant des gesticulations des sociaux-impérialistes de gauche, on aura noté qu'ils sont "*très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", le TSCG, ce qui ne veut pas dire qu'ils voteront systématiquement contre, ils peuvent aussi s'abstenir afin de le faire passer avec des voix centristes et de l'UMP, le courage n'étant pas en général la qualité la plus répandue chez les laquais. Que le POI leur accorde un intérêt particulier n'a rien d'étonnant puisque plus de la moitié de ses adhérents viennent du PS (déclaration de Schivardi). Voilà une transition toute trouvée.

Mystification. Manipulation. Propagande. Désinformation.

Ils font campagne pour qu'un gouvernement de gauche puisse appliquer une politique de gauche, ne vous marrez pas c'est très sérieux, sachant que ce soi-disant gouvernement de gauche sera dirigé par le PS ou un de ses satellites, personne n'osera douter de ses réelles intentions envers les travailleurs... Voilà ce qu'ils voudraient que l'on cautionne.

Informations ouvrières n°212 titre en couverture : "*Le traité TSCG obligerait à une rigueur à perpétuité !*", quand je vous disais que c'était pathologique chez eux, un cas de névrose obsessionnelle, est-ce que j'exagérais ? En réalité, j'étais encore au-dessous de la réalité.

En tout état de cause cette question ne peut concerner que les partis en situation de gouverner un jour sous la Ve République.

Question : le TSCG obligerait qui à appliquer une politique conforme à son contenu réactionnaire ? Ceux qui se plieraient au diktat de l'oligarchie financière dont l'UE et le FMI sont les bras armés auprès des gouvernements, les représentants officiels du capital et leurs suppléants. Précisons.

Qui alors, le parti de l'ordre, l'UMP, dans son cas ce ne serait pas une obligation mais un devoir, un honneur même !

Qui d'autres ? Le PS et ses satellites bourgeois (MRC, PRG, EELV), obligé dans leur cas serait un grand mot sachant que leurs principes évoluent en fonction des besoins manifestés par leurs maîtres à penser dont ils partagent le destin (et le festin !), ils sont prêts à se plier à tous leurs caprices ou toutes leurs exigences ou lubies et même à en rajouter si nécessaire.

Qui d'autres ? Les satellites de gauche du PS, le Front de gauche, ceux qui font partie de ce panier de crabes et qui ont déjà baissé leurs culottes devant l'UE et l'euro, ils pourraient trouver cela plus confortable qu'un Front populaire.

Le POI voudrait-il faire partie des candidats par hasard ?

Continuons, c'est un délice, heureusement qu'ils sont là pour nous distraire un peu.

L'autre titre méritera bien une métaphore : "*Unité pour "faire sauter le verrou" du traité TSCG !*"

Et voilà : verrouillé, cadenassé, c'est plié, c'est foutu, il n'a plus qu'à aller se pendre au premier arbre venu !

On plaisante, en apparence, en réalité on est très sérieux, relisez les deux titres et demandez-vous tout ce qu'ils peuvent recouvrir ou signifier et vous arriverez peut-être à la même conclusion que moi, les gouvernements en place devraient disposer d'une marge de manoeuvre pour satisfaire certaines revendications, du coup la paix sociale serait assurée et le régime pourrait demeurer en place éternellement, ce "*verrou*" est une entrave au bon fonctionnement du régime et des institutions qu'on ne se destine surtout pas à faire sauter, ce n'est pas l'orientation politique ou le contenu de la campagne du POI pour le rejet du TSCG.

Le gouvernement est antisocial, antidémocratique et réactionnaire, impérialiste, avec ou sans "*verrou*", d'ailleurs il est déjà posé depuis longtemps, mais apparemment il y en a encore qui ne l'ont pas remarqué. Qu'est-ce que cela signifie ? On voudrait intervenir sur le budget du gouvernement, sur la gestion de l'Etat sans le renverser au préalable, comment appelle-t-on cela ? Et dans les syndicats, ils ont dû acheter l'usine qui les fabriquait, qui s'en soucie franchement, certainement pas le POI. Chez les syndicats, le verrou il donne sur le coffre, c'est l'Etat et les classes dominantes qui l'ont posé, une clé en or, mais attention, l'or cela peut fondre et se transformer en boulets de canon pour démolir l'édifice du régime.

Après le "*piège*", le "*verrou*", la prochaine fois cela sera la strangulation, puis la tombe ou le poudrier, c'est plus aristocratique que le cendrier.

Ce qu'il y a d'avantageux avec le coup du "*verrou*", c'est que lorsque le gouvernement sera attaqué sur sa politique antisociale, il pourra répondre : ce n'est pas moi, c'est le verrou, et quand on lui rétorquera que c'est lui qui l'a posé, il répondra que ce n'est pas lui qui l'a fabriqué, même qu'il n'a pas écrit une seule ligne de ce foutu traité, il pourra ajouter qu'il l'a fait parce qu'il y était obligé par les marchés pour défendre les intérêts des "*Français*", bref, il n'y sera pour rien, mieux, on devrait même l'en féliciter car les choses pourraient être pire encore. Et comme le niveau de conscience des travailleurs qui ont voté Hollande ou PS ne va pas au-delà, ils se contenteront de cette argumentation et la boucle sera bouclée, pardon, verrouillée.

En page 3 (Informations ouvrières n°212) ils ont cru bon de reproduire la réponse que Barbara Romagnan, députée PS du Doubs, a adressée au comité unitaire de Besançon pour le non à la ratification du TSCG. Gluckstein en cite un long passage dans son éditorial et Jean-Charles Marquiset également dans un article, fiers apparemment de s'être ralliés une députée du PS, sans se soucier le moins du monde de l'orientation politique sur laquelle se trouve Barbara Romagnan qui s'inscrit en contradiction avec le reste de sa déclaration. Quelle est au juste son orientation politique ?

1- "*Ce traité nous lie les mains. Il rend caducs nos engagements.*" Elle fait référence au programme électoral de Hollande que chaque élu du PS ou de leur soi-disant majorité doit soutenir. Vous y avez vu des "*engagements*" en faveur des travailleurs ? Nous, non, il s'agissait plutôt de poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

2- "*François Hollande, par une position forte et déterminée, est parvenu (...) (à) impulser enfin des initiatives en faveur de la croissance*", chacun sait depuis que c'est une vue de l'esprit, une pure invention, apparemment elle s'en contente.

3- "*C'est d'ores et déjà des avancées considérables que nous saluons.*". Parle-t-elle du "*coup de pouce*" misérable au smic (0,6%), de l'application du plan Varin chez PSA que le gouvernement soutient, de la hausse rétroactive de la facture du gaz, etc. ?

4- "*Tout le monde ici s'accorde sur la nécessité de résorber le déficit public*", la dette des banquiers que les travailleurs doivent payer coûte que coûte, ajoutons, sachant que l'oligarchie financière a fait en sorte que l'Etat ne puisse jamais en voir le bout. Tout est dit ici.

5- "*Si nous acceptons le rythme imposé par l'Europe, cela risque de nous amener à des politiques d'austérité, non seulement injustes, mais également dangereuses économiquement. Nous ne récusons pas la pertinence de l'échelle européenne, mais nous disons que les organes chargés aujourd'hui de mettre en oeuvre et de contrôler les politiques européennes sont illégitimes pour le faire*", elle est en désaccord avec l'UE pas sur le fond mais sur la forme, le "*rythme*" des contre-réformes structurelles que le gouvernement devra mettre en oeuvre pour réduire la dette, à condition qu'elles ne lui soient pas dictées par des organes "*illégitimes*", elles revendiquent donc ouvertement leur application, disons-le, le droit d'y mettre la main à la pâte.

6- "*Le problème n'est pas le dessaisissement du pouvoir national au profit du pouvoir européen, mais le dessaisissement d'un pouvoir démocratique, fruit du choix populaire, du résultat des élections, au profit d'un pouvoir qui n'a pas cette légitimité*", il suffirait donc que l'UE se donne un verni démocratique ou plus démocratique pour qu'elle ne trouve rien à redire à sa politique

tournée contre les peuples.

L'unité à ce prix-là, dans ces conditions-là, a quelle valeur, cela vaut quoi ? Que dale en vérité, c'est pire que pas d'unité du tout, c'est en fait s'associer à des réactionnaires qui sont sur une ligne politique que nous combattons. Est-ce que nous exagérons en affirmant que les dirigeants du POI font feu de tout bois, pratiquent un double langage, trompent les militants et les travailleurs, qu'ils ont rompu avec le marxisme ou le socialisme ? Ils viennent une nouvelle fois d'en faire une démonstration éclatante.

Ce n'est pas tout.

C'est dans tous les domaines qu'ils agissent de la sorte, jusqu'à récrire l'histoire pour justifier leur ligne politique ou tout simplement l'existence de leur parti.

Ils ont consacré la page IV de leur journal à une étape de la construction du parti bolchevik en Russie sous la direction de Lénine : *Lénine et les bolcheviks russes commencent à publier la "Pravda"*.

Cet article va être rédigé de telle sorte que les lecteurs seront portés à croire que le parti bolchevik se serait construit essentiellement autour de leur journal, alors qu'en réalité, c'est à partir de principes définis par Lénine et d'un programme que le parti bolchevik sera construit, ce qui n'est nullement mentionné dans cet article.

Et pour cause, les dirigeants du courant communiste internationaliste qui contrôlent le POI ont renié ou ont abandonné ces principes et le programme de la révolution socialiste pour s'en remettre aux miroirs aux alouettes du réformisme, d'où l'adhésion possible de milliers de membres du PS qui y trouvent leur compte (provisoirement).

L'auteur de cet article conclut ainsi : *"L'année 1912 sera décisive : le Parti bolchevique s'est alors construit comme un parti organisé autour des groupements qui diffusent son journal quotidien, la Pravda"*, non, dit de cette manière-là. Que le Parti bolchevik ait regroupé des travailleurs et des militants autour de son journal, qu'il en ait recruté un certain nombre par la suite, que le journal serve à armer les travailleurs pour les luttes qu'ils ont à mener c'est une autre, maintenant, répétons-le, il s'est construit uniquement sur la base de principes et d'une discipline rigoureuse définis par Lénine, une ligne politique et une stratégie précises et non sur la (seule) base d'une participation à la diffusion d'un journal ou sur la seule base d'une participation à une bataille, ce qui est vrai pour le POI, ne l'était pas pour le Parti bolchevik.

Donc toute analogie ou ressemblance entre le Parti bolchevik et le POI et son journal serait grotesque. Soyons sérieux, croyez-vous que Lénine aurait décidé de rompre avec les *"liquidateurs"*, les mencheviks, pour s'encanailler avec des membres d'un parti ou d'ex-membres d'un parti qui étaient opposés à la révolution prolétarienne (Schivardi, Jeanneney, etc.), donc à la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

La démarche du POI se situe aux antipodes de la démarche de Lénine qui s'adressait à l'avant-garde du prolétariat russe, à sa jeunesse révolutionnaire pour recruter et former ses éléments les plus déterminés ou les plus avancés. Il a rompu avec le léninisme ou lui est étranger.

En forme d'épilogue, quelques extraits sur le sujet que nous venons d'aborder brièvement, sous la plume de Lénine et Trotsky. Je mets l'intégralité de ces documents en ligne à la rubrique Défense du marxisme.

1- Lénine. La plate-forme électorale du P.O.S.D.R - Rédigé début mars 1912. Publié en tract en mars 1912. (Œuvres t. 17, pp. 5139-518, Paris-Moscou)

- "Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

(...) Vive la nouvelle lutte pour l'amélioration de la vie des ouvriers qui ne veulent pas rester esclaves du bagne des fabriques et des usines ! Vive la journée de travail de huit heures ! Quiconque veut la liberté en Russie doit aider de son concours la classe qui a creusé la tombe de la monarchie tsariste en 1905 et y précipitera le plus grand ennemi de tous les peuples de Russie lors de la révolution russe de demain.

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie a su lever l'étendard de la révolution jusque dans la troisième Douma noire ; même du sein de cette assemblée, il a su aider à l'organisation et à l'éducation révolutionnaire des ouvriers, à la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers. Le parti du prolétariat est le seul parti de la classe d'avant-garde, de la classe qui est capable de conquérir la liberté pour la Russie. Maintenant encore notre parti ne va pas à la Douma pour y jouer « aux réformes », pour « défendre

la constitution », pour « convaincre » les octobristes ou pour en « chasser la réaction », comme prétendent les libéraux pour tromper le peuple, mais pour monter à la tribune et appeler les masses à la lutte, pour enseigner les conceptions socialistes, pour dénoncer chaque tromperie du gouvernement et des libéraux, pour dissiper les préjugés monarchistes des couches arriérées du peuple et les racines de classe des partis bourgeois, en un mot, pour préparer l'armée et des combattants conscients de la nouvelle révolution russe."

L'antithèse du POI jusque dans les moindres détails, le dernier paragraphe est succulent.

2- Le courant de liquidation et le groupe des liquidateurs - (Extrait) Résolution adoptée à la VI^e conférence du P.O.S.D.R. (Prague), qui chassait les menchéviks hors du Parti et consacrait l'existence autonome du Parti bolchévique. Source : La Conférence Panrusse du P.O.S.D.R. (brochure, 1912) - Œuvres T. XVII (12.1910-04.1912)

"... le P.O.S.D.R. mène depuis près de quatre ans une lutte décisive contre le courant liquidateur qui, à la conférence du Parti, en décembre 1908, fut défini comme une "tentative d'une certaine portion des intellectuels du Parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et pour la remplacer par un groupement informel dans le cadre de la légalité coûte que coûte, cette légalité dût-elle s'acheter au prix d'une renonciation manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du Parti" ; "

Quelles "traditions" Vladimir, quels enseignements ? Au diable les principes ! Un "groupement informel", la formule peut s'appliquer au POI et au NPA ou encore au Front de gauche.

3- Trotsky. Staline. V: Nouvelle montée (1940)

"Pour comprendre le dessein pratique qui se cache derrière la duplicité de Staline il faut se rappeler que Guermanov, qui, quelques mois plus tôt, avait proposé la candidature de Koba au Comité central, était étroitement lié à d'autres conciliateurs, influents dans les sommets du parti. Koba juge opportun de montrer à ce groupe sa solidarité avec lui. Mais il se rend trop clairement compte de la puissance de l'influence de Lénine et commence donc par une déclaration de fidélité aux « principes »."

Ah ces foutus principes ! Quand je vous disais qu'ils étaient déterminants aux yeux de Lénine pour construire le parti et sélectionner ses cadres, je ne l'ai pas inventé.

"A la conférence, qui s'ouvrit le 5 janvier 1912 à Prague, assistaient quinze délégués envoyés par deux dizaines de groupes clandestins, la plupart très faibles. Des rapports des délégués sur les divers groupes locaux se dessina un tableau assez clair de la situation du parti : les rares organisations locales se composaient presque exclusivement de bolchéviks, avec un grand pourcentage de provocateurs, qui trahissaient le groupe dès qu'il levait la tête. "

"Les décisions prises à Prague fixèrent pour longtemps la marche du parti. En premier lieu, la conférence jugea nécessaire de « créer des noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales de sortes »." (apparemment il manque la suite. - Ndlr)

Dans les deux derniers paragraphes il n'est nullement question de constituer un "groupement informel".

"La conférence déclara que la fraction des liquidateurs se trouvait hors du parti et appela tous les social-démocrates, « sans distinction de tendances et de nuances », à mener la lutte contre le liquidationnisme pour le rétablissement du parti illégal. Ayant ainsi rendu complète la rupture avec les menchéviks, la conférence de Prague ouvrit l'ère de l'existence propre du parti bolchéviste, lequel avait désormais son propre Comité central."

"Sous la pression des forces souterraines, les autorités tsaristes avaient perdu leur assurance antérieure. La main du censeur avait faibli. Les possibilités légales s'étaient élargies. Le bolchévisme était apparu dans l'arène publique avec un hebdomadaire d'abord, puis un quotidien. Les possibilités d'influencer les ouvriers avaient grandi d'un seul coup. Le parti continuait à rester clandestin, mais les rédactions de ses journaux étaient en même temps les états-majors légaux de la révolution. (...) Dans les questions les plus épineuses, la Pravda était assez souvent contrainte de se borner à des allusions, et de se faire entendre à demi-mot. Mais les agitateurs et les appels clandestins disaient pour elle ce qu'elle ne pouvait dire ouvertement. Les ouvriers avancés avaient en outre appris à lire entre les lignes. (...) C'est ainsi que se groupa autour de la Pravda la jeune génération révolutionnaire, sous la direction des vétérans qui avaient tenu bon pendant les années de réaction. « La Pravda de 1912, c'est la pierre de base de la victoire du bolchévisme en 1917 », écrivit par la suite Staline, sans manquer de noter sa participation à cette activité."

La "direction des vétérans (...) avaient tenu bon" pour former "la jeune génération révolutionnaire", la nôtre elle est sclérosée ou a capitulé.

"Mais pendant presque trois mois, la Pravda s'en tint obstinément à la plate-forme élaborée avec sa participation (de Staline -

Ndlr). Le mot même de « liquidateur » était banni du vocabulaire du journal. « Une lutte implacable était nécessaire contre le liquidationnisme, écrit Kroupskaïa. Voilà pourquoi Vladimir Ilitch se tourmentait tellement de ce qu'au début la Pravda éliminait régulièrement de ses articles les passages polémiques contre les liquidateurs. Il écrivait à la Pravda des lettres courroucées. » Une partie de celles-ci - une bien petite partie, semble-t-il - a pu voir la lumière du jour. « Parfois, quoique rarement, se plaint-elle plus loin, même les articles, d'Ilitch disparaissaient sans laisser de traces. Parfois ses articles étaient mis de côté et ne paraissaient pas tout de suite. Ilitch s'irritait alors, écrivait à la Pravda des lettres courroucées, mais cela n'y faisait pas grand'chose. » La lutte avec la rédaction de la Pravda était la continuation directe de celle avec la rédaction de la Zvezda. « Il est impossible, nuisible, pernicieux, ridicule de cacher nos désaccords aux ouvriers », écrit Lénine le 11 juillet 1912. Quelques jours plus tard, il exige du secrétaire de la rédaction, Molotov, l'actuel président du Conseil des commissaires du peuple, qu'il explique pourquoi le journal « élimine obstinément, systématiquement, de mes articles et de ceux d'autres collaborateurs, toute mention des liquidateurs ».

Une lutte à mort était engagée contre les conciliateurs dont Staline se faisait dorénavant le porte-parole... pour le lendemain se renier. Rien à voir avec les formules de jésuite du genre : il ne doit pas y avoir de préalable à l'unité qui laisse la porte ouverte à l'opportunisme...

4- Trotsky - Biographie de Lénine - Œuvres – 1930

- "Le 2ème congrès du parti Social-démocrate de Russie (Bruxelles, Londres) en juillet 1903, accepta le programme élaboré par Plékhanov et Lénine mais se termina par la scission historique du parti entre Bolcheviks et Mencheviks. A partir de ce moment, Lénine commença à appliquer ses propres conceptions comme chef du groupe Bolchevik qui devint plus tard le parti Bolchevik.

La scission entre les deux fractions se produisit sur la question de la tactique et, finalement, sur le programme du parti. Les Mencheviks tendaient à concilier la politique du prolétariat russe avec celle de la bourgeoisie libérale. Lénine voyait dans la paysannerie la plus sûre alliée du prolétariat. Des accords occasionnels et des relations très proches avec les mencheviks ne purent enrayer les divergences constantes des deux lignes : révolutionnaire et opportuniste, prolétarienne et bourgeoise. La lutte contre les mencheviks fut le point de départ de la politique qui conduisit à la rupture avec la 2ème Internationale (1914), à la révolution d'octobre (1917), et au changement de nom du Parti Social-Démocrate en celui de Parti Communiste (1918)."

On aurait pu se contenter de cet extrait.

- "Au début de 1912, Lénine convoqua à Prague une conférence secrète des organisations bolcheviques. Les liquidateurs furent exclus du parti. La rupture avec les mencheviks était complète. Un nouveau Comité central fut élu. De l'étranger, Lénine faisait paraître à Saint-Pétersbourg le journal légal Pravda, qui, constamment en conflit avec la censure, exerçait une influence prépondérante sur l'avant-garde de la classe ouvrière."

Maintenant on s'en tape de "l'avant-garde de la classe ouvrière", excusez-moi, cela me rend nerveux, quant aux "liquidateurs", ils ne sont pas seulement les bienvenus, ils sont dorénavant aux commandes.

ACTUALITE EN TITRES

Une mystification qui aura tourné court.

- Le livre de Trierweiler sur Hollande fait un flop - Le Nouvel Observateur

Elle en a vendus (ou donné !) moins de 2.000 à ce jour

- A Tulle, Hollande ne fait plus recette - LeParisien.fr

J'ai pris le temps de lire ces deux articles, comme quoi j'ai des défauts mais je suis appliqué.

Hier il n'y avait que deux touristes inscrits pour suivre avec la guide de l'office de tourisme de Tulle, Marie Bouchette, le circuit intitulé « Sur les pas du président », entre nous, on se demandera où a bien pu passer sa "majorité" !

C'est une escroquerie politique, un nouveau tour de passe-passe que les uns et les autres n'hésitent pas à reprendre à leur compte, alors qu'il n'a été élu que pour chasser Sarkozy et rien d'autres.

A croire que nos dirigeants sont des adeptes du jeu Jacques a dit, remplacez Jacques par le législateur ou ses porte-parole et

vous comprendrez qu'ils n'analysent pas la situation en fonction des rapports entre les classes et qu'ils ne définissent pas leur ligne politique et les tâches que le prolétariat devraient accomplir en conséquence, non, c'est le jeu institutionnel et la manière dont les principaux intéressés le présentent qui les guident, d'où ils tirent leur inspiration.

Et comme ils ne doutent de rien, ils affirmeront que ce serait leur faire un vilain procès d'intention que d'en déduire qu'ils seraient subordonnés aux institutions ou à la remorque du PS, du régime.

Un aveu. Incurable !

- Moins mentir rend-il moins malade? - Slate.fr

On avait compris qu'à Slate.fr ils traînaient derrière eux un lourd passif à caractère pathologique, c'est à croire que décidément on vit dans un monde de dingues, Freud expliquait qu'on l'était vraiment quand on en avait conscience, c'est bien leur cas ici.

Qu'est-ce qu'on peut lire comme grosses conneries quotidiennement, quel boulot ingrat, mais pas à tomber malade !

Notez bien qu'ils ont titré "*moins mentir*" et non pas ne pas mentir du tout, c'est un truc qui les dépasse, inimaginable, au-dessus de leurs forces, il faut donc en déduire qu'ils sont toujours plus ou moins malades. Parmi les contributeurs de Slate.fr on trouve notamment Attali et Copé, on peut donc valider ce diagnostic.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le gouvernement iranien a organisé jeudi à Téhéran une conférence internationale destinée officiellement à trouver une issue négociée au conflit syrien.

Cette réunion a rassemblé les représentants de 28 pays qui partagent l'approche iranienne de ce dossier - aucun n'a apporté son soutien aux insurgés et aucun n'a demandé le départ du président syrien Bachar al Assad.

A l'issue de la réunion, le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a appelé l'opposition syrienne "*à négocier et à coopérer avec le gouvernement syrien pour accélérer les réformes*".

"*Ce serait une erreur de penser qu'en continuant les pressions et les actions imprudentes, le gouvernement syrien finira par s'effondrer*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision, sans citer les Occidentaux, la Turquie ou les puissances du Golfe, qui soutiennent la rébellion. "*Par une telle ingérence, ils aggravent la crise*."

Selon la télévision, les pays représentés à la réunion ont mis au point un communiqué commun appelant à un cessez-le-feu de trois mois afin de laisser place au dialogue.

Aucun texte n'a été fourni mais la réunion aurait, selon la télévision, "*approuvé l'idée de l'Iran d'appeler toutes les parties à cesser la violence pendant trois mois*" à partir de la fin du mois de ramadan, dans dix jours environ.

A l'ouverture de la réunion, Ali Akbar Salehi, avait rejeté toute intervention militaire étrangère en Syrie et réclamé des discussions "*sérieuses et approfondies*" entre le gouvernement de Damas et l'opposition.

"*Le dialogue entre Syriens est le seul moyen de résoudre la crise*", a-t-il dit.

Cette semaine, Salehi avait affirmé que la chute brutale du président Assad serait catastrophique et signifierait "*l'éclatement*" de la Syrie.

Le chef de la diplomatie iranienne a précisé que parmi les Etats participant à la conférence de Téhéran figuraient la Russie, la Chine, l'Irak, le Pakistan, la Jordanie et l'Inde.

"*La République islamique d'Iran croit fermement que la crise syrienne ne pourra être réglée que par des discussions sérieuses*

et approfondies entre le gouvernement et les groupes d'opposition qui jouissent d'un soutien populaire en Syrie", a-t-il dit.

L'Iran, a-t-il ajouté, "rejette toute intervention militaire ainsi que toute ingérence extérieure en Syrie et soutient les efforts de l'Onu pour résoudre la crise".

Dans une tribune publiée mercredi par le Washington Post, le chef de la diplomatie iranienne met en garde contre un renversement brutal de Bachar al Assad.

"La société syrienne est une belle mosaïque d'ethnies, de religions et de cultures. Elle volera en éclats si le président Bachar al Assad tombe brutalement", écrit Ali Akbar Salehi.

La conférence de Téhéran suscite le plus grand scepticisme dans les milieux diplomatiques occidentaux. "Le soutien de la République islamique au régime d'Assad semble bien peu compatible avec la recherche d'un compromis", a dit un diplomate occidental en poste à Téhéran. (Reuters 09.08)

2- Tunisie

2.1- La polémique enfle en Tunisie depuis l'introduction du mot "complémentarité" dans le projet de Constitution pour définir les rapports entre les femmes et les hommes dans la société.

Ainsi, un article adopté, le 1er août, par une commission de l'Assemblée nationale constituante (ANC), stipule que "l'Etat assure la protection des droits de la femme, de ses acquis, sous le principe de complémentarité avec l'homme au sein de la famille et en tant qu'associée de l'homme dans le développement de la patrie".

Si le texte n'a pas encore été voté en séance plénière, les femmes sont sur leurs gardes. Les organisations, dont la section tunisienne d'Amnesty international, dénoncent un article qui vise "à la suppression du principe de l'égalité des sexes et exprime le rejet total des droits humains de la femme et porte un coup à leur dignité et leur citoyenneté".

La victoire aux élections d'octobre 2011 du parti islamiste, Ennahda, qui domine la coalition gouvernementale, fait craindre à certains acteurs de la société civile une islamisation rampante de la société et notamment la suppression des acquis de la femme, garantie par le code du statut personnel de 1956, qui autorise notamment les femmes à divorcer et interdit la polygamie.

La députée du parti de gauche Ettakatol, Selma Mabrouk, a immédiatement lancé une pétition dans laquelle elle appelle à "protéger les droits de citoyenneté de la femme en Tunisie". Elle explique que le texte en l'état définit la femme "en fonction de l'homme" et que "la notion de complémentarité est non réciproque, dans le sens où il n'est pas inscrit que l'homme lui-même est complémentaire avec la femme".

Mercredi 8 août, plusieurs personnes ont manifesté devant le bâtiment de l'ANC pour la suppression de la version de cet article.

Face au tollé suscité, les députés misent sur l'ambiguïté du terme. Interrogée par l'agence de presse tunisienne TAP, la vice-présidente de l'ANC, Mehrezia Labidi-Maïza, élue du parti Ennahda, explique que "plusieurs rumeurs ou lectures erronées qui circulent font naître chez les femmes et la société civile, un sentiment de perte de droits" et assure que "les droits de la femme sont préservés et ne pourront pas être touchés", et d'ajouter que la "constitution qui sera rédigée comportera également un article qui consacra le principe de l'égalité des sexes." Une garantie qui ne rassure pas la société. (nouvelobs.com 09.08)

2.2- La police tunisienne a dispersé avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc des chômeurs qui manifestaient jeudi à Sidi Bouzid, berceau du soulèvement qui a chassé l'ancien président Zine Ben Ali et a été à l'origine du "printemps arabe".

"Où sont les droits de Sidi Bouzid, où sont les droits des martyrs ?", scandaient les manifestants à l'adresse du nouveau gouvernement, coalition dirigée par le mouvement islamiste Ennahda et deux partis laïcs.

Selon des médecins de l'hôpital de cette petite ville du centre du pays, six personnes ont été blessées durant la manifestation, qui a mobilisé des centaines de jeunes Tunisiens demandant du travail, plus d'investissements dans leur région et le renvoi du gouverneur.

Les policiers sont intervenus quand les manifestants ont cherché à marcher vers les bureaux du gouverneur, Attia Athmouni, a dit un militant syndicaliste. (Reuters 09.08)

1- France

Depuis le 1er février, les vingt salariés du restaurant asiatique Golden Wok, au Kremlin-Bicêtre, sont sans nouvelles du gérant, envolé, et... de leurs salaires, impayés.

Assisté de son avocat, Gérard Hong a recueilli une foule de documents administratifs qu'il compte bien présenter le 17 septembre, lors d'une audience au conseil des prud'hommes de Créteil. Un dossier fourni pour une histoire complexe qui trouve ses origines le 1er février. Ce jour-là, les vingt salariés du restaurant Golden Wok, établi au Kremlin-Bicêtre depuis une vingtaine d'années, trouvent porte close.

Grilles fermées, pas de lettre de licenciement, un patron envolé. « *Ils y sont retournés pendant cinq jours, raconte leur avocat. Sur mes conseils, ils ont fini par envoyer une lettre recommandée au gérant de l'établissement, prenant acte de la rupture de leur contrat de travail.* »

Les salariés apprennent bientôt que le gérant du restaurant se trouve sous le coup d'une expulsion lancée par le propriétaire de ce vaste local de l'avenue de Fontainebleau. Autre procédure entamée, celle d'une liquidation judiciaire de l'activité — pour cessation de paiement — qui intervient en mars. Le début d'un long feuilleton juridique que les ex-salariés peinent à démêler : « *Le mandataire judiciaire et la société qui possède le fonds se renvoient la balle pour savoir qui doit indemniser les salariés* », explique leur avocat, qui réclame une condamnation solidaire des deux parties aux prud'hommes.

En attendant, ils se retrouvent sans rien. « *Pôle emploi ne verse pas d'indemnités car il n'y a pas de lettre de licenciement. Le revenu de solidarité active (RSA) lui était pour l'instant refusé au regard de ses trois derniers bulletins de salaire, des démarches sont en cours pour obtenir une aide au logement... énumère Marie, la fille de Gérard Hong qui a même écrit au médiateur national. On ne sait plus vraiment vers qui se tourner.* » Avec sa femme, Gérard occupe un logement dans le XIIIe arrondissement de Paris : 900 € de loyer, avec pour seul revenu les quelque 1000 € de salaire de son épouse. « *On fait jouer la solidarité familiale. Mais ma sœur et moi n'avons plus d'économies à leur prêter* », avoue Marie.

Après l'audience du 17 septembre, l'avocat espère une réponse pour juin 2013. En attendant cette date — et les possibles dommages et intérêts qui seront versés —, les demandes d'aides financières pourraient aboutir. « *Mon père pensait travailler là jusqu'à la retraite. Il n'a jamais été au chômage et se retrouve, à 57 ans, sans un centime.* » (leparisien.fr 09.08)

2- Chili

Trois autobus des transports publics chiliens ont été incendiés mercredi à Santiago lors d'une manifestation d'étudiants, suivie d'affrontements de plusieurs heures avec les forces de l'ordre, selon la police.

La manifestation, qui réclamait la réforme du système éducatif chilien, n'était pas autorisée, selon le ministère des transports qui a accusé des étudiants cagoulés d'avoir intercepté les bus et fait descendre chauffeurs et passagers avant d'incendier les véhicules.

Un fort contingent des forces de l'ordre a tenté de disperser les quelque 1.000 manifestants massés dans le centre de la capitale chilienne avec des lances à eau et des gaz lacrymogènes.

"*La patience des étudiants est à bout (...) Nous avons fait beaucoup d'efforts pour entamer un dialogue avec le gouvernement et le parlement*" a déclaré à la télévision, le président de la Fédération des étudiants universitaires du Chili, Gabriel Boric.

"*Le gouvernement n'a pas répondu aux demandes des étudiants. Le ministre (de l'Éducation Haral) Beyer a systématiquement dédaigné le mouvement étudiant et n'a écouté aucune de nos propositions*", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement Andrés Chadwick a estimé que "*les dirigeants étudiants qui convoquent ces manifestations illégales et non autorisées savent parfaitement qu'elles ouvrent la porte au vandalisme et à la délinquance*"

Les étudiants chiliens ont organisé depuis mai 2011 plus de 40 manifestations, certaines parmi les plus massives depuis le retour de la démocratie en 1990. Plusieurs de ces manifestations ont été émaillées de violences entre jeunes casseurs et forces de police antiémeutes.

Le mouvement a influencé une hausse de 10% du budget éducation 2012, et obtenu un début de réforme sur la gestion des collèges et lycées publics, des avancées jugées insuffisantes par la principale organisation étudiante, la FECH. (AFP 09.08)

ECONOMIE

Denrées alimentaires

Les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de 6% en juillet par rapport à juin, après trois mois consécutifs de baisse, du fait notamment d'une flambée des prix des céréales et du sucre, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Depuis plusieurs semaines, les prix des matières premières agricoles, notamment céréales et oléagineux, ont connu des flambées en Europe comme à la Bourse de Chicago, sous la pression d'aléas climatiques simultanés chez plusieurs grands producteurs.

Aux Etats-Unis, les perspectives de récoltes de maïs se sont largement détériorées en raison de la sécheresse et des fortes chaleurs qui sont intervenues à des moments critiques de développement de la céréale, souligne la FAO. Ainsi, les prix ont grimpé de 23% en juillet, peut-on lire dans le communiqué.

Les cours du blé se sont également renchéri de 19%, sur fond de perspectives de production moins bonnes que prévues en Russie, alors que la demande de blé destinée à l'élevage devrait être soutenue en raison de réserves limitées en maïs.

Toutefois, les prix du riz, une denrée essentielle à la sécurité alimentaire humaine, sont restés quasiment inchangés au mois de juillet note la FAO.

Pour autant, des pluies de mousson insuffisantes en juillet en Inde devraient conduire à réviser à la baisse les prévisions de production mondiale de riz pour 2012, a cependant indiqué la FAO en début de semaine.

De leur côté, les prix du sucre se sont renchéri en juillet en raison d'aléas climatiques au Brésil, le principal exportateur mondial, ainsi qu'en Inde et en Australie, souligne la FAO jeudi.

Par contraste, les prix de la viande connaissent un troisième mois consécutif de baisse. La faiblesse du marché touche les quatre principaux types de viande, en particulier la viande de porc, dont les cours ont chuté de 3,6%, indique la FAO. Le recul est de l'ordre de 1% pour les viandes bovines, ovines et pour la volaille.

Depuis le début de l'année, les prix des produits laitiers affichent une baisse de 16%, notamment le beurre (-27%), rappelle la FAO. (AFP 09.08)

La baisse de la consommation de viande s'explique sans doute par son prix très élevée.

En Inde, je ne mange plus de mouton depuis des années, à près de 400 roupies (environ 6,5 euros) le kilo dont la moitié constituée d'os et de gras, c'est un luxe ! Le prix du boeuf en quelques années est passé de 50 à 160 roupies le kilo, j'en mange de moins en moins souvent, celui du poulet est passé de 50 à 130 roupies, c'est la seule viande que je mange encore régulièrement. Le porc est peu consommé, il atteint le prix du mouton, je n'en mange jamais.

Quant au poisson, il est devenu inabordable exceptés les petits poissons bourrés d'arrêtes, du coup je n'en mange plus non plus, pareil pour les crevettes dont les prix ont plus que triplé en deux ou trois ans. Reste les oeufs, les prix ont également triplé, j'en consomme davantage puisqu'il n'y a plus que cela d'abordable. Mon chien suit le même régime alimentaire que moi, au lieu du boeuf, il a des carcasses de poulets ou des abats ou des oeufs un jour sur trois.

J'ai les moyens d'acheter de la viande ou du poisson (500 roupies le kilo de thon !), mais je n'ai pas envie de vivre comme un nanti, alors que sur le long terme je n'en ai pas les moyens, ni l'envie surtout.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 août

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans des liens dans le dossier sur la Sryrie. J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques. Précision. Le portail Liesi, est animé par des traders qui ont leurs entrées dans le monde de la finance, on y glane parfois des infos intéressantes ou des analyses pertinentes. Ne leur demandez pas d'être des révolutionnaires !

Paul Craig Roberts a été éditeur du The Wall Street Journal et secrétaire-assistant du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis.

- "Le gouvernement qui vous ment sur les armes de destruction massive de l'Irak, sur les connexions de l'Irak avec al-Qaida, sur les talibans de l'Afghanistan, sur Oussama Ben Laden, sur la Libye et Kadhafi, sur les bombes nucléaires iraniennes, sur la Syrie, sur le Pakistan, sur le Yémen et la Somalie, sur Bradley Manning, sur Julian Assange et Wikileaks, et d'ailleurs surtout ce qui existe, vous ment aussi à l'égard de l'emploi, du chômage, de la reprise économique, de l'augmentation du PIB, du 11-S, sur la « menace terroriste », sur tout. Essayez de trouver quelque chose que le gouvernement a dit pendant les six derniers mandats présidentiels qui ne soit pas un mensonge.

En dehors de quelques détails insignifiants, « votre » gouvernement vous mentait d'une manière permanente sur tout ce qui était important.

L'ennemi le plus mortel du monde, est Washington. Si Washington s'impose, le monde sera mort ou réduit à l'esclavage par Washington, y compris tous les sujets des Etats-Unis, qu'ils soient démocrates ou républicains.

Ne permettez pas que l'on dise un jour, quel que soit votre pays, que votre ennemi n'a pas été identifié." (mondialisation.ca)

Au regard des fonctions que l'auteur de ces lignes a assumées et qui n'appartient pas au milieu ouvrier, on sera porté à le croire. Honte à ceux qui au cours des dernières années et encore aujourd'hui caractérisaient le régime américain de démocratie.

[Indépendance des syndicats. Il n'y a rien à négocier avec la représentante de l'Etat des capitalistes.](#)

Dès le 4 septembre, Marylise Lebranchu réunira les syndicats de fonctionnaires pour leur présenter l'agenda des discussions et négociations à venir. (lexpress.fr 10.08)

Les syndicats doivent s'adresser aux travailleurs de la fonction publique et préparer (dans l'unité) la mobilisation contre l'Etat sur la base de leurs besoins ou revendications. Tout autre méthode est à bannir car elle s'apparentera à la collaboration de classes.

[La Constitution et les institutions sont illégitimes. Donc le TSCG aussi !](#)

Le Conseil constitutionnel est une institution qui dispose de pouvoirs discrétionnaires, arbitraires, antidémocratiques, il ne peut se prévaloir d'aucune légitimité. Ses membres sont les garants du respect de la Constitution, autrement dit les chiens de garde de l'ordre établi qu'il nous faut abattre.

Dissolution du Conseil constitutionnel !

Comment appelle-t-on une Constitution compatible avec un traité instituant l'austérité à vie pour le compte de l'oligarchie financière?

A bas les privilèges, abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Un extrait de la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 56. Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

ARTICLE 62. (...) Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Tous ses membres nommés l'ont été par l'UMP, et ceux de droit sont issus de l'UMP ou de l'ex-UDF

Valéry GISCARD D'ESTAING, membre de droit

Jacques CHIRAC, membre de droit

Nicolas SARKOZY, membre de droit

Pierre STEINMETZ, nommé par le Président de la République en février 2004

Jacqueline de GUILLENCHMIDT, nommée par le Président du Sénat en février 2004

Renaud DENOIX de SAINT MARC, nommé par le Président du Sénat en février 2007

Guy CANIVET, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2007

Jean-Louis DEBRÉ, nommé par le Président de la République en février 2007

Michel CHARASSE, nommé par le Président de la République en février 2010

Hubert HAENEL, nommé par le Président du Sénat en février 2010

Jacques BARROT, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2010

Claire BAZY MALAURIE, nommée par le Président de l'Assemblée nationale en août 2010

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous aurez constaté qu'en 1912 en Russie, donc avant le déclenchement de la première guerre mondiale du XXe siècle, alors que la situation n'était pas encore révolutionnaire, que le mouvement ouvrier russe se remettait à peine d'une longue période de reflux ou de stagnation, le parti bolchevik n'hésitait pas à lier les revendications des masses au "cri" à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie ! (Lénine).

Question : pourquoi un siècle plus tard personne n'ose lancer un "cri" similaire : A bas le régime capitaliste ! Vive la république sociale démocratique de France ! Comment peut-on justifier un tel silence alors que la société est en pleine décomposition, les masses sont matraquées depuis des années, les riches sont toujours plus riches, les valeurs de la république et la démocratie piétinée ?

A bas l'UE, la BCE, le FMI, c'est bien de le dire, ajouter : A bas la Constitution et les institutions de la Ve République des nantis, Vive la république sociale, c'est mieux.

Lisez ou relisez la première citation et dites-nous où vous retrouvez aujourd'hui la méthode employée par Lénine pour éduquer les masses et construire le parti, nulle part, absolument nulle part. De quoi nos dirigeants ont-ils si peur ? Peut-être ne savent-ils pas s'y prendre ? N'ont-ils plus la foi (Marx) ? On cherche à comprendre quel est leur problème. On a d'autres questions à leur poser.

- Vont-ils continuer encore longtemps à épargner le gouvernement, la Constitution, les institutions ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à défendre l'Etat (bourgeois) contre les agressions des marchés, de l'UE et du FMI notamment ?
- Vont-ils continuer longtemps à entretenir l'illusion qu'il serait possible de combattre pour des réformes dans le cadre du régime en place, sachant qu'elles sont incompatibles avec son existence et sans le préciser évidemment ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à soutenir des dirigeants syndicaux qui accompagnent systématiquement la liquidation de tous nos droits ou acquis ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'UE pour que toutes nos revendications puissent être satisfaites, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme et sans liquider l'Etat capitaliste ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'euro et la BCE pour que les rapports entre classe dominante et classe dominée soient inversés ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'une telle politique pourrait permettre de faire un pas sur la voie du socialisme ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à refuser de faire la propagande en faveur des idées du socialisme ?

[La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. TSCG. \(suite\)](#)

En famille. Ennemis, tout de suite les grands mots. Complices, partenaires, serait plus conforme à la réalité.

Le salut viendra peut-être de ses ennemis. François Hollande devra compter sur le soutien de l'UMP pour faire ratifier le traité européen à l'Assemblée nationale et au Sénat. La droite sera très certainement ravie d'offrir son appui à François Hollande, histoire de le fâcher avec la gauche de la gauche et de rappeler qu'il n'a pas renégozié le traité rédigé du temps de Nicolas Sarkozy.

Beaucoup d'hamonistes continuent d'hésiter. Ne pas mettre dans l'embarras leur leader-ministre pourrait peser en faveur d'une abstention ou même d'un soutien.

Les écologistes aussi sont désorganisés. Les députés européens Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot et José Bové militent ardemment pour la ratification du traité.

Un peu plus à gauche, la position est ferme. Le Front de gauche, par la voix de son leader Jean-Luc Mélenchon, a clairement fait savoir que seul un référendum sur le traité serait accepté. Même combat pour les communistes ; autant dire que la gauche radicale votera contre. (lexpress.fr et AFP 10.08)

Le Conseil constitutionnel a justifié sa décision en expliquant que finalement les clauses contenues dans le TSCG figuraient déjà dans le traité de Maastricht déjà adopté (1992), et que les modifications apportées à celui-ci, dont l'abaissement de 3 à 0,5% la limite tolérée des déficits publics du PIB, ne constituaient pas des éléments nécessitant une modification de la Constitution. On pourrait en déduire que l'austérité date (au moins) officiellement de cette date-là, 1992, soit 20 ans déjà.

Question : Dès lors pourquoi les partis ouvriers et les syndicats ont-ils continué d'avoir des relations avec l'Etat comme si de rien n'était, au lieu de rompre avec les institutions de la Ve République ? Où est passée l'indépendance du mouvement ouvrier ? Elle a été constamment bradée, tout comme nos acquis ou droits avec leurs complicités.

Combattre Maastricht ou le TSCG, combattre leurs conséquences nuisibles ou dramatiques pour les travailleurs sans remettre en cause ses rapports avec l'Etat et les dirigeants corrompus des syndicats, c'est comme lutter avec une main attachée dans le dos, au mieux cela confine à l'impuissance, au pire, c'est une trahison des intérêts des travailleurs.

En s'adressant à Hollande et aux députés dont le parti (PS) est lié au capital et au régime, que font-ils d'autre que de s'en remettre à notre bourreau ?

Au lieu de faire le lien entre la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs, les difficultés qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne avec la politique d'austérité menée par le gouvernement (et les précédents) qui profite aux nantis, dont le TSCG n'est que le prolongement constitutionnel, pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme et des institutions pour qu'ils s'en détachent et les combattent dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique ou socialiste, ils légitiment les institutions en demandant aux travailleurs de s'adresser aux députés ou sénateurs qui tirent leur légitimité de la Constitution antidémocratique de la Ve République, tout comme le traité de Maastricht et le TSCG qu'ils sont censés combattre.

Après une "**renégociation**" impossible, un référendum pour un bon traité : c'est non !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a de nouveau demandé "*solennellement*" au président François Hollande "*de consulter les Français par référendum*" sur le traité européen, après le feu vert du Conseil Constitutionnel à l'adoption du texte sans révision constitutionnelle.

La décision du Conseil "*ne change rien au problème de fond démocratique posé par cette ratification. Je demande une nouvelle fois solennellement à François Hollande de consulter les Français par référendum sur cette question fondamentale pour l'avenir du pays*", écrit-il vendredi dans un communiqué.

D'une part, argumente-t-il, parce que "*la renégociation du pacte à laquelle il s'était engagé n'a pas été obtenue*".

D'autre part, parce que "*ce pacte prévoit un objectif de réduction de dépenses publiques plus drastique encore que Maastricht et la RGPP (révision générale des politiques publique, ndr) réunis*".

Pierre Laurent "*appelle toutes les forces disponibles à gauche, dans le monde syndical et associatif à se rassembler et à agir en commun pour refuser la ratification parlementaire envisagée par le gouvernement pour la fin septembre*". (AFP 10.08)

Il faudrait savoir : soit ce traité est scélérat et une fois pour toute il ne doit pas être ratifié, on combat pour son rejet, soit on s'en

remet à un référendum pour en décider, tout en sachant que les travailleurs n'en comprendront pas forcément les tenants et les aboutissants ou l'interpréteront en fonction de leur propre situation, ce qui pourrait fausser leur jugement, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux pourraient être influencés négativement par le matraquage de la propagande officielle relayée par les médias.

Combattre pour le rejet du TSCG et pour un référendum est contradictoire et relève du double langage. Pourquoi ?

Dans la mesure où l'on combat pour son rejet, on ne laisse place à aucun doute, aucune alternative possible, on a décidé une fois pour toute après lecture et réflexion que ses aspects négatifs l'emportaient sur ses éventuels ou hypothétiques avantages, alors que dans le cas d'un référendum on admet qu'il pourrait tout de même être adopté au nom de je ne sais quel intérêt général supposé ou virtuel qu'une majorité ignorante ou mal informée y aurait trouvé.

Demander un référendum, c'est aussi admettre implicitement que des technocrates de l'UE ou du FMI liés à l'oligarchie financière pourraient être amenés par on ne sait quel miracle à rédiger autre chose qu'un traité qui serait contraire aux intérêts des travailleurs. Dans le cas d'un référendum annoncé les choses se présentent autrement, on a le choix entre y participer ou le boycotter en fonction d'un certain nombre de critères qui auront fait l'objet au préalable d'une analyse sérieuse...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France.

Les recettes générées par les radars déployés sur les routes et autoroutes de France devraient dépasser cette année le montant record de 639 millions d'euros enregistré en 2011, rapporte vendredi le quotidien *Les Echos*.

Citant l'Agence nationale du traitement automatisé des infractions, le journal indique qu'elles ont atteint 324 millions d'euros au premier semestre.

"*En tenant compte de la corrélation du trafic selon les saisons, l'année 2012 pourrait rapporter entre 675 et 700 millions d'euros*", a déclaré l'agence.

Selon un expert cité par *Les Echos*, les avis de contravention et excès de vitesse ont augmenté de 20% depuis le début de l'année.

L'augmentation du nombre de radars installés, notamment les 679 qui l'ont été depuis 2009 pour contrôler le respect des feux rouges, est un autre facteur qui a contribué à la hausse de ces recettes. (Reuters 10.08)

2- Roumanie

La Roumanie a connu un nouveau scandale vendredi avec la mise en cause par la justice d'un ex-ministre impliqué dans l'organisation du référendum sur la destitution du président Traian Basescu et des révélations sur des tentatives présumées de manipulation des listes électorales.

Un référendum organisé le 29 juillet devait mettre un terme à la crise, mais la Cour constitutionnelle a reporté au 31 août sa décision sur la validité du scrutin, citant "*des informations contradictoires des institutions de l'Etat sur les listes électorales*" utilisées.

Après avoir certifié à plusieurs reprises, avant et après le vote, la validité et le caractère actualisé des listes, le ministère de l'Intérieur et de l'Administration avait soudainement transmis une note à la Cour indiquant ne pas pouvoir garantir leur exactitude.

Vendredi, le parquet général a demandé au parlement d'autoriser des poursuites contre l'ex-ministre de l'Administration, Victor-Paul Dobre, membre de l'USL, pour "*avoir incité un de ses subordonnés*" à rédiger cette note avant de l'envoyer à la Cour, un "*abus de pouvoir (...) ayant causé une perturbation*" dans le fonctionnement des institutions.

D'autant que la presse a publié des documents présentés comme étant des transcriptions de conversations interceptées par les procureurs entre M. Dobre et l'ex-ministre de l'Intérieur Ioan Rus qui évoquent des pressions de l'USL sur les deux hommes pour que les listes soient "*nettoyées*" de 1,6 million d'électeurs afin de faciliter la validation du référendum.

"*Moi, je ne signe pas un seul homme en plus ou en moins, je n'ai pas envie de passer mes vieux jours en prison*", dit M. Rus,

selon ces transcriptions citées par l'agence de presse Mediafax.

Selon les résultats fournis par le Bureau électoral, même si plus de 87% des votants ont dit "oui" à la destitution de M. Basescu, la participation électorale (46,24%) n'a pas atteint les 50% requis pour que le scrutin soit validé.

L'USL a contesté après le vote la validité des listes électorales.

M. Rus avait démissionné lundi en déclarant ne pas vouloir que "*son ministère prenne part à des illégalités*".

Il avait ultérieurement précisé ne pas pouvoir faire ce qu'attendait de lui le président par intérim, "*raccourcir les listes*" après le vote, ni les allonger comme l'aurait aimé le président Basescu suspendu de ses fonctions.

Les analystes relèvent que la Cour a clairement indiqué avoir demandé "*les listes actualisées ayant servi de base au référendum*" et non pas une actualisation à posteriori. (AFP 10.08)

3- Israël

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Ehud Barak, voudraient attaquer les sites nucléaires iraniens avant l'élection présidentielle américaine du 6 novembre mais rencontrent des résistances au sein du gouvernement et de l'armée, écrit vendredi le quotidien israélien Yedioth Ahronoth.

"*Si cela dépendait uniquement de Benjamin Netanyahu et d'Ehud Barak, une attaque israélienne contre les installations nucléaires en Iran aurait lieu durant l'automne, avant l'élection de novembre aux Etats-Unis*", affirme le journal.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon un sondage publié vendredi par le quotidien à grand tirage Maariv, 41% des Israéliens pensent que les seules pressions diplomatiques ne pourront pas faire renoncer les Iraniens à se doter de l'arme nucléaire, comme ils en sont soupçonnés. Vingt-deux pour cent des personnes interrogées jugent au contraire que la diplomatie peut l'emporter.

Pour 39% des Israéliens, ce serait plutôt aux Etats-Unis et aux autres puissances mondiales de se charger de régler la question, mais 35% se disent prêts à soutenir une action unilatérale de l'Etat juif.

Au début du mois, recevant le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, les dirigeants israéliens ont souligné que le

temps pressait si l'on voulait trouver une solution pacifique à la crise et n'ont pas caché leur agacement devant l'inefficacité des sanctions internationales contre la République islamique.

Pour rassurer ses alliés israéliens, le chef du Pentagone a haussé le ton, soulignant que Washington ne permettrait jamais que le régime de Téhéran se dote de l'arme nucléaire.

"S'ils décident de poursuivre sur cette voie (...), nous avons des options que nous sommes prêts à mettre en oeuvre pour nous assurer qu'ils n'auront jamais cette arme", a-t-il dit.

Benjamin Netanyahu n'a pas paru totalement rassuré par ces déclarations. "Aussi énergiques que soient nos propos, ils n'ont pas convaincu l'Iran que nous sommes vraiment sérieux", a-t-il estimé.

Israël, qui n'a jamais confirmé posséder lui-même un arsenal nucléaire, comme il en est largement soupçonné, juge que le moment n'est plus éloigné où les installations iraniennes, notamment les sites d'enrichissement d'uranium, seront suffisamment enterrées et protégées pour être à l'abri d'une frappe de Tsahal.

Ehud Barak, lors d'une conférence de presse avec son homologue américain, a dit son scepticisme quant aux chances de voir les sanctions faire plier Téhéran.

En visite fin juillet en Israël, Mitt Romney a affirmé que "tout devait être fait" pour empêcher l'Iran de développer l'arme nucléaire. (Reuters 10.08)

4- Japon

Le Japon a convoqué vendredi l'ambassadeur sud-coréen à Tokyo et rappelé le sien à Séoul après l'annonce de l'arrivée le même jour du président sud-coréen Lee Myung-Bak sur des îles revendiquées par le Japon.

A l'annonce de la visite, le chef de la diplomatie japonaise Koichiro Gamba a affirmé que ce déplacement aurait "un grand impact sur les relations" bilatérales, ajoutant que Tokyo comptait y répondre "fermement".

Selon l'agence de presse japonaise Jiji, le président Lee est arrivé vendredi sur ces îles volcaniques situées en mer du Japon, appelées Dokdo par Séoul et Takeshima par Tokyo.

C'est la première visite d'un chef d'Etat sud-coréen sur ces îles que les deux pays se disputent depuis des décennies.

Le voyage de Lee Myung-Bak intervient par ailleurs à quelques jours de l'anniversaire de la capitulation du Japon, le 15 août 1945, qui avait mis fin à 35 ans d'occupation japonaise en Corée.

En mai dernier, la Corée du Sud avait suspendu la signature d'accords de coopération militaire avec le Japon, les premiers du genre. Un responsable militaire avait expliqué cette suspension par "le sentiment du public".

Le ministre sud-coréen de la Défense, Kim Kwan-Jin, devait se rendre à Tokyo en mai pour signer ces accords qui auraient été les premiers dans le domaine militaire depuis la fin de l'occupation japonaise en Corée du Sud, en 1945.

Malgré une étroite coopération économique, les relations entre les deux pays restent minées par l'héritage de l'ère coloniale.

Deux ministres japonais ont par ailleurs déclaré vendredi qu'ils se rendraient la semaine prochaine au très controversé sanctuaire de Yasukuni, à Tokyo, ce qui risque de tendre les relations tant avec Pékin que Séoul. (AFP 10.08)

SOCIAL

1- France

1.1 - Près de 400 employés de l'usine Freescale de Toulouse, un site emblématique des maux de l'industrie française, recevront dans les prochains jours leur lettre officielle de licenciement, a indiqué vendredi l'entreprise.

Un projet de reprise, qui prévoyait de conserver certains salariés pour développer des semi-conducteurs au nitrure de gallium, a été abandonné en juillet après avoir été examiné par les services d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif.

"Les lettres de licenciement doivent être envoyées aujourd'hui", indique-t-on à la direction.

Environ cent employés supplémentaires seront licencié après avoir travaillé au démantèlement de l'usine, dont l'activité a été officiellement arrêtée le 9 août.

L'équipe de recherche et développement, qui emploie 500 personnes, continuera toutefois son activité.

Robert Castagnac, commissaire au Redressement productif en Midi-Pyrénées, a promis le 17 juillet dernier que les salariés seraient tous reclassés de manière "pérenne" selon les engagements de l'entreprise américaine. (Reuters 10.08)

1.2- Au moins cinq offres de reprise ont été déposées vendredi pour différents sites du pôle frais du groupe volailler Doux, placé en liquidation judiciaire le 1er août et qui emploie au total 1.700 personnes, a-t-on appris de source proche du dossier.

Les repreneurs potentiels des sites du pôle frais ont jusqu'à minuit ce vendredi pour formuler leurs offres et le tribunal de commerce de Quimper devrait les examiner lors d'une audience prévue dans la semaine du 3 septembre.

"Telles qu'elles existent pour l'instant, ces offres laissent beaucoup de gens sur le carreau, c'est inadmissible", a déclaré Nathalie Le Bec, déléguée Force Ouvrière sur le site de Sérent qui espère "des améliorations" dans les prochains jours. (Reuters 10.08)

2- Allemagne

RWE a décidé de supprimer 2.400 postes de plus d'ici la fin 2014, a-t-on appris vendredi d'une source proche de la situation, le numéro deux allemand des services aux collectivités se préparant à la fin du nucléaire en Allemagne.

Ces réductions d'effectifs viennent s'ajouter à 8.000 suppressions annoncées fin 2011. (Reuters 10.08)

3- Corée du Sud

Renault entend tailler sévèrement dans les effectifs de sa filiale sud-coréenne, dont les ventes chutent face à la concurrence de Hyundai-Kia et que le constructeur automobile français peine à redresser malgré un plan d'économies lancé cette année.

Renault Samsung Motors, détenu à 80,1% par Renault et qui employait 5.667 personnes fin 2011, a annoncé vendredi en Corée un plan de départs volontaires susceptible, selon sa maison mère, de toucher jusqu'à quatre salariés sur cinq de l'entreprise.

Les départs se feront "sur la base du volontariat, avec une prime pouvant aller jusqu'à deux ans de salaire en fonction de l'ancienneté", a-t-elle précisé.

La Corée du Sud, qui était encore le troisième débouché pour le groupe (marques Renault, Dacia, Renault Samsung Motors) a rétrogradé à la septième place l'an dernier.

Même si Renault Samsung Motors exporte aussi des véhicules, ses ventes ont baissé l'an dernier de 27% à 118.135 unités. Au premier semestre, elles se sont encore effondrées de 41%. (AFP 10.08)

4- Grande-Bretagne

La politique d'injection massive de billets menée par la Banque d'Angleterre est en train de torpiller les réserves des gros fonds gérant les retraites des Britanniques. Les déficits des caisses de retraite ont doublé en une seule année. D'aucuns parlent, avec raison, de "spirale de la mort".

"Le trou des finances des retraites, privées et publiques, en Angleterre est tout à fait considérable, puisqu'il manque 300 milliards d'euros pour honorer les engagements actuels de ces fonds. Pour les décennies à venir, ce sont entre 750 et 1050 milliards d'euros qui manquent".

En Angleterre, le système de retraite exige une participation peu importante des employeurs et employés au système d'Etat. Il revient aux salariés d'assurer eux-mêmes "leurs compléments de retraite, en investissant une partie de leur paye dans n'importe quel placement, immobilier, obligations ou actions, seuls ou via des fonds de pension. Le système a bien fonctionné dans les années 1990 avec la hausse de la Bourse". Puis la chute est survenue... La prise de risque est devenue plus importante, les faillites également. L'Etat a même ponctionné les fonds de pension de 5 milliards de livres (6,5 milliards d'euros) tous les ans.

Aujourd'hui, la politique menée par les banquiers centraux britanniques consistant à pousser les rendements le plus proche de zéro rend quasiment impossible la tâche d'assurer des rendements corrects des gros fonds de retraite. Les entreprises cherchent désormais avant tout à trouver de l'argent pour combler les déficits de retraite et de fait, les budgets consacrés à l'emploi comme à l'investissement sont littéralement sabrés. C'est en effet une spirale inquiétante puisque les banques constatent, dans le même temps, que les déficits des fonds de retraite ont peu de chance d'être comblé à la lumière des perspectives économiques très moroses de l'économie britannique.

Si les Britanniques perdent leurs capital de retraites complémentaires, cela reviendrait à se contenter d'une retraite d'état : 440 euros/mois pour une personne seule et 610 pour un couple. (liesi 08.08)

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

Le mythique club de football anglais Manchester United devient avec son entrée en Bourse vendredi à New York l'équipe de sport la plus chère au monde.

En introduisant en Bourse 16,7 millions de titres, avec une option de surallocation de 2,5 millions supplémentaires, le club, coté sous l'acronyme "ManU", a levé 233 millions de dollars.

Cette opération le valorise à quelque 2,3 milliards de dollars, ce qui en fait "*le club de sport le plus cher du monde*", note le cabinet spécialiste des introductions boursières Renaissance Capital.

Le club a dégagé un bénéfice de 12,6 millions de livres (19,7 millions de dollars) en 2011 pour un chiffre d'affaires de 331 millions de livres (518,5 millions de dollars). (AFP 10.08)

2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a mis fin à une enquête très médiatisée de plus d'un an pour savoir si la banque Goldman Sachs et plusieurs de ses employés, dont le Français Fabrice Tourre, avaient trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers avant la crise.

"*Nous sommes heureux que ce problème soit derrière nous*", a réagi un porte-parole de Goldman Sachs joint vendredi par l'AFP.

"*Après un examen attentif des informations fournies*" par un rapport parlementaire sur l'affaire, paru en avril 2011, et "*après plus d'un an d'enquête fouillée, le ministère de la Justice (DoJ) (...) et plusieurs autres agences gouvernementales dont le FBI ont déterminé qu'il (...) n'y a pas de base viable pour engager des poursuites pénales contre Goldman Sachs ou l'un de ses employés*", explique le communiqué.

En avril 2010 la Commission américaine des opérations de Bourse (SEC) avait engagé des poursuites civiles contre Goldman Sachs en l'accusant d'avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers adossés à des prêts immobiliers à risque au moment où le marché immobilier se retournait, tout en pariant sur la chute de ces produits.

Des courriels de dirigeants de Goldman Sachs avaient notamment été révélés et qualifiaient les produits en cause de "*contrats de m...*".

Un courtier personnellement mis en cause, Fabrice Tourre, ironisait sur les "*les pauvres petits emprunteurs peu solvables*" qui ne "*vont pas faire de vieux os*".

Cette affaire avait donné lieu à une audition très médiatisée des dirigeants de Goldman Sachs et de Fabrice Tourre devant une commission sénatoriale dirigée par le démocrate Carl Levin et le républicain Tom Coburn.

Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Quelque mois plus tard, le rapport de la commission Levin-Coburn sur la crise financière avait été très accusateur pour les banques et en particulier Goldman Sachs.

Le DoJ avait également ouvert une enquête pénale, mais l'administration a donc finalement classé l'affaire sans suite.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "*dérangeants*" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08)

3- Japon

Le projet du gouvernement japonais de doubler la TVA en trois ans a été adopté vendredi au Parlement après la promesse du Premier ministre, Yoshihiko Noda, d'organiser rapidement des élections qui pourraient mettre fin à son mandat.

Le vote de ce projet de loi à la Chambre des conseillers (la chambre haute de la Diète), pourtant contrôlée par l'opposition, est le fruit d'un rare compromis alors que le Japon est en proie à la paralysie politique depuis des années.

Le vote de la loi, qui relève la TVA de 5% à 10% d'ici 2015, a été perçu comme un test de la capacité du Japon à s'attaquer à sa dette publique colossale. (Reuters 10.08)

4- Inde

4.1- Le 11 Juin 2012, The Times of India titrait : les agences gouvernementales indiennes pourraient mener des cyber-attacks.

L'Inde prend des mesures pour protéger ses cyberinfrastructures et désigne les agences gouvernementales en charge de mener des cyber-attacks offensives contre d'autres pays si nécessaire.

Le 19 juillet 2012, The Economic Times, une publication du Times of India, publiait un article sous le titre: "*McAfee déclare que les réseaux électriques sont la cible prioritaire pour une attaque*"

Tom Moore, vice président de McAfee a tenu ce discours: "*Si un état voyou, un terroriste ou un mécontent voulait affaiblir une grande ville ou même un pays entier, comment pourrait-il avoir un impact généralisé, immédiat et durable ? Tout simplement par la suppression des installations qui produisent et distribuent l'énergie électrique dont tout le reste dépend... L'arme de choix aujourd'hui, n'est pas une rampe de missile mais plutôt un petit programme malin et malfaisant ("malware"), adroitement conçu pour détruire, déconnecter ou prendre le contrôle des systèmes complexes qui font marcher les réseaux.*"

DIX JOURS APRES CETTE DECLARATION, L'INDE EST ATTAQUEE

McAfee est un fabricant d'anti-virus. Le 21 avril 2010 à 14H utc, des millions d'ordinateurs sous windows ont perdu leurs accès internet et se sont mis à rebooter en boucle. Des hôpitaux ont du annuler des opérations, des chaînes de supermarchés ont du fermer leurs magasins ... Pompier-pyromane ? McAfee a corrigé ses programmes qui étaient la cause de ces dérèglements informatiques.

Le 30 juillet 2012, Le Telegraph publiait un article de leur correspondant Rahul Bedi. Il cite un homme d'affaires indien, Virender Kapoor: "*C'est impossible pour l'Inde de devenir une grande puissance mondiale avec de telles pannes, c'est comme si quelqu'un avait lancé une vaste cyber-attack sur les réseaux électriques.*"

Le 2 août 2012, The Economic Times, (du Times of India), publiait un article prudent sous le titre:

"Les Hackers peuvent paralyser les réseaux électriques de l'Inde"

New Dehli : Il est possible pour un adversaire ou un groupe de hackers de paralyser les réseaux électriques de l'Inde par le biais d'une cyber-attack.... Depuis la première panne géante de lundi, il y a eu des discussions au sein des établissements de sécurité évaluant la possibilité d'agents extérieurs menant une cyber-attack sophistiquée pour paralyser les réseaux. Les officiels en charge de l'audit ont admis que "*c'était théoriquement possible*".

Des officiels ont souligné les précédentes attaques contre les réseaux électriques américains, les centrales nucléaires iraniennes et autres faits similaires dans le monde pour mettre en garde que l'Inde devrait préparer une cellule de gestion de crise plus solide incluant une direction proactive de cyber attack.

Lors d'une interview à une télévision indienne, Mr Saxena de BSES, compagnie électrique indienne, était très affirmatif sur la qualité des réseaux actuels, conçus pour éviter les surcharges. Un tel accident ne peut arriver. *"Nous avons l'un des réseaux électriques les plus robustes du monde. Il ne serait pas sage de révéler ce qui s'est passé ce jour-là."*

Dans un discours au sénat au sujet d'une loi sur la cyber-sécurité, le Sénateur américain Reid a cité le désastre indien:

"Les transports ont été bloqués. Les réseaux financiers, qui sont aujourd'hui conséquents, se sont effondrés et sont en plein chaos. Il y a 600 millions de personnes sans électricité. Comme nous l'avons dit de très nombreuses reprises, le plus grand danger pour la sécurité de notre pays aujourd'hui est cyber. Si nous ne créons pas une loi à ce sujet, la question n'est pas de savoir si notre pays va être dévasté par une cyber-attack, mais quand ?"

Tiens, mais pourquoi ce sénateur parle-t-il d'une cyber-attack ?

Parce que c'est assez évident que c'en est une. (liesi 06.08)

4.2- Les médias, qui comme toujours racontent n'importe quoi, prenant leurs lecteurs pour de parfaits imbéciles, vous diront que cela vient du fait d'une mauvaise mousson. Un manque de pluie, qui a obligé les paysans à pomper dans les nappes phréatiques, déclenchant une surconsommation d'électricité, qui a déséquilibré le réseau électrique indien. Après, ce sont les dominos qui tombent et mettent le pays dans le noir.

L'Inde est le 6ième producteur d'électricité de la planète, mais sa croissance démographique et économique est telle, qu'elle a du mal à répondre à la demande. L'Inde connaît un déficit énergétique de 8 à 12%. C'est probablement l'un de ses talons d'Achille. Dans la nuit de dimanche à lundi, du 29 au 30 juillet, une panne d'électricité géante bloquait une grande partie du pays. 48 heures plus tard, une nouvelle panne créait à nouveau le chaos.... Pur hasard ?

GAZ, GOLD & GUERRE

Il y a quelques semaines, l'Inde défiait les Etats-Unis en concluant un accord avec l'Iran: Gaz contre Gold. Passant outre l'interdiction donnée par l'Empire de commercer avec l'Iran, l'Inde a contourné l'interdit par un troc, gaz iranien contre or indien. Ce faisant, l'Inde mettait en pratique la politique monétaire que préconisent la Chine et les rebelles à l'hégémonie du Dollar.

Ce black-out a été provoqué.

Il y a 1000 manières de faire la guerre sans réveiller la masse moutonnaire. Le plus simple est d'utiliser l'arsenal existant. Israël et les Etats-Unis ont développé une série de virus informatiques pour attaquer les centrales iraniennes.

Une arme informatique, mise en place par George Bush et utilisée par Barack Obama. Ce n'est pas le scénario d'un nouveau James Bond, mais les informations bien réelles que révèlent nos confrères du *New York Times*. Selon les experts du programme "*Stuxnet*" qui ont développé le virus, cette attaque aurait permis de retarder de cinq ans la mise en place du programme nucléaire iranien. Moshé Yaalon, ministre israélien des affaires stratégiques a reconnu les faits : *"il est justifié, pour quiconque considère la menace iranienne comme une menace significative, de prendre différentes mesures, y compris celle-là, pour la stopper."* D'autres virus informatiques ont été découverts depuis "*Stuxnet*". Il y a eu "*Flame*" et plus récemment "*Duqu*", des virus dérivés de Stuxnet et donc provenant des mêmes sources.

La Guerre avec l'Iran n'a strictement rien à voir avec une quelconque menace nucléaire iranienne, faut-il encore le rappeler ? L'Iran est un état "*terroriste*" parce qu'il a dénoncé les accords américains de 73, imposant que les hydrocarbures soient facturés en Dollar. L'Iran a déclaré il y a plus de 6 ans, qu'il facturerait son gaz en Yen, en Euro, en Yuan ou en Roupie en fonction de la monnaie de ses acheteurs. Ce faisant, l'Iran a créé une lézarde dans la digue, créée pour protéger la monnaie fiduciaire américaine. Cette lézarde est depuis devenue une déchirure et c'est l'ensemble du système monétaire occidental qui s'effondre aujourd'hui sous nos yeux.

Les Maîtres du Monde d'hier n'ont pas l'intention de se laisser déposer de leur trônes sans combattre. Utilisant l'arsenal de virus informatiques à leur disposition, il leur a été facile de faire chuter la production d'électricité de l'Inde, créant instantanément un chaos total pour 700 millions d'indiens.

Réponse du berger à la bergère ?

Ce que vous ne savez peut être pas, c'est que l'Inde est l'un des pays les plus pointus en génie logiciel. Ce secteur représente plus de deux millions d'emplois directs et 4 à 6 millions d'emplois indirects. Bangalore, appelé Silicon-City, est la Mecque de l'informatique indienne, qui a réalisé 76 Milliards de \$ en 2010 et vise 225 B\$ en 2020. Les Banques américaines ont beaucoup fait appel aux sociétés indiennes pour développer leurs programmes informatiques de trading électronique. Même si ce marché a fortement souffert depuis la crise des subprimes, les firmes de Wall Street sont très largement équipées de logiciels "made in india".

Deux jours après une cyber-attack contre les centrales nucléaires indiennes, l'un des plus gros intervenants du trading électronique de Wall-Street, Knight Capital Corp, voit son programme informatique prendre la main et semer le chaos dans les cotations de 140 actions sur le NYSE. Je parie votre hot-dog contre mon curry d'agneau, que Knight a fait développer ses programmes à l'étranger. La plupart des programmeurs se gardent une "porte de derrière", une entrée secrète pour aller faire des corrections de programme. Microsoft a offert une porte aux services américains, qui en usent et en abusent. Que les indiens en fassent autant, me semble de bonne guerre. Puisse t'il mettre par terre JPM de la même façon... mais peut être, l'ont ils déjà fait ... ?

La première estimation évaluait les pertes brutes subies par Knight dans la journée à 440 M\$, alors que leur marge du deuxième trimestre avait culminé à 30M\$. Knight a du fermer ses ordinateurs cette semaine, perdant tous ses clients. Knight est en faillite. Le "détraqueur" a été détraqué.

A qui le tour ?

Dans cette étude réalisée par le Center for Strategy & Technology de la US-AF, rédigée en 1996 et déclassifiée depuis, où les futurologues étudiaient le rôle à venir de l'Air Force dans les années 2025, vous trouverez page 55, que "Wall Street a été détruite en 2012 par un HERF, qui a détruit toutes les données informatiques ... La tourmente économique aux Etats-Unis dura des semaines, nécessaires à la reconstruction des données".

Si vous allez voir page 54, de ce même document, vous verrez que ce même scénario envisageait: "en 2009, une pandémie de grippe frappa la Chine, puis se répandit rapidement partout dans le Monde... Personne ne put jamais déterminer, si le virus était du à une mutation naturelle ou à un travail de laboratoire."

Nous sommes donc en pleine guerre, n'en déplaise aux nostalgiques des canonnades et des charges à la baïonnette, et cette guerre monétaire, bancaire, économique et informatique, est tout aussi ruineuse que les précédentes.

Donc, chers lecteurs, nous ne saurions trop vous recommander de ne pas laisser votre capital en bourse, dans les mois qui viennent. (liesi 04.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 août

CAUSERIE

Comme d'autres j'ai été informé de la lettre que le Réseau Voltaire a adressé hier à F. Hollande dont voici le contenu :

- "M. Le président de la République française,

Nous savons que vous êtes en contact permanent avec les milices qui ont enlevé Yara al Saleh-Abbas, journaliste de la télévision syrienne, ainsi que son équipe.

Elle va être assassinée comme d'autres journalistes syriens l'ont été récemment.

Nous vous demandons d'exiger sa libération et celle de ses collègues au risque que vous soyez tenu responsable de ce crime."

Ce que je retiens de positif dans cette initiative, c'est qu'elle pointe la responsabilité de Hollande, ajoutons Fabius.

Suivait la liste des principaux collaborateurs de Hollande auxquels cette lettre peut être adressée :

Pierre-Rene.Lemas@elysee.fr (secrétaire général)
Aquilino.Morelle@elysee.fr (conseiller politique)
Emmanuel.Macron@elysee.fr (secrétaire général adjoint)

Nicolas.Revel@elysee.fr (secrétaire général adjoint)
Sylvie.Hubac@elysee.fr (directrice de cabinet)
Alain.Zabulon@elysee.fr (directeur adjoint de cabinet)
Pierre.Besnard@elysee.fr (chef de cabinet)
Paul.Jean-Ortiz@elysee.fr (conseiller diplomatique)
Emmanuel.Bonne@elysee.fr (conseiller Moyen-Orient)
Benoit.Puga@elysee.fr (chef d'état-major particulier)
Eric.Lavault@elysee.fr (aide de camp)
Yann.Latil@elysee.fr (aide de camp)

Complément.

A la page 9 du n°212 d'*Informations ouvrières* on trouve deux articles sur la Syrie signés François Lazar, dont nous estimons le contenu relativement correct, sauf que lorsqu'on se penche sur le titre de celui daté du 6 août on s'aperçoit qu'il s'aligne sur la propagande officielle états-unienne, qui lorsqu'elle n'accuse pas les autorités syriennes d'être à l'origine de la situation, fait un amalgame entre les mercenaires barbares qui se livrent à des massacres de civils et le régime qui y répond par la répression, ce titre s'en fait l'écho : *Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés*.

C'est l'argument qu'exploite l'impérialisme américain en rendant le régime responsable de la situation pour justifier son soutien à ces bandes de mercenaires étrangers et son intervention militaire contre la Syrie, Hollande est sur la même longueur d'onde évidemment.

S'agit-il d'une maladresse malheureuse ou d'un choix délibéré de soutenir implicitement l'impérialisme américain ?

[Quand Hollande revendique la totalité des agressions militaires contre les peuples de ses prédécesseurs à l'Elysée.](#)

Lors d'un hommage en Isère au 88e soldat français mort en Afghanistan.

"Ce sous-officier de 45 ans rejoint la longue et glorieuse cohorte de nos hommes tombés au champ d'honneur", a dit M. Hollande.

De l'ex-Yougoslavie à la Côte d'Ivoire, le major a combattu "au nom des valeurs et des principes" de la France, a déclaré le chef de l'Etat.

François Hollande a réaffirmé que la mission des forces françaises était achevée en Afghanistan. "Nous avons un but, un seul: permettre aux Afghans de prendre souverainement en charge leur propre destinée. Cette mission est aujourd'hui accomplie". (AFP 11.08)

La vie quotidienne des Afghans est un enfer : "mission accomplie" !

A bas Hollande et son gouvernement impérialiste !

[Cela vous avait-il échappé ?](#)

Retour en 2009 et Hillary Clinton qui avoue que ce sont les États-Unis qui ont créé Al-Qaïda pour combattre les Russes.

● Hillary Clinton: Nous avons créé nos ennemis

[TSCG. La "menace sur la démocratie", c'est aussi le PS !](#)

Le député PS Razy Hammadi a annoncé qu'il ne voterait pas le traité européen de Bruxelles qui vient de recevoir un feu vert du Conseil constitutionnel, jugeant que ce texte fait "peser une menace sur la démocratie".

Dans un communiqué reçu samedi, l'élu de Seine-Saint-Denis - benjamin des députés de gauche - écrit que "l'austérité bat son plein en Europe", des politiques à ses yeux "injustes" et "inefficaces".

"Le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre, quel que soit le choix des citoyens. La règle de limitation des déficits à 0,5% nous expose au risque de voir un budget voté de manière démocratique censuré par le Conseil constitutionnel ou la Cour de Justice de l'UE", analyse l'ancien numéro un du MJS.

"La question du traité budgétaire, et de la menace que celui-ci fait peser sur la démocratie, se posera dès la rentrée", observe-t-il. "Je ne ferais pas honneur à mes convictions et mes promesses de campagne si je soutenais" ce texte.

"Cette position ne sera efficace que si nous proposons une direction alternative à l'Europe", direction "proposée par François Hollande lorsqu'il parle d' +intégration solidaire+, c'est-à-dire que tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro, et non de régression démocratique", conclut le député Hammadi. (AFP 11.08)

Question : pourrait-il exister une politique d'austérité qui ne serait pas "injuste" ? C'est justement ce que prétendent Hollande et Ayrault ou encore madame Parisot. Si l'on comprend bien, si elle n'était pas "inefficace", il faudrait donc la soutenir ou s'en accommoder. Cela tombe bien, c'est ce qu'a toujours fait le PS dans le passé !

Dit et non-dit dans cette déclaration.

1- "l'austérité bat son plein en Europe", elle a été initiée par des partis (PSOE, PASOK, etc.) de l'Internationale jaune dont fait partie le PS et à aucun moment il ne s'est engagée concrètement à la combattre au côté des partis ouvriers préférant la compagnie du parti de l'ordre ;

2- "le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre" pour ceux qui se prosterneront devant, ce qu'il faut bien comprendre et ce que tend à camoufler toutes ces déclarations, c'est uniquement le produit de leur soumission à l'UE et à la Constitution de la Ve République garante de l'application des traités, leur incapacité ou plutôt leur refus de les remettre en cause qui donne à ce traité son aspect trompeur incontournable ;

Rien ni personne n'interdit de rejeter ce traité (et les précédents) ou de refuser d'appliquer une politique d'austérité, sauf que voilà, pour se faire il faudrait s'attaquer au pouvoir de la finance et des capitalistes et ils s'y refusent parce qu'ils sont liés au régime en place qui assure leur subsistance ;

3- "un budget voté de manière démocratique" qui occulte son contenu antidémocratique et antisocial qui ne le dérange pas ;

4- "une direction alternative à l'Europe", impossible puisque c'est l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, pour cela il faudrait commencer par rompre avec elle, or le PS en sera toujours incapable ; n'est-ce pas ce qu'un certain L. Blum avait démontré il y a de cela 76 ans en arrière ou un certain F. Mitterrand il y a 31 ans ;

5- "tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro", c'est également ce que revendique Draghi, Monti, Merkel, Rajoy, Cameron, Hollande, etc... à travers leur projet d'union européenne bancaire notamment.

On voit ici que tous ces arguments se neutralisent et qu'ils laissent les mains libres aux partisans de ce traité infâme. Razy Hammadi veut se donner bonne conscience, mais en étant incapable de se situer sur un autre terrain que celui des capitalistes, ces déclarations et gesticulations confinent finalement à l'impuissance, à laisser passer ce traité.

Réponse à Pierre Laurent (PCF)

L'antithèse de la remise en cause des Etats ou de leur souveraineté en Europe, c'est les Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés de l'UE et tous ses traités, de l'euro, de la Bourse, des institutions nationales dans chaque pays au service du capital, rompant avec l'ONU, l'Otan et toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale.

Voilà une ligne politique claire, précise et cohérente, conforme au combat politique classe contre classe sur laquelle les anticapitalistes et les révolutionnaires pourraient se rassembler. N'attendez pas ou n'espérez pas que Laurent s'y rallie.

L'AFP, une officine réactionnaire.

Chez Chrysler, une course à la rationalisation depuis la crise - AFP

Extrait de cet article : "Les salaires, moitié moins élevés qu'avant la crise pour les nouveaux ouvriers, font partie des sacrifices consentis."

Pas vraiment, il s'agissait de sacrifices forcés et non "consentis", les ouvriers n'avaient pas le choix, il fallait bien travailler pour survivre, ce n'est pas du tout la même chose. Cela va de soi direz-vous ou c'est sous-entendu, à une nuance près cependant. Car en employant le qualificatif consenti, on fait passer à la trape la véritable dictature qu'impose le patronat aux ouvriers aux Etats-Unis.

Il est dit plus loin dans cet article que Fiat, qui a racheté Chrysler, s'est inspiré de Toyota pour réorganiser les rapports à l'intérieur

de ces usines afin de dégager un maximum de profit, et que cela s'est notamment traduit par des slogans figurant sur les murs à l'intérieur de l'usine à la gloire de l'entreprise, le capitalisme roi, quoi, pendant que les ouvriers sont surexploités.

J'ai travaillé pendant cinq ans dans une multinationale japonaise, chez Konica (ex-U-Bix). La direction japonaise voulait introduire des "cercles de qualité" sur le modèle de ce qui existe dans toutes les entreprises au Japon, une sorte de comités où salariés et cadres ou membres de la direction se retrouvent pour discuter des moyens à mettre en oeuvre pour augmenter la productivité pour être bref. Aussi longtemps que je suis resté dans l'entreprise ils n'ont pu créer ces "cercles de qualité" parce que j'y étais farouchement opposé, à l'époque j'étais délégué syndical FO, délégué du personnel et élu du comité d'entreprise. En guise de réponse, je leur ai collé une grève illimitée dont j'ai déjà parlé dans des causeries précédentes.

A ce propos je voudrais ajouter un mot.

Après cette grève, mon avenir professionnel chez Konica était compromis, c'est le genre de truc que les Japonais ne pardonnent pas, ils savaient aussi que je n'échangerais jamais mes convictions contre une promotion, entre nous, ils avaient raison de le penser, cette grève avait eu lieu en 1982 et j'ai démissionné en 1985.

Ma vie en fut bouleversée car je n'ai jamais retrouvé un poste et un statut équivalent, en restant chez Konica (comme technicien) j'étais presque assuré de pouvoir atteindre tranquillement la retraite tout en ayant un salaire très confortable. A la place j'ai hérité d'une situation instable passant de petits revendeurs en petits revendeurs, qui allait se répercuter sur mon couple et finalement précipiter sa chute, puis envisager de quitter la France une fois grillé dans ce secteur d'activité et sans diplôme à l'époque, engrangeant les périodes de travail et de chômage me rendant la vie quasi impossible.

Voilà, comment j'ai pour ainsi dire sacrifié le restant de mes jours pour une grève qui aura duré trois jour et demi pour quelque 3,5 ou 4% d'augmentation de salaire supplémentaire pour tous, que nous avons obtenus en plus de l'augmentation prévue, soit 8 ou 8,5% au total d'augmentation générale, les jours de grève et les tickets restaurants payés, cela va de soi.

Cela en valait-il la peine ? Je ne me pose pas cette question, je la laisse à ceux qui s'empressent de négocier avec le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs et de le combattre pour conserver de bons rapports avec lui ou éventuellement leurs emplois.

Vous comprendrez mieux pourquoi je ne peux tolérer aucun compromis avec l'ennemi de classe et pourquoi je tire à boulets rouges sur ceux qui en ont fait leur marque de fabrique, je vous laisse en faire la liste, ce serait trop long ici et je n'ai pas le temps.

J'ai sacrifié le meilleur de mon existence pour respecter mon mandat syndical et mon engagement politique pour le socialisme, je n'ai donc aucune leçon à recevoir sur ce plan-là. Si vous vous demandiez encore d'où je tiens ma légitimité en tant qu'animateur d'un courant politique, vous avez la réponse.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est engagée à "accélérer" la fin du régime de Bachar al-Assad, à la veille d'une "réunion d'urgence" en Arabie saoudite des ministres arabes des Affaires étrangères sur la Syrie.

Les Etats-Unis et la Turquie envisagent d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour aider les forces rebelles en Syrie

Face à l'intention affichée de Damas d'en finir avec ceux qu'il considère comme des "terroristes", Mme Clinton s'est engagée à "accélérer la fin de l'effusion de sang et du régime Assad", lors d'une conférence de presse à Istanbul avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

"Nous continuons à accroître la pression de l'extérieur. Nous avons annoncé hier à Washington des sanctions destinées à (...) casser les liens entre l'Iran, le (mouvement chiite libanais) Hezbollah et la Syrie qui prolongent la vie du régime Assad", a-t-elle ajouté.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a prôné de son côté une comparution du président Assad devant la Cour pénale internationale de La Haye (CPI), dans un entretien au journal Bild am Sonntag. (AFP 11.08)

A bas toute ingérence extérieure en Syrie, c'est au peuple syrien uniquement de décider de son destin !

2- Etats-Unis

Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle du 6 novembre aux Etats-Unis, a annoncé samedi avoir choisi comme colistier et candidat à la vice-présidence le représentant du Wisconsin Paul Ryan, réputé pour son conservatisme fiscal.

Paul Ryan, dont la famille est implantée dans le Wisconsin depuis cinq générations, est une star montante au sein du Tea Party, mouvement conservateur opposé aux impôts et favorable à la décentralisation du pouvoir, qui a aidé les Républicains à prendre la tête de la chambre des Représentants en 2010.

A 42 ans, le président de l'influente commission du Budget à la Chambre basse du Congrès a effectué sept mandats de représentant depuis sa première élection en 1998.

En janvier 2010, il a fait parler de lui en proposant un projet controversé pour réformer le code fiscal et éliminer le déficit fédéral.

Il s'agissait de réduire les impôts et de minimiser les dépenses fédérales tout en remaniant drastiquement Medicare, le programme de sécurité sociale pour les Américains les plus âgés mis en place par le gouvernement.

Mitt Romney a soutenu ce projet durant les primaires et, en jouant la carte Ryan, a fait de ce document la pièce maîtresse de sa course à la Maison blanche, augmentant ainsi les chances de voir la campagne se focaliser sur les questions de dépenses, de déficit et de sécurité sociale, plutôt que sur la création d'emplois. (Reuters 11.08)

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

L'erreur de programmation qui a valu au courtier américain Knight Capital de perdre 440 millions d'euros soulève à nouveau la question de l'omniprésence sur les marchés de machines accusées par leurs détracteurs d'augmenter les risques et de léser les investisseurs.

Le 1er août, pour pouvoir interagir sur une nouvelle plateforme d'échange lancée par l'opérateur boursier NYSE Euronext, le courtier Knight Capital a déployé un nouveau logiciel qui s'est mis à passer, en rafale, des ordres erratiques.

Il a fallu environ 45 minutes pour l'arrêter, le temps pour Knight de perdre 440 millions de dollars.

L'omniprésence des ordinateurs sur les marchés financiers n'est pas nouvelle. La plupart des Bourses sont entièrement électroniques depuis plus de 20 ans et les quelques parquets qui survivent (Wall Street principalement) traitent un volume très marginal.

Mais depuis l'entrée en vigueur, en 2007, de réformes américaines et européennes destinées à favoriser la concurrence, la fragmentation des marchés boursiers a correspondu à l'émergence du trading haute fréquence (HFT).

Chaque jour, des millions d'ordres sont impulsés par des algorithmes prédéfinis, qui cherchent à tirer partie d'infimes écarts de prix entre plateformes boursières ou à anticiper le plus tôt possible des mouvements de marché.

Les acteurs, comme Knight Capital, qui pratiquent le trading haute fréquence, font valoir qu'il permet aux investisseurs d'obtenir le meilleur prix grâce à ces algorithmes et leur assure une meilleure liquidité, c'est-à-dire la capacité d'acheter ou de vendre à tout moment.

Pour Costis Maglaras, directeur de recherche à la Graduate School of Business de l'université de Columbia, "*les marchés sont beaucoup plus efficaces aujourd'hui qu'il y a 20 ans*".

A l'époque, fait-il valoir, "*il fallait passer par de nombreux intermédiaires et les coûts de transaction étaient élevés*".

Quant aux risques, M. Maglaras estime que, malgré l'exemple de Knight, la probabilité d'erreur est moindre qu'avant l'avènement de l'électronique.

Il souligne également qu'il existe maintenant, au sein des firmes utilisant ces algorithmes et au niveau des plateformes d'échange,

des coupe-circuits capables d'empêcher un dérapage à grande échelle. "*Parfois, cela prend quelques millièmes de seconde, parfois quelques minutes*", comme pour Knight.

Pour autant, plusieurs publications universitaires récentes sont venues relativiser les avantages que procure le trading haute fréquence aux investisseurs.

Selon Pierre-Cyrille Hautcoeur, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, l'amélioration des prix ne bénéficie qu'à une poignée d'intervenants, mais pas aux petits investisseurs. (AFP 11.08)

Ils en sont arrivés à traquer les "*millièmes de seconde*" pour s'enrichir encore plus. Dommage qu'il nous faille un peu plus de temps pour en finir avec le vieux monde...

Haut de page ↗

Le 13 août

CAUSERIE

J'ai adressé un courriel à l'Elysée pour exiger la libération des journalistes syriens enlevés par les mercenaires à la solde des puissances occidentales qui oeuvrent à la dislocation de la Syrie conformément à leur plan destructeur de Nouvel ordre mondial...

Je l'ai envoyé tel qu'il apparaît à l'écran parce qu'il pointe la responsabilité de Hollande et son gouvernement impérialiste, contrairement à nos dirigeants foireux qui se demandent encore si ce gouvernement c'est du lard ou du cochon, comme si le moindre doute était permis.

Nous ne pratiquons pas le double langage, et contrairement à D. Gluckstein (éditorial IO n°200 et 211), nous n'avons pas à nous défendre de faire un "*procès d'intention*" à Hollande ou son gouvernement en le caractérisant pour ce qu'il est. Nous n'avons pas à épargner, ménager ou flatter le régime, de la même manière que nous nous faisons un devoir d'assumer nos prises de position et nos responsabilités jusqu'au bout.

Cet état d'esprit minable n'aurait-il pas un rapport avec l'incapacité de construire le parti au cours des 70 dernières années. ? Ne serait-il pas révélateur d'intentions inavouables ou impossibles à justifier devant les militants, cela valait pour P. Lambert, le premier concerné.

Autre réflexion.

Chacun a bien compris ou devrait avoir compris que nous sommes face à une situation politique et sociale inextricable parce qu'en grande partie démunis pour l'affronter, le parti, pôle de regroupement de la classe n'existant pas.

Quand dans la vie on se fixe un objectif à notre portée et qu'on ne parvient pas à l'atteindre, il arrive un moment où l'on va se poser un certain nombre de questions, on va dire stop, faisons un bilan ou un inventaire du travail effectué les dernières années, essayons de comprendre ce qui n'a pas marché et pourquoi pour repartir sur de nouvelles bases une fois corrigées nos erreurs ou modifiée notre trajectoire pour se remettre sur le chemin qui nous permettra d'aller de l'avant.

Ne parlons pas du PCF qui est un parti contre-révolutionnaire, s'agissant du POI (ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, etc.), du NPA (ex-LCR) et de LO, ces trois partis s'étaient donnés pour objectif de construire un parti révolutionnaire qui guiderait les masses au cours de la révolution prolétarienne vers la prise du pouvoir... Or ce parti n'existe pas, leurs dirigeants ont échoué à le construire, malgré tout ils sont demeurés aux commandes de leur parti respectif comme si de rien n'était, comme si finalement ils n'en portaient pas la responsabilité, pour mille fois moins que cela un responsable de cellule ou section, de rayon, de secteur ou de fédération était remplacé par un autre ou viré.

Ces dirigeants étant finalement inamovibles quoi qu'il arrive, élus à vie pour ainsi dire, on évitera ici de se livrer à une analogie avec d'autres partis dont c'est également le mode de fonctionnement pour ne pas être accusé de procéder à un amalgame douteux, alors qu'en réalité cette analogie serait pertinente ou appropriée, leur parti s'identifie totalement à leur incurie politique au point d'en avoir épousé les contours et le contenu ou l'orientation politique. Il y règne une sorte d'omerta ou loi du silence malsaine au sein de ces partis, où pourtant des militants affirment ou se plaignent (anonymement par crainte de représailles violentes) avoir avalé de nombreuses couleuvres au cours des décennies précédentes, sans qu'aucun dirigeant ne parvienne à se distinguer du lot et à constituer une alternative à la direction en place ou un pôle de regroupement de militants restés fidèles à la révolution socialiste.

Tous ont repris à leur compte l'orientation impulsée par P. Lambert dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale qui prévaut encore aujourd'hui, qui consistait essentiellement à militer dans les syndicats, à s'adresser aux syndicalistes qui étaient réputés être l'avant-garde de la classe ouvrière, le creuset à partir duquel il serait possible de construire le parti, oubliant ou feignant d'oublier plutôt l'avertissement de Trotsky qui avait défini par avance ces nouveaux militants comme l'aile droite du parti, au point que ces partis se sont droitisés au fil du temps, ce qui ne sautait pas aux yeux tant qu'il y avait encore des miettes à grappiller aux capitalistes, le fameux "*grain à moudre*" de Bergeron, des victoires partielles ou temporaires arrachées suffisaient à le camoufler et confortaient les dirigeants à leur place, tandis qu'on s'éloignait un peu plus chaque jour de notre objectif au lieu de s'en rapprocher, ce que les uns et les autres feindront d'ignorer, minimisant au passage leur adaptation progressive aux appareils et aux institutions dont dorénavant leur existence dépend en grande partie. Ajoutons que pendant ce temps-là, le niveau de conscience des travailleurs stagnait ou régressait sans que personne ne s'en aperçoive ou n'y trouve quelque chose à redire pour finalement aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Si j'étais chirurgien et que plus de 90% de mes patients étaient morts avant d'avoir atteint un âge avancé, je me poserais des questions sur mes capacités de praticien, nos dirigeants non, ils sont satisfaits d'eux-mêmes, ils n'ont à se justifier de rien, les cadres de ces partis non plus, pour eux tout ce qui s'est produit devait forcément arriver et si nous en sommes là, cela doit être parce que toutes les routes mènent à Rome et nulle part ailleurs, tout est normal en somme, on a envie d'ajouter en guise de provocation, dans le meilleur des mondes puisque finalement il ne fallait pas espérer mieux, on devrait même en être satisfait et les remercier au passage.

Ils se sont toujours déterminés par rapport aux appareils et aux institutions, depuis la mort de Trotsky, à aucun moment ils n'ont été capables de développer une politique indépendante exclusivement placée sur le terrain de classe du prolétariat et du socialisme, préférant manoeuvrer pour s'attirer les bonnes grâces des appareils, staliniens pour les uns, farouches anticommunistes pour les autres, dorénavant ils fricotent avec des républicains, des démocrates, des élus de tous bords y compris de l'UMP, du Parti radical, des altermondialistes manipulés par les tenants de la théorie du Nouvel ordre mondial ou d'intellectuels véreux ou idéalistes.

A aucun moment, malgré cet épouvantable échec, ils ne remettront en cause la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée, et quand ils modifieront leurs stratégies, ce sera pour mieux s'adapter à la nouvelle situation ou se renier, sur le plan théorique puisque sur le plan pratique c'était déjà fait depuis longtemps, ils finiront le (sale) boulot quoi, leur parti n'ayant plus rien à voir avec les sections de l'Opposition de gauche de l'éphémère IVe Internationale, avec les enseignements de la révolution russe, donc le léninisme et le parti bolchevik. Ils vous diront que depuis l'implosion de l'URSS nous sommes entrés dans une nouvelle période, répondez-leur que ce constat valait déjà avant, que cet argument ne vaut rien.

Nous avons vécu des situations très diverses de 1945 à 2012, des situations marquées par des flux et des reflux du mouvement ouvrier, par des périodes intenses de luttes de classes, révolutionnaires ou franchement réactionnaires, par des crises économiques, sociales et politiques sans que rien n'y fasse, et tous les gains (en militants) enregistrés un jour se sont volatilisés aussi soudainement. Alors de deux choses l'une : soit nous avons des dirigeants incompetents et qui ont conscience de l'être ou corrompus ou les deux à la fois, soit Marx et Engels se sont fourvoyés lamentablement et le socialisme n'était qu'une magnifique utopie et l'humanité est vouée à sa perte prochainement, c'est l'un ou c'est l'autre.

Bien entendu, nous posons ces questions pour alimenter la réflexion des militants exclusivement sur le terrain de la lutte des classes, il ne s'agit pas pour nous de juger ici tel ou tel dirigeant, ce qui ne nous interdit pas de les caractériser sur le plan politique. Nous essayons de comprendre, sans plus. C'est le droit légitime de chaque militant ou travailleur.

Nous avons bien conscience de la difficulté pour les militants d'aborder sereinement ces questions dans la mesure où ils sont eux-mêmes gangrenés par les idées qu'on leur a mis en tête ou qu'ils ont copiées chez leurs dirigeants, c'est comme autrefois chercher à convaincre un homme que la terre était ronde et tournait autour du soleil, alors qu'il était convaincu à la suite des théologiens qu'elle était plate et au centre du système solaire ou de l'univers, au risque d'être excommunié, vous d'être marginalisé, poussé à la démission ou viré, j'ai parfaitement conscience de cette difficulté.

Cela n'engage que moi, j'estime qu'aucun parti ou aucune formation politique existant aujourd'hui ne peut constituer sérieusement la base du parti que nous devons impérativement construire le plus rapidement possible. Il ne faut pas désespérer pour autant, nous sommes à l'aube d'une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle mondiale, de profonds bouleversements sont à venir, la réaction va amplifier son offensive contre les travailleurs en Europe notamment, bien des travailleurs et des jeunes surtout ne sont pas prêts à accepter d'être réduits en esclavage par l'oligarchie financière qui contrôle le monde, la situation sociale et politique va devenir explosive aux quatre coins du monde sur tous les continents, les peuples aspirent à vivre mieux, tandis que les nantis entendent leur pourrir la vie comme jamais depuis plus d'un demi-siècle, cette contradiction porte en elle la guerre et la révolution, c'est dans cette perspective qu'il faut se disposer, la lutte à mort entre la barbarie et le socialisme.

Essayons d'aborder sereinement cette situation, ce n'est pas facile, rien n'a jamais été facile, attendons-nous à connaître des moments extrêmement difficiles et douloureux, c'est inévitable, les sacrifices sont incontournables, à nous de faire en sorte qu'ils ne soient pas été vécus en pure perte et qu'à l'issue de ce combat notre classe sorte victorieuse, que l'humanité avance enfin en paix vers le socialisme et la liberté.

Une dernière métaphore. Nos dirigeants sont comme des médecins au chevet d'une personne souffrant d'une gangrène à un pied menaçant de l'emporter, qui s'acharnent à vouloir le soigner au lieu de l'amputer pour lui sauver la vie, ils prolongent inutilement ses souffrances et ils précipitent sa fin.

Terminons en insistant : il y a urgent dorénavant. Ensuite, à chacun ses responsabilités. La violence de mon discours n'a pas pour objet de liquider les dirigeants, ils méritent autant de respect que chaque militant, mais de les faire réagir, s'ils en sont encore capables, en désespoir de cause puisque malheureusement nous en sommes rendus là, on ose l'espérer, certains diront que c'est se faire des illusions, je leur répondrai qu'on n'a pas vraiment le choix, à moins qu'ils aient autres choses à proposer, on attend leur copie.

Bonne semaine à tous.

[Les vétérans US des guerres au Moyen-Orient manifestent et rendent leurs médailles](http://www.dailymotion.com/video/xr6886_les-veterans-us-des-guerres-au-moyen-orient-manifestent-et-rendent-leurs-medailles_news)

http://www.dailymotion.com/video/xr6886_les-veterans-us-des-guerres-au-moyen-orient-manifestent-et-rendent-leurs-medailles_news

Tandis que les militaires les plus gradés au sein de l'Otan œuvrent pour les intérêts mercantiles des factions oligarchiques à la tête du cartel bancaire, il est intéressant de voir l'attitude d'anciens militaires américains, des "vétérans", qui refusent de garder les médailles reçues au nom de la guerre au terrorisme.

Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'ils ont risqué leur vie pour la conquête du pétrole en Irak ou ailleurs, pour les intérêts de quelques factions richissimes d'hommes d'affaires, et que les sujets de LIBERTÉ ou de DÉMOCRATIE n'étaient qu'une vaste fumisterie. (liesi 11.08)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Italie

L'Italie n'a pas besoin de l'aide des fonds européens de secours, "*la seule chose qui serait utile c'est un peu de tranquillité sur les marchés*", a déclaré dimanche le ministre italien de l'Economie Vittorio Grilli dans un entretien au quotidien Repubblica.

En outre, le gouvernement poursuivra la réduction des dépenses publiques, baptisée "*spending review*", sans se contenter de sabrer dans les ministères dont les effectifs chiffrés à 170.000 salariés ne représentent "*que 5% des 3,3 millions de personnes travaillant pour des organismes publics*".

"*Il faut réorganiser en profondeur la fonction publique*", a estimé le ministre, en souhaitant un désengagement total de l'Etat de la myriade de sociétés locales d'électricité, de collecte des déchets ou traitement des eaux usées, afin de favoriser la concurrence et une baisse des tarifs.

L'Etat doit en revanche conserver ses participations dans certains secteurs stratégiques, a estimé M. Grilli en disant vouloir créer un "*Pôle des grands réseaux*" avec Snam, Terna et Fintecna. L'Etat maintiendra aussi une "*golden share*" d'au moins 30% dans des firmes clés comme Eni (pétrole, gaz), Enel (électricité) et Finmeccanica (défense, aéronautique) qui "*grâce à la présence en leur sein d'une composante publique et privée sont plus solides*". (AFP 12.08)

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a ordonné dimanche la mise à la retraite du maréchal Hussein Tantaoui, tout-puissant ministre de la Défense qui a conduit la transition après la chute, en février 2011, du président Hosni Moubarak.

Selon le porte-parole de la présidence, le chef de l'Etat a également mis à la retraite d'office le général Sami Ena, chef d'état-major des armées.

Les deux officiers sont nommés conseillers auprès du chef de l'Etat, qui est issu des Frères musulmans. Ces mesures prennent effet immédiatement.

Le président Mohamed Morsi a également abrogé un décret constitutionnel pris par l'armée peu avant son élection qui visait à rogner ses prérogatives.

"Les décisions que j'ai prises aujourd'hui ne visaient pas certaines personnes et n'avaient pas non plus pour but de gêner les institutions, et ce n'était pas non plus mon but de restreindre les libertés", a déclaré Morsi lors d'un discours prononcé à l'occasion du mois sacré du ramadan.

"Je n'ai pas voulu envoyer des messages négatifs à propos de qui que ce soit, mais mon objectif était de servir cette nation et son peuple", a-t-il ajouté en rendant hommage au travail des forces armées.

Le général Mohamed al Assar, promu dimanche vice-ministre de la Défense, a expliqué que la décision du chef de l'Etat de mettre le maréchal Hussein Tantaoui à la retraite avait été prise après des consultations avec l'intéressé et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qu'il présidait.

Le maréchal Hussein Tantaoui est remplacé aux postes de ministre de la Défense et de président du CSFA par le général Abdellatif Sisi.

Le général Sidki Sohbi succède quant à lui au général Sami Enan à la tête de l'état-major. Ce dernier, âgé de 64 ans, a longtemps été considéré comme très proche des Etats-Unis, qui financent en grande partie l'armée égyptienne.

Le président Mohamed Morsi a également nommé un magistrat, Mahmoud Mekky, au poste de vice-président de la République. Ce juge a pour frère le nouveau ministre de la Justice, Ahmed Mekky. (Reuters 12.08)

ECONOMIE

Italie

La compagnie sicilienne Windjet, au bord de la faillite et dont les négociations pour un rachat par Alitalia ont échoué, a stoppé ses opérations dimanche à minuit, ses vols étant pris en charge moyennant un supplément par d'autres compagnies, au grand dam des passagers.

Windjet aurait rencontré des problèmes d'approvisionnement en carburant et aurait déjà dû restituer des avions en leasing à une société en Irlande, ce qui aurait précipité l'interruption des vols.

Selon l'Enac, d'ici à octobre, 300.000 voyageurs avaient réservé des vols sur Windjet.

Windjet a interrompu ses vols après la rupture par Alitalia de négociations qui duraient depuis des mois pour le rachat de la low cost en difficultés. (AFP 12.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août

CAUSERIE

Chaque jour j'actualise le site uniquement à partir des infos délivrées par les agences de presse et quelques médias. C'est exceptionnel que j'aie vu ce qui se dit ailleurs sur Internet pour traiter l'actualité quotidienne. Et étant en Inde, je ne lis aucun journal, je n'écoute aucune radio et je ne regarde aucune télévision. Et quand je mets en ligne des articles de sources diverses, c'est toujours une fois que j'ai terminé le boulot du jour.

Quand j'utilise comme support de réflexion ce que j'ai été glané sur d'autres portails, c'est généralement le soir ou quand je n'avais rien d'autres de plus importants à faire. Neuf fois sur dix, je n'apprends rien ou je perds mon temps à aller sur ces portails. J'essaie de rationaliser au maximum mon travail et le temps dont je dispose. Voilà, vous savez tout.

[Les agences de presse relais du discours officielle ou porte-parole de ceux qui détiennent le pouvoir.](#)

AFP- "La reprise d'une économie tirée par la consommation intérieure est entravée par l'austérité budgétaire imposée au pays surendetté par ses bailleurs de fonds (UE, BCE et FMI) et par le retard pris dans les réformes structurelles."

En déplorant "*le retard pris dans les réformes structurelles*", l'AFP signifie que les salaires des travailleurs des secteurs privé et public, le niveau des retraites, l'ensemble de nos droits sociaux et l'existence des services publiques sont la source de la crise, de l'endettement des Etats, du chômage, de la pauvreté, de la guerre, de tous les maux de la société...

Les agences de presse sont des officines qui relaient au quotidien la propagande officielle auprès des différents médias, journaux, radios et télévisions. Elles remplissent un rôle similaire aux agences de notation dans le domaine de l'information et sur le plan politique. Stratégiquement, elles répondent aux besoins exprimés par l'oligarchie financière.

Un autre exemple.

Reuters- L'ambition chinoise menace l'unité de l'Asie du Sud-Est.

De quoi s'agit-il en réalité ? Du rapprochement entre la Chine et le Cambodge, ainsi que le Laos et la Birmanie, présenté par les Philippines comme une menace pour l'indépendance de ces pays et qui ne plaît pas aux Américains. Il se trouve que les Philippines (et le Vietnam) sont un allié des Etats-Unis avec lesquels ils ont signé un traité de coopération militaire.

Voici comment Reuters présente la situation.

- Le mois dernier, un sommet des ministres des Affaires étrangères de l'Asean s'est conclu sans communiqué commun pour la première fois en 45 ans, un résultat attribué par les Philippines au blocage de Pékin, qui aurait, selon Manille, poussé le Cambodge à refuser toute mention des disputes en mer de Chine méridionale.

Les Etats-Unis, attirés par la croissance économique dans la région, se sont rapprochés, suivant leur stratégie dite du "pivot", de plusieurs pays de l'Asean, notamment le Vietnam et les Philippines, en signant des traités de coopération militaire qui les ont renforcés dans leurs disputes territoriales face à la Chine.

Donc la réalité est toute autre que celle figurant dans le titre de cet article, ce sont les Américains qui par le biais de gouvernements qu'ils ont corrompu, essaient de monter les différents pays de la région contre la Chine pour assurer son développement économique en Asie du Sud-Est et contrecarrer les ambitions chinoises.

Semer le désordre et en accuser ses ennemis pour en tirer les marrons du feu, au Moyen-ou Proche-Orient ou en Asie du Sud-Est ou encore en Europe, la stratégie américaine pour conserver sa place hégémonique dans le monde.

[A bas le gouvernement des nantis et du chômage !](#)

L'homme de 51 ans, dont le Revenu de solidarité active (RSA) était suspendu depuis le mois de mai, qui s'était immolé mercredi dernier dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Mantes-la-Jolie (Yvelines), est décédé ce week-end, a-t-on appris lundi auprès du ministère des Affaires sociales.

Marie-Arlette Carlotti, la ministre déléguée chargée de la lutte contre l'exclusion, a estimé après ce décès qu'il était "*indispensable d'accompagner les allocataires de manière continue*".

"*Ce drame nous rappelle qu'il est important d'éviter toute rupture dans le suivi des personnes et qu'il est indispensable d'accompagner chacun de manière continue*", a-t-elle déclaré dans un communiqué. (Reuters 13.08)

Gardez vos sentiments hypocrites pour vous !

Ce que ce monsieur avait besoin comme des millions d'autres dans son cas, c'était un travail et un salaire qui lui permette de vivre décemment, mais cela c'est au-dessus des moyens du PS, devant ce drame on a envie de dire à madame Carlotti : vous et votre gouvernement dégagez ! Place au gouvernement des travailleurs par eux-mêmes et pour eux-mêmes ! Dans lequel évidemment le PS n'aura pas sa place.

Quand on dit que le PS gère les affaires courantes pour le compte des capitalistes, on peut préciser, et les pompes funèbres, on ne fait que dresser un constat. Sans appel et sans recours possible : A bas le PS !

[Le travail ne paie pas !](#)

Le gouvernement prévoit de dépenser entre 4 et 6 millions d'euros pour les primes des athlètes (Jeux Olympiques et Paralympiques compris).

Pour récompenser nos médaillés olympiques, l'Etat a prévu de leur verser une prime. Ainsi, un champion olympique se verra verser 50.000 euros, le vice-champion 20.000 euros et le médaillé de bronze 13.000 euros.

François Hollande a promis que les sportifs pourront étaler ces revenus exceptionnels sur plusieurs années. Un moyen de leur éviter de se retrouver dans une tranche d'imposition trop élevée, car après tout, ils sont la fierté de leur pays.

Côté athlètes, Yannick Agnel, grâce à ses deux médailles d'or et sa médaille d'argent touchera 120.000 euros. Camille Muffat qui cumule trois médailles, or, argent et bronze va toucher 83.000 euros. (lexpress.fr 13.08)

Un véritable gouvernement socialiste ne leur verserait pas un centime ! Le socialisme, c'est le combat contre les inégalités et les injustices, alors il ne va subventionner une entreprise qui les flatte et les entretiens en étant bâtie autour des contre-valeurs de la compétition et de la concurrence.

Le sport devrait être une question privée comme la religion : l'Etat n'a pas à financer ce genre d'activités qui n'apporte rien à la collectivité. Je serais même contre l'existence d'un ministère consacré tout ou en partie au sport.

Nager ou courrir plus vite que les autres, rien de plus inutile et débile en vérité. A l'image de leur société décadente.

ACTUALITE EN TITRES

[Les atlantismes sont aussi débiles, quoique...](#)

- L'Occident va-t-il manquer d'immigrés pour payer les retraites de ses personnes âgées ? - Atlantico.fr

Il suffirait de donner un travail et un salaire décent à chaque chômeur et l'affaire serait réglée, non ?

Non, alors pourquoi ? Pourquoi tiennent-ils tant à recourir à des travailleurs immigrés au lieu d'employer la main d'oeuvre sur place qui est au chômage ? Parce que ces travailleurs immigrés accepteraient des conditions de travail et de vie que les travailleurs vivant en France n'acceptent pas.

On doit donc en déduire que c'est un moyen pour le patronat d'accroître la pression sur les travailleurs vivant en France pour qu'ils finissent par accepter de travailler pour n'importe quel salaire et vivre dans n'importe quelles conditions. Vous avez une autre explication plausible ? Sans parler des conséquences détestables produites par cette concurrence au sein de la classe ouvrière ou des masses exploitées.

C'est un moyen comme un autre de dresser les travailleurs les uns contre les autres et de faire baisser le coût du travail, question qui apparemment à échapper à nos internationalistes de salon qui s'étonnent de la montée de l'extrême droite, alors que de concert avec le gouvernement et le patronat ils la favorisent.

A force de charger une mule, elle finit par s'écrouler sous le poids insupportable de son fardeau, et personne ne viendra à son secours pour la soulager ou pire encore.

A force de tout confondre, on finit par combattre contre son propre camp.

Je suis pour l'ouverture des frontières, pour leur disparition, à condition que cela soit réalisé par un gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois la révolution permanente ayant fait son oeuvre et le capitalisme éradiqué à l'échelle de l'Europe au minimum. Dans le cas contraire, cela se retourne forcément contre les travailleurs, ce dont nous sommes témoins tous les jours. Je suis contre Schengen, pour le rétablissement du contrôle des frontières tel qu'il existait auparavant.

Il est criminel d'encourager l'immigration illégale comme le font les ouvriéristes ou les tiers-mondistes qui apparemment ont perdu la faculté d'analyser sereinement et librement la situation et de faire la part des choses.

[Affairistes contre aristocrates.](#)

- Pour Fillon, Hollande "doit abandonner ses postures bourgeoises" - L'Express.fr

Hollande est là pour gérer tranquillement les affaires courantes du régime jusqu'à la fin de son mandat et pas davantage. Il agit sur ordre tout en devant sauver les apparences, expérience périlleuse s'il en est. En échange de quoi, lui et sa horde de tartufes professionnels, de pique-assiette et de bras coupés bénéficient d'avantages que leur octroie généreusement la classe dominante pour service rendu, c'est la moindre des choses entre gens du même monde, n'oublions pas qu'il y a des aristocrates, des banquiers et des grands bourgeois dans leur parti respectif.

Qu'à l'UMP ils aient du mal à le supporter, c'est normal, ils sont mauvais joueurs, habituellement ils ne trouvent rien à redire à faire tourner les plats du moment qu'ils sont servis les premiers, qu'ils ne se plaignent pas, au second tour il reste encore des morceaux de premier choix, où cela se gâte par exemple, c'est quand il ne reste plus que les rogatons ou les miettes, qu'ils demandent à Mélenchon et Laurent ce qu'ils en pensent.

Fillon est hypocrite en attaquant Hollande sur la Syrie, car il est parfaitement informé de la situation et lui aussi il est aux ordres de Washington. L'un comme l'autre sont incapables d'avoir une politique indépendante de l'impérialisme américain, voilà ce qu'il faut conserver à l'esprit.

Pour le moment, vous avez pu observer la bienveillance que manifeste l'oligarchie financière américaine et les agences de notation envers le gouvernement français, croyez-vous sérieusement que ce serait sans contrepartie ? Fabius est en train de faire la tournée de tous les pays du Proche et du Moyen-Orient, certainement pas pour admirer le paysage, sans doute pour peaufiner son soutien à l'agression américaine contre la Syrie une fois assuré de l'engagement à leurs côtés des principaux gouvernements de la région.

La différence entre Hollande et Fillon, c'est que le premier est aux commandes et il doit impérativement tenir compte de la stratégie américaine avant d'agir, alors que Fillon ne peut que gesticuler ou manoeuvrer en coulisses.

Ajoutons que par sa position Hollande a des comptes à rendre à la population, ce qui n'est pas le cas de Fillon qui a les mains et la langue plus libres pour faire feu de tout bois. Ils passent leur temps à s'accuser mutuellement des mêmes erreurs ou tares ce qui contribue à les décrédibiliser un peu plus chaque jour aux yeux des travailleurs, soyons patient en attendant la suite qui ne tardera pas à venir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Tewfik Okacha, le propriétaire de la télévision Al-Faraïn (Les Pharaons), très hostile aux Frères musulmans dont est issu Mohammed Morsi et au président lui-même, est accusé d'avoir «*incité au meurtre*» du chef de l'Etat, a précisé le porte-parole du Parquet, Adel Saïd.

Islam Afifi, le rédacteur en chef d'Al-Dostour, se voit pour sa part reprocher d'avoir publié «*des informations et rumeurs mensongères*» ayant porté atteinte au chef de l'Etat et pouvant «*nuire à l'intérêt général et déstabiliser*» l'Egypte.

Les deux hommes, visés par plusieurs plaintes, devront comparaître devant le tribunal pénal du Caire, selon Adel Saïd. Dimanche, le Parquet avait annoncé les avoir placés sur la liste des personnes interdites de voyager.

Al-Faraïn a été frappée il y a quelques jours d'une suspension d'un mois et pourrait être définitivement fermée après que son patron, qui présente une émission, a été accusé d'avoir «*incité au meurtre du président Morsi et au renversement du pouvoir*».

Samedi, la justice avait en outre demandé de saisir les exemplaires du quotidien Al-Dostour, visé par des plaintes pour «*offense au président*» Morsi.

Ces incidents font craindre un tour de vis généralisé dans le milieu des médias, où beaucoup dénoncent ce qu'ils qualifient de volonté de contrôle de la presse de la part des Frères musulmans. (liberation.fr 13.08)

SOCIAL

1- France

La CGT de PSA Rennes-La Janais a affirmé lundi dans un communiqué son opposition à un éventuel transfert de la fabrication de la Peugeot 508 vers l'Allemagne, évoqué samedi par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

"L'arrêt de la 508 à Rennes serait un nouveau coup porté aux salariés de ce site, déjà impactés par un plan social prévoyant 1.400 licenciements économiques" sur 5.600, souligne la CGT.

"Rennes doit conserver la fabrication de la 508 et la direction doit dès à présent assurer une activité industrielle après la C5", insiste-t-on également.

"Après le gel du projet X8 qui devait remplacer la C5 à Rennes La Janais, les annonces de la presse allemande font l'effet d'une douche froide, en confirmant que la direction de PSA ne veut pas non plus produire en France une partie des moyens et gros modèles (segments C et D) et qu'elle préfère pouvoir y associer l'image de marque +made in Germany+", poursuit la CGT.

Selon le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) paru samedi, GM souhaite transférer la production de deux modèles de PSA, la DS5 et la 508, à l'usine Opel de Rüsselsheim, près de Francfort, à partir de 2015-2016.

La Citroën DS5 est actuellement produite à Sochaux, la Peugeot 508 étant produite près de Rennes. (AFP 13.08)

Cela confirme ce que j'ai écrit récemment : dorénavant c'est GM, les Américains qui dirigent PSA avec les conséquences qui commencent à tomber.

2- Etats-Unis

Motorola Mobility va supprimer 4.000 emplois, soit 20% de ses effectifs, et fermer près d'un tiers de ses bureaux dans le monde, a fait savoir lundi sa maison mère Google.

Ces suppressions de postes auront lieu pour un tiers aux Etats-Unis, mais Google n'a pas précisé quels seraient les sites affectés.

Ces annonces ont fait grimper l'action Google à Wall Street, et Morgan Stanley a relevé sa recommandation sur le titre à "surpondérer". (Reuters 13.08)

ECONOMIE

1- France

Le déficit des paiements courants de la France s'est creusé en juin pour s'inscrire à 4,9 milliards d'euros après 4,0 milliards, un chiffre révisé, en mai, selon les chiffres publiés lundi par la Banque de France.

Toutes les grandes composantes de l'indicateur se sont dégradées en juin : le déficit des échanges de biens a atteint 6,3 milliards, l'excédent des services a diminué à 1,5 milliard et l'excédent des revenus à 2,8 milliards. Les transferts courants sont restées stables à -3,0 milliards.

Le compte financier a été négatif de 7,7 milliards alors qu'il avait été positif 5,6 milliards d'euros en juin.

Les investissements directs français à l'étranger ont bondi à 11,6 milliards après 6,0 milliards tandis que les investissements directs des non-résidents en France ont progressé à 6,1 milliards contre 4,5 milliards.

Les investissements de portefeuille se traduisent par des entrées de capitaux de 61,9 milliards d'euros après des sorties de 19,8 milliards en mai.

Les non résidents ont acquis pour 15,8 milliards d'euros de titres français après 10,7 milliards d'euros. (Reuters 13.08)

2- Grèce

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce s'est contracté de 6,2% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après une contraction de 6,5% au premier trimestre, selon les premières estimations rendues publiques lundi par l'autorité des statistiques grecques. (AFP 13.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 août

CAUSERIE

Je viens d'avoir deux expériences intéressantes avec des Indiens de classes différentes.

La première, un soir dans la rue en me baladant avec mon chien j'ai eu une conversation avec un couple d'Indiens appartenant à la petite-bourgeoisie. Je leur dis qu'une de mes connaissances est allé dans une nouvelle clinique dentaire flambante neuve à Pondichéry et qu'il a payé très très cher le traitement de quelques dents. J'ajoutais que c'était honteux car 90% de la population n'a pas les moyens d'accéder à ce genre de traitement. La femme me répondis que les pauvres pouvaient aller à l'hôpital général de Pondichéry. Je lui répliquais qu'ils n'auraient pas accès aux mêmes technologies et qu'ils risquaient fort une infection, cet hôpital est dénommé "*le mouroir*" par les Indiens.

La discussion en est restée là, après lui avoir dit que cette différence de traitement en fonction des revenus était injuste et injustifiable. On a là l'état d'esprit misérable des nantis qui estiment normal leurs privilèges. Avant de les quitter, je leur ai quand même dit que j'estimais normal que la totalité de la population bénéficie des mêmes droits sociaux.

La deuxième, ce matin un de mes beaux-frères débarquent avec un de ses copains et sa fille d'une douzaine d'années, elle est en 5e au collège, que j'ai connu il y a 20 ans. Ils venaient de France pour demeurer en Inde. Il ne maîtrisait pas le français, mais nous avons pu discuter un peu, sa fille faisant la traduction.

Je lui demande pourquoi il a décidé de quitter la France. Il me répond que la situation avait changé. Je lui demande ce qui avait changé, il me répond avec un grand sourire le pouce levé : "*Sarkozy il était super*". Je ne m'attendais pas à cette réplique mais elle ne me surprend pas, la plupart des Indiens que je connais et qui vivent en France votent FN ou UMP, ils sont très sensibles à leurs discours racistes principalement envers les maghrébins et les Africains avec lesquels ils doivent se considérer en concurrence pour trouver un travail ou se loger. Je lui ai répondu en lui traçant un rapide bilan du quinquennat de La Talonnette, et pour finir je lui ai dit que si Sarkozy était aussi super que cela, en attendant il n'a pas été capable de résoudre ses problèmes puisqu'il est revenu en Inde où il estime pouvoir mieux vivre.

En regardant sa tête, j'ai vu qu'il faisait un effort pour relier les arguments (les siens en fait) que je venais d'exposer simplement et qui contredisaient son affirmation. Bref, j'ai vu que j'avais ébranlé ses certitudes qui reposaient à la fois sur son ignorance et la tromperie du discours de l'UMP. On en est resté là.

Ensuite j'ai demandé à sa fille si elle était heureuse de venir vivre en Inde, parce que tous les jeunes que je connais et qui ont vécu en France ne veulent surtout pas aller vivre en Inde ou y retourner vivre. Elle a commencé à me répondre qu'effectivement elle aurait préféré rester en France quand son père lui a coupé la parole, pour me dire qu'ils avaient pris la décision ensemble, sa fille se taisant et baissant la tête. Je n'ai pas insisté car il commençait à s'énerver sur elle.

En fait ils étaient venus me voir parce qu'il savait que j'avais travaillé au lycée français, il voulait que je l'aide à obtenir une bourse. Il m'a appris que l'inscription annuelle se montait à 97.000 roupies (1.500 euros environ), une somme considérable, sachant qu'il a trois enfants à scolariser. Je lui ai conseillé de rencontrer le délégué des Français de l'étranger et le député fraîchement élu, précisant qu'il obtiendrait leurs adresses au consulat, ce qui l'a satisfait, je ne pouvais rien faire de plus pour lui.

Avant de partir, je lui ai glissé que je croyais avoir deviné pourquoi il avait trouvé Sarkozy "*super*", parce qu'il s'était engagé à rendre gratuit la scolarité dans les établissements français établis à l'étranger. Je lui ai dit que c'était un grossier mensonge, car la plupart de ces établissements scolaires fonctionnent selon le droit du pays dans lequel ils sont implantés, ce qui est le cas du lycée français si je ne me trompe pas et que par conséquence si Sarkozy avait été réélu il se serait retrouvé dans la même situation qu'aujourd'hui.

Aujourd'hui je bosse, alors que c'est un jour férié, on commémore l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947. Il y a quelques années encore on voyait des drapeaux indiens partout, sur les vélos, les rickshaws, les tableaux de bord des voitures ou des camions, à l'entrée des magasins et des échoppes, aux fenêtres des maisons, etc. En allant chercher du pain à Pondichéry, j'ai eu du mal à en apercevoir un, par contre j'ai aperçu des milliers d'Indiens pauvres ou riches le téléphone portable collé à l'oreille.

Quelques sujets de réflexion rapidement.

1- Syrie. Les deux articles sur la Syrie publiés en deux jours par des médias aux ordres, L'Express et Le Point, *L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature* et *Syrie: une chimère made in USA* montrent que l'entreprise de propagande américano-franco-britannique à laquelle participe l'Arabie Saoudite, Israël et le Qatar pour faire main basse sur ce pays est fissurée... avant de craquer définitivement.

Comme d'autres dans le monde, depuis dix sept mois je m'y emploie en publiant un maximum d'articles d'origines diverses sur la situation réelle en Syrie. J'ai arrêté de compter à 200 articles il y a quelques semaines.

2- Lybie. Rien ne se passe comme prévu pour l'impérialisme américain. Vous aurez remarqué la discrétion des médias et des différents partis après les élections qui ont eu lieu en Libye et dont on ne connaît toujours pas les résultats exacts. Tout ce qu'on sait, c'est que les islamistes ont été laminés, leur parti n'atteignant pas 20%, s'ils figurent dans la minorité ou opposition, compte tenu de la myriade de partis qui ont obtenu des élus à l'Assemblée constituante, on ne sait toujours pas qui détient la majorité, quelle est sa tendance politique, quels partis la dominant et s'il y figure d'autres partis islamiques.

Apparemment, les puissances occidentales qui ont eu la peau de Kadhafi ne sont pas parvenues à rééditer l'exploit de porter au pouvoir les Frères musulmans ou leur équivalent comme en Tunisie et en Egypte. Et en Syrie, c'est un fiasco complet. Voire les contradictions à l'oeuvre en Tunisie et en Egypte...

3- France. Quand dans certains quartiers, certaines banlieues, 40 à 50% des jeunes sont sans diplôme et au chômage parfois depuis des années, quand ils voient à la télévision des publicités pour des produits qu'ils ne pourront jamais se payer, qu'ils apprennent par les médias que les riches sont de plus en plus riches, que les patrons, les actionnaires, les banquiers se livrent à des activités illégales qui leur rapportent des millions d'euros en toute impunité, etc. il ne faut pas s'étonner qu'à un moment donné ils craquent et s'en prennent à tout ce qui représente l'Etat ou la société qui les rejette dans la pauvreté ou la précarité et dans lesquels ils n'ont rien à attendre.

C'est la misère sociale qui est à l'origine de la violence individuelle ou aveugle parfois de certains jeunes poussés au désespoir, c'est donc l'Etat et ses représentants qui doivent seuls en porter la responsabilité. En guise de réponse aux besoins sociaux urgents et légitimes de la jeunesse, comme son prédécesseur, le gouvernement des nantis n'a qu'une seule réponse : augmenter les effectifs de la police et quadriller certains quartiers de grandes villes.

De la même manière, on comprend que des jeunes plus ou moins politisés en Grèce et ailleurs, anarchistes ou non, s'attaquent violemment aux banques ou aux symboles de l'Etat synonyme d'exploitation et d'oppression, de répression, d'injustices et d'inégalités croissantes et insupportables.

Dans les deux cas, nous sommes à leur côté et non celui de l'Etat ou du gouvernement qui sont responsables de leur situation sociale quasi désespérée, sans issue.

4- Inconsistance, hypocrisie, opportunisme. Certains critiquent les Ong et autres associations à caractère sociale ou humanitaire, tandis que d'autres les encensent et en tirent profit, le POI est dans le premier cas, le NPA et le PCF dans le second, LO je n'en sais rien.

Ceux qui les vilipendent leur reproche d'être financés par l'Etat, des institutions du capital ou des multinationales, ils leur reprochent également d'accompagner la destruction des services publics. Je partage ces critiques que je trouve justifiées, par contre là où je ne comprends pas, c'est que les syndicats qu'ils soutiennent procèdent exactement de la même manière sans que cela leur pose de problèmes.

Contrairement à eux, nous demeurons fidèle à nos principes, au principe de l'indépendance du parti et des syndicats de l'Etat, nous nous prononçons contre tout financement des syndicats et des partis par l'Etat, y compris pour financer des actions internationales car nous concevons l'indépendance du mouvement ouvrier et du prolétariat vis-à-vis du capital à l'échelle mondiale puisque c'est à ce niveau que nous le combattons (également) et que nous devons le vaincre.

5- Initiative du POI. Je suis favorable à l'initiative du POI de réunir les responsables ou dirigeants de tous les partis, courants ou tendances se prononçant pour le rejet du TSCG et du MES en vue d'une action commune ou d'une manifestation nationale dans l'unité à Paris, du moment qu'elle n'aura pas pour objet de subordonner ce combat aux institutions de la Ve République, donc d'en appeler aux députés ou sénateurs, ce qui n'est pas précisé et ne le sera que lors de la tenue de cette réunion qu'ils ont fixée le 21 août prochain.

La président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat sont les institutions de la Ve République qui sont appelées à ratifier le TSCG sous le contrôle du Conseil constitutionnel qui en fait partie aussi. Sachant que le président de la République et que l'immense majorité des députés et des sénateurs sont favorables à ce traité, s'adresser à ces réactionnaires pour qu'ils le

rejetent relèverait du fantasme ou de l'illusion.

Cela signifie-t-il pour autant qu'il serait pour ainsi dire adopté et qu'il serait impossible d'obtenir son rejet ? C'est fort à craindre pour ne pas dire que l'affaire est entendue, bouclée quoi. Faire croire le contraire aux travailleurs et militants serait assimilable à une grossière mystification. Il faut leur dire la vérité en face.

La question n'est donc pas de savoir si ce traité sera adopté ou non puisque nous n'avons pas les moyens de nous y opposer pour qu'il soit finalement rejeté, aussi la question qu'on doit se poser est de savoir qu'est-ce qu'on peut tirer de cette bataille, de quelle manière, sur quelle orientation politique on doit la mener pour que les travailleurs et militants en tirent un enseignement et que leur conscience politique progresse, ce qui sera utile pour la suite de notre combat commun.

De deux choses l'une, soit on accorde aux institutions de la Ve République la légitimité de décider à notre place notre sort futur en adoptant ce traité inique puisque c'est le cas le plus vraisemblable, soit on lui dénie cette légitimité sachant que le contenu de ce traité est contraire aux besoins et aspirations des travailleurs qui constituent l'immense majorité de la population.

Qui détient la légitimité dans ce pays, les travailleurs qui produisent les richesses ou ceux qui sont censés représenter leurs intérêts alors que ce traité les foule aux pieds au profit des capitalistes et des banquiers ?

Donc l'adoption ou le rejet du TSCG (et du MES) pose directement la question de la légitimité des institutions en place.

J'estime que c'est sur la base de cette analyse qu'il faut définir une orientation politique tournée contre les institutions, le régime. Cela me semble d'autant plus évident que la quasi-totalité des questions auxquelles sont confrontés quotidiennement les travailleurs renvoient à l'existence de ces institutions qui légitiment la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement et la survie du capitalisme.

Lier le combat contre le TSCG à la nécessité d'abolir les institutions de la Ve République, au renversement du régime en place pour instituer une République sociale et démocratique sur la base des besoins et aspirations légitimes des masses exploitées, voilà l'orientation politique sur laquelle je mène ce combat et j'appelle les militants combattant pour le socialisme à l'adopter.

Il est évident que la plupart des participants à cette réunion seront sur une autre ligne politique, ce n'est pas une raison pour l'abandonner ou ne pas la défendre, auquel cas nous imiterions honteusement les renégats ou opportunistes que nous dénonçons et combattons.

Je soutiens cette initiative qui a le mérite d'exister sur la base de l'orientation politique qui vient d'être exposée.

J'ai oublié de préciser que pour que le TSCG soit rejeté, il faudrait que des millions de travailleurs descendent dans la rue et se ruent à l'assaut de l'Assemblée nationale ou du Palais de l'Élysée, je ne pense pas qu'ils y soient préparés et que ce sera le cas. Quant à réunir une majorité de députés contre le TSCG, cela relève de l'imagination pure, de la mégalomanie.

Autre précision, l'avantage de l'orientation politique que je propose, c'est qu'elle se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance du capital et ses institutions politiques antidémocratiques et corrompues, elle permet de recruter des travailleurs et des militants sur une base politique saine, correcte, fidèle au marxisme ou au socialisme, elle répond donc également à la nécessité de construire le parti. Sinon, à quoi bon mener ce combat (comme les autres d'ailleurs), non ?

Et puis répondre favorablement à une initiative du POI ne nous lie pas les mains à ce parti et son orientation politique.

En Grande-Bretagne, pays qui n'a pas adopté l'euro, où le TSCG ne sera pas adopté, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont pas attendu un traité pour massacrer les services publics et appliquer une brutale politique d'austérité. Aujourd'hui en France notamment, la question de ce traité est posée, saisissons-nous de cette opportunité pour dresser les travailleurs contre les institutions, c'est leur montrer la voie, leur fixer l'objectif qu'ils auront à abattre, la tâche qu'ils doivent se donner d'accomplir pour avancer vers leur émancipation du capital.

Demain ou dans les jours qui viennent, je ferai une autre proposition politique aux partis, tendances ou courants qui prétendent ou entendent combattre pour le socialisme. Il faut absolument trouver un moyen de débloquer la situation inextricable dans laquelle nous sommes, est-ce possible, je n'en sais rien, il faut tout tenter, il faut oser. J'en ai ébauché un brouillon que j'ai envoyé à un camarade pour voir ce qu'il en pense.

ACTUALITE EN TITRES

Entre Frères.

- Morsi décore les généraux égyptiens qu'il a limogés - Reuters

- Quatorze islamistes condamnés à mort en Egypte - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande ne voit aucune raison de repousser sa décision attendue le 12 septembre sur la légalité du futur Mécanisme européen de sécurité (MES) et du pacte européen de discipline budgétaire.

Des universitaires allemands regroupés au sein d'un groupe appelé Europolis ont tenté lundi d'obtenir un report de cette décision en faisant valoir que la Cour de Karlsruhe ne doit pas se prononcer tant que la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas statué sur une procédure similaire intentée par un parlementaire irlandais.

"Repousser la date du verdict ne semble pas pour l'heure indiqué", a dit une porte-parole de la Cour.

Europolis souhaitait en outre que la Cour de Karlsruhe consulte une juridiction supérieure, comme ce fut le cas en Irlande lorsque la Haute Cour a été sollicitée.

La juridiction allemande a dit le mois dernier qu'elle annoncerait sa décision sur la constitutionnalité du MES le 12 septembre. Cet avis sera suivi de très près partout en Europe puisque le MES ne pourra pas être mise en place sans l'aval de l'Allemagne.

Ni le MES ni le pacte de discipline budgétaire ne pourront être ratifiés sans le feu vert de la Cour constitutionnelle.

Des juristes anticipent une réponse positive, mais ils s'attendent également à ce que des limites soient posées.

Le Parlement allemand s'est déjà exprimé en faveur de l'adoption des deux textes soumis à la Cour de Karlsruhe.

Les opposants à sa mise en oeuvre, des universitaires mais également des parlementaires du propre camp de la chancelière Angela Merkel, estiment que les deux textes violent les dispositions juridiques allemandes en privant les parlementaires de leur responsabilité concernant le budget.

Sollicité, un responsable de la Cour de justice européenne a refusé de commenter ces informations, et n'était pas en mesure de dire quand la Cour rendrait sa décision sur l'opportunité de traiter ou pas la saisine du parlementaire irlandais via une procédure accélérée. (Reuters 14.08)

2- Tunisie

Environ deux mille opposants au gouvernement dominé par les islamistes ont défilé mardi à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, à l'occasion d'une grève générale dans cette ville du centre de la Tunisie, où la contestation semble gagner du terrain. La grève était très suivie.

"La grève générale a été suivie à plus de 90 %", s'est félicité Ali Kahouli, porte-parole du Front du 17 Décembre, un des organisateurs. Une manifestation unitaire - regroupant l'opposition, les syndicats et représentants du patronat et de la société civile - a rassemblé jusqu'à 2 000 personnes qui ont défilé vers le palais de justice, avant de se disperser dans le calme en début d'après-midi. *"Le peuple veut la chute du régime"*, ont scandé les manifestants qui réclamaient la libération d'une quarantaine de personnes arrêtées dans la région depuis la fin juillet lors de protestations contre les difficultés sociales et des coupures d'eau et électricité.

"Nous demandons la libération immédiate de tous les détenus (...) et d'ouvrir le dossier du développement régional et de l'emploi", a-t-il dit. De son côté, le porte-parole du gouvernement et ministre des Droits de l'homme, Samir Dilou, a jugé la grève injustifiée malgré des revendications sociales légitimes. *"Je ne pense pas que l'appel à la grève générale soit justifié (...) je pense qu'il ne*

faut pas que des considérations politiques, des partis politiques entrent en jeu", a-t-il dit à l'antenne de la radio Mosaïque FM. "On comprend les mouvements de protestation dans certaines régions compte tenu des conditions de vie difficiles", a-t-il néanmoins ajouté.

Le gouvernement est confronté à une vague de contestation croissante sur plusieurs fronts, l'opposition et la société civile dénonçant une dérive autoritaire et une tentative d'organiser une islamisation rampante de la société. Par ailleurs, les tensions sociales sont grandissantes en raison de la pauvreté, du chômage et de coupures d'eau et d'électricité en plein ramadan. Tunis a connu lundi soir la plus grande mobilisation de détracteurs du régime depuis des mois, des milliers de personnes ayant manifesté pour la protection des droits de la femme, menacés, selon l'opposition, par les islamistes. Enfin, douze manifestants arrêtés vendredi lors d'une manifestation réprimée près de Sfax (260 km au sud de Tunis) ont bénéficié de non-lieux lundi et mardi. Quatre syndicalistes, détenus dans cette même région, ont d'autre part été libérés après près d'un mois de détention provisoire. (lepoint.fr 14.08)

3- Bahreïn

Onze personnes ont été arrêtées lors de manifestations marquées par des violences dans la nuit de lundi à mardi dans plusieurs villages de Bahreïn, a annoncé le chef de la sécurité publique, tandis que des témoins ont fait état de tirs à la chevrotine par la police.

Selon des témoins, de nombreux chiites ont manifesté à l'appel du "Collectif des jeunes du 14 février", un groupe contestataire, à l'occasion de l'indépendance de Bahreïn, sur le thème "la fête de la liberté".

La Grande-Bretagne a mis fin le 14 août 1971 à sa présence à Bahreïn mais cette date n'est pas célébrée officiellement. (AFP 14.08)

SOCIAL

1- Monde

58% se connectent tous les jours. Facebook comptait fin juin 955 millions de visiteurs actifs, en hausse de 29% sur un an, dont 552 millions qui se connectent tous les jours, selon des chiffres publiés par le cabinet Nielsen.

Les utilisateurs sont toujours plus mobiles : 543 millions d'entre eux se connectent au moins une fois par mois depuis un téléphone portable, un bond de 67% par rapport à 2011.

La France compte 26 millions d'utilisateurs du réseau social, dont 63% se connectent chaque jour. La moitié (13 millions) utilisent un terminal mobile pour se connecter. (LExpansion.com 14.08)

2- Afrique du Sud

La police était déployée en force mardi dans une mine de platine en Afrique du Sud, où des heurts ont fait dix morts depuis dimanche, mettant en lumière les violentes tensions entre syndicats qui s'opposent sur les revendications et les méthodes de lutte.

Les forces de l'ordre --lourdement armées-- et des hélicoptères de la police ont été déployés en force sur le site de la mine de Marikana, près de Rustenburg (nord-ouest), gérée par le troisième producteur mondial de platine Lonmin.

La chaîne d'information eNews a également rapporté qu'un camion militaire était entré mardi matin sur le carreau de la mine.

Depuis dimanche, les violences ont fait dix morts.

Le corps d'un homme fraîchement battu à mort a été découvert mardi dans une township proche de la mine, a rapporté la radio 702.

Lors d'un affrontement lundi entre mineurs et policiers qui tentaient de rétablir l'ordre, trois hommes ont été abattus par balles --selon la police qui a invoqué la légitime défense-- et deux gardiens de la paix lynchés.

Durant le week-end, deux gardes de sécurité ont péri lorsqu'une bombe incendiaire a été jetée sur leur voiture et deux mineurs ont été tués: le premier abattu alors qu'il se rendait au travail et le second déchiqueté à coups de machette dans son dortoir.

"La production a été gravement perturbée depuis le vendredi 10 août à la suite d'une grève illégale des foreurs et de l'augmentation des cas de violence et d'intimidation", a déploré le groupe dans un communiqué.

"La production est arrêtée. La situation est très tendue (...) Si les gens ne se sentent pas en sécurité, ils n'iront pas au travail", a ajouté à l'AFP Tanya Chakanza, responsable des relations investisseurs du groupe.

Les mines sud-africaines ont déjà connu à plusieurs reprises des affrontements meurtriers dans le passé, généralement lorsque des travailleurs appartenant à certains syndicats ont refusé de suivre les appels à la grève lancés par d'autres, ou ont refusé de mettre fin à des mouvements.

Deux travailleurs avaient été tués en février dans une mine appartenant à Impala Platinum, également à proximité de Rustenburg, pendant une longue grève qui a obligé la mine à fermer ses portes pendant plusieurs semaines.

Mais les affrontements à Marikana, opposant la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et le petit syndicat AMCU, qui regroupe des employés des mines et du BTP, sont parmi les plus violents de ces dernières années.

L'AMCU est le fruit d'une dissidence de la NUM et a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Selon les observateurs, ces querelles violentes reflètent les luttes de pouvoir qui minent le Congrès national africain (ANC), le parti dominant en Afrique du Sud.

"Il y a un conflit naissant entre les syndicats sud-africains, il y a des luttes de pouvoir entre les dirigeants des syndicats. Les divisions à la tête de l'ANC sont maintenant reflétées par les divisions au sein des syndicats", constate Daniel Silke, un analyste indépendant.

Il s'agit d'une *"bataille entre un extrémisme plus populiste et un syndicat philosophiquement plus centriste"*, estime-t-il.

Le secteur minier est le plus grand employeur privé en Afrique du Sud, qui possède l'une des populations actives les plus syndiquées dans le monde. (AFP 14.08)

ECONOMIE

1- Espagne

La dette nette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne (BCE) a encore franchi un seuil historique en juillet, atteignant 375,5 milliards d'euros, selon les données de la banque d'Espagne publiées mardi. (AFP 14.08)

2- Etats-Unis

Le vaste plan de sauvetage du secteur automobile engagé aux Etats-Unis en 2009 coûtera 3,3 milliards de dollars de plus que prévu et devrait atteindre un montant total d'environ 25 milliards, a indiqué le Trésor américain dans un rapport consulté lundi par l'AFP.

En 2009, l'administration Obama était venue en aide à deux des "Big Three" de Detroit, les constructeurs automobiles General Motors (GM) et Chrysler, écrasés de dettes et plombés notamment par les retraites de leurs ex-employés.

Au total, 81 milliards de dollars de fonds publics avaient été débloqués sous la forme de prêts ou de subventions, en échange de sévères plans de restructuration chez Chrysler et GM, qui avaient été contraints de déposer le bilan au printemps 2009 et de passer partiellement sous le giron de l'Etat américain, le Canada et la province de l'Ontario ayant aussi participé au plan de sauvetage.

Le Trésor américain a, depuis, récupéré une partie de ces fonds, en cash ou en actions, mais s'attend désormais à perdre dans l'opération un montant net de 25 milliards de dollars, selon le rapport de suivi du programme "Tarp" d'aide au secteur financier envoyé vendredi au Congrès. (AFP 14.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 août

[CAUSERIE](#)

Je n'ai pas eu le temps de rédiger le document annoncé hier, on verra cela demain.

Quand arrive la soirée, je me demande souvent qu'est-ce que je vais faire ce soir, en fait je n'ai que l'embarras du choix ou me détendre en écoutant de la musique. Je ne peux pas en écouter et réfléchir en même temps, par contre je peux réfléchir à plusieurs choses à la fois, cela fait partie des mystères ou des caprices de notre cerveau.

On pourrait s'essayer à une analyse de la situation mondiale en tenant compte de ses derniers développements, à grands traits, sans rappels historiques, sans citations, sans formules apprises par coeur, sans répéter ce que d'autres ont dit ailleurs, sans chercher à théoriser ou faire de grands discours bourrés d'implicites ou de sous-entendus qui échappent à la plupart des lecteurs, non quelque chose de simple, d'accessible à tous. On va essayer de faire court et précis.

L'air de rien, c'est un exercice périlleux, sans filet, c'est votre crédibilité qui est en jeu, rien de moins. D'où le réflexe de reprendre une analyse déjà formulée par d'autres et de se planquer derrière, c'est plus confortable mais cela n'apporte rien, or aujourd'hui, comme toujours d'ailleurs, on a besoin impérativement d'aller de l'avant pour ne pas être broyé par le rouleau compresseur de la machine infernale en marche pour imposer un Nouvel ordre mondial qui est voué à l'échec, sauf s'ils parviennent à mater le prolétariat, notre devoir est de tout faire pour qu'ils n'y parviennent pas.

On pourrait commencer par la toile de fond. Quelques pays dont la superficie est énorme, la population dense et nombreuse, le sous-sol riche et le marché intérieur et l'industrie développés. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Brésil, et accessoirement l'Inde et l'Afrique du Sud qui font encore office de prétendants au rôle de grandes puissances. Ces pays se disputent le marché mondial. Je n'ai pas inclus l'Union européenne dans les grandes puissances parce que c'est une mosaïque d'Etats qui n'ont pas les mêmes intérêts historiques du fait de leur passé, davantage sur le plan politique qu'économique, car à terme sur le plan économique ils auront les mêmes intérêts historiques, ils auront suivi le même développement à un rythme différent et à une époque différente pour en arriver au même point où la finance prend le pas sur tout le reste ou instaure sa dictature.

L'UE est un outil de coercition des peuples, pour les asservir au capital. Pour prendre le contrôle de l'économie des Etats, ils les détruisent en les couvrant de dettes, l'austérité fait le reste.

Ces puissances luttent pour la suprématie mondiale, pour garantir leur développement futur, pour s'approvisionner en matières premières de toute sorte (on met le singulier dans le sens de n'importe lequel) : énergie, mine, alimentation.

Ils ne tiennent pas plus que cela à l'UE, c'est un outil, un moyen de parvenir à une fin qui pourra partir à la poubelle de l'histoire dès lors qu'ils l'auront atteint. Ce n'est pas une fin en soi, cela peut disparaître, tout dépend de quelle manière, par qui et pour qui, il vaudrait mieux que ce soit nous qui liquidions l'UE, ce serait une telle défaite qu'ils ne s'en remettraient jamais, il ne nous resterait plus qu'à les achever.

Pour forcer la main ou pousser les différents Etats européens à adopter des traités qui les lieraient pour le meilleur et le pire, avec un avantage certain pour le pire, l'Allemagne sert d'aiguillon, de parangon, parée de toutes les vertus avec en héritage 15 ans d'austérité derrière elle, un vrai boulet pour la classe ouvrière allemande. Les Américains se servent des Allemands pour asservir l'Europe, cela ne vous rappelle-t-il rien ? Casser les Etats de l'UE mais pas casser l'Allemagne soit dit en passant. Ils ont été jusqu'à calquer la BCE sur la Bundesbank, la Banque centrale allemande.

Les Américains ont intérêt à éliminer des concurrents potentiels dans certains secteurs d'activité qui existent dans les différents pays de l'UE, ils veulent dominer le marché mondial, rester seuls en lice ou faire partie d'une petite équipe restreinte d'Etats qu'ils chapoteraient. Ils instrumentalisent l'UE en lui donnant pour tâche de détruire les Etats, les faire disparaître et les faire réapparaître sous la forme fédérative de contrées sauvages peuplées de barbares où règne la loi de la jungle dictée par l'oligarchie financière.

Ils ont également décidé de liquider les Etats qui revendiqueraient leur indépendance vis-à-vis de l'ordre mondial et qui rejettent la perspective d'un Nouvel ordre mondial qui serait un cauchemar. Quant à ceux qui manifesteraient des velléités sur le plan économique ou qui auraient des états d'âme, ils les broient comme ils ont fait en Libye, en Egypte et en Tunisie, Moubarak et Ben Ali avaient été un peu trop loin dans la corruption sans résultats satisfaisants, ils les ont lâchés, ils ont exfiltré Ben Ali et envoyé crever Moubarak en prison. Pour finir ceux qui auraient trop d'affinités avec un ou plusieurs de leurs concurrents, les Russes ou les Chinois par exemple, ils tentent de les renverser comme ils sont en train de le faire en Syrie ou ils les disloquent comme ils ont fait avec la Yougoslavie.

Bref, les Américains sont en guerre contre la terre entière, sauf Israël. En visant l'Etat, ils visent le droit commun, ce qui a forgé une nation, un peuple, leur passé. L'Etat n'est pas indispensable et s'ils veulent les liquider au profit d'un organisme bureaucratique mondial qui fonctionnerait comme une dictature implacable et barbare, c'est aussi parce que le développement du capitalisme touche à sa fin et que la société pourrait être gérée sur la base de nos besoins ou aspirations en nous passant de l'Etat, l'humanité peut basculer dans un sens ou dans l'autre, ainsi chacun doit bien mesurer la responsabilité qui est la sienne.

Parfois on entend dire que les travailleurs ne seraient pas capables de gérer la société, mais au quotidien qui fait fonctionner la boutique sinon ceux qui bossent avec leurs bras ou leurs têtes et non les rentiers ou les affameurs. L'impossibilité d'éliminer les inégalités d'un coup ou au cours d'une courte période, ainsi que l'incapacité de tous les citoyens d'acquérir le même niveau de conscience politique, nous oblige à remplacer l'Etat actuel par un autre Etat fondé sur le social et plus le profit, qui nous servira aussi bien pour gérer la société que pour continuer le combat contre le capitalisme à l'échelle mondiale jusqu'à son éradication de la surface de notre planète, qu'il maltraite comme tout ce qu'il touche.

Parole d'internaute.

- *"Les Entreprises veulent rémunérer leurs actionnaires toujours plus et les syndicats veulent améliorer la rémunération des travailleurs toujours plus ... Les deux objectifs ne sont pas compatibles dans une économie capitaliste mondialisée. Ils sont mêmes antinomiques ... Donc, ou on invente un nouveau système ou on reste dans la confrontation et l'impasse. Les patrons ne veulent plus payer de charges sociales et les employés ne veulent pas revenir au XIX^{ème} !"*

Voilà qui résume assez bien la situation et l'alternative devant laquelle les travailleurs sont placés : le système économique capitaliste est ou est devenu incompatible avec les besoins sociaux des travailleurs, par conséquent la confrontation entre les deux classes en présence est inévitable à un moment donné parce que les travailleurs n'acceptent pas ou n'accepteront pas de revenir au XIX^e siècle, et pour sortir de l'impasse actuel qui profite à la minorité d'exploiteurs illégitimes, ils doivent se préparer à cet affrontement afin de le remporter ou de prendre le pouvoir politique, condition indispensable pour passer à un "nouveau système" ou plutôt réorganiser la production et la société à partir des besoins et aspiration des masses, le socialisme.

Si on nous demandait sur quelle base vous comptez construire un parti de combattants conscients, nous répondrions celle-ci.

C'est simple et facile d'expliquer cela aux travailleurs sans se lancer dans de grands discours ou employer une terminologie à laquelle ils ne comprennent pas grand chose ou qui leur inspire la méfiance. S'adresser aux masses dans des termes saisissables par le plus grand nombre sans rien renier de nos principes et objectifs ne relève donc pas de l'impossible. Quant à "l'élite" intellectuelle, aux militants aguerris, ils peuvent s'y retrouver d'autant plus facilement, ce qui permet d'œuvrer à la nécessaire clarification théorique et à l'unité de nos forces.

Interview (extraits) commenté de J-C.Mailly.

J'ai lu attentivement l'interview que Mailly (FO) a donné au journal *Le Monde*, je vous livre les quelques réflexions qu'il m'a inspirées.

Toutes les questions qui lui ont été posées se situaient exclusivement, strictement sur le terrain du capitalisme ou dans le cadre du régime devant lequel Mailly se tient au garde-à-vous ou se prosterne, ce qui le gênera pas et n'étonnera aucun militant, puisqu'il est corrompu par l'idéologie bourgeoise jusqu'à la moelle. Extraits.

A la question : Que vous inspire la stagnation de l'économie française depuis trois trimestres ?, il commence par répondre : *"nous sommes dans une situation de pré-récession..."*, nous signifie qu'il parle en tant que représentant de *"l'économie française"*, du capitalisme, des banquiers. On pourrait s'arrêter là, puisque tout est dit ici. Mais poursuivons, cela a une valeur pédagogique.

A la question : Vous n'êtes pas convaincu par le pacte budgétaire européen ?, il a répondu qu'il allait s'*"adresser aux députés pour leur demander de ne pas le ratifier"*, tout comme le POI, pure coïncidence sans doute, sachant que cela ne sert strictement à rien puisque Hollande le fera adopté si nécessaire avec les voix des centristes et de l'UMP.

A la question : Vous portez ce message depuis longtemps. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme européen ?, il a répondu que *"la Confédération européenne des syndicats (CES) a par ailleurs pris pour la première fois une position d'opposition par rapport au traité européen."* Ah bon! Vérifions-le immédiatement. Dans son communiqué du 29 juin publié à la suite du Sommet européen qui venait de s'achever, la CES *"considère comme positif que des mesures immédiates puissent être prises pour faire baisser les taux d'intérêt des pays sous pression des marchés"* coïncidant avec l'annonce faite par Hollande qu'il s'engageait à faire ratifier par le Parlement le TSCG le plus rapidement possible. Ensuite la CES déplorait *"les mesures envisagées sont loin d'assurer une stabilisation de la monnaie, la relance de l'économie et la baisse du chômage"*, la stabilité de la monnaie et la relance de l'économie étant des revendications patronales pour engranger davantage de profits, merci pour eux, la baisse du chômage n'étant là que pour faire bonne mesure et le faire oublier.

Mieux encore, la CES se réjouit de la mise en oeuvre du MES : *"Certes, des mesures d'urgence ont été prises pour soulager directement la pression exercée sur les dettes de l'Espagne et de l'Italie puisque le Mécanisme européen de stabilité (MES) devra soutenir les banques pour alléger la dette des États"*, non, pour ne pas accroître celle-ci auquel cas l'UE serait rendu directement responsable de la dette des Etats, ce qui ne doit apparaître nulle part.

Mais la préoccupation principale de cette agence du capital est ailleurs, conformément au rôle qu'elle remplit depuis sa création en 1973, demeure de maintenir les travailleurs enchaînés au capitalisme et particulièrement à l'UE dans laquelle il faut qu'ils

placent leur confiance, car il est bien connu que l'UE a été conçue pour le bonheur des peuples " *la CES doute que ces mesures soient à la hauteur des défis auxquels l'UE doit répondre pour regagner la confiance des travailleurs et des citoyens*".

Je crois me souvenir avoir lu une citation de la CES qui m'avait semblé tronquée dans Informations ouvrières il y a quelques semaines, je ne m'étais pas trompé : "*Rien ne nous permet, hélas, d'espérer que les plans d'austérité vont être stoppés. Ces plans, pourtant, ont été socialement désastreux et économiquement inefficaces. Des propositions pour une union bancaire, budgétaire et économique sont sur la table. La CES les étudiera en détail et demande, d'ores et déjà, à être consultée sur les développements qui affectent l'avenir des travailleurs et des citoyens*".

Evidemment si on s'arrête à la deuxième phrase, on va de dire :qu'est-ce qu'elle est bien la CES. Et si on poursuit la lecture, on arrivera à la conclusion inverse, l'union bancaire est la manière qu'ils ont trouvée pour avancer sur le plan politique vers une institution de type fédéral dans laquelle les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui auraient été liquidés, pour forcer la main des différents gouvernements qui rechignent à avancer dans cette voie. La CES demande à être associée à la mise en oeuvre de ce mécanisme destructeur de tous nos droits et libertés et Mailly s'en flatte !

Depuis le 9 juin, la CES a pondu d'autres articles ou communiqué, celui du 6 août n'est pas mal non plus. Vous y retrouvez presque à la virgule près certaines déclarations entendues (syndicats, PCF, PG, PS) après l'annonce du plan Varin chez PSA qui finalement coïncide avec celui de sa direction :

"*Répondant à la consultation de l'Union européenne sur l'avenir de la politique industrielle, la Confédération européenne des syndicats (CES) a renouvelé son appel en faveur d'une action de l'UE en matière de restructurations et d'anticipation du changement ainsi que d'un agenda industriel favorisant les industries nouvelles, les produits et les services durables afin de garantir les emplois de demain*", PSA "*restructure*" sa production pour tenir compte de la réalité du marché, c'est un bon élève de la CES (ou plutôt l'inverse), pas par "*anticipation*" malheureusement, cela aurait été mieux qu'il ferme l'usine d'Aulnay quelques années plus tôt (EELV), etc.

L'objectif de sortir de la crise est étranger à la classe ouvrière et ses intérêts, il figure parmi la panoplie des arguments des contre-révolutionnaires, des opportunistes ou des réformistes qui s'accommodent de la survie du capitalisme, car en dehors d'une issue favorable aux exploités qui ne pourrait intervenir qu'au terme d'une révolution, la sortie ou la fin de crise signifierait que les capitalistes ont trouvé le moyen de la faire payer aux travailleurs, donc que leurs conditions de travail, de rémunération et d'existence se seraient détériorées de façon dramatique. Une fois les choses remises à leurs places, chacun aura compris qu'il s'agit d'une revendication réactionnaire.

- "*La CES répète une nouvelle fois que l'austérité ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas davantage demain : cette politique va à l'encontre du but recherché et a échoué. L'opinion selon laquelle un assainissement budgétaire rapide rétablira la confiance et poussera les taux d'épargne à la baisse se révèle une fois encore être un mythe... Au lieu d'une concurrence pour l'emploi entre États membres, l'Europe a besoin d'investir pour sortir de la crise : des investissements structurels plutôt que des réformes structurelles* », rappelle la CES".

Pour camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, la CES se livre dans son discours à un constat que nous aurions pu établir en lui associant un élément étranger à la classe ouvrière, ici il s'agit des "investissements structurels", pour finalement mieux la subordonner au capital, c'est la même méthode qu'utilise en permanence les dirigeants syndicaux, le PCF, le PG, etc., le "but recherché" n'apparaissant pas forcément clairement consiste à faire en sorte que l'UE relayée par les différents gouvernements puisse appliquer sa politique. Un exemple.

A l'issue de son Comité exécutif des 5 et 6 juin dernier à Bruxelles, la CES a proposé "*un contrat social en faveur d'une Europe de la solidarité et de la coopération pour contrer l'Europe de la concurrence et de la déréglementation*". Diable, un syndicat révolutionnaire ! En lisant la suite on a l'impression de lire une déclaration... de Hollande sur la croissance : "*Notre message commence à passer : l'austérité a échoué. Il faut se concentrer sur la croissance*", croissance synonyme de plus de flexibilité et de productivité, de précarité pour les travailleurs, plus de profits pour les patrons. Pour finir par un appel à l'union nationale derrière l'UE au niveau de l'Europe : "*Nous devons être, tous ensemble, à la hauteur de ce défi*", comme si l'ouvrier de chez PSA pouvait avoir les mêmes intérêts que monsieur Peugeot !

Revenons à cet interview de Mailly.

Dès qu'il s'agit des fonctionnaires, il devient prolix, c'est sa boutique.

Question : Etes-vous prêt à accepter la stabilisation des effectifs dans la fonction publique contre une modération salariale ?

Réponse : Non. Si, pour 2012, les jeux sont faits, avec un gel des rémunérations, nous attendons de voir pour 2013. Il y a une demande de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Nous ne sommes que le 16 août, mais pour lui 2012 est déjà terminée, et pas question d'envisager un rattrapage en 2013, nos camarades fonctionnaires sont prévenus.

C'est marrant, depuis que Hollande a été élu, on les entend tous en chœur répéter : attendons de voir ce que le gouvernement va décider, on a envie de dire à cette vermine que le travailleur qui est au chômage et n'a rien à donner à bouffer à ses gosses n'a pas le temps d'attendre que vous daigniez de votre hauteur vous pencher sur sa situation.

A une question sur le smic, il a répondu "*c'est insuffisant*", mais c'est misérable oui! Dites-donc, combien vous payez-vous monsieur Mailly ? Ne doutant de rien, plus loin il a interpellé le gouverneur de la banque de France qui "*ne doit pas se rendre compte de ce que c'est que de vivre au smic*", comme quoi ils appartiennent bien au même monde !

Question : Le principe des accords compétitivité-emploi, auquel vous êtes opposé, devrait être inclus dans la négociation en septembre. Qu'allez-vous faire ?

Réponse : Tout dépend de ce qui prime dans le document d'orientation que prépare le gouvernement. A l'issue de la conférence sociale, le premier ministre avait dit que la négociation compétitivité-emploi était terminée. La feuille de route publiée juste après était plus ambiguë et nous est restée en travers de la gorge.

Mailly qui a l'air plus sympathique que Chérèque ou Thibault au premier abord est en réalité aussi détestable, car il a osé ajouter plus loin : "*Le salaire est la contrepartie de la vente de la force de travail ; je refuse qu'il fluctue en fonction de la situation de l'entreprise*", alors que chez PSA à Sevelnord, FO (notamment) a signé cet accord compétitivité-emploi infâme, cela ne s'invente pas. (28 juillet - www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_280712.pdf), tout le reste est du baratin de bureaucrate syndical. Et comme rien ne l'arrête, à la question suivante il a remis cela : "*j'en ai assez des donneurs de leçons, qui disent que, pour sortir de la crise, il faut plus de flexibilité*", dans ce cas-là on ne signe ce genre d'accord pourri !

Là il ne s'agit pas d'attendre ce que le gouvernement va décider, c'est juste "*ambiguë*", donc impossible de se prononcer, cela revient au même. Pendant ce temps-là le gouvernement peut tranquillement affûter sa politique anti-ouvrière qu'il présentera en septembre, et les uns et les autres feront semblant de tomber des nus : ah ben alors, si nous nous attendions à cela, prenant une fois de plus les travailleurs pour des abrutis !

Je n'ai pas fait exprès de vous garder le meilleur pour la fin, sa réponse à la dernière question va vous faire marrer, vous avez le droit de vous lâcher car quel supplice de l'entendre, dire que cela existe !

Question : L'automne risque d'être fort peu propice à un mouvement d'ampleur...

Réponse : Il est difficile de dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Nous sommes dans une phase où nous attendons que les choses soient éclaircies. Nous allons aussi réaffirmer nos positions.

Impayable ! Il attend ses ordres de ses maîtres !

ACTUALITE EN TITRES

Un titre d'**Informations ouvrières** ? Non, de l'AFP.

- Syrie: l'ONU dénonce des crimes des deux côtés - AFP

Voire la causerie du 10 août.

[Quand les intétêts du Figaro et des trusts pharmaceutiques coïncident...](#)

- Le jaune d'œuf aussi nocif que le tabac pour les artères - lefigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Egypte

Le nouveau numéro deux de l'armée égyptienne estime que les troupes américaines devraient se retirer du Moyen-Orient, et que toute démocratisation de la région doit venir de l'intérieur et avoir une légitimité religieuse, révèle une thèse qu'il a écrite en 2005.

Disponible sur le site du département américain de la Défense et mis au jour par un blogueur, Issandr el Amrani, ce texte écrit par le nouveau chef d'état-major des armées, Sidki Sobhi, offre une plongée rare dans les pensées d'un haut-commandant de l'armée égyptienne, traditionnellement très repliée sur elle-même.

"Je recommande que le retrait permanent des forces militaires américaines du Moyen-Orient et du Golfe soit un objectif de la stratégie des Etats-Unis dans la région", a écrit Sobhi alors qu'il suivait un master d'études stratégiques à l'école militaire américaine.

Dans la conclusion de sa thèse de 10.600 mots, il ajoute que *"les Etats-Unis devraient poursuivre leurs objectifs stratégiques dans la région par des moyens socio-économiques et par l'application impartiale des règles internationales"*, une référence à ce qu'il nomme auparavant la relation *"partiale"* entre les Etats-Unis et Israël.

Bien que la présence de troupes américaines au Moyen-Orient soit fortement contestée dans la région, il est tout à fait inhabituel de voir cette opinion être exprimée aussi clairement par un personnage important de l'armée d'Egypte, solide alliée de Etats-Unis.

Âgé de 56 ans, Sidki Sobhi a été nommé dimanche chef d'état-major des armées par le président Mohamed Morsi qui, six mois après son entrée en fonction, a décidé à la surprise générale de renvoyer les deux principaux commandants de la toute-puissante armée égyptienne, dont le maréchal Hussein Tantaoui, ministre de la Défense de Mubarak pendant vingt ans.

Il y avait un *"manque profond de compréhension et de communication"* entre les responsables de la politique étrangère au sein de l'administration américaine et les gouvernements de la région, écrit Sobhi en 2005. Depuis, Barack Obama a tenté de changer la politique de Washington dans la région, notamment par le biais du discours du Caire en 2009.

Sidki Sobhi explique cette incompréhension par le fait que les décideurs américains travaillaient dans un système démocratique purement laïc, alors que *"la religion musulmane est profondément liée, à plusieurs niveaux, au fonctionnement de la plupart des gouvernements arabes et de leurs sociétés respectives"*.

Selon lui, le processus de démocratisation *"doit avoir et prévoir une légitimité politique, sociale, culturelle et religieuse. Autrement dit, ce processus de démocratisation doit être d'origine purement intérieure."*

Il invite donc Washington à adopter un *"nouveau plan Marshall"* pour restaurer son influence dans la région. (Reuters 15.08)

Essayons de décrypter cet embrouillamini.

Pourquoi cette *"thèse"* ressort-elle soudainement aujourd'hui ? De quelle poubelle sort-elle, qui l'en a sorti ?

Elle provient du site du département américain de la Défense d'où l'a sortie un certain Issandr al-Amrani présenté comme un *"analyste indépendant"*, cela commence à flairer l'embrouille et la manipulation made in CIA. Rappelez-vous qu'au fil du temps on apprit que la plupart des blogueurs tunisiens, égyptiens, libyens ou syriens présentés comme les piliers de la résistance à la tyrannie du régime en place étaient en réalité des agents de la CIA ou étaient manipulés par l'un ou l'autre service de renseignement occidental, on pourrait ajouter russes et espagnols...

En instrumentalisant les Frères musulman et en les portant au pouvoir au détriment de formations laïques, Washington a répondu favorablement à l'essentiel des critiques formulées par Sidki Sobhi dans sa *"thèse"* en Egypte, comme en Tunisie ou en Libye notamment, avec des fortunes diverses dont les Américains ne sont pas forcément responsables, car imposer un pouvoir rétrograde ou moyenâgeux ne va pas toujours de soi au XXIe siècle.

Donc, le président Mohamed Morsi avec lequel l'impérialisme américain doit composer, devrait en tenir compte au lieu se montrer ingrat à son égard et manifester des vellétés à la fois de coup d'Etat envers l'armée dont il a besoin du soutien pour gouverner autant que l'impérialisme américain qui la finance, et d'indépendance vis-à-vis de ce dernier. On peut donc traduire également cette sortie comme un avertissement délivré par les Américains à l'adresse de Morsi : la soupe est bonne, alors ne crachez pas dedans.

Ils rappellent au passage au chef d'état-major des armées Sobhi ainsi qu'à Morsi que leur destin est lié depuis le renversement de Mubarak, ce qu'ils ne nient pas, ils abondent même dans le sens des Américains dont l'influence sur la région serait une bonne chose, ils réclament juste une rallonge, un peu plus de beurre dans la soupe en échange des services considérables qu'ils

leur rendent : assurer la stabilité du régime nécessaire à celle de la région de par l'importance économique et politique qu'occupe l'Egypte, respecter le traité de paix passé avec l'Etat sioniste d'Israël au risque de se couper du soutien des antisionistes majoritaires dans le pays, refuser de céder aux revendications sociales du prolétariat au risque de se le mettre à dos si ce n'est pas déjà fait, s'assurer de la soumission du peuple égyptien au pire obscurantisme qui soit au risque de voir des couches entières de la société échappées à son influence, et pour finir, soutenir les entreprises guerrières américaines de déstabilisation des régimes que Washington a désigné comme cible à abattre, dont la Syrie, l'Iran...

Pour qu'un gouvernement soit lesté d'une telle définition de fonction ou d'un tel état de service, il faut en déduire qu'il doit être incontournable pour l'impérialisme américain et qu'ils sont prêts à le soigner, à mettre la main à la poche pour que les intérêts bien compris des uns et des autres soient préservés.

2- Tunisie

Des militants islamistes radicaux ont empêché, mardi soir, la tenue d'un spectacle d'un célèbre comique dans le nord de la Tunisie, ont indiqué mercredi l'intéressé et le ministère de la Culture. Le ministère explique dans un communiqué que "*l'attaque par des personnes associées à la mouvance salafiste de la maison de la culture Bayrem Ettounsi dans la ville de Menzel Bourguiba*" a empêché la tenue du spectacle de Lofti Abdelli titré "100 % hala". "*Ce genre d'agissements constituent une atteinte à la liberté d'expression et une menace dangereuse pour le droit à la culture*", poursuit la même source, précisant que "*ses services compétents se sont pourvus en justice*".

Le comique a pour sa part indiqué à la radio Mosaïque FM que l'imam de la ville avait appelé à empêcher le spectacle, accusant M. Abdelli d'offenses à l'islam. "*Des barbus se sont présentés à mon spectacle (...), ils ont posé leurs tapis de prière dans la salle de spectacle le matin et ont dit qu'ils allaient prier toute la journée ici*", a-t-il raconté. "*Les forces de l'ordre étaient là et nous ont dit qu'elles n'avaient reçu aucun ordre pour intervenir*", a poursuivi Lofti Abdelli. (lepoint.fr 15.08)

3- Israël

Israël prépare sa population à un éventuel conflit contre l'Iran. La guerre pourrait durer 30 jours et avoir lieu sur plusieurs fronts simultanés. "*Il n'y a aucune raison d'être hystérique. Jamais auparavant, le front intérieur n'a été aussi bien préparé*", a déclaré le ministre israélien sortant de la Défense passive, Matan Vilnaï.

"*Je peux l'assurer avec la plus grande autorité: aujourd'hui, chacun sait exactement ce qu'il doit faire*", a-t-il poursuivi en référence à la répartition des tâches entre les diverses autorités en charge de la "*défense de l'arrière*", c'est-à-dire des secteurs de concentration de population civile hors des zones de combat en période de guerre.

Selon Matan Vilnaï, "*Israël s'est préparé au scénario d'une guerre de 30 jours sur plusieurs fronts*" qui pourraient faire quelque 500 morts "*voire davantage, ou moins*". Il a précisé qu'il y avait pour l'heure des kits antichimiques et bactériologiques disponibles pour plus de la moitié de la population israélienne.

L'ex-patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, Avi Dichter, a été nommé mardi ministre chargé de la Défense passive, a annoncé mardi le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Sa nomination doit être entérinée jeudi par le Parlement.

Matan Vilnaï devra pour sa part assurer les fonctions d'ambassadeur d'Israël en Chine. L'Iran avait indiqué mardi ne pas croire à une attaque "*stupide*" israélienne contre ses installations nucléaires alors que cette éventualité fait les gros titres de la presse israélienne. Téhéran dément que son programme nucléaire civil ait aussi des visées militaires. (lexpress.fr 15.08)

4- Gabon

L'opposition gabonaise a accusé les "*violences policières*" d'avoir fait trois morts lors de la dispersion à Libreville mercredi de la manifestation interdite de l'Union nationale (UN) dissoute par les autorités, qui ont opposé un démenti formel, parlant de "*déclaration politico-politicienne*".

L'UN du principal opposant André Mba Obame avait appelé à une manifestation à 15h00 (14h00 GMT) dans le centre de Libreville pour réclamer une "*conférence nationale souveraine*" mais ce rassemblement n'a pas été autorisé par les autorités.

Des affrontements entre opposants, forces de l'ordre et groupuscules ont alors éclaté, avant l'heure prévue de la manifestation, et se sont prolongés jusqu'en début de soirée. Au même moment, entre 2.000 et 3.000 manifestants, qui s'étaient réunis au siège de l'UN se sont dirigés vers le quartier populaire et très pauvre Cocotiers. Ils scandaient des slogans "*AMO (Andre Mba Obame), le vrai président*" ainsi que "*Ali Ben, dégage*".

Ils ont été violemment dispersés par les policiers. Armés de gourdins, des jeunes ont jeté des cailloux et des bouteilles vides en direction des policiers qui ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogène, procédant parfois à des tirs tendus.

Lors des assauts, les jeunes se réfugiaient régulièrement dans le dédale des ruelles et des passages étroits du quartier.

Les manifestants ont dressé des barricades, brûlé des poubelles et au moins une voiture. Ils ont également partiellement détruit au moins une dizaine d'autres véhicules et saccagé une station essence, selon le décompte de l'AFP.

Selon la Procureur, les manifestants ont commis "*des actes de vandalisme. Les forces de l'ordre ont essayé de les dissuader avec notamment des gaz lacrymogène. Ils ont aussi encerclé le commissariat de Nkembo, la direction de la sûreté urbaine caillassant les policiers et les véhicules*". (AFP 15.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Un face-à-face tendu entre autorités et mineurs grévistes s'est poursuivi mercredi toute la journée à la mine de Marikana (nord-ouest de l'Afrique du Sud), après l'éruption de violences intersyndicales qui ont fait dix morts depuis dimanche.

La mine de platine, exploitée par la société Lonmin près de la ville de Rustenburg, était toujours à l'arrêt. Près de 3.000 hommes étaient rassemblés sur une colline près du site, la plupart armés de bâtons, de barres de fer ou de machettes.

Pendant sept heures, la police et les représentants de Lonmin ont négocié avec les grévistes, qui réclament d'importantes augmentations de salaire, sans résultats.

"Nous n'irons nulle part, personne ne redescendra sous terre tant qu'on n'aura pas répondu à nos demandes. Nous voulons de l'argent", a déclaré aux journalistes Alfred Makhaya, l'un des grévistes, ulcéré que les "*négoçiateurs*" s'adressent aux mineurs par haut-parleurs depuis des voitures de police sans montrer leur visage.

Au coucher du soleil, la plupart des mineurs ont quitté la colline, mais certains sont restés occuper les lieux, scandant des slogans et ignorant les ordres de dispersions lancés par la police.

La majorité de ces grévistes vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. Ils touchent environ 4.000 rands par mois (400 euros).

"Nous sommes exploités, ni le gouvernement ni les syndicats ne sont venus à notre aide", dit l'un d'eux, Thuso Masakeng, "*les sociétés minières font de l'argent grâce à notre travail et on ne nous payent presque rien. Nous ne pouvons pas nous offrir une vie décente. Nous vivons comme des animaux à cause des salaires de misère*".

Les incidents ont commencé vendredi lorsque des centaines de mineurs de fond ont lancé une grève sauvage. Certains, encouragés par le petit syndicat AMCU, réclamaient 12.500 rands par mois (1.250 euros), soit plus qu'un triplement de leur salaire actuel.

Des affrontements ont alors éclaté entre partisans de la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et ceux de l'AMCU, une organisation née d'une dissidence de la NUM.

Dix personnes ont été tuées, certaines à coup de machettes.

L'AMCU a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Le NUM, pour sa part, est l'un des piliers de la confédération syndicale Cosatu, associée au pouvoir au sein du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC).

Les deux syndicats affirment être les victimes de ces actes de violence. (AFP 15.08)

2- Etats-Unis

Prenons par exemple le taux U-6. A la différence du taux « officiel », qui ne considère comme sans emploi que ceux qui recherchent encore un emploi et bénéficient d'allocations chômage, le taux U-6 prend en compte ceux qui aimeraient travailler à

temps plein, mais ne trouvent qu'un emploi à temps partiel, et ceux qui ont abandonné les recherches, c'est-à-dire les chômeurs de longue durée n'ayant plus droit aux allocations. Si le taux officiel fait état de 12,7 millions de sans emploi (8,2%), le taux U-6 met ce chiffre à 22,8 millions, soit 14,5% de la population active.

Et même le taux U-6 sous-estime les sans emploi, dans la mesure où il ne tient pas compte des jeunes en fin d'études qui n'ont jamais travaillé, ni ceux qui continuent leurs études faute de trouver un emploi. Selon Leo Hindry de la New America Foundation – auparavant un ardent défenseur d'Obama – le nombre de chômeurs s'élève en réalité à 28,1 millions, ou 17,3 %.

On constate que seulement 58,6% des adultes américains gagnent un salaire. Les Etats-Unis comptent aujourd'hui cinq millions d'emplois de moins qu'en 2008, l'année de l'élection d'Obama, dont 590 000 de moins dans la production industrielle et 1 049 000 dans le bâtiment ! Les nouveaux chiffres de juin 2012 font aussi ressortir un déclin de plus de la production industrielle et une toute petite amélioration dans le bâtiment.

Les jeunes sont particulièrement frappés. Le taux de chômage des jeunes adultes dans les zones urbaines varie de 35 à 50 %. Pour ce qui est des Afro-Américains, le taux de chômage est passé officiellement de 13,6% à 14,4% en juin.

Et pourtant, un Obama en campagne se félicite des « *pas dans la bonne direction* » ? Et affirme toujours que les problèmes sont la faute à George W. Bush ? Ceci explique, en partie, pourquoi tant d'élus démocrates abandonnent Obama. Mais cela ne résoudra rien en soi, puisque Mitt Romney est soutenu par beaucoup des mêmes intérêts de Wall Street ayant mis Obama à la Maison Blanche. (Source : EIR) (Liesi 14.08)

ECONOMIE

1- Banques.

1.1- Les grosses banques sont-elles les pièces maîtresses du cartel bancaire pour détruire les Etats ?

S'interrogeant sur l'avenir de la Fed, le politicien américain Ron Paul écrit :

« Le système de Réserve Fédérale est basé sur une collusion entre le gouvernement et d'importantes entreprises visant à leur permettre de faire des profits illégitimes aux dépens des contribuables. Les plans de sauvetage accordés par la Fed aux grosses banques tout au long de la crise financière ont permis de soutenir des sociétés mal gérées qui auraient autrement fait faillite, en leur offrant des avantages dont aucune entreprise aux Etats-Unis ne devrait pouvoir bénéficier. Les plus récentes informations que nous ayons pu lire au sujet de JP Morgan en sont la preuve. JP Morgan, s'étant vue accordé un plan de sauvetage de 25 milliards de dollar, a récemment déclaré avoir enregistré 2 milliards de dollars de pertes. Si une entreprise se présente comme étant un 'puits monétaire sans fond', elle ne devrait pas recevoir 25 milliards de dollars gratuitement de la part de la Fed ».

Pourquoi faire payer aux pays faibles de l'Europe, ainsi qu'à ses citoyens, des taux d'intérêt usuriers alors que les grosses firmes bancaires qui manipulent ces mêmes produits financiers peuvent tout se permettre et obtenir de l'argent sans fin ?

Cela prouve-t-il l'existence d'un complot contre les Etats nations ?

« Il y a deux manières de conquérir et asservir une nation. L'une est par l'épée. L'autre par la dette ». John Adams, 1735-182 (Liesi 12.08)

1.2- Scandale du Libor.

Les Etats de New York et du Connecticut ont assigné sept banques à comparaître, dont JPMorgan Chase et Barclays, dans le cadre de leurs enquêtes sur les manipulations du Libor, nouvelle étape d'une vaste affaire mobilisant les autorités de nombreux de pays.

Une source proche du dossier a indiqué à l'AFP que les américaines JPMorgan et Citi, les britanniques Barclays HSBC et RBS, la suisse UBS et l'allemande Deutsche Bank ont été assignées à comparaître par les ministres de la Justice des deux Etats.

A ce stade, les autorités ont demandé à recevoir des documents mais pas à auditionner des dirigeants des banques concernées. Le Connecticut et New York sont les deux seuls Etats américains à enquêter sur le sujet pour l'instant, en plus des investigations de l'Etat et des régulateurs fédéraux et internationaux.

Bank of America, qui contribue aussi à la fixation du Libor et n'avait jusque-là pas communiqué sur l'affaire, a pour sa part reconnu dans son dernier rapport trimestriel à la SEC le 2 août qu'elle avait reçu des demandes de documents de la part des autorités américaines et européennes.

Les trois banques américaines disent faire l'objet d'enquêtes du département américain de la Justice (DoJ), de la CFTC, de la SEC, et d'autres juridictions telles que l'Union européenne, le régulateur des marchés britannique FSA, l'agence japonaise des services financiers (JFSA) et le bureau canadien de la concurrence.

Elles font également l'objet de poursuites de clients s'estimant lésés par les manipulations en cause du Libor. Toutes ces poursuites ont été confiées "*au tribunal de Manhattan (Southern District of New York) devant la juge Naomi Buchwald (dossier 1:11-md-2262)*", ont précisé les deux banques dans leurs récents rapports trimestriels remis à la SEC (documents "10Q").

UBS avait reconnu fin juillet avoir trouvé des éléments prouvant son implication dans le scandale de manipulation de taux interbancaires, sans pour autant avoir joué un rôle central, et précisé qu'elle coopérait avec les autorités sur ce dossier.

Le Wall Street Journal affirmait la semaine dernière que les procureurs américains s'étaient engagés à épargner plusieurs ex-employés de la banque suisse en échange de leur coopération dans l'enquête.

Deutsche Bank a pour sa part reconnu fin juillet que quelques-uns de ses employés "*n'ont pas respecté les règles*" et avaient contribué aux manipulations du Libor en agissant "*de leur propre chef*", selon les premiers éléments d'une enquête interne.

Royal Bank of Scotland (RBS), détenue à 82% par l'Etat britannique, a quant à elle reconnu le mois dernier qu'elle faisait partie des établissements impliqués dans les manipulations de taux interbancaires, et s'attendait à devoir payer des amendes. (AFP 15.08)

3- UE

Tout rachat de dette souveraine par la Banque centrale européenne (BCE) devra s'accompagner, de la part des pays concernés, d'engagements clairs en matière de réformes structurelles et budgétaires, a dit mercredi à Reuters le ministre allemand de l'Economie.

Philipp Rösler, qui dirige le parti libéral démocrate FDP, membre de la coalition de la chancelière Angela Merkel, a estimé que l'euro ne saurait faire les frais d'un manque d'efforts de certains pays dans le redressement de leur économie.

"*(Le président de la BCE, Mario) Draghi a lui-même souligné que les achats d'obligations ne pourront jamais se substituer aux réformes structurelles et à la discipline budgétaire. Nous le prenons au mot*", a dit Philipp Rösler lors d'une interview.

Mario Draghi a signalé au début du mois que la BCE pourrait acheter de la dette souveraine pour faire baisser les coûts d'emprunt de l'Espagne et de l'Italie, mais qu'il faudrait au préalable que les pays concernés en fassent la demande et acceptent de souscrire à des conditions strictes, une supervision européenne notamment.

"*Nous avons tous convenus, dans le pacte budgétaire, de l'importance de la discipline budgétaire et des réformes*", a souligné Philipp Rösler.

"*Nous avons besoin d'une Europe forte avec une monnaie forte, mais cette monnaie ne doit pas connaître l'échec en raison d'un manque de réformes de certains Etats membres*", a ajouté le ministre, qui a récemment estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro n'était plus taboue.

Interrogé sur la santé de l'économie allemande, Philipp Rösler a cependant balayé toute crainte de récession.

"*Nous avons une économie robuste. Mais d'un autre côté, nous constatons que l'incertitude au sein de la zone euro a un impact sur nos entreprises*", a-t-il dit, précisant que la prévision de croissance du gouvernement restait de 0,7% pour cette année et de 1,6% pour 2013. (Reuters 15.08)

4- Brésil

Le gouvernement brésilien a annoncé mercredi l'octroi de concessions, en grande partie au secteur privé, pour encourager des investissements évalués à 66 milliards de dollars dans la modernisation ou construction de routes et voies ferrées au cours des 25 prochaines années.

Ce plan prévoit l'octroi de concessions supplémentaires pour 2.300 km de routes et autoroutes à construire ou à moderniser à

des entreprises privées, qui assurent la gestion de 5.200 km aujourd'hui, a expliqué le ministre des Transports, Paulo Sergio Passos, en présence de la présidente Dilma Rousseff et de grands entrepreneurs du pays. Ces entreprises instaureront ensuite des péages, a-t-il précisé.

Les investissements estimés par le gouvernement pour le réseau routier seront de 21 milliards de dollars.

Pour les voies ferrées, les concessions seront effectuées sur le modèle d'un partenariat public-privé, pour éviter les monopoles, et atteindront quelque 45 milliards de dollars.

"*Nous préparons un grand réseau ferré national*" avec 10.000 nouveaux kilomètres de rails qui s'ajouteront aux quelque 30.000 actuels, a précisé le ministre.

"*Nous entamons aujourd'hui une nouvelle étape de notre modèle de développement*", a déclaré la présidente Dilma Rousseff.

"*Mon gouvernement reconnaît les partenariats avec le secteur privé comme essentiels pour la croissance (...) Nous ne défaisons pas le patrimoine public, nous nouons des partenariats pour augmenter les infrastructures du pays (...) pour rattraper des décennies de retard*", a-t-elle assuré.

La Confédération nationale de l'industrie (CNI) a applaudi cette initiative.

"*Beaucoup de ces travaux étaient prévus mais à très long terme. La nouveauté est que l'on a élargi les concessions et remis ces travaux à l'initiative privée. C'est un changement important*", a déclaré à l'AFP le président de la CNI, Robson Braga. (AFP 15.08)

Comme ils sont contents les patrons, ils en bavent d'avance...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août

CAUSERIE

Voilà, depuis hier cela fait exactement 16 ans que je suis installé en Inde, j'y avais vécu deux ans auparavant entre 1990 et 1992. Et depuis 10 ans je n'ai pas remis les pieds en France. Par téléphone, j'ai fêté les 54 ans de mon épouse Magueswary actuellement en France.

Hier aussi c'était férié ici, le 15 c'était l'Independance Day of India, le 16 du Territoire de Pondichéry rétrocédé par la France après plus d'un siècle d'occupation... Du coup, ce matin je me sens un peu plus indépendant !

Je vous souhaite la même chose et bon week-end.

Trois réflexions très brèves.

1- On se demande parfois, souvent même, à quelle catégorie appartiennent certaines personnes ou groupes qui agissent dans le monde :

- sont-elles manipulés et agissent-elles sous l'autorité de commanditaires ?

- ont-elles conscience d'être manipulées ? Si oui, à quel moment, comment, à quelle occasion ?

- après avoir pris conscience d'avoir été manipulés et rompus avec leurs donneurs d'ordres, continuent-elles d'agir pour leur propre compte ou pour un tiers ?

- continuent-elles d'être manipulés en sous-main pour le compte des mêmes commanditaires sans qu'elles le soupçonnent ou pour leurs ennemis ou concurrents ?

Je me suis posé ces questions à propos de Julian Assange sans avoir trouvé de réponse satisfaisante. Seuls deux faits ont retenu mon attention, le risque qu'il soit extradé vers les Etats-Unis et l'annonce de la publication d'informations sur les

grandes banques américaines qui ne s'est pas concrétisée.

Le faire sortir incognito de l'ambassade d'Equateur et lui faire quitter clandestinement la Grande-Bretagne est un jeu d'enfants. Passons.

2- On se demande si le POI aura mis apparemment six mois pour réaliser qu'il n'existait pas une majorité de députés et de sénateurs pour rejeter le TSCG, ce qui ne l'empêche pas avec d'autres de continuer de faire croire aux militants et aux travailleurs que tout serait possible, c'est leur formule favorite, qu'il pourrait être rejeté... si un miracle se produisait ! C'est pas mal comme base théorique...

3- Le chômage massif qui frappent quelque 20 millions de travailleurs en Europe, chiffre officiel que l'on peut sans doute multiplier par 1,5 ou 2, la menace de licenciements qui concernent encore des millions de travailleurs, la précarité de l'emploi qui s'est généralisée au point de ne plus pouvoir envisager l'avenir sans angoisse, les salaires et les retraites de misère avec lesquels des millions et millions de travailleurs doivent survivre, l'impossibilité de se soigner ou d'avoir accès aux traitements les plus efficaces pour des millions de travailleurs et leurs familles, l'impossibilité de se loger décemment pour des millions familles ouvrières, etc. la dégradation de nos conditions de travail, de rémunération et d'existence en général a atteint un tel degré, une telle amplitude, qu'il est impossible de les évoquer autrement que dans la perspective d'un changement radical de société, qui doit se traduire par l'abolition du capitalisme et des institutions politiques qui servent autant à justifier sa légitimité qu'à assurer sa pérennité.

Nous avons pris acte qu'un *coup de pouce*" au smic supérieur à 0,6% était incompatible avec la survie du capitalisme, que la moindre revendication sociale mettait en péril la société telle qu'elle existe, dès lors on a le choix entre accepter ce constat ou diagnostic, s'y plier, y adhérer, s'en faire le défenseur, soit on le rejette et on en tire la conclusion qu'il faut faire table rase de cette société, du capitalisme et des institutions de la Ve République.

C'est la situation telle qu'elle est qui nous incite à poser cette question sous cet angle, dans tous les pays de l'UE. L'ennemi est dans notre propre pays, c'est donc contre les institutions que le prolétariat et sa jeunesse doivent se préparer à passer à l'assaut pour les renverser et prendre le pouvoir.

Syrie. A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

"La position de la France est claire: nous considérons que Bachar el-Assad est le bourreau de son peuple, qu'il doit partir et que le plus tôt sera le mieux", a déclaré le ministre des Affaires étrangères à la presse lors d'une visite au camp de réfugiés de Zaatari, qui accueille quelque 6 000 Syriens dans le nord de la Jordanie.

"Nous souhaitons vivement que rapidement puisse être mis en place un gouvernement de transition qui sera reconnu par les principaux pays du monde et qu'il permettra d'accélérer la chute de Bachar el-Assad, qui est devenue une nécessité évidente", a-t-il poursuivi. (lexpress.fr 16.08)

Ce sera cadeau ! Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite)

Le gouvernement va renoncer à une partie du coup de rabot qu'il envisageait sur les allègements de charges sur les bas salaires, entraînant un manque à gagner de 2,3 milliards d'euros pour l'Etat, affirment Les Echos à paraître vendredi.

Le gouvernement "renonce, notamment à ramener de 1,6 à 1,5 Smic le point de sortie de ces +allègements Fillon+", affirme le quotidien économique, afin de "protéger l'emploi".

L'ensemble du coup de rabot initialement envisagé sur les allègements de charges était censé permettre à l'Etat de dégager un montant total de 3,3 milliards d'euros d'économies, rappelle-t-il.

Selon Les Echos, le gouvernement conserverait en revanche l'intention d'élargir l'assiette "des revenus pris en compte dans le calcul de ces allègements, en y intégrant notamment la participation et l'intéressement, ce qui va alourdir le coût du travail d'au moins 1 milliard d'euros".

Lors de la conférence sociale début juillet, le ministre du Travail Michel Sapin avait annoncé qu'un comité d'experts serait réuni "avec une échéance au premier trimestre 2013" sur la question de "l'évaluation des aides publiques aux entreprises", dont les allègements de charges sur les bas salaires. (AFP 16.08)

Et dans un interview au journal *Le Monde* Mailly de s'interroger sur les intentions du gouvernement, d'attendre de voir ce qu'il va proposer, etc. lire la causerie d'hier ou l'article que j'y ai consacré.

Ce qu'il y a de pratique depuis qu'ils ont adopté la formule de "*l'agenda*", de "*la feuille de route*", c'est qu'ils y sont tous suspendus : avant parce qu'ils n'en connaissent pas le contenu, pendant en attendant la suite, après en attendant le prochain, autrement dit ils sont de plus en plus ou complètement subordonnés à l'Etat qui les financent grassement.

Il faut donc établir une distinction entre la subordination politique des appareils des syndicats au régime et l'existence des syndicats en tant qu'organisation indépendante des institutions de la Ve République, au lieu de se livrer à un amalgame comme le fait le POI qui ne sert qu'à masquer ou justifier son adaptation aux appareils des syndicats depuis la fin des années 40, hier quoi !

ACTUALITE EN TITRES

[En famille, on s'échange des amabilités.](#)

- Quand Hollande qualifiait Sarkozy de «*salopard*» - 20minutes.fr

Ah ben s'il l'a dit, on a le droit de se lâcher, profitons-en : tous des salopards à l'UMP comme au PS !

Dans le *Grand Robert* ils signalent que salopard est moins injurieux que salaud, "*personne méprisable, moralement répugnante*", les deux leur vont très bien !

Chez Sarkozy cela se voit, il le revendique ! Chez Hollande, c'est plus sournois, donc quelque part pire ou plus dangereux. On détestera le premier pour ce qu'il représente, le second pour ce qu'il est, les deux se confondant chez lui.

Sarkozy vous tirerait une balle de face, Hollande dans le dos, ne vous marrez pas, dans nos rangs il y en a qui préfèrent, à croire qu'à trop fréquenter certains milieux on finit par leur ressembler.

[Quand le visage \(face en anglais\) du naïf ressemble à celle d'un bouc et son pied à celui d'un pigeon.](#)

- Le cours de Manchester United tombe sous son prix d'entrée en Bourse - AFP

- L'action Facebook a perdu près de la moitié de sa valeur en trois mois - LePoint.fr

[L'ouvriérisme sans orientation politique est criminel, réactionnaire.](#)

- Florence Aubenas : '*Les rebelles syriens n'ont aucun doute : ils vont gagner*' - LeMonde.fr

Commentaire d'un internaute.

- "'*Je n'ai vu aucun djihadiste en Syrie*' " (citation d'Aubenas -Ndlr) ... *Ce n'est pas l'expérience qu'ont eu le journaliste hollandais Jeroen Oerlemans et son collègue.. Même nous nous les voyons de France sur Youtube avec de multiples vidéos... Un poste-frontière " libéré" avec la Turquie est tenu par des salafistes... C'est donc ici la vision d'un journaliste bien "embarqué" avec l'ASL.*

Vous avez raison. on a envie de dire à cette journaliste : changez de métier ou fermez-là !

Question du Monde : L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaïda les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Fin.

Elle a posé la question à des "commandants" de l'ASL qui allaient forcément lui dire la vérité et qui évidemment allaient lui répondre : oui des milliers de djihadistes de tous les pays viennent nous rejoindre ; on a reçu des armes du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui venaient de France, de Grande-Bretagne, d'Israël, d'Italie, d'Allemagne, des Etats-Unis... Quelle naïveté, à son âge, avec son expérience, c'est franchement pitoyable ! Accepter de participer à cette monstrueuse manipulation, quelle honte ! On se retient de ne pas l'insulter.

Entre nous, le journal *Le Monde* ne s'y est pas trompé en l'envoyant en Syrie, ils ont tiré le bon numéro, ce n'est pas le cas de tout le monde, à moins que...

Pas de bol décidément, *Informations ouvrières* lui avait consacré un trois quart de page dans son numéro 90 page 15, ils avaient fait la promotion de son livre *Le Quai de Ouistreham*, ainsi que dans le n° 115 à la page 15 également, à la rubrique *Rentrée littéraire : notre sélection* pour le même bouquin.

Comme dirait l'autre : Il y en a qui ont du flair... et d'autres pour se foutre dans la merde, excusez-moi, mais que dire d'autres ? C'est révélateur d'un certain état d'esprit et plus encore, non ? Que valent vraiment des dirigeants qui ont un tel pif ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Trois personnes seront jugées vendredi en comparution immédiate après une première série d'interpellations à Amiens suite aux violences qui ont fait 17 blessés dans les rangs des forces de l'ordre, a annoncé jeudi le procureur adjoint de la ville.

Trois des cinq personnes interpellées seront jugées vendredi après-midi en comparution immédiate.

Le plus âgé, qui a 27 ans, était déjà sous contrôle judiciaire, notamment pour violences et sera jugé pour provocation à la rébellion. Il risque 7 ans de prison.

Deux jeunes qui ont reconnu avoir incendié des poubelles seront aussi jugés en comparution immédiate mais les deux autres, des mineurs, comparaîtront devant le tribunal des enfants pour avoir respectivement volé un cyclomoteur et fumé du cannabis dans un hall d'immeuble. (Reuters 16.08)

Justice arbitraire d'un régime illégitime. Condamnés pour l'exemple, c'est la jeunesse (toute entière) réduite au désespoir et en révolte contre la misère sociale qu'ils jugent.

2- Tunisie

Un ancien conseiller du président tunisien Moncef Marzouki a déclaré jeudi s'être vu ordonner de comparaître devant un tribunal militaire après avoir critiqué l'armée, ce qui pourrait raviver les inquiétudes liées au respect des libertés dans ce pays qui fut le berceau du "printemps arabe", il y a environ un an et demi.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a confirmé qu'Ayoub Massoudi serait jugé par l'armée et que les autorités lui avaient interdit de quitter le pays, mais n'a pas voulu détailler les charges retenues à son encontre.

Ayoub Massoudi, qui a démissionné en juin de son poste de conseiller en communication auprès du président Moncef Marzouki, a expliqué à Reuters que des gardes de l'aéroport l'avaient empêché jeudi de prendre un vol à Paris, où il devait rendre visite à des membres de sa famille.

"Ils m'ont dit que j'étais interdit de voyage et que je devais me présenter devant un tribunal militaire, sans me donner d'autre détail", a-t-il dit.

"Il ne fait aucun doute que c'est pour des raisons politiques, puisque j'ai critiqué les commandants de l'armée et les responsables de la sécurité."

Ayoub Massoudi avait publiquement accusé le chef des armées, Rachid Ammar, d'avoir joué un rôle clé dans la décision controversée d'extrader en Libye un ancien Premier ministre de Mouammar Kadhafi, Al Baghdadi Ali al Mahmoudi. (Reuters 16.08)

3- Syrie

3.1- Les Etats-Unis et leurs alliés discutent d'un scénario catastrophe qui pourrait aboutir à l'envoi de dizaines de milliers de militaires en Syrie afin d'y sécuriser les sites d'armes chimiques et biologiques après la chute du régime de Bachar al Assad, a-t-on appris jeudi auprès de responsables américains et diplomatiques.

Ces discussions secrètes partent du postulat que les forces de sécurité du président Bachar al Assad se désagrègeraient et que ces sites se retrouveraient vulnérables aux pillages et qu'ils ne pourraient pas non plus être sécurisés ou détruits par de simples bombardements aériens, en raison des risques pour la santé et l'environnement.

S'exprimant sous le sceau de l'anonymat, un responsable américain a indiqué que les Etats-Unis n'avaient pour le moment pas prévu d'intervention armée en Syrie. *"C'est, en réalité, un scénario catastrophe"*, a-t-il dit, ajoutant que les soldats américains joueraient sans doute un rôle dans une mission de ce genre.

Deux sources diplomatiques, toujours sous couvert d'anonymat, ont indiqué que si les pires craintes des responsables s'avéraient fondées, entre 50.000 et 60.000 soldats seraient nécessaires pour la seule sécurisation des sites d'armes chimiques et biologiques, sans compter les troupes en soutien, et que ce chiffre ne suffirait pas pour une mission de maintien de la paix.

Aucun détail sur cette mission éventuelle, notamment son organisation et les pays y prenant part, n'est pour l'instant connu. Mais plusieurs alliés européens des Etats-Unis ont déjà fait savoir à Washington qu'ils n'y participeraient sans doute pas, disent les sources. (Reuters 16.08)

3.2- Le président israélien, Shimon Peres, s'est opposé jeudi à toute offensive unilatérale de l'Etat hébreu contre l'Iran, arguant qu'il croyait à la promesse de son homologue américain, Barack Obama, d'empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

"Il est clair que nous ne pouvons pas le faire seuls. Nous pouvons retarder (le programme nucléaire iranien) mais il est clair qu'il faut travailler avec l'Amérique. Il y a des questions de coordination et de timing, mais aussi important que soit le danger, cette fois au moins nous ne sommes pas seuls", a-t-il déclaré sur la deuxième chaîne de télévision israélienne.

Le ministre israélien de la Défense avait auparavant expliqué que le gouvernement réfléchissait toujours à la réponse à apporter à la poursuite du programme nucléaire iranien, sans exclure une intervention armée.

"Il y a un forum de neuf (ministres), il y a un cabinet (de sécurité) et une décision sera prise le moment venu par le gouvernement israélien", a-t-il dit à la tribune de la Knesset, répondant à l'opposition qui accuse le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de vouloir déclencher une guerre contre l'Iran.

"Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de divergences. Cette question est compliquée, mais elle est débattue", a-t-il ajouté.

Evoquant les rumeurs de recours à la force, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a estimé mercredi qu'aucune décision n'avait encore été prise en Israël. Il a en outre jugé important qu'une intervention militaire ne soit envisagée qu'en *"dernier recours"*. (Reuters 16.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Air France.

Le projet d'accord sur l'organisation du travail et les rémunérations des pilotes d'Air France, qui doit permettre un gain de productivité de l'ordre de 20%, sera validé, le SNPL (majoritaire) ayant décidé de le signer, après consultation de ses adhérents.

Après un avis favorable de son organe de direction, le SNPL avait soumis à ses adhérents le nouvel accord d'entreprise. Les pilotes ont approuvé l'accord par referendum, à hauteur de 67% (avec un taux de participation de 83%), indique jeudi le SNPL dans un communiqué.

Pour être validé, un accord d'entreprise doit être signé par un ou des syndicats représentant au moins 30% des voix aux

élections professionnelles.

L'avis du SNPL (70%) suffit donc pour valider l'accord.

La direction d'Air France s'est félicitée de ce vote, dont le "*résultat sans ambiguïté témoigne de l'esprit de responsabilité des pilotes de la compagnie et de leurs représentants*", selon le PDG Alexandre de Juniac, cité dans un communiqué séparé, diffusé jeudi dans la soirée.

"Avec l'accord signé par les syndicats représentant les personnels au sol, cette validation constitue une base très solide pour remettre Air France sur la voie du développement", a-t-il ajouté.

Le président du SNPL Air France, Jean-Louis Barber, s'est félicité jeudi du fort taux de participation, signe selon lui du "*degré de conscience des pilotes de la situation économique*" de la compagnie tricolore.

"Les pilotes acceptent de travailler plus pour des salaires équivalents ou légèrement supérieurs", résume-t-il, mais en contrepartie, *"ils obtiennent l'engagement de la direction qu'il n'y aura pas de licenciement et que le périmètre de la compagnie sera conservé"*.

Les mesures des pilotes sont toutefois "*corrélées à ce qui sera mis en oeuvre sur l'ensemble du périmètre de l'entreprise (avec les autres catégories de personnel et dans le volet industriel)*", souligne M. Barber.

"Les pilotes ne doivent pas être les seuls à faire des efforts, la direction doit prendre ses responsabilités et les autres catégories de personnel aussi", insiste-t-il.

Air France-KLM est engagé dans ce plan, qui doit permettre de réaliser en trois ans 2 milliards d'euros d'économies, en partie grâce à une efficacité économique supplémentaire de 20%.

Les pilotes étaient les derniers à s'exprimer sur leur nouveau accord d'entreprise. Le projet d'accord des hôtesses et stewards a été rejeté, seul un des syndicats représentatifs s'étant exprimé en faveur du texte, et celui régissant l'activité des personnels au sol a été validé par trois syndicats.

La compagnie a souligné jeudi qu'elle respectait ainsi "*le cadre convenu pour définir un nouveau cadre conventionnel*" nécessaire à son redressement. (AFP 16.08)

1.2- La Réunion

La rentrée scolaire en primaire et maternelle n'a pas eu lieu jeudi dans 22 des 24 communes de la Réunion, du fait d'un mouvement de protestation des maires qui dénoncent une insuffisance du nombre des contrats aidés octroyés par le gouvernement.

Certains maires ont toutefois annoncé que la réouverture des classes interviendrait au plus tard lundi.

Hormis celles de Saint-Denis et de Petite Ile (communes dirigées par le PS), l'ensemble des écoles primaires et maternelles des 22 autres communes de l'île sont restées fermées jeudi, jour prévu de la rentrée scolaire, privant de classes plus de 100.000 élèves sur les 121.000 du 1er degré (44.600 en maternelle, 76.500 en primaire).

L'Académie compte au total 240.000 élèves de la maternelle à l'université. Collèges et lycées ont, eux, fonctionné normalement jeudi.

Le report de la rentrée est dû à la grogne des maires qui protestent contre une baisse du quota de contrats aidés octroyés par l'Etat, par rapport au premier semestre.

Selon l'Association des maires de la Réunion (AMDR), il manque encore 700 contrats aux communes sur les 2.000 qu'elle réclamait la semaine dernière, pour assurer l'accueil et la sécurité des élèves dans des conditions normales.

Lundi, le gouvernement a débloqué 933 contrats supplémentaires s'ajoutant aux 300 alloués par le conseil général.

Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, et le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, ont jugé, mardi dans un communiqué, que l'effort du gouvernement était "*significatif*", rappelant que la Réunion avait bénéficié d'un quota supplémentaire de 3.450 contrats au second semestre (21.970 sur l'année).

Le président (PCR) de l'AMDR, Roland Robert, a de son côté estimé qu'"*on devrait pouvoir arriver à un accord avec le gouvernement*". Il a annoncé une réunion des maires dans l'après-midi pour décider de la suite du mouvement, souhaitant une

position unanime sur une date de la rentrée.

Trois maires socialistes (Saint-Joseph, Saint-Benoît et Plaine des Palmistes) ont quoi qu'il en soit annoncé la rentrée dans leurs communes "au plus tard lundi", accusant l'ancien gouvernement d'avoir laissé une "bombe à retardement dans le placard" en ayant consommé deux tiers des contrats aidés dès le 1er semestre.

La FCPE, après avoir apporté son soutien aux maires, a "exigé une rentrée sans délai pour les enfants" tout en demandant la "transparence sur les moyens alloués aux établissements scolaires", dans un communiqué diffusé mercredi. (AFP 16.08)

2- Afrique du Sud

Plusieurs mineurs grévistes ont été tués jeudi lors d'un violent affrontement avec la police à la mine de platine de Lonmin à Marikana en Afrique du Sud, où des violences liées à un conflit social avaient déjà fait 10 morts depuis dimanche.

La fusillade a été brève mais intense. La police a apparemment riposté à des tirs venus des rangs des grévistes. Des images montrent des policiers faire feu en direction des manifestants, dont plusieurs se sont effondrés dans un nuage de poussière.

Jeudi matin, plusieurs centaines d'hommes armés de gourdins, de barres de fer et de machettes s'étaient de nouveau regroupés à l'extérieur de la mine, exploitée par Lonmin. Les grévistes réclamaient d'importantes augmentations de salaire.

Dans la journée, la direction de la mine leur a intimé l'ordre de reprendre le travail vendredi, menaçant de licencier les récalcitrants.

Face au refus des mineurs de se disperser, la police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Il n'était pas clair immédiatement si et dans quelles circonstances les forces de l'ordre ont utilisé des balles réelles.

Les télévisions ont montré ensuite des policiers en gilets pare-balle, visiblement tendus, pointant les canons de leurs fusils sur des hommes allongés au sol, certains peut-être déjà morts.

Les mineurs vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. (AFP 16.08)

Nous soutenons les mineurs en grève qui se battent pour d'importantes augmentations de salaires au regard de leur situation misérable. Leurs revendications sont légitimes.

En France, il y a des centaines de milliers de travailleurs, davantage peut-être, qui survivent avec le RSA, avec moins de 500 euros par mois, et aucun syndicat, aucun parti n'avance la revendication d'une allocation chômage au moins égale au smic ou 1.500 euros net par mois, idem pour des millions de retraités pour qu'ils puissent vivre décemment, soit 2 à 3 fois le RSA, comme en Afrique du Sud.

Les représentants du capital ont déclaré que dorénavant le système économique en vigueur en crise ne pouvait plus supporter plus longtemps l'existence de nos droits sociaux et qu'il faudrait les amputer ou les liquider les uns après les autres. Qu'à cela ne tienne, plus personne n'ose poser des revendications sociales en contradiction avec ce diktat devant lequel ils se couchent tous, preuve si nécessaire qu'ils se sont tous plus ou moins accommodés du capitalisme, qu'ils ont capitulé.

Est-ce que vous saisissez l'importance d'avoir en grand nombre dans un parti des ouvriers et des employés appartenant aux couches les plus défavorisées, dont les salaires ou les retraites, les conditions de travail et de vie sont misérables, eux ils soutiendraient les revendications les plus audacieuses, ce qui sera le cas d'aucun parti aujourd'hui, ne cherchez pas ou plus pourquoi, la majorité de leurs adhérents et sans doute aucun de leurs dirigeants n'appartiennent à ces couches du prolétariat.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 août

CAUSERIE

Demain si j'en trouve le temps, nous rendrons hommage à Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline. Sur le thème de la révolution permanente. J'ai travaillé sur un article hier soir sur la base d'une citation de Marx, le "père" de la théorie de la révolution permanente (en 1850). Je vous préviens, la révolution permanente n'a rien d'une balade tranquille de bureaucrate, c'est un rouleau compresseur à broyer les opportunistes...

Tous les ans j'y pense, mais toujours trop tard. Là pour une fois je suis à l'heure, il faut dire que l'avant-garde que l'on pourrait appeler plutôt trop tard à la soupe me donne de plus en plus la colique, je les supporte de moins en moins, et dire qu'il faut faire avec pour parodier Trotsky dans un entretien avec Fred Zeller, quelle torture !

J'ai cliqué sur les titres de cinq ou six articles relatant les événements dramatiques survenus en Afrique du Sud ces derniers jours, je cherchais une réaction, un communiqué du gouvernement français, en vain. Quant à la Maison blanche, elle s'est dite "*attristée par les pertes humaines*", rien à foutre comme à Paris.

Syrie. Le Monde et Florence Aubenas pris en flagrant délit de mensonges.

Suite de la causerie d'hier sur le même sujet.

La propagande mensongère du journal Le Monde et de la journaliste Florence Aubenas auront fait long feu, à peine 48 heures après son interview à vomir, un "*djihadiste*" témoigne à l'AFP de son engagement en Syrie contre le régime en place, alors qu'elle avait affirmé qu'il n'y en avait pas.

Pour rappel un bref extrait de son interview d'avant-hier.

Question du Monde. L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas. Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas...

Vous avez bien lu, pas de djihadistes en Syrie, impossible qu'ils pénètrent dans le pays, retenez cette affirmation.

AFP le 17 août 2012 - Abou Zeid, jihadiste "*free-lance*" au service de la rébellion à Alep.

Un combattant rebelle revient du front à Alep, dans le nord de la Syrie, monte le son de la télévision, allume une cigarette, sans oublier de vérifier sa coiffure dans un vieux miroir brisé. Abou Zeid est Tunisien, tireur d'élite et jihadiste "*free-lance*".

Le conflit syrien a attiré des dizaines d'étrangers comme lui avec des motivations diverses et des interprétations parfois très personnelles du jihad (guerre sainte).

Abou Zeid, qui dit avoir déjà combattu l'année dernière pour aider les rebelles libyens à mettre fin au régime de Mouammar Kadhafi, se décrit comme un jihadiste "*freelance*", sans aucune affiliation.

"*Bachar al-Assad et ses gens sont chiïtes, et il est de mon devoir d'aider à restaurer le véritable islam, l'islam sunnite*", explique-t-il, en référence au président syrien, qui appartient à la communauté alaouite, une branche dissidente du chiïsme.

"*Je quitte mon pays quand il le faut, pour faire le jihad, et ensuite je rentre. C'est ma décision personnelle, je n'ai pas besoin de drapeau pour mon combat, j'apporte juste mon expertise à quiconque en a besoin*", explique-t-il, en buvant un jus d'orange avant le coucher du soleil.

L'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs et d'opposants civils ayant pris les armes, est une alliance de brigades aux liens plutôt lâches, opérant théoriquement sous le commandement d'officiers réfugiés en Turquie, qui ont condamné l'émergence des groupes jihadistes.

Mais sur le terrain, beaucoup de combattants de l'ASL font valoir qu'ils ont besoin d'aide, d'où qu'elle vienne.

Ces groupes disposent de "*combattants expérimentés qui sont comme des troupes d'élites de commandos de la révolution*", explique Abou Haidar, un coordinateur syrien de l'ASL dans le quartier de Seif al-Dawla à Alep.

"*Le reste du monde ne nous aide pas, eux oui*", insiste ce combattant en allumant cigarette sur cigarette. "*Ils n'appartiennent pas tous à Al-Qaïda, beaucoup sont seulement des volontaires qui veulent que la Syrie soit libérée*".

(...)

Peu après, un jeune combattant légèrement blessé à une main se présente. Personne le connaît. Il vient d'Azerbaïdjan, parle turc et pas arabe, et a été séparé de son unité pendant des combats.

"J'ai vu des images de la guerre à la télévision, et j'ai décidé de venir ici pour aider les Syriens à combattre Bachar. C'est la première fois que je fais ça", explique-t-il.

Un peu plus tard, un combattant turc arrive à son tour pour une légère blessure. Les deux hommes passeront la nuit à discuter et repartiront ensemble le lendemain matin.

Parfois, les raisons qui ont conduit certains en Syrie sont encore plus obscures. Ainsi, personne ne comprend pourquoi Abou Mohamed, un Néerlandais d'origine irakienne, a laissé sa femme et ses deux enfants aux Pays-Bas il y a quelques semaines pour venir se battre à Alep. Fin.

Vous aurez compris que cet article a été écrit par un journaliste de l'AFP qui se trouvait sur place à Alep.

Voyez-vous ce qui est intéressant ici, ce n'est pas le contenu en soi de cet article, on le connaissait déjà, c'est qu'il a été rédigé par un journaliste pro occidental, anti-Assad, on ne peut donc pas le soupçonner de raconter des histoires pour nier les faits qu'il rapporte, madame Aubenas, on n'ose même pas écrire ce qu'on pense de vous tellement vous nous dégoûtez, on a ici confirmation de ce qu'on a pu lire dans d'autres articles du Réseau Voltaire ou d'autres sources.

A moins qu'Aubenas soit complètement abrutie et qu'ils l'aient choisi pour cela, allez savoir ?

C'est quand même étrange, aucun journaliste parmi ses connaissances ne l'aurait mise en garde contre une possible manipulation? Je n'arrive pas à y croire. On a lu récemment des articles très critiques de l'Express, du Point, sur le rôle des Américains en Syrie, il y a donc des journalistes parfaitement au courant de la véritable situation sur place et l'enjeu de cette guerre.

Est-ce possible à ce point-là d'être dénué de tout esprit critique, quand on fait ce métier ?

[Pensée unique. Nouvel ordre mondial. Propagande des puissances occidentales. La réaction sur toute la ligne.](#)

Deux exemples.

Le premier concerne la Syrie et l'Iran et le second la Russie et Barheïn, mais aussi la France. Voyons ce que les uns et les autres on dit et comment les médias en ont rendu compte, le tout brièvement commenté.

Précisons avant de commencer que nous ne soutenons pas en tant que tel le régime syrien, nous défendons l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les prédateurs occidentaux qui veulent faire main basse dessus ; nous ne soutenons pas le régime théocratique et réactionnaire iranien, nous défendons sa souveraineté et tant qu'Etat indépendant face aux menaces de guerre perpétrées par les Etats-Unis et Israël ; nous ne soutenons pas Poutine ou Nicolas II le retour, qui en remettant au goût du jour le délit de blasphème porte atteinte à la liberté d'expression et encourage l'obscurantisme, nous dénonçons une grossière instrumentalisation d'un groupe de jeunes musiciennes orchestrée par les agences de renseignement occidentales pour affaiblir la Russie engagée avec la Chine au côté de la Syrie et de l'Iran.

1- Syrie et l'Iran.

Il est parfaitement normal que Fabius au nom du gouvernement Hollande-Ayrault, de Washington et Bruxelles prononce un discours guerrier contre le régime syrien. Il est tout à fait anormal que le président iranien fasse de même face à la menace de guerre distillée jour après jour par l'Etat sioniste d'Israël et Washington.

Les puissances occidentales n'acceptent pas qu'un gazoduc russe traverse l'Iran et la Syrie et que la Syrie (ainsi que le Liban) puisse disposer librement des gigantesques réserves de gaz récemment découvertes dans ses eaux territoriales, ils estiment que ces richesses naturelles doivent leur revenir au lieu de participer au développement futur de leurs concurrents russes et chinois. De quel droit ? Aucun, d'où leur ambition de s'en emparer et d'installer à Damas un régime fantoche par la force des canons.

Titres.

- "*Le régime syrien doit être abattu*", dit Fabius en Turquie - AFP

- Iran: des propos d'Ahmadinejad sur Israël provoquent un tollé international - L'Express.fr

Fabius - Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé jeudi en visitant un camp de réfugiés syriens que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*".

" (...) *je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : M. Bachar al-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre*", a-t-il déclaré aux journalistes. "*Plus vite ce régime va changer, mieux ce sera*", a souligné M. Fabius. (AFP 17.08)

Ahmadinejad - "*Le régime sioniste est une tumeur cancéreuse (...). Les pays de la région vont en finir prochainement avec la présence des usurpateurs sionistes sur la terre de Palestine*", a déclaré M. Ahmadinejad.

"*Ils (Occidentaux, ndlr) disent qu'ils veulent un nouveau Proche-Orient, nous voulons aussi un nouveau Proche-Orient mais dans le nôtre il n'y a aura plus de traces des sionistes*", a dit encore M. Ahmadinejad. "*Les sionistes partiront et la domination américaine sur le monde prendra fin*", a-t-il ajouté. (AFP 17.08)

2- Russie et Bahreïn, et France

En Russie, un simple fait divers ou une simple provocation à l'endroit de Poutine qui aurait pu rester inaperçu, a été monté en épingle par l'opposition financée par Washington puis relayé par les médias occidentaux, le tout orchestré dans l'intention de déstabiliser la Russie qui soutient la Syrie et l'Iran, de l'isoler sur la scène internationale, de le diaboliser en le caricaturant. Ce groupe punk a manifestement été instrumentalisé, incapable de saisir ce qui se tramait, il se sert maintenant de la publicité inespérée que lui servent sur un plateau tout ce que compte d'intellectuels et d'artistes réactionnaires les pays occidentaux pour faire parler davantage de lui.

L'objectif est d'affaiblir le pouvoir en place en Russie pour qu'il cesse de jouer un rôle majeur au Proche et au Moyen-Orient, afin que l'impérialisme américain et ses alliés aient les mains libres pour agir à leur guise et mettre en place leur Nouvel ordre mondial.

A Bahreïn, qui abrite l'armada de la Ve Flotte américaine, un régime monarchique archaïque régi par la charia et dirigé par une dynastie sunnite, réprime et persécute la majorité chiite qui réclame une réforme constitutionnelle pour participer à la gestion du pays, lui interdit de bénéficier des libertés d'expression fondamentale pour mener son combat politique pacifiquement.

En France, à la suite d'émeutes survenues dans un quartier ouvrier d'une ville du nord du pays, à Amiens, auxquelles ont participé plus de 200 jeunes, la justice a décidé arbitrairement de condamner pour l'exemple deux de ces jeunes à des peines de prison avec sursis, en retenant contre eux des faits insignifiants ou inexistant à défaut de charges solides pour les inculper.

Titres.

- Le verdict du procès des "*Pussy Riot*" indigné l'Union européenne - Reuters

- Bahreïn. 3 ans de prison pour un défenseur des droits de l'Homme - nouvelobs.com

Russie - La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a estimé que le verdict rendu vendredi par un tribunal de Moscou était "*disproportionné*" et devait être annulé.

Alistair Burt, sous-secrétaire d'Etat britannique, qui dépend du ministère des Affaires étrangères, a indiqué dans un communiqué que le verdict du procès des "*Pussy Riot*" remettait "*en cause l'engagement de la Russie à protéger les droits et libertés fondamentaux*."

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé pour sa part que le verdict était "*excessivement sévère*" et "*non compatible avec les valeurs européennes d'Etat de droit et de démocratie auxquelles la Russie, en tant que membre du Conseil de l'Europe, s'était engagée*."

En France, "*A travers cette sentence, c'est la liberté de création et la liberté d'expression qui se trouvent remises en cause*", écrit dans un communiqué la ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (Reuters 17.08)

Bahreïn - A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "*préoccupée*" par la peine, espérant qu'elle "*sera revue en appel (...)*". (nouvelobs.com 17.08)

Un tribunal de Bahreïn a condamné jeudi 16 août le défenseur des droits de l'Homme Nabil Rajab à trois ans de prison ferme pour participation à des manifestations non autorisées, suscitant le "*trouble*" des pays occidentaux qui ont rappelé leur attachement

à la liberté d'expression.

De confession chiite, "Nabil Rajab a été condamné à trois ans de prison pour participation à trois manifestations non autorisées", a annoncé son avocat, Mohamed al-Jishi, sur son compte Twitter.

Les Etats-Unis "profondément troublés" par la peine prononcée...

A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "préoccupée" par la peine...

La France a affirmé qu'elle encourageait "le dialogue permettant d'apaiser durablement les tensions au Bahreïn".

Du côté des ONG, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a dénoncé la nouvelle condamnation et réclamé la "libération inconditionnelle" de Nabil Rajab.

Amnesty International avait appelé mercredi dernier les autorités bahreïnes à libérer Nabil Rajab, qu'elle a qualifié de "prisonnier d'opinion".

"Comme beaucoup d'autres à Bahreïn, Nabil Rajab est un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression", avait affirmé l'organisation de défense des droits de l'Homme. "Il devrait être libéré immédiatement et toutes les autres accusations ou condamnations prononcées contre lui devraient être retirées ou annulées", avait ajouté Amnesty. (nouvelobs.com 17.08)

France- Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis...

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "colère" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. (AFP 17.08)

Parole d'internaute.

- "Chaque fois qu'il s'est agi d'une monarchie qui ne respecte ni les droits de l'homme, ni le droit tout court, toutes les bonnes volontés et avant-gardistes occidentaux se caltent comme par miracle, on ne les entend plus parler et pour cause, l'odeur alléchée du pétrole et la peur bleue des Saoud qui risquent de tousser.

Le deux poids, deux mesures est flagrant, les médias se sont alignés sur les politiques et motus et bouche cousue, et tout le monde trouve normal de coller 3 ans de prison à un manifestant au Bahreïn et 45 jours de prison à un soldat israélien pour la mort de 2 femmes palestiniennes."

ACTUALITE EN TITRES

Leur société. Des rats.

- La canicule va-t-elle profiter à l'économie ? - L'Expansion.com

- Le prix du platine bondit, les violences en Afrique du Sud inquiètent - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis, tandis que le procès d'un troisième a été reporté.

Le procureur adjoint, Eric Boussuge, avait requis des peines de 12 mois de prison, dont 6 ferme, et leur placement sous mandat de dépôt, tout en reconnaissant que leur profil était "*loin des casseurs de banlieues*".

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "*colère*" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. Il s'est mis à sangloter lors des réquisitions du procureur.

Le troisième prévenu, interpellé le même soir et poursuivi pour avoir appelé les jeunes du quartier à la violence dimanche soir, a vu l'examen de son cas reporté au 12 septembre.

Le jeune homme de 27 ans, qui nie les faits, a été placé sous mandat de dépôt dans l'attente de son procès. "*Il y a des mots qui peuvent avoir des conséquences plus graves que des actes*", a estimé le procureur. (AFP 17.08)

Il s'agit bien d'une justice d'exception, de classe, anti-jeune.

2- Russie

Les trois jeunes femmes du groupe de punk rock russe Pussy Riot ont été condamnées vendredi à deux ans de camp chacune pour "*hooliganisme*" et "*incitation à la haine religieuse*", une peine qui a immédiatement été vivement critiquée à l'étranger.

Ce jugement sévère semble confirmer que le président russe Vladimir Poutine n'entend faire de concession ni à l'opposition ni aux Occidentaux inquiets de la reprise en mains du pays.

Nadejda Tolokonnikova, 22 ans, Ekaterina Samoutsevitch, 30 ans, et Maria Alekhina, 24 ans, ont été condamnées pour avoir chanté en février une "*prière punk*" dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, demandant à la Sainte Vierge de "*chasser Poutine*" du pouvoir.

Les jeunes femmes ont "*violé l'ordre public*" et "*offensé les sentiments des croyants*", sans exprimer de repentir, a déclaré la juge Marina Syrova, qui a mis l'accent sur le caractère "*sacrilège*" de l'intervention des Pussy Riot et sur leur "*haine de la religion*".

Suscitant l'étonnement, le Patriarcat russe a publié un communiqué dans la soirée pour prôner la clémence envers les jeunes femmes.

"*Nous demandons aux autorités de faire preuve de clémence envers les condamnées dans l'espoir qu'elles renonceront à toute répétition de ce genre de sacrilège*", a indiqué un communiqué du Haut conseil de l'Eglise orthodoxe russe.

L'attitude intransigeante adoptée jusqu'alors par la hiérarchie orthodoxe dans l'affaire a écorné l'image de l'Eglise dans la société et troublé une partie des fidèles, y compris des prêtres, pour qui pardonner aux jeunes femmes aurait été plus conforme aux valeurs chrétiennes.

Nikolai Polozov, l'un des avocats des Pussy Riot, a confirmé que les trois femmes feraient appel. (AFP 17.08)

SOCIAL

Espagne

La politique d'austérité passe mal en Espagne. Des centaines de fonctionnaires ont de nouveau manifesté vendredi dans le centre de Madrid, dans les sifflets et les klaxons, pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement de droite, avant une "*grande marche*" convoquée à Madrid le 15 septembre. Sous les drapeaux rouges et blancs de l'UGT et de CCOO, les deux grands syndicats espagnols, les manifestants se sont rassemblés devant le ministère du Budget, comme ils le font tous les vendredis depuis le début du mois d'août. Des rassemblements semblables ont été organisés dans plusieurs villes d'Espagne, selon les syndicats.

Ces mobilisations "culmineront le 15 septembre avec une grande marche organisée à Madrid", pour exiger du gouvernement qu'il soumette à un référendum les coupes budgétaires, explique un manifestant de 51 ans prénommé Ignacio, employé à la mairie de Madrid. Près de lui, une pancarte affirme: "Ils veulent ruiner le pays. Il faut empêcher cela. Nous sommes de plus en plus nombreux".

Les fonctionnaires notamment sont visés et vont perdre cette année leur prime de Noël, équivalente à une baisse de salaire de 7%, après avoir fait les frais de précédentes économies décidées par l'ancien gouvernement socialiste.

"D'abord ils nous ont baissé notre salaire de 5%, puis ils ont augmenté les impôts, à présent ils nous suppriment la prime de Noël", s'indigne Marisa, une manifestante de 58 ans. "Ils profitent de la crise pour en finir avec l'état de bien-être", ajoute cette fonctionnaire qui participe tous les vendredis aux rassemblements, pour "maintenir la mobilisation" jusqu'au rendez-vous de septembre. Autour d'elle, des dizaines de personnes lèvent les bras au ciel en criant "Les mains en l'air, c'est un hold-up", le slogan devenu le cri de ralliement des manifestants depuis le mois de juillet. (lexpress.fr 17.08)

ECONOMIE

1- UE

Les dirigeants européens doivent se préparer à la possibilité d'un éclatement de la zone euro, comme le fait déjà la Finlande, affirme le ministre des Affaires étrangères finlandais Erkki Tuomioja, dans un entretien publié vendredi dans la presse britannique.

"Nous devons nous préparer ouvertement à la possibilité d'un éclatement de la zone euro", déclare Erkki Tuomioja, selon des propos rapportés par le quotidien conservateur The Daily Telegraph.

"C'est quelque chose que personne ne préconise en Finlande, pas même le parti des Vrais Finlandais (droite nationaliste), sans parler du gouvernement. Mais nous devons nous tenir prêts", ajoute le ministre social-démocrate. Selon lui, les dirigeants finlandais ont ainsi préparé des "plans pratiques pour faire face à toute éventualité". "Il y a un consensus sur le fait qu'un éclatement de la zone euro coûterait plus cher à court ou moyen terme que de continuer à gérer la crise. Mais un éclatement ne signifierait pas la fin de l'Union européenne, cela pourrait au contraire permettre à l'UE de mieux fonctionner", poursuit Erkki Tuomioja. (lepoint.fr 17.08)

2- Espagne

Les chiffres publiés par la Banque d'Espagne ont de quoi inquiéter. Le montant des créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, continue de grimper. Il a atteint en juin à 164,361 milliards d'euros, soit 9,42% du total des créances, contre 8,96% en mai (donnée révisée, ndlr) et 8,72% en avril. (LExpansion.com 17.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 août

CAUSERIE

Il y a d'importantes perturbations du courant électrique ici, au point de passer outre mon régulateur de courant et l'onduleur et de planter mon ordinateur, heureusement que je fais des sauvegardes chaque minute, en fait j'ai les doigts en permanence sur CTRL + S ! On va finir par devenir parano ! Qui a dit que je manquerais de patience ?

Je mettrai en ligne demain l'hommage à Trotsky, je dois encore le corriger, et j'ai un autre texte à revoir. J'ai pris rendez-vous chez le dentiste en début d'après-midi lundi, à 30 kilomètres de chez moi aller et retour, j'espère que l'actualité ne sera pas trop chargée et que je ne serai pas encore débordé.

Bon dimanche à tous.

[Parole d'internaute.](#)

1- Sur la Russie.

1.1- *"Tous les sondages, pro et non gouvernementaux le donnaient largement gagnant avant les élections. D'autre part, tous les spécialistes étaient d'accord pour dire que malgré la contestation, il n'y avait aucun homme politique capable de le battre. Ce que les occidentaux ne pardonnent pas à Poutine, c'est d'avoir une politique étrangère opposée à la leur, la Syrie, l'Iran, l'OTAN, le reste c'est du pipo."*

1.2- *"Ce que la justice aux ordres de l'oligarchie russe a réussi à faire, c'est de rendre sympathique un acte a priori répréhensible d'une intervention agressive dans un lieu de culte. Par son excessive sévérité, face à ce qui en en occident aurait valu à ses auteurs une nuit dans le poste, le régime autoritaire de Poutine se démasque encore plus."*

1.3- *"Que de jeunes chanteuses punk frondeuses puissent être condamnées avec tant de sévérité témoigne non de la force mais de la faiblesse de ce gouvernement et accrédite ainsi le soupçon de fraudes aux élections. Poutine aurait-il peur ?"*

Tout ce que disent ces différents internautes est correct, mais ce qu'ils n'évoquent pas ou ne s'imaginent pas, c'est l'omniprésence d'agents (russe) de l'impérialisme américain ou d'éléments manipulés par lui à la tête d'organisations ou associations se faisant passer pour des opposants au régime et qui ne cessent de le harceler pour le déstabiliser pour le compte des Américains, soit par des provocations sur la voie publique ou dans des lieux publics, soit en utilisant les "réseaux sociaux" sur Internet ou par l'intermédiaire de médias complaisants à la solde des puissances occidentales.

A plus faible intensité, les puissances occidentales liées à Washington mènent à l'intérieur de la Russie la même politique qu'en Syrie et dans de nombreux pays, par exemple au Venezuela, en Bolivie, à Cuba ou en Chine, dans tous les pays qui n'acceptent pas d'être leurs vassaux ou qui défendent des intérêts autres que les leurs.

Ils manipulent généralement à leur insu des couches de la petite-bourgeoisie et éventuellement du prolétariat hostiles au régime en place dont la conscience politique coïncide avec leurs propres intérêts immédiats, pour leurs propres comptes. Et lorsque le pot aux roses est découvert ou qu'ils n'en ont plus besoin, ils les lâchent et d'autres prennent le relais et ainsi de suite.

Ils appellent cela une guerre de basse intensité qui en réalité est permanente. Elle a pour fonction de pousser le régime dans ses retranchements, de le forcer à réagir violemment, éventuellement à commettre des erreurs, pour ensuite prendre à témoin la "communauté internationale", les brigands qui siègent à l'ONU, et dénoncer ses atteintes à la démocratie tout en continuant de le pilonner, alors que s'ils étaient placés dans la même situation, ils réagiraient de la même manière ou plus violemment encore.

2- Sur Julian Assange.

"Assange n'a pas encore été jugé, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis savent déjà qu'il est coupable. Ils s'entendent pour respecter ses droits en le traitant publiquement de criminel. Bravo pour l'exemple !"

Ce qu'on n'imagine pas toujours, c'est l'effet dévastateur que ce genre d'exemples peut produire sur des esprits faibles ou des jeunes. Haïr leur société, c'est une chose, à condition de développer une conscience politique, sinon on sera facilement manipulable et on se trompera de cible et de camp.

[Afrique du Sud. Témoignage.](#)

Par dessus tout, c'est l'incapacité du gouvernement à gérer ce genre de crise, et surtout à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, 18 ans après la chute de l'apartheid, qui est largement dénoncée.

"Je ne crois pas qu'ils se rendent compte à quel point notre société est devenue instable", dit à l'AFP l'analyste Adam Habib, de l'Université de Johannesburg, "cent ans après le début des mines en Afrique du Sud, les gens vivent toujours dans les mêmes conditions qu'au début du 20e siècle". (AFP 18.08)

Et attendez, ce témoin évoque les conditions de vie épouvantables des mineurs sud-africains du début du 20e siècle, qui étaient pire encore que celles qu'ont dû supporter les mineurs britanniques ou français à la même époque qui étaient déjà horribles.

Je me demande si les travailleurs ou militants peuvent s'imaginer réellement ce que cela signifie, quand on voit à quel point ils s'illusionnent sur le niveau de développement intellectuel ou de conscience politique du prolétariat en dehors des pays capitalistes dominants, ce qui apparemment n'est saisissable à sa juste valeur que de l'extérieur ou en vivant dans un de ces pays-là pendant de longues années, ce qui est mon cas. Ce n'est pas une garantie évidemment, je connais des Français qui vivent en Inde depuis des décennies et qui ne comprennent toujours pas les rapports qui existent entre les classes dans ce pays notamment.

[Un régime "sanguinaire et barbares" \(Fabius\) qui vient au secours... de son ennemi, cela la fout mal...](#)

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a qualifié d'"énorme bêtise" la décision prise par Air France de

dérouter sur Damas un avion faisant le trajet Paris-Beyrouth, selon des propos rapportés samedi par le quotidien *Le Parisien* sur son site internet.

"*Imaginez un instant que les autorités syriennes aient fouillé l'avion et vérifié les identités. C'était une énorme bêtise*", a souligné le ministre, qui a jugé la décision d'Air France "*incompréhensible et dangereuse*". (AFP 18.08)

Pas bol, pour celui qui ne cesse de diaboliser le régime syrien, Assad n'en avait rien à foutre de votre avion et des passagers qu'il transportait, pire, il est venu à leur secours... Intolérable pour Fabius qui estime qu'Assad aurait dû donner l'ordre de bombarder cet avion et de balancer les cadavres des passagers à la mer. Après tout, qui sait, peut-être que lui Fabius il l'aurait fait, après tout les sociaux impérialistes ont fait pire dans l'histoire, non ?

Un camarade exaspéré m'a adressé un courriel hier dans lequel il m'a écrit que "*les sociaux étaient des salauds*" et que c'était eux qu'il fallait "*dégommer*". Bravo pour la rime !

Fabius en procureur général et dictateur a osé déclarer que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*" (AFP 17.08), il ne nous en voudra pas de penser la même chose de son régime antidémocratique ou plutôt des institutions de la Ve République.

[Bahreïn. Le régime tyrannique que soutient le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius.](#)

Un adolescent de 16 ans a été tué lors d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants vendredi soir à Bahreïn, théâtre de manifestations régulières depuis le soulèvement populaire chiite de l'an dernier contre la famille régnante sunnite Al Khalifa.

Selon le gouvernement, le jeune homme, Hussam al Haddad, se trouvait parmi des manifestants qui ont lancé des cocktails Molotov sur la police et est mort après avoir été transporté à l'hôpital.

Le principal mouvement d'opposition, le Wefaq, a dénoncé dans un communiqué "*la violente attaque*" dont a été victime le jeune homme. Les forces de l'ordre ont de leur côté affirmé avoir agi en état de légitime défense.

Selon l'opposition, plus de 45 personnes ont été tuées dans des manifestations depuis juin 2011 et la levée de la loi martiale imposée trois mois plus tôt pour réprimer les manifestations pro-démocratie organisées dans le sillage du "printemps arabe." (Reuters 18.08)

Tiens, on n'a pas lu de communiqué du Palais condamnant ce meurtre... Hollande est en vacances, ah ben tout s'explique alors !

Je ne me prononce pas sur les faits, il peut s'agir d'une provocation, vraisemblablement même, je remarque seulement que lorsqu'une provocation est orchestrée par les "*amis*" de France, les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne ou un de leurs alliés le gouvernement français reste silencieux, et quand une provocation est fomentée par une des puissances ennemies de ses intérêts géopolitiques il en fait tout un plat.

[La météorite Merlin l'enchanteur est de retour.](#)

L'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon qualifie de "*creux*" et de "*presque rien*" les cent premiers jours de François Hollande, prévenant qu'on ne confondrait pas "*normal*" et "*social-libéral*", dans une interview au *Journal du dimanche*.

Selon lui, "*Hollande a désamorcé le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle. Il l'a dilué dans les sables des plages du Var. Comme si l'élection s'était résumée à une question de personnes: un normal à la place d'un agité et tout serait dit. Eh bien, non. Et on ne parviendra pas à nous faire confondre normal et social-libéral !*", lance l'ex-candidat du Front de gauche.

"*Hollande est un social-libéral comme ceux qui ont déjà conduit aux désastres grec, espagnol et portugais*", affirme-t-il. (AFP 18.08)

Social-libéral, c'est presque un compliment puisque le PS le revendique : contre-révolutionnaire ou social-impérialiste, c'est mieux et plus précis.

A quoi sert l'argument selon lequel les voix qui s'étaient portées sur Hollande avaient exprimé un rejet de la politique de Sarkozy, sinon à faire croire que Hollande aurait proposé une autre politique et que ces électeurs s'y seraient retrouvés et la soutiendraient, ce que Mélenchon appelle "*le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle*". Merci au passage à monsieur Mélenchon d'en rajouter une grosse louche qui nous aide à faire tomber les masques. Alors qu'en réalité le programme de Hollande était aussi antisocial et réactionnaire.

Cet argument sert en réalité à soutenir l'idée grotesque et farfelue qu'il y avait et qu'il y a encore quelque chose à attendre de Hollande et son gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé et coïncide avec le contenu des articles et déclarations des uns

et des autres, syndicats et partis ouvriers, expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'il fallait attendre, attendre, encore attendre pour savoir au juste quelle politique le gouvernement allait appliquer, dans quelle direction il allait gouverner, car voyez-vous ces gens-là ont des doutes en la matière, ils doivent bien être les seuls. Pendant ce temps-là il applique tranquillement son programme et les capitalistes peuvent continuer à vaquer tout aussi tranquillement à leurs affaires...

Après cela ils s'étonneront que les masses ne les suivent pas, elles ont raison, ils ne méritent pas leur confiance.

Les assassins ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Der Spiegel a titré un article «*Comment Paris tue l'industrie française*». Que disent-ils ? Ce que le Medef ne cesse de répéter, mais plus ouvertement parce que pas concerné.

Slate.fr note que le nombre d'emplois dans l'industrie automobile a chuté en trente ans en France mais il n'y avait rien d'inévitable, citant le magazine allemand : «*En Allemagne en revanche, Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*».

Alors où est le lézard, qu'est-ce qui est responsable de la désindustrialisation de la France, devinez ? Les responsables écrit Slate.fr sont à chercher du côté des syndicats qui ont obtenu avec le soutien du gouvernement, de «*coupables augmentations de salaire*». Entre 2000 et 2010, le coût du travail dans l'industrie automobile française a augmenté de 8%, contre 1,6% en Allemagne.

Il poursuit : Les auteurs trouvent «*ironique que les victimes de cette politique — maintien à tout prix de la production en France et augmentation des salaires— sont ceux dont la cause est défendu par les champions de ces politiques, les gouvernements et les syndicats. Que faire? Peugeot a besoin de capital pour construire et s'étendre en Chine, en Inde et au Brésil. Si le constructeur doit conserver Aulnay, elle continuera à y perdre de l'argent, celui-là même nécessaire à sa survie qui passe par l'investissement dans les marchés émergents.*»

Le cas Peugeot, conclut le Spiegel, montre bien qu'il est plus que temps de «*changer de politique industrielle française.*» Mais il n'y en a aucune en vue, note le magazine, qui cite Arnaud Montebourg: «*Nous nous battons jusqu'à la mort pour notre tissu industriel*».

Et la mort pourrait être en sortie de virage conclut le Spiegel. (source : Slate.fr 18.08)

En s'associant avec GM, elle est programmée. Le coupable de la désindustrialisation en France : le niveau des salaires, le coût du travail trop élevé, le manque de flexibilité et de productivité, de compétitivité qui en découle.

L'Allemagne a fait main basse sur l'économie des pays de l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est qui sous-traitent son industrie à un coût dérisoire grâce à sa main d'oeuvre qualifiée et bon marché, ce qui lui permet d'être compétitive sur le marché mondial et d'évincer au passage ses concurrents français notamment, tout en empochant des profits importants. Voilà la situation réelle.

Ils peuvent se targuer que "*Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*", l'aristocratie ouvrière, ils en ont les moyens en sous-traitant une grande partie de leur production en Roumanie, Pologne, etc. Et puis c'est normal après avoir évincé ou absorbé une partie de leurs concurrents (Skoda, Seat, etc.).

La question qui est posée ici ne se situe pas sur notre terrain de classe ou on ne peut pas la poser de cette manière-là, sauf à aboutir au "*produisons français*" des staliniens et autres sociaux-patriotes, nationalistes ou souverainistes réactionnaires qui représentent les intérêts des capitalistes français.

La question est que le niveau décent des salaires et le plein emploi sont devenus incompatibles avec la survie du régime capitaliste, il doit donc céder la place à une société dont la production sera basée sur les besoins de la population et non la recherche du profit à tout prix.

La division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale se traduit notamment par la mise en concurrence les travailleurs du monde entier, dont les conditions de travail et les rémunérations sont calées sur les plus mauvaises et les plus basses existant sur le marché, de manière à ce que les capitalistes empochent toujours plus de profits. On conçoit très bien que l'existence de syndicats ouvriers les contrarie, autant que leur porte-parole, Der Spiegel.

ACTUALITE EN TITRES

Russie. Instrumentalisation de petites chattes en folie (pussy).

Par les médias.

- La condamnation des Pussy Riot '*digne de l'Inquisition*' - LeMonde.fr
- Une peine de prison "*démesurée*" pour les Pussy Riot - Le Nouvel Observateur
- Pussy Riot : «*Ce procès, c'est dégueulasse*» - Liberation.fr
- La Russie sous le feu des critiques après la condamnation des Pussy riot - 20minutes.fr
- Le procès des Pussy Riot, symbole de la reprise en main poutinienne - Slate.fr
- Le verdict contre les Pussy Riot sévèrement jugé par les Occidentaux - AFP
- Le verdict du procès des "Pussy Riot" indigne l'Union européenne - Reuters

Par les puissances occidentales

- Pussy Riot : Washington condamne des "*peines disproportionnées*" - LePoint.fr
- Pussy Riot : Catherine Ashton juge la sentence "*disproportionnée*" - LePoint.fr
- Pussy Riot : la France dénonce un verdict «*disproportionné*» - Liberation.fr

C'est le mot qui convient «*disproportionné*».

Amiens. Condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis un jeune chômeur handicapé pour avoir mis le feu à une poubelle et un autre pour avoir simplement fait le guet, n'était-ce pas «*disproportionné*» ? (source : AFP 17.08)

[Afrique du Sud. Un silence complice.](#)

Aucun média, aucun Etat occidental ne condamne le massacre de dizaines de mineurs sud-africains. Bordel, ils ne savaient pas que dorénavant c'est indécent, pire, criminel, illégal de revendiquer des hausses de salaire de nos jours.

- Afrique du Sud. Le temps des questions après le drame de Marikana - Le Nouvel Observateur avec AFP
- Afrique du Sud : après la fusillade de Marikana, c'est le temps des questions - L'Express.fr
- Afrique du Sud : Enquête sur la mort des 34 mineurs - 20minutes.fr
- Afrique du Sud : des affrontements entre des mineurs grévistes et la police font 36 morts - LePoint.fr

Avez-vous constaté la différence de traitement avec la Russie ?

Un peu de courage ou d'audace camarades, changez vos habitudes, boycotez ces journaux et magazines pourris, ils sont disponibles gratuitement dans les bibliothèques municipales ou informez-vous directement et gratuitement sur le Net, désertez leurs portails qui désinforment et colportent la propagande nauséabonde du régime.

Moi, je suis obligé de me les farcir quotidiennement pour vous informer, je me sacrifie pour vous, alors consacrez votre précieux temps libre à autres choses, à vos enfants ou votre conjoint par exemple, à élever votre niveau de conscience politique, à acquérir les outils qui vous permettront de forger librement vos propres convictions. Idem avec leurs chaînes de télévision ou leurs radios de merde. Regardez, je m'en passe très bien et je ne suis pas plus con qu'un autre, non ?

C'est aussi un moyen de briser cette terrible fatalité dans laquelle ils veulent nous enfermer et qui fait des travailleurs des zombies, des acteurs inconscients de leurs propres pertes. On dispose de peu de libertés dans leur société, alors utilisons à bon escient celles qui nous restent encore.

Si la vie est un combat permanent (Freud), un combat cela se prépare, s'organise... Faites la même chose de votre vie, avec la

même détermination décidez de prendre les choses en mains, chaque geste quotidien doit être réfléchi, instantanément vous aurez l'impression que votre champ d'action s'est accru et que vous y avez gagné en liberté, que votre destin vous appartient, un léger souffle de bonheur ou de satisfaction vous envahira, spontanément vous vous sentirez mieux, ce sera comme si vous aviez fait un pas vers votre idéal, comme si vous l'aviez touché des bouts des doigts, vous en sortirez transformé, plus fort et plus heureux pour affronter la suite.

Camarades, nous sommes le nombre, une force invincible une fois en marche et orientée dans la bonne direction, nous terrasserons et vaincrons notre ennemi, il vous faut absolument en être convaincus, car cela dépend de vous aussi.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Grèce

La Grèce va devoir économiser jusqu'à 14 milliards d'euros au cours des deux prochaines années, contre 11,5 milliards prévus jusqu'à présent, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* samedi.

Cette révision à la hausse des mesures d'économies nécessaires est le résultat des derniers repérages de la troïka de ses bailleurs de fonds (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne), selon le magazine.

L'UE et le FMI font dépendre de cet audit le déblocage, ou non, de la prochaine tranche de prêts attendus par Athènes, d'un montant de 31,5 milliards d'euros.

Or, selon le Spiegel, des revers dans les privatisations prévues et des recettes fiscales moins élevées qu'attendu en raison de la mauvaise situation économique ont rendu les mesures d'économie nécessaires encore plus grandes.

La troïka souligne en outre dans un rapport intermédiaire que le gouvernement grec n'a pas été en mesure jusqu'ici d'indiquer comment il allait économiser 11,5 milliards d'euros. (AFP 18.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 août

CAUSERIE

Solidarité. J'ai appris que nous étions logés à la même enseigne, 40°C à l'ombre, c'est dur ! Bienvenue au club ! C'est mon épouse Magueswary qui est mal, en Inde elle a la clim la nuit et éventuellement une partie de la journée, mais pas à Aubagne. Elle m'a dit qu'elle ne sortait plus, depuis la pose de ces deux valves cardiaques elle ne supporte plus du tout la chaleur. Et puis elle n'a pas envie qu'on la ramasse dans la rue et de se retrouver une fois de plus aux urgences. Cela me préoccupe.

Ici à Pondichéry, après qu'il a plu deux jours de suite la nuit, la température est brutalement remontée, on démarre la journée aux alentours de 30°C.

Imaginez bosser toute l'année avec une température entre 35 et 40°C ou plus, pas dans un bureau ou une salle de classe climatisée, non, sur un chantier, sur une route, dans une petite usine mal ventilée, un hôpital, au volant d'un camion, dans un champ, dur, insupportable, effroyable à raison de 8 heures par jour 6 jours sur 7 pendant 12 mois, n'est-ce pas ?

Et en plus on va vous demander du rendement, d'être compétitif avec le reste de la planète souvent pour un salaire qui vous permet tout juste de survivre. A devenir fou, nerveux, violent de devoir supporter un tel traitement, une telle injustice, non ? Tenez, j'en ai une bonne ou plutôt deux qui devraient vous réconcilier avec leur société pourrie. Restez assis, à l'ombre de préférence.

1- Aux Etats-Unis

Le New York Times va accueillir son nouveau PDG, Mark Thompson, avec un paquet salarial totalisant un peu plus de 8 millions de dollars d'ici fin 2013, selon un avis boursier communiqué vendredi.

M. Thompson "recevra un salaire de base annuel de 1 million de dollars", indique le quotidien américain dans cet avis transmis au gendarme boursier américain, la SEC. S'y ajouteront un bonus fixé pour 2013 à "100% de son salaire de base", une prime d'arrivée de 3 millions de dollars (versée en partie en stock-options) et une prime de long terme dont la valeur pour l'an prochain est également estimée à 3 millions.

Le New York Times couvrira aussi ses frais de déménagement depuis l'Angleterre et d'installation aux Etats-Unis, ainsi que des frais juridiques, pour un maximum de 125.000 dollars.

Le New York Times avait annoncé mardi la nomination de Mark Thompson, âgé de 55 ans et à la tête de la BBC depuis mai 2004. Il doit rejoindre la rédaction du quotidien en novembre. (AFP 17.08)

Cela fait le même effet qu'une insolation, on a la tête qui tourne au point de ne pas savoir exactement combien cette vermine va empocher de millions de dollars pour veiller à ce que ce torchon garde la ligne éditoriale dictée par ses maîtres de la Fed ou Wall Street.

Et pendant ce temps-là, les représentants du capital de Washington à Paris nous expliquent qu'il est impossible d'augmenter le salaire minimum pour éviter que l'économie ne s'écroule, pour préserver l'emploi, etc. et leurs laquais syndicaux de leur emboîter le pas.

2- En Allemagne

La propriétaire du groupe de médias allemand Axel Springer, Friede Springer, a offert au patron du groupe Mathias Döpfner un généreux paquet d'actions d'une valeur dépassant 70 millions d'euros, selon un communiqué paru vendredi.

Mme Springer, veuve du fondateur d'un groupe d'édition contrôlant notamment le journal le plus lu d'Allemagne, Bild, a fait don à M. Döpfner de 1,98 million d'actions de la société, selon ce communiqué boursier.

Au cours de Bourse de vendredi, la valeur en atteignait 74 millions d'euros. Ce cadeau s'apparente à une marque de confiance pour M. Döpfner, qui a pris les rênes de la société en 2002 et l'a orientée, jusqu'ici avec un certain succès, vers l'internet.

Friede Springer, embauchée comme garde d'enfant par la famille Springer, a été la cinquième et dernière épouse de l'éditeur Axel Springer. A sa mort en 1985, elle a hérité du contrôle du groupe d'édition, dont elle détient un peu plus de la moitié du capital.

Mme Springer est une personnalité de premier plan en Allemagne. Mercredi dernier, une fête d'anniversaire donnée pour ses 70 ans avait vu affluer les célébrités. La chancelière allemande Angela Merkel avait fait le déplacement. L'ancien chancelier Helmut Kohl s'était fendu d'un message élogieux, tout comme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. (AFP 17.08)

70 ans, 70 millions d'euros, ça colle pile-poil, quel bonheur ! Cela fait cher le torchon dites-donc ! Vous n'aviez tout de même pas cru que 15 ans d'austérité en Allemagne allait les appauvrir, non mais.

Après ces deux exemples, ne dites surtout pas que les inégalités et les injustices qui sont les fondements du capitalisme seraient responsables de la situation sociale actuelle...

[Hommage à Léon Trotsky \(20 août 1940\) et aux victimes de la théorie du socialisme dans un seul pays \(stalinisme, castrisme, maoïsme\).](#)

La révolution permanente est l'antithèse de la théorie du socialisme dans un seul pays. C'est pour y être resté fidèle jusqu'au bout que Staline fit assassiner Léon Trotsky. On imagine dès lors que cette théorie de la révolution permanente présentait un danger mortel pour tous ceux qui étaient attachés au maintien de l'ordre capitaliste existant dans le monde ou à leurs propres privilèges de caste bureaucratique parasitaire.

Où commence-t-elle ou finit-elle ?

Concerne-t-elle comme son nom pourrait le faire croire qu'une période ou une situation définie comme révolutionnaire dans un pays déterminé ou s'applique-t-elle à l'humanité entière ?

Qu'est-ce qui a un caractère permanent dans la lutte de classe au-delà de la révolution ?

Donnons la parole à son génial théoricien, Karl Marx :

- *"Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives."* (K. Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850.)

Marx faisait référence aux révolutions qui ont balayé l'Europe à partir de 1848.

La révolution permanente commence en revendiquant une augmentation de salaire et se termine par l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui nécessite au préalable que les prolétaires se soient emparés du pouvoir politique.

C'est un processus dialectique qui commence sur le plan économique ou social et qui se poursuit sur le plan politique jusqu'à ce que l'exploitation de l'homme par l'homme, les classes et l'Etat, le règne de la nécessité qui a pris la forme de la servitude humaine aient disparu de la surface de la terre.

Facile à comprendre, logique, non ?

Maintenant, nos syndicats et nos partis s'arrêtent en cours de chemin, ils ne visent (plus) que des revendications immédiates destinées à *"rendent supportable la société existante"* à certaines couches d'exploités seulement abandonnant les plus défavorisés à leur triste sort, soit à l'échelle de l'humanité des milliards de travailleurs et leurs familles, rien de moins soit dit en passant.

On dit souvent qu'ils sont gangrenés ou pourris par le réformisme, le trade-unionisme, etc. qui sont des formes d'adaptation, d'accommodation au capitalisme, sans faire le rapprochement avec la théorie du socialisme dans un seul pays qui finalement vise ou aboutit au même résultat, à savoir que les besoins sociaux et les aspirations à la liberté des masses demeurent finalement insatisfaites.

La similitude ne s'arrête pas là, avec le réformisme, le prolétariat ne parviendra jamais à détenir le pouvoir politique, inutile puisque le développement du capitalisme revient à réaliser le socialisme, et avec le socialisme dans un seul pays non plus, puisque c'est une caste de bureaucrates corrompus qui prend sa place, accapare les richesses produites et détient le pouvoir, lui interdisant même d'exister politiquement sous une forme organisée pour lutter pour ses droits sociaux ou politiques.

Ainsi, par des moyens différents réformisme et stalinisme poursuivent les mêmes objectifs étrangers au combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital. Ils partagent finalement la même idéologie que les capitalistes.

La révolution est permanente pas seulement à l'intérieur du pays où elle a éclaté mais à l'échelle mondiale, c'est uniquement à cette échelle que son plein développement peut se réaliser, car c'est au niveau mondial qu'il faut éradiquer le capitalisme comme mode de production et d'exploitation. Pour l'avoir refusé, l'URSS a disparu et la Chine et Cuba connaîtront le même destin pour la même raison, parce qu'il ne peut pas exister dans un pays ou dans le monde deux modes de production antagonistes, l'un reposant sur la propriété privée des moyens de production et l'autre sur l'appropriation des moyens de production et d'échange par la classe des producteurs qui constitue l'immense majorité de la population, l'un reposant sur la recherche du profit qu'une poignée d'exploiteurs s'accaparent, l'autre sur les immenses besoins de la population pour les satisfaire. C'est aussi sur cette contradiction que le socialisme repose, et qu'il est le seul capable de résoudre en supprimant l'injustice qui est à la base du système capitaliste.

La révolution permanente, c'est aussi la remise en cause des rapports entre les classes sur le plan politique, qui part de la remise en cause de la forme de domination de classe adoptée à un moment donné par la classe dominante pour exercer son pouvoir sur la classe dominée ou telle qu'elle existe aujourd'hui, jusqu'à la remise en cause de l'Etat et ses fondements ou plutôt qui l'inclut, pour aboutir à une inversion des rapports entre les classes au profit de la classe dominée qui est devenue la classe dominante et exerce dorénavant son pouvoir, sa dictature (du prolétariat) sur la classe minoritaire des exploités.

Maintenant le développement des forces productives à l'échelle mondiale a atteint un tel niveau qu'il serait possible de satisfaire les besoins de l'humanité entière, c'est uniquement l'existence du mode de production capitaliste qui l'interdit, l'essentiel des richesses produites étant accaparées par une minorité de parasites et rentiers. Cette contradiction est d'autant plus insoutenable de nos jours, que la démographie mondiale a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle, désormais ce sont sept milliards d'êtres humains qui exigent que leurs besoins ou aspirations soient immédiatement satisfaits. La crise actuelle du capitalisme est le produit de cette contradiction parvenue à un degré d'exacerbation inconnu dans le passé sur une telle échelle, puisqu'elle frappe simultanément tous les pays et tous les continents à la fois. Et c'est justement à ce moment-là que les capitalistes décident de liquider les avantages sociaux que les exploités avaient conquis au cours de la lutte de classe au XXe siècle dans les pays dominants, parce qu'ils seraient incompatibles avec leur appétit insatiable de profit, avec la survie de

leur système économique.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation où les revendications les plus élémentaires des travailleurs viennent se heurter violemment à l'existence même du capitalisme, les conduisant à remettre en cause ses fondements afin de les satisfaire ou alors accepter une régression sociale sans fin qui leur rendra la vie infernale, les réduira en esclavage.

Sur le plan politique, on peut observer la même polarisation ou radicalisation entre les classes dans la mesure où les institutions ne permettent plus à la classe ouvrière d'y être représentée, les partis (et leurs satellites anciens ou nouveaux) censés représenter ses intérêts et participant aux institutions étant passés avec armes et bagages depuis belle lurette dans le camp de l'ennemi, eux-mêmes réduits à une poignée insignifiante d'élus, les travailleurs leur ayant tourné le dos ou ne se reconnaissant plus dans aucun parti ouvrier institutionnel, ainsi que dans ceux aspirant à prendre leur relève.

On en est arrivé là aussi à la situation où la masse des exploités n'a plus de représentation politique indépendante de l'Etat au sein des institutions, elle a été pour ainsi dire rejetée, exclue de la vie politique du pays, ce sont des élus totalement subordonnés au capitalisme, porte-parole des intérêts de ce dernier qui décident de leur destin à leur place. Du coup, ne pouvant pas se reconnaître dans des institutions dans lesquelles elles n'ont pas leur place, il ne leur reste plus qu'à engager le combat pour les abattre et fonder leurs propres institutions, leur propre Etat sur la base de leurs besoins sociaux. C'est directement dans cette perspective politique qu'elles doivent mener leur combat contre l'Etat.

Résumons et soyons plus précis, ne pouvant plus concevoir le combat pour l'amélioration de leur condition ou la défense de leurs acquis sociaux autrement qu'en remettant en cause les fondements du capitalisme d'une part, et ne pouvant plus concevoir le combat politique autrement qu'en remettant en cause les institutions politiques du capital d'autre part, ces combats doivent être impérativement liés, le premier devant être subordonné au second puisqu'il constitue la clé de la situation, le capitalisme ne pouvant exister un jour de plus sans le pouvoir politique qui légitime et justifie juridiquement son existence, les rapports existant entre les classes à son profit.

- *"La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente."* (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

On pourrait ajouter que la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale ne laisse guère de marge de manoeuvre aux différents capitalistes, au point de rendre immédiates et indispensables, urgentes des *"incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois"* pour que la nouvelle classe dominante, le prolétariat, puisse asseoir ou conforter son pouvoir en satisfaisant les besoins sociaux élémentaires ou les plus urgents des travailleurs, le sort de la révolution et du jeune Etat ouvrier en dépendrait largement, car sans le soutien de l'immense masse des exploités, le camp de la réaction pourrait à tout moment s'appuyer sur la réaction mondiale pour le renverser.

La révolution permanente ne prendra fin que lorsque la classe des capitalistes aura été (définitivement) vaincue à l'échelle mondiale.

- *"La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme: elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète."* (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

Volontairement je vous ai épargné les formules habituelles et je me suis refusé à multiplier les citations qui auraient abouti à un hommage plat, indigeste et sans personnalité, ce qui selon moi manque le plus à nos dirigeants, j'ai pensé, que Trotsky qui a sacrifié sa vie et celle de ses proches pour notre cause, méritait mieux.

ACTUALITE EN TITRES

La dictature mondiale en marche.

- Attaques de drones dans le nord du Pakistan, 13 morts - Reuters

Ces attaques sont survenues alors que le Pakistan fêtait l'Aïd al Fitr, qui marque la fin du mois sacré du ramadan. (Reuters 19.08)
On se fout du ramadan, mais choisir ce moment-là précisément pour bombarder le Pakistan c'est ignoble au possible.

Les Etats-Unis se permettent de bombarder un pays souverain et indépendant sans que personne ne trouve à y redire parmi les différentes puissances occidentales. Je ne le relate pas systématiquement, mais ce genre d'attaques se produisent chaque semaine, c'est infernal !

Parmi les premières décisions politiques internationales que prendrait un gouvernement ouvrier socialiste révolutionnaire, il romprait les relations avec les Etats-Unis et Israël ainsi que tous les pays qui les soutiennent, avec l'ONU et toutes ses agences évidemment. Il déclarerait caduc tous les traités signés antérieurement avec ces pays ou leurs institutions internationales. Leurs personnels diplomatiques seraient expulsés sous 24h et leurs ambassades ou consulats fermés et déclarés illégaux jusqu'à nouvel ordre.

Leurs médias seraient déclarés illégaux dès lors qu'ils soutiendraient la ligne politique contre-révolutionnaire de leurs gouvernements et priés de quitter le pays dans les mêmes conditions. Quant aux nombreux dictateurs ayant obtenu l'asile politique en France, ils seraient immédiatement arrêtés et expulsés vers le pays de leur choix, à moins qu'ils préfèrent qu'on les parachute sur une île déserte au beau milieu du Pacifique. Et ce ne serait qu'un début.

Quand une puissance se permet de dicter sa loi à des Etats plus faibles sans se soucier du droit international qu'ils ont adopté en commun, agissant sans foi ni loi autre que la ruse et la force pour s'imposer au détriment des intérêts de votre peuple, il est de notre devoir de rompre immédiatement avec lui sans quoi il nous broiera.

L'Etat mafieux américain dirigé par les gangsters de l'oligarchie financière est engagé dans une lutte à mort contre les peuples de la terre entière, il s'agit donc d'en prendre conscience le plus rapidement possible et d'adapter notre politique en fonction de la situation dans laquelle nous nous trouvons pour préserver nos intérêts, c'est une question de vie ou de mort au cours d'une révolution, et adopter l'attitude angélique du petit-bourgeois individualiste, humaniste et ignare serait une faiblesse criminelle, fatale.

Imaginez un instant ce que doivent penser, quel doit être l'état d'esprit des citoyens qui vivent dans un pays bombardé sans cesse par une puissance étrangère, la vie doit être un cauchemar au quotidien pour eux, après on s'étonnera qu'ils massacrent (aveuglément) le premier occidental qui leur tombe sous la main, ils auront vraiment tout fait pour cela.

Et les millions de réfugiés pakistanais qui ont tout perdu après les dernières inondations qui ont ravagé une partie du pays, tout le monde s'en fout également, de la graine de terroriste !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le Conseil de sécurité refuse de condamner un attentat contre ses casques bleus.

Sergey Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué sur Twitter « *ne pas comprendre la position* » des membres occidentaux du Conseil de sécurité qui ont refusé de condamner l'attentat perpétré, le 15 août 2012, à l'arrière de l'hôtel Rose de Damas où résident les observateurs de l'ONU.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Organisation que le Conseil de sécurité refuse de condamner une action terroriste visant ses propres observateurs. (Réseau Voltaire 17.08)

2- Equateur

Le président Rafael Correa, furieux de la menace de Londres de donner l'assaut à l'ambassade équatorienne où s'est réfugié Julian Assange, a accusé samedi la Grande-Bretagne de constituer une menace pour toute l'Amérique latine.

Faisant état de relents colonialistes dans l'attitude britannique, le gouvernement de Quito a accordé officiellement l'asile au cofondateur australien de WikiLeaks recherché en Suède pour des accusations de viol et d'agression sexuelle.

"*Ils (les Britanniques) sont à côté de la plaque. A qui croient-ils avoir affaire ?*", s'est interrogé le chef de l'Etat équatorien lors de son allocution hebdomadaire.

"*Ne comprennent-ils pas que nous sommes un gouvernement digne et souverain, qui ne s'agenouillera pas devant qui que ce*

soit ? Belle mentalité, n'est-ce pas ? Ils ne comprennent pas que l'Amérique latine est libre et souveraine et que nous ne supporterons pas une quelconque immixtion ou colonialisme, y compris dans ce pays, certes petit, mais avec un coeur gros comme ça".

Alors que, depuis le 16 août, les relations diplomatiques entre les autorités britanniques et l'Equateur sont pour le moins tendues, le pays a reçu un puissant soutien de ses amis de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), à l'issue d'un sommet d'urgence convoqué samedi soir à Guayaquil (nord-ouest de l'Equateur).

Les ministres des affaires étrangères du bloc ALBA, qui comprend notamment le Venezuela, Cuba et le Nicaragua, ont averti le gouvernement britannique que l'entrée de la police dans l'ambassade équatorienne à Londres pour y arrêter Julian Assange aurait *"de graves conséquences dans le monde entier"*.

"Nous refusons les menaces intimidatrices proférées par les porte-parole du gouvernement du Royaume-Uni parce qu'elles violent les principes de souveraineté et l'intégrité territoriale des nations", selon leur déclaration commune.

"Les menaces proférées par le gouvernement du Royaume-Uni, qui supposent la possibilité d'une entrée indue dans le siège diplomatique de l'Equateur à Londres pour arrêter Julian Assange, constituent des actes d'intimidation attentatoires à l'intégrité territoriale de la République de l'Equateur", ont réagi les ministres de l'ALBA dans un communiqué.

Le président équatorien Rafael Correa avait également dénoncé samedi les *"menaces grossières"* de la Grande-Bretagne. *"Jamais, au moins tant que je serai président, l'Equateur n'acceptera des menaces comme celle que la Grande-Bretagne a proférée cette semaine de manière totalement grossière, manquant d'égards et inacceptable"*, avait déclaré M. Correa à Loja (420 km au sud de Quito), à l'occasion d'un compte rendu hebdomadaire de travail.

Les Equatoriens *"ont déformé nos propos"*, a déclaré à l'AFP un responsable britannique. Mais pour Quito, qui affirme avoir reçu un document écrit évoquant la possibilité d'une intrusion, la menace persiste puisque, selon le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patino, *"il n'y a pas eu un autre document désavouant le premier document, ou des excuses pour la menace proférée"*.

Après la réunion de l'ALBA, l'Equateur a convoqué les ministres des affaires étrangères de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) dimanche à Guayaquil (Equateur) pour faire un point sur la situation, tandis que l'organisation des Etats américains (OEA) a annoncé qu'elle convoquerait une réunion le 24 août à Washington de ses ministres des affaires étrangères.

Les Etats-Unis, qui ont dit rejeter la notion *"d'asile diplomatique"* invoquée par l'Equateur, et le Canada, ont voté contre cette réunion. Quito a annoncé aussi envisager de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye pour contraindre la Grande-Bretagne à délivrer un sauf-conduit à M. Assange. (Reuters et Le Monde 19.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

Trois jours après le massacre de la mine de Marikana, l'exploitant Lonmin a menacé dimanche de licencier les grévistes qui ne reprendraient pas le travail lundi matin, mais la majorité des mineurs ont rejeté cet ultimatum et entendaient poursuivre le mouvement.

Par ailleurs, le président sud-africain Jacob Zuma a annoncé une semaine de deuil national à partir de lundi, en mémoire des 44 victimes de la mine de platine.

Dix personnes dont deux policiers ont été tuées entre les 10 et 12 août dans des affrontements intersyndicaux, et 34 mineurs ont été abattus et 78 blessés par la police jeudi.

Dimanche matin, Lonmin a sommé les ouvriers de reprendre le travail lundi.

"L'ultimatum final a été repoussé au lundi 20 à la suite des événements de jeudi", a indiqué la société britannique, *"l'ultimatum final donne aux employés une dernière chance de reprendre le travail ou de s'exposer à un possible licenciement"*.

Les mineurs interrogés par l'AFP dimanche ont réagi avec colère.

"Je ne retourne pas au boulot. Où est l'argent?", demande David Sikonyela, 52 ans, mineur du Lesotho, en prenant connaissance

de l'ultimatum.

"Est-ce qu'ils vont virer aussi ceux qui sont à l'hôpital et à la morgue?", s'emporte son collègue Thapelo Modima, 46 ans. "De toute façon, c'est mieux d'être mis à la porte parce qu'ici, on souffre. Nos vies ne vont pas changer. Lonmin se fiche de notre bien-être, jusqu'à maintenant ils ont refusé de nous parler, ils ont envoyé la police pour nous tuer".

"Des gens sont morts. On est en colère. Si on reprenait le travail, ce serait comme s'ils étaient morts pour rien", ajoute Fezile Magxaba, un contremaître de Marikana, en faisant sa lessive à un robinet collectif.

La vedette des journaux du dimanche était le jeune tribun populiste Julius Malema, soudain sorti de l'anonymat politique dans lequel il était tombé après avoir été exclu en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, pour ses provocations répétées.

Samedi, l'ancien leader de la ligue de jeunesse de l'ANC s'est rendu auprès des mineurs et s'est adressé à eux, refusant toute forme de protection policière. Il a accusé le président Zuma d'être responsable du massacre et l'a appelé à démissionner.

"Zuma ne s'intéresse pas aux mineurs. Il est venu ici hier soir (vendredi) et il a rencontré des blancs. Il ne sait même pas si les mineurs sont sains et saufs ou pas", a-t-il lancé aux grévistes.

Malema, qui n'a plus aucune structure politique autour de lui, a très longtemps incarné l'aile radicale de l'ANC. Insatisfait de voir le chômage, la misère et les inégalités s'aggraver 18 ans après la chute de l'apartheid, il appelait notamment à la nationalisation des mines et à l'expulsion sans compensation des grands propriétaires terriens blancs. (AFP 19.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août

CAUSERIE

En visitant hier le portail national du POI je me suis fait cette réflexion : incroyable, quel foutoir innommable, c'est à vous donner le tournis ou la migraine !

Cela m'a fait penser à certains magasins qui ont entassé tellement de produits dans leurs rayons et allées jusque dans les moindres recoins pour attirer le client, qu'il vous faut une heure pour trouver ce dont vous avez besoin, et comme cela a le don de vous énerver, vous ressortez en courant sans rien acheter, ce que j'ai fait en quittant ce portail sans lire ou copier le moindre article.

De mon côté, avec mes faibles moyens, je vous propose un portail aéré, clair, facile d'accès, ordonné, au design agréable, qui a une personnalité, bref, qui ne ressemble à aucun autre tant par son contenu que par sa présentation. S'il vous convient comme il est, ne louez pas les qualités de son auteur, dites-vous plutôt que cela doit avoir un rapport avec ses réelles intentions qu'il n'a jamais caché. Car si je possédais une qualité particulière, je ne pourrais pas vous la transmettre, en revanche je pourrais vous faire partager mes idées ou mes convictions.

J'ai rectifié après les avoir comptés, il y a plus de 360 articles en ligne dans le site sur la situation en Syrie, 360, de quoi largement comprendre ce qui se passe réellement.

J'ai rajouté aujourd'hui deux articles sur la Syrie qui datent de juin et juillet qui méritent d'être lus, plus particulièrement celui de juin, la source de ces articles, le portail Altantico.fr nettement classé à droite, fait qu'on ne pourra pas accuser leurs auteurs de collusion avec le régime d'Assad. Leurs contenus sont accablants pour la coalition coloniale américano-franco-britannique qui arment la horde de barbares fanatiques et sanguinaires qui terrorisent la population pour qu'elle rejoigne l'opposition au régime.

Le saviez-vous ?

Libye. Moustapha Abdeljalil avoue avoir menti avec des images de film de la fausse chute de Tripoli tournée au Qatar et retransmise à travers le monde. (traduction en français à l'écran)

http://www.dailymotion.com/video/xkpi15_la-chute-de-tripoli-m-abdeljalil-avoue-le-mensonge-tourne-au-qatar-et-retransmis-a-travers-le-monde_news

On a là la confirmation de ce que T. Meyssan du Réseau Voltaire avait annoncé dans un article.

Cessez d'armer des hordes de mercenaires sanguinaires et barbares monsieur Hollande !

Lors d'un entretien de 45 minutes à l'Élysée, François Hollande a assuré au nouveau représentant spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, du soutien de la France et l'a invité "*à tout mettre en oeuvre afin d'obtenir d'abord la cessation des violences*", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

Pour le chef de l'Etat, "*il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al Assad*". Une position qui diffère de celle tenue jusqu'ici par Lakhkar Brahimi, qui a déclaré ce week-end qu'il était trop tôt pour dire si Assad devait se retirer.

La France plaide pour "*la préparation de la transition politique, en lien avec l'opposition syrienne, dans l'intérêt de tous les Syriens et avec pour objectif la fondation d'une Syrie libre et démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et des minorités*". (Reuters 20.08)

La position de Hollande consiste à demander la "*cessation des violences*" en direction de Bachar al Assad dont il serait à l'initiative, alors qu'en réalité ce sont des bandes de tueurs à gage étrangers recrutés par le Qatar qui en sont avant tout les auteurs, tout en leur permettant de continuer d'harcéler le régime qui ne peut que répliquer violemment pour conserver le contrôle de la situation.

Des armes de "**destruction massive**" aux armes chimiques, il n'y a qu'un pas qu'Obama hésite à franchir.

"*Jusqu'ici, je n'ai pas donné l'ordre d'intervenir militairement*" en Syrie, a déclaré le président américain Barack Obama lors d'une conférence de presse. Mais "*si nous commençons à voir des quantités d'armes chimiques déplacées ou utilisées, cela changerait mon calcul et mon équation*", a-t-il ajouté. (AFP 20.08)

Quelle est la nature d'un régime qui s'octroie le droit de menacer d'attaquer et de bombarder un Etat souverain qui ne lui a jamais déclaré la guerre ? Une dictature.

Le bouffon du monarque.

Interrogé par France Inter sur les violences d'Amiens où plusieurs équipements publics ont été détruits par le feu, M. Mélenchon s'est insurgé: "*Non, ce n'est pas la jeunesse qui est en cause ! C'est quelques personnes. Et je vais dire à ceux qui foutent le feu à un gymnase ou une bibliothèque : ce sont des crétins*".

"*Nous les rejetons, ils n'ont rien à voir avec la contestation de la société capitaliste. C'est le contraire ! Ils en sont les larbins, les fourriers, les bouffons*", ils "*nous jettent la honte à tous*", a martelé M. Mélenchon. (AFP 20.08)

Honte à ce charlatan qui pendant plus de 30 ans n'a jamais occupé d'autre fonction que celle de larbin du régime au sein du PS, de l'UE et de l'ONU pour vivre confortablement.

Non, ce ne sont pas "*quelques personnes*" qui sont en cause, mais la société que vous avez participé à forger au cours des décennies précédentes, que vous soutenez et qui a produit le chômage de masse, qui a généralisé la précarité et la pauvreté de couches entières du prolétariat auxquelles ces jeunes appartiennent sans espoir de connaître un avenir meilleur dans le futur.

Monsieur l'illusionniste, refuser de rompre avec l'Union européenne et l'euro, s'en remettre à l'ONU, refuser de rompre avec le PS, refuser de se placer dans l'opposition à ce gouvernement impérialiste qui menace l'intégrité d'un Etat souverain, la Syrie, etc. ce n'est pas contester la société capitaliste, c'est s'y adapter honteusement.

De renégat, vous êtes devenu en réalité comme vos alliés au sein du Front de gauche, un fieffé réactionnaire. Les staliniens ont pour coutume d'accuser les travailleurs d'être responsables de leur propre malheur, que vous les imitez ici n'a rien d'étonnant. Et que votre déclaration ait été accueillie avec enthousiasme sur Internet par des partisans ou des adhérents de l'UMP ou du FN en dit plus que de longs discours sur vos réelles intentions.

Ces jeunes poussés au désespoir, tout comme d'autres jeunes provenant d'autres milieux attirés par la mouvance anarchiste qui commettent des actes illégaux et parfois violents, ne peuvent être désignés à la vindicte publique comme vous le faites sous prétexte qu'ils s'en sont pris à des symboles de la société dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

La question est plutôt de savoir pourquoi ils ne se reconnaissent pas dans cette société pourrie que vous avez servie pendant tant d'années. On conçoit parfaitement que vous soyez incapable de vous poser cette question pour la raison qui vient d'être énoncée, car cela reviendrait à remettre en cause votre engagement politique de larbin du régime qu'apparemment vous vous destinez de poursuivre avec le talent que vos semblables vous reconnaissent.

Nous ne partagerons pas votre honte qui n'appartient qu'à votre milieu et ses représentants monsieur Mélenchon. De notre côté, nous n'avons rien à nous reprocher, contrairement à vous, nous avons les mains propres et l'esprit tranquille. Et si nous ne nous livrons pas à des amalgames honteux comme vous venez de le faire entre ceux qui sont responsables de la situation sociale actuelle et ceux qui en sont les victimes innocentes, c'est parce que nous nous plaçons en toute circonstance aux côtés des opprimés. D'autres vous auraient tout simplement traité d'individu sordide et ignoble, à vous de démontrer le contraire si vous en êtes capable.

Mystification. L'idiot utile du régime a encore frappé.

Ou comment faire croire que Hollande et son gouvernement pourrait faire une autre politique répondant aux besoins des travailleurs, alimenter cette illusion qui sera usée avant 2017, voilà à quoi sert Mélenchon.

- Jean-Luc Mélenchon a réclamé lundi le soutien de l'aile gauche du PS pour "*booster la gauche*" et faire avancer les idées négligées, selon lui, par la majorité.

Il est comme Pierre Laurent, il "*réve*" (libération.fr 15.08), mais attention, pas d'une société idéale qui n'existera jamais, vous êtes prévenus !

- David Assouline, le porte-parole du PS, a estimé à quelques jours de l'université d'été du PS, à La Rochelle, qu'il s'agissait d'une vaine polémique destinée à meubler le vide laissé par la droite depuis la défaite de Nicolas Sarkozy.

De là à laisser penser que le philistin Mélenchon joue le jeu de la "*droite*" il n'y a qu'un pas...

La tortue ou le serpent de mer.

- Il (David Assouline) a le "*sentiment du devoir accompli*" et "*l'ambition intacte de changement*". Les socialistes "*salueront la mobilisation exceptionnelle de François Hollande et du gouvernement pour agir vite, mais sans précipitation*", a-t-il dit.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, prétentieux, arrogants, hautains, orgueilleux, ils sont bien puants de la tête aux pieds, Fabius a dit que le président syrien ne méritait pas d'exister, eux non plus, sauf que lui, aussi détestable soit-il, ne prétend pas se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Et pendant ce temps-là, il y en a qui se placent et qui flattent le monarque pour faire partie de sa cour.

- Jean-Christophe Cambadélis a qualifié pour sa part de "*sans-faute*" les cent premiers jours de François Hollande, jugeant que Jean-Luc Mélenchon était "*impatient*". "*Mais, nous, nous voulons conduire patiemment le changement pour qu'il dure*", a-t-il dit sur RFI.

Traduisez : faisons en sorte de faire croire que le changement est en marche pour rester au pouvoir le plus longtemps possible, et au diable la caissière ou le manutentionnaire qui s'impatientent parce qu'ils ne parviennent pas à boucler la fin de mois avec leur salaire de misère.

La serpillière et le charbonnier.

- Le président du Parti de gauche a néanmoins continué lundi à donner de la voix, en appelant notamment à Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire. "*Nous avons un terrain commun, la gauche du Parti socialiste et nous, le Front de gauche. Nous avons des mots d'ordre, une vision du monde en commun*", a-t-il dit sur France Inter, en citant également Julien Dray, Henri Emmanuelli et Marie-Noëlle Lienemann, autres figures de la gauche du PS.

Vous avez dès lors le droit de mettre le PG dans le même sac que le PS.

On définissait le PG comme un appendice du PS, s'il le dit lui-même, c'est mieux ! Vous pouvez avoir autant de visions du monde que vous voulez, il n'y en aura qu'une qui correspondra à la réalité du point de vue des intérêts collectifs des exploités. A moins qu'on nous explique qu'il est impossible de se représenter la réalité et de l'interpréter comme elle est, ce qui revient à nier son existence, mais sans prouver qu'elle ne pourrait pas exister, et dès lors être interprétée, puis saisie sur un plan historique.

On peut toujours nier la légitimité de la grève entamée par des mineurs sud-africains pour obtenir une augmentation de salaire, que leurs salaires sont misérables, mais on ne pourra pas nier que le gouvernement a envoyé la mitraille pour qu'ils cessent leur grève et qu'il est coupable d'avoir lâchement assassiné des mineurs.

Entre "**amis**", en famille.

- "*Mes amis, vous devez peser de tout votre poids pour obtenir les lois dont nous avons besoin*", a-t-il ajouté. "*Assez de paroles, des actes. Nous avons besoin que vous veniez nous aider dans notre bataille pour booster la gauche. C'est nous la locomotive, bon sang ! Venez mettre un peu de charbon pour qu'elle avance !*" Jean-Luc Mélenchon, qui avait dénoncé dans un entretien au Journal du dimanche le "*creux*" des cent premiers jours de François Hollande, l'a qualifié lundi de "*brave homme*".

Sortez la boîte à cirage ! Un homme de paille, un pauvre type quoi, c'est flatteur !

Il feint d'ignorer, à moins que ce soit un fieffé "*crétin*", ce qui est parfaitement possible - généralement ces gens-là ne font rien d'autre que s'écouter parler, que la direction du PS et le PS tous courants confondus ont adopté le marché, l'économie capitaliste, qu'ils n'ont plus rien à voir avec le socialisme qui coïncide avec les intérêts des masses exploitées, donc ils sont au pouvoir pour gérer la société pour le compte des capitalistes et rien d'autres, capitalistes qui d'ailleurs ne s'y sont pas trompés, hier encore la France a emprunté sur les marchés à un taux négatif et les agences de notation se sont fait particulièrement discrètes depuis le 6 mai, ensemble ils soutiennent le gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé. Monsieur Mélenchon voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes en affirmant qu'il pourrait en être autrement, c'est du domaine de la mystification pour tromper les travailleurs.

Allons plus loin.

Il est arrivé dans le passé qu'un gouvernement de Front populaire dirigé par le PS ou par un parti de l'Internationale jaune se propose de mettre en oeuvre un programme social favorable aux travailleurs, sans aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ils en sont définitivement incapables, ce qui chaque fois déclencha une réaction violente de la part de la réaction qui s'y opposa.

Pris de panique le gouvernement recula précipitamment et décréta une "*pause*" dans les réformes, ce qui lui valut de se couper des masses. Ensuite, le gouvernement une fois affaibli, la réaction redoubla ses coups pour l'acculer, car ce qu'elle visait c'était sa chute, elle ne pouvait se contenter d'un consensus ou de demi-mesures. Au-delà, il lui fallait mater le prolétariat, lui infliger une défaite pour lui imposer son propre programme.

Le gouvernement de Front populaire ne pouvant pas se résoudre à prendre de telles mesures répressives contre les masses qui l'avaient porté au pouvoir sous peine de se couper définitivement avec elles, il ne lui restait plus qu'à passer le témoin à la réaction, à l'appeler au pouvoir sans même qu'il le réclame, les dirigeants du PS ou de la SFIO (ainsi que ses alliés staliniens) ou son clone en Espagne, au Chili, etc. expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'ils avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour servir les intérêts des travailleurs, en vain, alors qu'en réalité non seulement ils n'avaient jamais été jusqu'à rompre avec le capitalisme, ils avaient refusé de mobiliser l'ensemble de la classe pour soutenir ces mesures sociales, pour finalement reporter sur la classe ouvrière la responsabilité de leur échec et la boucle est bouclée. Je ne sais plus qui a dit que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritaient, on pourrait attribuer cette formule au PS et ses satellites.

Tartufe vend la mèche des agités du bocal.

- Dans Le Figaro paru lundi, le ministre du Travail, Michel Sapin, minimise ces désaccords. "*La gauche ne s'agite pas plus qu'il n'est logique, attendu et habituel*", dit-il. (source : lepoint.fr 20.08)

Elle est pareille à elle-même, on n'en a jamais douté, c'est la raison pour laquelle nous ne lui avons pas donné notre voix !

Au fait monsieur Mélenchon qui revenez de chez le colonel Chavez, comment se porte le "*socialisme du XXIe siècle*" ?

Question : quand Chavez se réjouit de la hausse du cour du pétrole dont le Venezuela est l'un des plus importants producteurs au monde, quand il refuse d'augmenter la production pour empêcher que le prix du pétrole chute, ils ne se soucient pas vraiment du sort des peuples qui à travers le monde doivent payer l'essence à un tarif prohibitif, en Inde par exemple, pays qui comme chacun sait importe tout son pétrole et qui est classé parmi les pays riches, Chavez s'engraisse sur notre dos sans que cela lui pose vraiment un cas de conscience, non ?

Vous me direz que cela ne changerait rien puisque ce sont les multinationales américaines, britanniques et françaises qui fixent les prix, et les gouvernements qui prélèvent des taxes ensuite. Certes, mais si le baril était à 15 ou 20 dollars au lieu de tourner autour de 100 dollars, nous disposerions d'un argument imbattable à la fois contre les multinationales et les gouvernements pour exiger la baisse du prix de l'essence à la pompe.

Mais bon, il faut bien financer le "*socialisme du XXIe siècle*"...

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

Un tiers des employés de la mine de platine ont repris le travail lundi après des affrontements meurtriers avec la police jeudi.

La direction de Lonmin a repoussé à mardi son ultimatum exigeant la reprise du travail des grévistes à la mine de platine de Marikana (nord), où 34 mineurs ont été tués jeudi par la police. Lonmin, qui précise que l'activité de la mine a repris ce lundi, indique dans un communiqué : *"Après des consultations avec plusieurs représentants syndicaux aujourd'hui (lundi), l'entreprise peut annoncer que les mineurs en grève illégale qui n'ont pas repris le travail ce matin ne seront pas licenciés, et qu'il leur a été accordé un jour de plus, à la lumière des circonstances actuelles."*

"Lonmin peut confirmer que le travail à Marikana a repris aujourd'hui, avec un nombre significatif d'employés", poursuit le communiqué, qui affirme que *"presque un tiers des 28 000 employés ont pris leur poste à la vacation du matin lundi 20 août"*. Dans un précédent communiqué, Lonmin avait avancé le chiffre de 27 % des employés présents à leur poste.

L'entreprise rappelle cependant que son ultimatum n'est pas levé, menaçant les récalcitrants de *"mesures disciplinaires"*. L'expression *"menace de licenciement"*, employée dans les précédents communiqués, a cependant disparu. Lonmin note que la grande majorité des employés n'étaient pas en grève (les grévistes étaient environ 3 000), mais qu'ils n'ont pas pu travailler en raison des violences, qui ont fait au total 44 morts, 10 dans des affrontements intersyndicaux entre le 10 et le 12 août, et 34 dans la fusillade de jeudi. (lepint.fr 20.08)

En guise d'hommage aux mineurs sud-africains, à tous les mineurs du monde entier. Rapidement, hélas !

Pratiquement tout ce que la société consomme, toutes les marchandises produites, y compris la plupart des produits alimentaires, à l'exception du bois qui pousse à l'état naturel, tout ce qu'on utilise quotidiennement dans tous les pays du monde toutes classes confondus, toutes générations confondues, n'existerait pas sans le travail des mineurs.

Nous leur devons absolument tout, à leur force de travail qu'ils vendent pour un salaire de misère. Ils ont le métier le plus pénible au monde et ils sont traités pire que des chiens. On y reviendra une autre fois.

Les ouvriers sont les martyrs innocents du capitalisme, ceux des mines, ceux qui travaillent sur les chantiers, ceux qui travaillent dans des petites unités de production en usine, ceux qui travaillent dans de grandes usines sont des privilégiés à côté, ils forment souvent l'aristocratie ouvrière que le capitalisme a corrompu, ce sont les autres catégories d'ouvriers moins bien lotis qui en font les frais, ils n'y pensent pas ou ne le savent pas, ils n'en sont pas responsables, ce sont les capitalistes qui se livrent à ce calcul sordide pour accroître leur profit et conserver leur pouvoir.

Je vous ai dégotté un passage excellent de Marx qui traite de cette question sous un autre angle, celui du parti, ce sera pour demain. Vive la classe ouvrière internationale et vive le socialisme !

Haut de page ↗

Le 22 août

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'aborder le texte de Marx dont je vous ai parlé hier. De plus, on a encore de grosses coupures de courant, dont une bonne partie de la nuit dernière et depuis le début de la matinée, il est 14h et je suis crevé, j'ai commencé à bosser à 7h. J'ai utilisé le générateur pour bosser ce matin. J'envisage d'acquérir deux panneaux solaires en plus de la batterie et du générateur. En fait d'amélioration, c'est de pire en pire ! Là je fonctionne sur la batterie qui s'est un peu rechargé, je mets le boulot sur le serveur et je ferme l'ordinateur.

Bonne journée à tous.

L'adresse de l'interview par T. Meyssan de la journaliste Yara Saleh de la télévision privée Al-Akhbariya libérée : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=owiOHSIn0W8. Un article dans la rubrique Syrie y est consacré.

Il y a 30, 50 ans, en France personne ne brûlait des écoles monsieur Mélenchon.

A cette époque-là, il n'y avait pas de chômage, on allait à l'école, éventuellement à l'université, et quand on en sortait avec ou sans diplôme, du jour au lendemain on trouvait un travail.

On était embauché, pour peu qu'on soit persévérant, stable ou patient, au fil des ans mais assez rapidement on pouvait prétendre voir notre salaire augmenter substantiellement, on pouvait grimper dans la hiérarchie ou obtenir une poste meilleur et mieux rémunéré.

Finalement, en quelques années on pouvait avoir un salaire décent qui nous permettait d'entrevoir notre avenir avec un certain optimisme, de quitter le foyer familial, se mettre en ménage et fonder une famille...

Aujourd'hui qu'en est-il ? Tout cela a quasiment disparu, même la plupart des jeunes bardés de diplôme doivent passer par la case précarité, stage, CDD, intérim, le tout ponctué de périodes de chômage plus ou moins longue rendant l'avenir incertain, improbable, pour ne pas dire qu'ils n'osent même pas y penser.

Qu'en est-il des jeunes qui sortent du circuit scolaire sans diplôme, sans formation ? Ils sont voués aux petits boulots payés une misère, au chômage de longue durée, il leur est impossible d'imaginer imiter leurs parents qui eux-mêmes souvent sont dans une situation précaire ou au chômage, ne réussissant pas à joindre les deux bouts chaque fin de mois.

On a une question à vous poser monsieur Mélenchon : qu'a fait pour ces jeunes le gouvernement Hollande-Ayrault, qu'a-t-il prévu pour le sortir de cette situation dramatique ? Rien monsieur Mélenchon, absolument rien et vous le savez pertinemment. Permettez-nous de vous dire qu'en vous reconnaissant dans ce gouvernement, vous partagez sa responsabilité dans la situation faites à ces jeunes sans avenir dans cette société abominable.

Nous tenions à mettre les choses au point, après que vous ayez traité avec un mépris inexcusable ces jeunes qui font partie de notre classe, ce qui prouve à quel point vous êtes coupé ou étranger à la classe ouvrière.

Mise au point.

Le courant que j'anime mène un combat politique largement inspiré par la méthode de Lénine qui a fait ses preuves à une autre époque. Cela ne prouve rien, en effet, de nos jours rien ne prouve rien...

On pourrait me reprocher d'être trop vindicatif, de polémiquer pour un oui ou un non, d'être trop violent dans mon discours, or je ne fais que défendre les idées et la cause pour lesquelles je me bats face à un ennemi ou des adversaires qui pratiquent le double langage, sournois, belliqueux même si cela vous a échappé, qui sont hypocrites, manipulent et falsifient la réalité, récrivent l'histoire passée, colportent des contrevérités ou de grotesques mensonges, qui font feu de tout bois et ne reculent devant aucun artifice pour mystifier les masses (et les militants) quasi quotidiennement ou justifier leur comportement, leur ligne politique...

Je ne leur concède rien, je ne leur accorde pas le bénéfice du doute sachant les moyens dont ils disposent, je ne leur passe absolument rien, sauf parfois par faiblesse ou alors par manque de temps...

On pourrait se dire qu'une telle droiture morale et intellectuelle devrait être saluée par bien des acteurs mêlés à la lutte des classes, de préférence dans nos rangs, et que son auteur doit s'attirer la sympathie des esprits les plus critiques ou les plus ouverts, les plus éclairés, et bien se serait se tromper totalement car la réalité se situe aux antipodes de ce qui vient d'être décrit brièvement.

J'ai essayé de rentrer en contact avec des gens qui me paraissaient aborder la situation sous un angle intéressant ou partageaient notre cause, en vain, j'ai été en contact avec un certain nombre de militants et de responsables de formations politiques ou de syndicats avec lesquels j'ai eu un moment donné une correspondance par courriel, puis du jour au lendemain sans explication plus rien, j'ai été jusqu'à essayer d'établir des relations avec des gens qui ne partageaient pas l'objectif de notre combat politique mais avec lesquels ponctuellement un rapprochement me semblait possible pour mener une action commune, en vain. Il y a aussi des formations politiques ou des syndicats dont j'ai mis des articles en ligne dans la Tribune libre du site après qu'ils me les aient envoyés, jusqu'au jour où ils ont cessé de m'en envoyer, apparemment ne supportant pas la critique que j'ai pu en faire dans mes causeries.

Qu'est-ce que j'en ai conclu ? Je n'ai pas couru après eux pour entretenir des relations qui auraient consisté à me plier à leurs caprices, à condition que je cesse de critiquer leurs idées ou mieux que j'y adhère, ce qui aurait dû me conduire à abandonner mes propres convictions pour adopter les leurs ou me réduire au silence en présence d'analyses ou de positions que je ne partageais pas, que j'estimais être franchement opportunistes ou pire encore. Dans certains cas, j'ai fait preuve d'une certaine réserve ou retenue en n'exprimant pas ouvertement mes désaccords sans que cela ne change quoi que ce soit à leur comportement à mon égard. Arrogance, désinvolture, mépris, voilà ce qui les anime.

Du coup, cela m'a convaincu que je ne devais surtout rien changer aux rapports que j'entendais avoir avec eux sous peine de me renier, ce qui était évidemment impensable. En gros, ils ne peuvent entrevoir comme relations que des relations de dominant à dominé, reproduisant à l'intérieur de leurs formations politiques ou leurs syndicats comme avec les éléments qui y étaient extérieurs, ce qui était mon cas, les rapports qui existent entre les classes, ce qui vous vous doutez bien était totalement insupportable pour un militant qui les combat jusque dans les moindres recoins où ils vont se nicher dans la société.

Evidemment, je me suis posé beaucoup de questions, je me suis remis en cause chaque fois que cela s'est produit au cours des sept dernières années, pour finalement, en examinant dans quelle situation Lénine s'était retrouvé entre 1903 et 1912 ou la veille de la révolution d'Octobre et de quelle manière il l'avait abordée, décider de ne rien changer à mon comportement.

Lénine était un polémiste implacable, féroce, à côté je passerais presque pour un romantique, c'est pour dire, il a passé une bonne partie de son temps à littéralement matraquer ses adversaires, à les broyer, *Que faire ?* en est (notamment) un brillant témoignage, comme Marx et Engels il ne se contentait pas du terrain politique, ils se moquaient de l'aspect grotesque des personnages qu'ils décrivaient jusque dans leurs gestes de la vie quotidienne, leur caractère ou leur personnalité qui allaient de pair avec leur comportement politique mesquin ou dilettante.

Bien que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks furent parmi ses principales victimes, on peut ajouter accessoirement les anarchistes, il n'en demeure pas moins que les meilleurs d'entre eux joignirent leurs forces au parti bolchevik au moment décisif, quand il fut agi de prendre le pouvoir, sans que Lénine ait changé quoi que ce soit à son comportement envers leurs formations politiques et leurs dirigeants. Lénine était tout ce qu'on voudra, sauf un conciliateur.

Lénine figurait parmi les dirigeants d'un parti, le POSDR, il pouvait compter sur les militants de base et les cadres du parti bolchevik qui étaient en contact permanent avec la classe ouvrière pour faire passer ses idées, obtenir le soutien nécessaire pour se maintenir à la direction du parti, souvent contre les autres dirigeants de son parti.

Moi, je suis isolé à l'autre bout du monde et sans parti, sans militants ou cadres pour me soutenir à part quelques militants, la comparaison s'arrête donc là, et sans jamais prétendre un instant rivaliser avec Lénine évidemment. Comme je l'ai dit précédemment, j'ai essayé de rompre avec mon isolement, sans succès, je ne suis même pas parvenu à trouver un seul cadre ou dirigeant qui accepte de prêter attention aux multitudes de sujets que j'ai pu aborder depuis 2005 et d'échanger des réflexions avec moi, alors que j'ai toujours été disponible pour me livrer à cet exercice, vous en êtes témoins, je ne raconte pas d'histoires.

Il m'est arrivé de me dire que peut-être que je divaguais, que je n'arrivais pas à accrocher la situation parce que je n'avais pas milité pendant 20 ans, bref, j'avais loupé un épisode déterminant et je ne parvenais plus à comprendre dans quel monde nous vivions et les rapports entre les classes. Mais cela ne pouvait pas constituer une réfutation des ravages que l'opportunisme avait produit dans les rangs de l'avant-garde au point de la rendre méconnaissable, les mensonges grossiers, les manipulations à répétition, les falsifications, les tours de passe-passe, etc. que j'ai dénoncés au fil du temps, je ne les ai pas inventés. Contrairement à Pierre Laurent, je ne "rêve" pas éveillé pour finalement m'endormir sur mes lauriers et abandonner mon idéal.

Lénine était présenté par ses adversaires comme un cinglé, un dictateur, pourquoi, parce qu'il allait au bout de ses analyses, il ne lâchait rien, ils admiraient ses capacités incontestables mais ils le détestaient. Ils les ridiculisaient, les foudroyaient, comme par exemple lors de son retour en Russie en avril 17, n'hésitant pas à les caractériser de traîtres, de capitulards, de corrompus par la bourgeoisie. Imaginez-vous sortir cela en réunion ou congrès devant vos dirigeants, vous êtes virés sur le champ ! Rien que pour cette raison s'il fallait en chercher, ils ne peuvent pas se réclamer du léninisme ou prétendre être les héritiers de la révolution d'Octobre, les continuateurs du marxisme, etc.

Lorsqu'il fit son discours devant les dirigeants bolcheviks, ils l'interrompirent, ils le traitèrent de fou, de dément. Oulianov était tombé sur la tête, le malheureux avait perdu le sens des réalités après tant d'années passées en dehors de la Russie, il ne s'en trouva pas un pour le soutenir, pas un vous entendez bien, je crois que c'était le 4 ou le 5 avril, et à la fin du même mois ils s'étaient tous ralliés à ses fameuses thèses, y compris le trio Zinoviev, Kamenev et Staline, en réalité remettre le parti bolchevik en ordre de bataille pour préparer l'assaut final contre le régime.

Incroyable, inimaginable, et pourtant c'est bien ainsi que les choses se passèrent. Pour le millième qu'avait balancé Lénine aux dirigeants bolcheviks, aujourd'hui un militant vous insulte et vous tourne le dos s'il ne vous tape pas dessus ! C'est délirant, mais c'est la réalité, j'allais écrire la triste réalité et je me suis repris, la médiocre réalité ferait mieux l'affaire, car il faut être médiocre pour avoir une telle attitude, je ne parle même pas des lâches, ils se reconnaîtront.

En sachant cela et en comparant ce qui vient d'être décrit avec le comportement de mes détracteurs à mon égard, je suis amené à penser que ce sont eux qui ont un problème à régler et non moi. Ils ne tolèrent pas la moindre critique et vous traite de sectaire ou de dogmatique, de gauchiste ou de fou furieux, cela me laisse totalement indifférent et ne changera rien à mon comportement dicté par la même méthode que Lénine, confrontons nos idées et nos arguments jusqu'à temps que l'un des deux cède ou soit au tapis, dans ce domaine il ne peut y avoir de demi-mesure, tergiverser, tourner autour du pot, se défilier et le coup suivant sera encore plus violent, c'est la règle, on l'accepte ou on la refuse, et si on l'accepte on doit aller jusqu'au bout, sinon c'est perdre

son temps.

Quand vous vous trouvez face des militants qui répètent le même refrain depuis des décennies et des décennies, selon moi les mêmes erreurs ou pire encore, mais c'est une autre histoire, pour finalement parvenir au résultat misérable que l'on sait et qu'on a tous devant les yeux, et qu'ils refusent obstinément d'envisager qu'ils ont pu se tromper ou dévier de la bonne trajectoire, vous vous dites que vous avez raison de vous obstiner à défendre des idées qu'ils ne partagent pas et que viendra un jour où elles triompheront ou seront majoritaires.

Un exemple, un exemple hurle l'auditoire, d'accord bien qu'il soit déjà très tard au moment où j'écris ces lignes, il en existe des centaines ou des milliers, on n'a que l'embarras du choix en vérité.

Qui peut croire de nos jours que le Parti socialiste serait encore un parti ouvrier, quel avantage pourrions-nous tirer d'une telle caractérisation qui se traduit en pratique par des rapports particuliers envers ce parti qui participe aux institutions, mieux au maintien de l'ordre établi ? Hollande déclarerait demain solennellement au 20h sur France2 le PS est un parti capitaliste, qu'il y en aurait encore pour affirmer, non, non, c'est un parti ouvrier, cela dépasse l'entendement.

Lénine n'a pas commis un miracle en ralliant la direction du parti bolchevik qui était farouchement hostile à ses thèses d'avril, à la prise du pouvoir en fait, comme je l'ai rappelé il a tenu des propos d'une violence extrême, que s'est-il passé alors ? Il a simplement fait appel au meilleur, à l'intelligence de ses dirigeants, c'est tout, oui c'est tout, la vie ou le développement de la révolution fit le reste, a fini par les convaincre qu'il avait raison, pour être plus précis, c'est la conjonction de son analyse et de la perspective qu'il avait tracée qui coïncidait avec l'évolution de la situation (révolutionnaire) qui rendait la victoire possible, qui finirent par les convaincre que l'heure avait sonné de passer à l'assaut du régime.

Quelqu'un un jour m'a rétorqué : cela vous servirait à quoi d'avoir raison contre tous, à rien, c'est absurde, vous voyez bien que c'est absurde, cela ne mène à rien... Illitch Oulianov rigolerait aux éclats s'il entendait ce genre de baliverne pour avoir démontré le contraire une multitude de fois, y compris aux moments décisifs.

Je vais vous avouer que je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela car tout le monde s'en fout, pour la même raison que Lénine sans doute, en étant dans une situation pire que la sienne toutefois. Je me dis que cela servira à d'autres militants, cadres ou dirigeants mieux placés que moi, je ne doute pas qu'un jour un dirigeant sortira du lot et s'imposera comme le fit Lénine, ne cherchez pas parmi les nôtres, ils sont usés jusqu'à la corde ou leur arc est brisé.

Il est 0h45 et j'arrête là.

Je ne suis qu'un simple militant et je n'entends pas péter plus haut que mon cul ou me faire passer pour autre chose que ce que je suis. Disons qu'à force de faire fonctionner son cerveau 24H24, il arrive qu'il en sorte quelque chose de valable, c'est un truc dont je suis convaincu. Trotsky avait raison de dire que la meilleure école c'était celle de la vie en parlant de Lénine.

[Mystification. La seule méthode gouvernement que connaît le PS. La preuve, si nécessaire.](#)

Acte I. Contrats d'avenir: Michel Sapin lance le CDI à durée déterminée.

En évoquant ce matin au micro d'Europe 1, les 150.000 contrats d'avenir censés être créés à la rentrée, le ministre du Travail Michel Sapin a expliqué que ces contrats proposeront aux jeunes *« un vrai boulot en contrat à durée indéterminée pendant une durée suffisante, entre un an et trois ans, [...] pour leur permettre d'être reconnu dans la société »*.

Un mariage de contrats pour plus de flexibilité

En effet, ces contrats d'avenir, qui devraient s'adresser à 400.000 jeunes de moins de 25 ans, *« dureront trois ans, décomposés en années renouvelables pour permettre aux jeunes de sortir du dispositif s'ils trouvent un emploi ailleurs »*, a expliqué le ministère du Travail au quotidien *Le Monde*.

« Concrètement, ces contrats seraient une sous-catégorie des actuels Contrats unique d'insertion (CUI). Pour compenser le manque de qualification de ces jeunes, une aide à la formation devrait être apportée aux employeurs, éventuellement par le biais d'un 'chèque formation' », détaille-t-il au quotidien. (20minutes.fr 21.08)

Ne dites plus CDD, dites CDI à durée déterminée ! Ne dites pas rigueur ou austérité, dites "efforts justes".

Que faut-il attendre du PS s'interrogent certains, comme s'ils ne le savaient pas, comme si ce n'était pas écrit d'avance, comme si tous les jours il ne faisait pas la preuve qu'il continuait la politique de Sarkozy, la seule différence c'est qu'ils favorisent à la marge d'autres couches de privilégiés que celles adulées par l'UMP au détriment d'autres délaissées, c'est ce qu'ils appellent

le changement.

Donc il s'agit de contrats de travail précaires qui seront rémunérés au lance-pierres, assortis évidemment d'exonération de cotisations sociales pour les patrons, et en plus "éventuellement" en prime ils recevront un chèque formation.

Acte II. En "**profondeur**", avec la vaseline en prime non remboursée par la Sécurité sociale.

Selon M. Sapin, les critiques émises par Jean-Luc Mélenchon sur les premiers mois de la présidence Hollande "*sont à l'image du personnage: une gouaille qui peut être perçue comme sympathique et en même temps une ivresse des mots qui le place hors de la réalité*".

"Mélenchon est victime du syndrome Sarkozy. Voilà quelqu'un qui devrait oublier l'ancien président et s'inspirer des manières de faire de François Hollande. Les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus", ajoute-t-il.

Michel Sapin oppose "*les discours fracassants*" au "*climat climat d'apaisement qu'apportent le président et le gouvernement*".

"*Notre discours ne doit être ni fracassant, ni lénifiant*", dit-il en définissant la méthode du gouvernement: "*marier la gestion de l'urgence et l'action en profondeur*".

"*Le gouvernement, sous l'autorité du président, apporte des réponses à des situations insupportables: les emplois d'avenir et les contrats de génération pour lutter contre les effets immédiats du chômage, la revalorisation de la prime de rentrée scolaire, le coup de pouce au smic pour répondre au problème de pouvoir d'achat. Parallèlement, des réflexions sur les réformes structurelles sont lancées: avenir des retraites, démocratie sociale, services publics, Europe, etc.*" (AFP 21.08)

Emplois précaires, prime à la casse de l'Education nationale, augmentation misérable du smic, contre-réformes, corporatisme, TSCG et MSE, la panoplie complète du parfait réactionnaire.

Quelle coïncidence, les syndicats et les partis ouvriers ne sont pas non plus "*à la recherche d'un affrontement de plus*" !

Quand Sapin dit que Mélenchon devrait "*s'inspirer des manières de faire de François Hollande*" pour ajouter aussitôt "*les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus*", il faut traduire une affrontement avec ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ce que Mélenchon reproche hypocritement à Hollande, car il sait pertinemment que le gouvernement ne s'attaquera jamais au pouvoir des capitalistes.

Mélenchon, c'est finalement l'agitateur d'idées creuses, il a cela en commun avec le PS.

Acte III. Circulez, il n'y a rien à voir !

- La sortie estivale de Jean-Luc Mélenchon, opportunément lancée en pleine rentrée des socialistes, n'a que modérément ému ces derniers. Elle ne les a surtout pas franchement étonnés. "*Ce n'est pas inattendu, résume Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et ancien "mécano" de la gauche plurielle. Jean-Luc Mélenchon cherche à retrouver sa place.*"

Une place, ce n'est pas rien, cela se monnaie !

- Aux yeux de ses anciens camarades, il ne s'agit là que d'une opération de bonne guerre visant à récupérer les "*parts de marché*" conquises par M. Mélenchon à la présidentielle... et perdues pendant les législatives.

Ils parlent de la lutte des classes comme des patrons, simple déformation professionnelle !

- Aucune surprise, donc, du côté de la Rue de Solferino. Voilà pourquoi nul, ou presque, n'a cherché à répondre. "*C'est tellement téléphoné que ça n'a pas beaucoup d'impact, poursuit un hiérarque socialiste. Qu'est-ce que ça peut faire à Hollande que Mélenchon dise qu'il n'a pas été assez radical ?*"

Rien à cirer de l'illusionniste, ils ont la majorité absolue à l'Assemblée nationale et l'UMP ainsi que les centristes ratifieront le TSCG, ils soutiennent Hollande et son gouvernement.

- La consigne est donc claire au PS : pas question de répliquer.

- C'est bien la question de la vitesse que pose au gouvernement le quatrième homme de la présidentielle. Celle-là même qui va, en cette rentrée, se poser à l'exécutif. "*Il veut introduire la querelle du temps plutôt que la querelle du fond*", diagnostique un

dirigeant du PS. Une dimension que la gauche du parti ne souhaite pas lui abandonner.

Tiens donc, finalement il n'y aurait pas de "*querelle du fond*" entre eux, il a lâché le morceau le "*crétin*", non, il n'a fait que dire la vérité, pour une fois ! Cela dit, cela ne signifie pas qu'ils ne seraient pas confrontés à des contradictions, sur la forme ou le "*temps*", le rythme, pas sur le fond qu'ils ont en commun, l'économie de marché, le capitalisme.

- "*Il a fait illusion quelque temps en essayant d'apparaître comme celui qui voulait la victoire, explique Razy Hammadi. Mais le pari de Jean-Luc Mélenchon, depuis toujours, c'est l'échec de la gauche au pouvoir. C'est le fondement même de sa stratégie et de l'idéologie qui structure son parcours depuis son départ du Parti socialiste*", estime le député de Seine-Saint-Denis, pour qui "*sa seule offre est une forme de parole syndicale vis-à-vis du gouvernement*".

Razy Hammadi, c'est le député du PS qui fait savoir haut et fort qu'il ne votera pas le TSCG, à ce propos, j'ai une précision intéressante à vous apporter.

Hier, dans une interview au journal Le Monde, il a précisé ses intentions et ses véritables motivations.

Question : Voteriez-vous contre le traité budgétaire européen lorsqu'il sera présenté à l'Assemblée ?

Razy Hammadi : Ce dont je suis sûr, c'est que je ne le voterai pas. Je peux voter contre ou m'abstenir. Je reste attaché à l'espoir que des évolutions sont encore possibles, si le pacte budgétaire devait intégrer une mutualisation des dettes ou une capacité d'emprunt pour la BCE [Banque centrale européenne].

Plus loin répondant à une autre question : Il n'y a qu'une seule solution pour sortir à court terme l'Europe du tourbillon spéculatif : permettre à la BCE d'agir directement. C'est l'esprit inverse de celui du traité. J'aime trop l'Europe pour pouvoir accepter un tel texte. Il ne fait qu'ajouter de l'austérité à l'austérité et fait appel aux recettes violentes et antidémocratiques des pactes précédents.

Il y a encore des choses que l'on peut obtenir : il faut aller plus loin sur le pacte de croissance et l'emploi. Comme l'a dit François Hollande, nous avons entamé une première étape mais ce n'est pas un solde de tout compte. On peut aussi avancer sur d'autres fronts, comme sur un tarif extérieur commun, sur un agenda pour une directive sur les services publics.

Question : N'est-ce pas un affront fait au gouvernement et à M. Hollande ?

Razy Hammadi : Il y aura un nombre de voix suffisant au Parlement. Entre François Hollande et quelqu'un qui refuse le traité, il y a une différence de méthode plutôt qu'une différence de fond. Je suis proeuropéen sur une ligne de refus de ce traité, mais c'est une opposition constructive et solidaire vis-à-vis de François Hollande. Nous organiserons des réunions publiques sur la question du traité, avec d'autres partis. Mais nous ne participerons pas à une campagne qui viserait à instrumentaliser cette question contre le gouvernement comme le fait maladroitement Jean-Luc Mélenchon, qui disait du gouvernement Jospin, quelques mois après la ratification du traité d'Amsterdam, qu'il "*était le plus à gauche du monde*". (lemonde.fr 21.08)

Merci de ce rappel qui confirme que Mélenchon passe son temps à dire n'importe quoi, c'est quelque part un pauvre type, inconsistant.

Excellent cet interview, tout y est.

En résumé Razy Hammadi rejette le TSCG sur une orientation réactionnaire, pro UE, sur le fond, ils sont tous d'accord, il le dit lui-même. Pas de bol pour ceux qui ne cessent de cavalier derrière ce soi-disant courant de gauche du PS, le POI notamment. Il est même plus réactionnaire que la moyenne en réclamant "*un agenda pour une directive sur les services publics*" synonyme de leur démantèlement final.

Ce qui est surprenant, c'est que les militants ne comprennent apparemment que la seule chose qui permet de distinguer le PS de l'UMP c'est uniquement une question de méthode tandis qu'ils partagent le même fond, ils ne comprennent pas que la méthode s'apparente aux illusions, à ce qu'il y a de superficiel, pour faire justement oublier qu'ils ont en commun le fond.

Ils tombent dans le piège qui consiste à favoriser la méthode sur le fonds, puisqu'ils refusent de classer le PS parmi les partis bourgeois ou capitalistes. A moins qu'ils veuillent jouer sur la méthode en espérant pouvoir changer le fonds, comme si c'était possible s'agissant du PS. Qu'est-ce qui les distingue à l'arrivée du PS ? Rien.

Reprenons où nous nous étions arrêtés.

- Un cadre de ce courant résume : "*Jean-Luc Mélenchon ne propose pas un autre modèle, il est dans un débat sur la position du curseur ; plus vite, plus fort, plus haut. Nous sommes nombreux à le penser aussi. Mais nous, nous souhaitons la réussite*

du président."

A l'injonction de rapidité, les socialistes entendent répondre par la nécessité de durer. (lemonde.fr 21.08)

Comment pourrait-il proposer un autre "*modèle*", son allié du PCF Pierre Laurent a déclaré qu'il n'en existait pas ou pas d'idéal, ce qui revient au même.

Ce qui est bien avec eux, c'est que chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, c'est pour se démasquer un peu plus ou se contredire, que peuvent-ils faire d'autres franchement ? Cela dit, cela des lustres que cela dure, avec le soutien des partis qui refusent obstinément de déclarer la guerre au PS, qui lui épargnent le genre de critiques ou d'analyses que vous pouvez lire ici.

Comment penser autrement en faisant croire qu'un autrement est possible, tout en faisant en sorte que rien ne change, voilà à quoi se résume le PS.

La baudruche se vide de ses ouailles. L'utopie de droite.

Franck Pupunat, cofondateur du Parti de Gauche, a annoncé mardi qu'il se mettait "*en congé*" de la formation coprésidée par Jean-Luc Mélenchon, invoquant notamment le besoin d'une "*relation sereine avec la gauche au pouvoir*".

Animateur du petit mouvement transpartis Utopia (1,25% au congrès du PS à Reims mais aussi plus de 4% au congrès des Verts à Clermont-Ferrand en 2011), M. Pupunat avait annoncé le 22 novembre 2009 qu'il quittait le PS et rejoignait le nouveau parti lancé une semaine plus tard.

"*Cofondateur du Parti de Gauche, j'ai décidé de me mettre en congé du Parti de Gauche*", déclare M. Pupunat dans un communiqué. Il se dit "*heureux d'avoir contribué à la naissance de cette nouvelle force politique*" et rend hommage à M. Mélenchon qui a "*su +réveiller+ les consciences de millions de Français*".

Néanmoins, il s'interroge sur "*le bilan stratégique de la séquence politique qui s'achève, la mise en oeuvre d'une relation sereine et exigeante avec la gauche au pouvoir, la nécessaire construction démocratique d'une organisation politique et de son orientation*" et "*la réflexion indispensable sur le rôle et la place hypertrophiée des partis politiques dans notre démocratie*".

"*A titre personnel, j'ai donc décidé de prendre plusieurs mois de réflexion avant de me réinvestir dans un parti politique*", ajoute M. Pupunat.

Il dit rester "*porte-parole du Mouvement Utopia*" et postule à "*un nouveau manda*" comme animateur de cette organisation. Centrée sur les liens entre société civile et politique, Utopia qui revendique "*un millier d'adhérents et 5.000 sympathisants*", réunit ses universités d'été en septembre à Sète. (AFP 21.08)

Il n'est pas le premier à désertier le PG pour n'avoir tiré aucun profit personnel de l'aventure du Front de gauche. Si au moins on participait au gouvernement... Il est déçu le petit-bourgeois qui tourne le dos aux partis politiques, pas assez bien pour lui, se réfugier dans une utopie, c'est mieux. Aucun intérêt.

Un référendum... pour un bon traité.

L'ex-candidate EELV à la présidentielle Eva Joly préconise un référendum sur le traité budgétaire européen, estimant que "*le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux*", dans une interview à Libération à paraître mercredi.

Alors qu'on lui demande si elle réclame "*un référendum sur le traité européen*", elle répond "*Oui. On ne peut pas escamoter le débat public sur un tel enjeu*".

"*Le traité qu'on nous propose de voter est le traité +Merkozy+. Le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux. Je suis fédéraliste, mais en limitant le déficit structurel à 0.5% du PIB, on crée les conditions de notre propre récession*", affirme-t-elle.

"*J'aimerais que le nouveau président se souvienne de son discours du Bourget (pendant la campagne, ndlr) et qu'il prenne des mesures efficaces pour lutter contre les désordres financiers et les abus des multinationales. On ne peut pas imposer l'austérité si on ne s'attaque pas aussi à la finance*", juge Mme Joly.

Elle reconnaît toutefois qu'"*il faut un peu de temps*". François Hollande "*doit maintenant tenir ses promesses. Le peuple de gauche attend avec impatience des mesures symboliques qui ne coûtent rien, comme le récépissé lors des contrôles d'identité et*

le mandat unique", selon elle. (AFP 21.08)

Elle veut un référendum pour "*débattre*" comme si le contenu du TSCG n'était pas clair, et en ajoutant qu'elle est "*fédéraliste*", cela signifie qu'elle veut que l'UE concocte un bon traité qui permettra à la construction de l'UE d'aller de l'avant au lieu de la freiner, la stopper (en perspective), sans jamais rompre avec l'UE, elle veut juste son bien... qui rime avec le contraire pour tous les travailleurs de l'UE.

Vous aurez remarqué qu'elle n'est pas contre l'austérité, dès lors qu'elle est assortie de conditions évidemment irréalisables sous un gouvernement PS-PRG-EELV ou du domaine du fantasme. Quelque part elle l'avoue en réclamant des "*mesures symboliques qui ne coûtent rien*", car celles qui en coûteraient aux nantis, il vaut mieux que les évoquer rapidement en passant et les oublier aussitôt. Merci madame Joly, nous ne sommes pas dupe, y compris de votre petit manège.

ACTUALITE EN TITRES

[A prendre et à laisser.](#)

- Bartolone affirme que le gouvernement est "*déterminé*" à "*tenir ses engagements*" - AFP

Lesquels, il n'en a pas pris ! Pardon, ce n'était pas à nous qu'il s'adressait.

[Les grosses chaRrettes à venir.](#)

- Sharp souhaiterait supprimer 8.000 emplois - Reuters

- Des milliers d'emplois menacés chez Siemens - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Sur les pas de Sarkozy.

Une délégation du Conseil national syrien (CNS, principale coalition de l'opposition), conduite par son président Abdel Basset Sayda, a été reçue à l'Élysée mardi par le président François Hollande, a constaté un journaliste de l'AFP. Les cinq membres de la délégation, arrivés peu après 17h au palais de l'Élysée, ont été précédés par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius qui devait également participer à cette entrevue.

Le chef de l'Etat a accueilli les membres de la délégation du CNS sur le perron, donnant l'accolade à chacun d'entre eux. (liberation. fr 21.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

La tension est retombée mardi à la mine de sud-africaine de Marikana (nord), théâtre d'un conflit social sanglant, car l'exploitant Lonmin, sous la pression du pouvoir, a renoncé à sanctionner les grévistes absents pendant une semaine de deuil et a ouvert de premiers contacts avec les syndicats.

L'évêque anglican de Pretoria Jo Seoka a convaincu les deux parties de discuter pour la première fois depuis le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le 16 août à la mine de platine, a indiqué l'ONG écologiste Bench Marks.

Selon John Capel, qui dirige cette fondation, l'évêque a réussi à convaincre des dirigeants de Lonmin et huit syndicalistes à se

voir pendant trois heures mardi soir.

Dans la matinée, l'intervention de la présidence sud-africaine avait poussé Lonmin, basée à Londres, à renoncer à un ultimatum: elle avait sommé les 3.000 foreurs en grève sauvage depuis le 10 août de reprendre le travail, sous peine d'être licenciés.

Les grévistes, qui réclament le triplement de leurs salaires, sont encouragés par le petit syndicat AMCU, dissident du puissant syndicat des mineurs, le NUM.

Mardi en début de soirée, la direction a annoncé qu'elle ne prendrait "*aucune mesure disciplinaire contre les employés illégalement absents qui ne reviennent pas au travail cette semaine*", pour respecter la période de deuil national.

Cinq jours après la fusillade, 33% des salariés avaient repris le travail mardi, et la direction priait les autres, notamment les 25.000 non grévistes de revenir.

A l'extérieur du site, comme chaque jour, des centaines d'hommes s'étaient rassemblés pour répéter leur refus de reprendre le travail faute de voir leurs revendications salariales satisfaites.

"*Notre position n'a pas changé, nous ne bougeons pas, nous refusons d'être intimidés par Lonmin*", a lancé Litha Mpula, qui se décrit comme un survivant de la fusillade.

Le drame met aussi en cause l'attitude du pouvoir, muet depuis des mois face aux tensions sociales secouant l'industrie du platine en crise.

Le jeune tribun populiste Julius Malema s'est d'ailleurs engouffré dans la brèche, se montrant pour la deuxième fois aux côtés des mineurs pour déposer plainte au commissariat proche de la mine et vitupérer contre le président Jacob Zuma dont il a dénoncé "*le faible leadership*".

Ex-leader de la ligue de jeunesse de l'ANC, Malema a été exclu du parti au pouvoir en avril.

Le principal parti d'opposition, Alliance Démocratique, a réclamé au parlement la démission de la ministre de la Police, des secrétaires généraux des syndicats NUM et AMCU et du PDG de Lonmin.

"*La police a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une telle situation*", a s'est défendue la ministre de la Police, Nathi Mthethwa.

Sa collègue Susan Shabangu, ministre des Mines, a appelé les sociétés minières à "*redoubler d'efforts*" pour améliorer la condition de leurs employés et partager la richesse.

Enfin l'ex-archevêque Desmond Tutu a condamné le "*massacre*", mais exprimé sa sympathie pour la majorité des policiers faisant face à des manifestants menaçants.

"*Lorsque nous avons tourné la page de l'apartheid, nous avons dit que plus jamais notre police et nos soldats ne massacraient les gens*", a commenté Tutu dans une tribune publiée mardi soir dans le quotidien The Star.

"*Notre police semble impuissante à endiguer la vague de criminalité violente*". Et, "*nous avons créé une petite poignée de mégariches qui profitent du transfert de pouvoir économique aux Noirs mais ont échoué de façon spectaculaire à réduire les différences de niveaux de vie entre les Sud-Africains riches et les pauvres*", a-t-il accusé.

Dans le même temps, le droit de manifester, chèrement acquis sous l'apartheid, donne lieu à des dérives violentes, a ajouté le prélat. (AFP 21.08)

Mais non, ce sont des "*bouffons*", des "*crétins*", ce sont eux avec leurs revendications démentielles et leurs machettes qui par leurs provocations sont responsables de ces 44 morts, n'est-ce pas monsieur Mélenchon ? Oui, mais là il combattait le capitalisme, ne confondez pas tout. Certes, certes. Cependant, exigez le triplement des salaires et se pointer devant la mine armés de machettes, ce n'est pas sérieux, cela ne se fait pas enfin quoi, il faut respecter la légalité, il y a d'autres moyens de faire entendre sa voix.

C'est bien cela qu'il pense l'histriion Mélenchon, non, il n'est pas le seul dans ce cas-là, certains le disent à demi-mot ou ouvertement ou n'en pensent pas moins. Ce qui m'étonne, c'est que ces mineurs n'aient pas rappliqué ensuite armés de fusils, ils n'en ont pas tout simplement. Ils en auront un jour...

ECONOMIE

1- Banque et Bourse

Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens.

Le cadavre de l'Euribor trouve toute sa place à côté de celui du Libor. L'Euribor est l'acronyme du European Interbank Offered Rate, établi lors de la création de l'euro en 1999, qui détermine sur une base quotidienne le coût des dépôts interbancaires à court terme dans l'Eurozone. Si 43 banques de la zone euro constituent le cœur de la commission d'Euribor, d'autres banques étrangères à la zone, comme Barclays ou JP Morgan, en font partie aussi.

Barclays a déjà avoué aux autorités américaines avoir également faussé ses déclarations concernant l'Euribor. Et les autres ? Est-il pensable que l'Euribor soit resté « propre », alors que tout le monde savait que son concurrent, le Libor, était truqué ? A noter que l'Euribor est appliqué à un volume de 220 000 milliards d'euros de contrats dérivés.

La manipulation du taux interbancaire a des conséquences non seulement pour les millions de personnes ayant contracté un prêt hypothécaire et obligées de payer des intérêts plus élevés, mais aussi pour des centaines de municipalités en Europe ayant acheté des swaps sur taux d'intérêt, notamment en France, en Italie et en Allemagne. En Italie, plus de 400 administrations municipales et régionales ont une exposition de 66 milliards, et le gouvernement italien détient quelque 100 milliards de swaps sur taux d'intérêt. En France, le ministère de l'Economie estimait, en novembre 2008, que sur les 135 milliards d'euros de dettes des collectivités territoriales françaises, 15 à 20% d'entre elles étaient constituées de produits structurés, dont les taux fluctuaient selon des formules complexes en fonction de certaines devises comme le Franc suisse, mais aussi du Libor et de l'Euribor.

Le plus grand vendeur de tels swaps en Europe n'est autre que la banque franco-belge Dexia, qui a été renflouée à hauteur de 162 milliards d'euros par les contribuables. Par ailleurs, Dexia est intimement liée à Barclays, qui a fait fonction d'agent pour la vente des actifs de la franco-belge. (Source: EIR) (Liesi. 21.08)

Et pendant ce temps-là pour faire diversion ou se donner bonne conscience...

- Le gendarme boursier américain, la SEC, a annoncé lundi avoir versé pour la première fois une récompense à un informateur l'ayant renseigné sur d'importantes fraudes boursières, d'un montant de 50.000 dollars.

Il s'agit "du premier paiement dans le cadre d'un programme de la SEC pour récompenser les gens qui fournissent des preuves de fraude boursière", a-t-elle précisé dans son communiqué. (AFP 21.08)

2- Corée du Sud

Samsung n'est pas seulement le numéro un mondial de la téléphonie. Le coréen est aussi le premier fabricant de puces mémoires en termes de revenus, et il veut se développer dans les processeurs, où les marges sont plus élevées. Dans un effort pour augmenter la production de puces pour smartphones, tablettes et autres appareils électroniques, le groupe a annoncé qu'il allait investir 3,2 milliards d'euros (4 milliards de dollars) dans son site d'Austin au Texas.

Ce site produit le cœur des processeurs équipant les produits Apple (Apple Ax). (LExpansion.com 21.08)

3- Etats-Unis

Le Mississippi devient une source d'inquiétude pour l'économie américaine.

Tandis que les Etats-Unis sont confrontés à leur pire sécheresse depuis une cinquantaine d'années, d'aucuns s'inquiètent d'un éventuel assèchement du fleuve Mississippi. Pourtant l'année dernière, les pluies étaient très abondantes ! Mais depuis quelques semaines, ce fleuve est devenu plus étroit par le manque de pluies et si le phénomène se poursuivait, on assure que cela pourrait s'achever par une fermeture provisoire du trafic fluvial. Or 60% des céréales du pays transitent par le fleuve ; 22% pour le pétrole et le gaz naturel, 20% pour le charbon. Pour les Etats-Unis, les conséquences économiques d'un arrêt du transport fluvial sur le Mississippi viennent d'être chiffrées à 300 millions de dollars par jour.

Jusqu'ici, les media ont mis l'accent sur les conséquences de la sécheresse pour les agriculteurs, les éleveurs et les consommateurs du fait d'un renchérissement des prix. Mais, comme le rapportent quelques journalistes américains, le Mississippi est absolument essentiel à la réussite économique du pays. Dans certaines régions, la hauteur du fleuve Mississippi a diminué de

20 pieds sous son niveau normal. C'est déjà considéré comme un niveau alarmant. Si la pluviométrie est identique sous les 12 prochains mois à ce que l'on vient de voir, le Mississippi sera la cause de gros problèmes supplémentaires.

Le 14 août, la chaîne CNN a diffusé un reportage sur ce sujet. Pour le moment, de nombreuses barges transportant des céréales, des minerais, du charbon, etc., ont été contraintes de limiter leurs charges. Certaines péniches ne circulent plus du tout sur le fleuve en certaines parties où le niveau est très bas. Un transport par le train ou par camion se répercuterait immédiatement sur le prix final et alourdirait la facture alimentaire pour le consommateur.

Dans certaines parties du pays comme le Centre, d'innombrables cours d'eau sont dans une situation désastreuse à cause de la sécheresse persistante. La dernière fois que le Mississippi s'est trouvé dans une situation similaire, c'était en 1988. A l'époque, une très grande partie du trafic fluvial fut arrêté. Le coût chiffré pour l'industrie maritime s'est soldé par une perte de quasiment 1 milliard de dollars. Cette fois, on juge le scénario plus grave. Certaines entreprises vivant du trafic fluvial accusent des pertes de 500 000 dollars depuis mai dernier. On chiffre le coût d'un pied de hauteur du fleuve à 200 tonnes de marchandises, et le prix moyen de transport par voie fluviale est de 11 \$ la tonne... bien moins cher que le train ou par camion.

D'aucuns ne sont guère optimistes car d'une manière générale, pour le Mississippi, l'automne et l'hiver sont généralement plus secs que l'été. Mais comme il n'y a plus de saison... (Llesi 20.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 août

CAUSERIE

C'est reparti pour la journée, après la coupure de courant du matin, de 6 à 9h, ils ont remis le courant 15mn puis plus rien, il est 16h.

Hier je m'étais fait piéger et j'avais dû me rabattre sur le générateur une fois la batterie de secours quasiment à plat pour continuer de bosser. Ce matin je me suis avancé au maximum puis j'ai tout transféré sur une clé USB afin de pouvoir continuer le boulot sur le portable. Un brun optimiste, je l'avais rangé soigneusement dans son sac avant-hier ! La nuit dernière fut aussi épouvantable que la précédente, je n'ai pas pu aller me coucher avant 0h30 une fois le courant rétabli, et j'ai dû me relever trois fois pour ouvrir puis refermer les fenêtres, mettre en route et éteindre le ventilateur, bref, je suis cassé ! Mais de bonne humeur, en fait je suis généralement optimiste même si je ne le laisse pas toujours paraître. Par contre ce qui a le don de me foutre en rogne, c'est quand je lis dans des articles écrits à 10.000 kilomètres d'ici que l'Inde se développe, progresse, que la pauvreté recule et que pour un peu on baignerait dans la joie de vivre, la réalité est toute autre.

D'ailleurs c'est bien simple, dans ce pays et j'imagine que c'est valable dans les pays similaires, chaque progrès ou présenté comme tel se traduit systématiquement par une détérioration de votre qualité de vie, alors quand vous entendez dire que le pays a engrangé une suite de progrès, il faut en déduire que la qualité de vie de la population s'est détériorée dans des proportions affolantes, tous les rapports suivent évidemment.

La direction de la compagnie minière sud-africaine Lonmin, où viennent d'être massacrés par la police 44 mineurs, a affirmé hier que le salaire des mineurs n'étaient pas de 400 euros par mois, mais 1.100 euros en comptant les primes, les mineurs réclamaient un salaire de 1.250 euros. Alors comment se fait-il, s'ils étaient si généreusement rémunérés pour leur travail de forçat, qu'ils vivent toujours dans des baraquements insalubres sans eau courante, etc. ? A lire à ce propos dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°204), à la dernière page, le témoignage de Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania.

Imaginez la situation suivante. Vous rencontrez de graves difficultés et vous ne parvenez pas à vous en sortir. Vous pensez faire appel à un personne qui se présente comme votre ami, ce sera une bonne occasion de tester votre amitié. Cette personne informée de vos problèmes refuse de vous aider sous des prétextes fallacieux, mieux elle vous plante un couteau dans le dos. Vous en pensez quoi ?

Dégoûté, vous trouvez cela franchement dégueulasse, puis vous décidez de rompre vos relations avec elle si ce n'est pas déjà fait de ce fait. Et bien c'est la décision salutaire qu'aurait dû prendre l'avant-garde du mouvement ouvrier avec le PS depuis belle lurette, disons au moins depuis la chute du Front populaire à la fin des années 30.

Je reporte à nouveau la causerie sur le parti à partir d'une citation de Marx. Il y a plusieurs articles de presse que je n'ai pas pu traiter, car j'ai oublié de les copier sur la clé USB et je ne peux plus rallumer l'ordinateur de bureau, idem pour le IO n°204, ce sera pour demain, vous aurez le droit en prime à une photo de Hollande avec son allié, l'émir du Qatar (lire plus loin). On a les relations (détestables) qu'on peut !

Dissolution politique.

Jusqu'à preuve du contraire la "*souveraineté de l'Etat et du peuple*" se confond avec la domination de classe des capitalistes sur le plan économique et politique, puisque aucun parti institutionnel ne représente plus les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière au parlement et aucun parti ouvrier se réclamant du socialisme n'est en mesure de faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale ni même d'y avoir un seul élu, ce qui d'ailleurs ne servirait strictement à rien sinon à démontrer son attachement aux institutions au lieu de combattre pour les renverser.

On ne peut pas aborder la question de la souveraineté de l'Etat sans aborder sa nature sociale, sans se poser la question de savoir pour quelle classe il a été conçu, quelle classe détient le pouvoir. Et quand on aborde la question de la souveraineté du peuple, il faut préciser dans quel contexte on la pose et à quelle classe elle profite, quelle classe en a conscience, peu importe qu'elle soit minoritaire ou majoritaire dans la société ou au sein des rapports sociaux de production. Si on ne prend pas cette précaution on pourra se méprendre ou faire une terrible confusion, en défendant la souveraineté de l'Etat et du peuple, en réalité on soutiendra la classe dominante ou le régime en place. Telle fut l'orientation politique qui caractérisa la bataille pour le non au référendum du 29 mai 2005.

On ne s'étonnera pas ensuite qu'elle ait eu une valeur éducative quasiment nulle pour le prolétariat, dans ces conditions il ne pouvait pas en être autrement. Que sept ans plus tard, les auteurs de cette orientation politique remettent le couvert sans succès cette fois n'a rien d'étonnant, puisque les masses n'ont tiré aucun enseignement de l'expérience précédente. Certains rejeteront cette analyse, alors allons plus loin. Mieux encore, deux ans plus tard en prime, Sarkozy fut élu président de la République. Et la première chose qu'il fit, fut d'annuler le résultat du référendum de 2005 sans que les masses ne se soulèvent contre ce déni de démocratie.

Dans son dernier éditorial, D. Gluckstein s'est livré à une démonstration chaotique, dans laquelle il s'est employé à opposer le pouvoir illégitime du président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires qui représenteraient la souveraineté de l'Etat et du peuple, entendez par là qui seraient légitimes pour représenter les intérêts de la classe ouvrière. En réalité, ces parlementaires inféodés à la classe des capitalistes ultra minoritaire dans la société, détiennent le pouvoir politique et ne peuvent revendiquer leur légitimité que des institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République.

On pourrait ajouter que leur légitimité repose uniquement sur l'ignorance des masses à la fois du fonctionnement de la société capitaliste et des intentions réelles de ces élus. Dans ces conditions, leur attribuer une légitimité relève d'un tour de passe-passe qui revient à en dénaturer l'esprit ou à procéder à un amalgame ou encore à placer sur un pied d'égalité une légitimité frauduleuse reposant sur l'absence de conscience de classe de la majorité de la population, et une légitimité fondée sur une prise de conscience des intérêts de classe de la majorité.

Du point de vue des intérêts collectifs des exploités, désolé monsieur Gluckstein, les institutions de la Ve République ne sont pas plus légitimes que la BCE ou l'UE ou le FMI, les opposer pour finalement privilégier les unes aux autres sous prétextes qu'elles seraient légitimes, revient à jeter les travailleurs dans les bras des institutions de la Ve République. Sur le plan du développement historique, les classes, l'Etat, les institutions sont apparus à un moment précis du développement des forces productives à l'échelle mondiale, de la même manière qu'ils sont appelés à disparaître céder la place à un autre Etat et d'autres organes de pouvoir afin de libérer ces forces productives, de nouvelles classes ne pouvant pas apparaître puisque le prolétariat n'en a pas engendré depuis qu'il a vu le jour il y a plus de trois siècles ou deux siècles si l'on prend comme référence le moment où la bourgeoisie accéda au pouvoir.

Si les institutions de la Ve République avaient une quelconque légitimité, alors il faudrait en tirer la conclusion qu'elles l'auraient également pour libérer les forces productives du mode de production capitaliste qui les étouffe, autrement dit le capitalisme aurait en charge de réaliser le socialisme.

Autant dire qu'il ne parviendra pas à nous entraîner sur ce terrain-là.

Dès lors, se servir du rejet du TSCG en orientant notre combat contre les institutions de la Ve République dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe prend toute sa signification, il s'inscrit dans la perspective de la lutte pour le pouvoir qui est à l'ordre du jour de la lutte de classe à très courte échéance maintenant, c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Espagne.

L'heure n'est pas en Espagne à légitimer les institutions héritées du franquisme pour se protéger de je ne sais quelle horrible catastrophe au détriment des institutions européenne, les Espagnols l'ont payé assez cher en 1936, l'heure est au contraire au combat pour les liquider, pour forger les organes politiques indépendants de classe qui constitueront les piliers d'un nouvel Etat, une République sociale et démocratique. Cette ligne politique et ces tâches concernent l'ensemble du prolétariat européen, à des degrés divers, la situation en Grèce ne pouvant pas être comparée avec ce qui existe en Allemagne par exemple.

Gluckstein ne croit même pas ce qu'il écrit ou alors il ne sait plus très bien où il en est, à mon avis les deux à fois en commençant par la seconde version. Sa démonstration finit en eau de boudin.

Une "*mobilisation de masse*" serait possible pour empêcher la ratification du TSCG écrit-il, personnellement nous pensons le contraire, ensuite il avance que cela ne suffirait peut-être pas, en effet, on ne voit pas par quel miracle il serait possible de contraindre les députés et sénateurs centristes et de l'UMP de ne pas mêler leurs voix à celle du PS ou de voter contre, mais, car quand bien même il n'y croirait pas il veut quand même avoir raison, il affirme que cette bataille servira les luttes à venir, se moquant éperdument de la manière dont elle est conduite ou sur quelle orientation politique rejoignant ainsi LO et le NPA qui n'ont que la lutte à la bouche, mais refusent obstinément et systématiquement de lier leur combat contre les institutions de la Ve République, ce qu'on a rappelé plus haut à propos de 2005 s'appliquant également en 2012, puisque leur ligne politique est identique, elle produira les mêmes résultats quand bien même la situation aurait évolué, à moins de vouloir nous faire croire par dessus le marché que les masses pourraient adopter spontanément une orientation politique correcte et s'attaquer aux institutions, apparemment cela n'en a pas pris le chemin en Grèce alors que le prolétariat est confronté à une situation sociale autrement plus délicate ou insupportable qu'en France.

En désespoir de cause, il lui reste plus qu'à s'en remettre à la divine providence qui fait parfois bien les choses, c'est pitoyable d'en arriver-là : "*Il faudra bien qu'en France, comme dans toute l'Europe, un peu plus tôt ou un peu plus tard, soit bloquée la machine à détruire que constituent, pour tous les peuples, les institutions de l'Union européenne et le TSCG*", et comme pendant ce temps-là les institutions nationales dans chaque pays auront la vie belle, ne sont-elles pas légitimes, vous pourrez toujours attendre la chute de l'Union européenne, une vie n'y suffira pas !

En guise d'épilogue, leur réunion du 21 août n'aura servi à rien, sinon "*proposé d'écrire une lettre aux parlementaires*, précisons à leur place, centristes et de l'UMP. Si j'étais militant du POI, je dirais que c'est à pleurer. Pour la suite attendons de lire la déclaration qu'ils doivent rendre publique aujourd'hui.

Un sans-papier célèbre.

Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles.

Monsieur le rédacteur,

En ce moment, le gouvernement belge se range tout à fait du côté de la politique de la Sainte-Alliance (1). Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe (2). Si nous n'avions pas le coeur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet, nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministère Rogier, en accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges ; mais c'est que, dans le cas spécial auquel nous faisons allusion, l'odieux l'emporte sur le ridicule.

D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français, qui se sont, pour la plupart, sauvés de France pour échapper aux peines infamantes dont ils étaient menacés dans leur patrie : ces Français ont donc le plus grand intérêt à défendre dans ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833. Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait qu'une contrefaçon d'une France-Quillonnerie, et que toute l'agitation démocratique qui se fait dans ce moment sentir en Belgique avait été provoquée uniquement par des Allemands surexcités.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'ont fait sans exaltation aucune. Aux yeux du procureur du roi, c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi allemand qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française. Après avoir reçu, le 3 mars, à cinq heures du soir, l'ordre de quitter le royaume belge dans le délai de vingt-quatre heures, j'étais occupé encore, dans la nuit du même jour, de faire mes préparatifs de voyage, lorsqu'un commissaire de police, accompagné de dix gardes municipaux, pénétra dans mon domicile, fouilla toute la maison, et finit par m'arrêter, sous prétexte que je n'avais pas de papiers (3).

Note de Roger Dangeville.

1- Cf. La Réforme, 8 mars 1848. L'article de Marx est rédigé en français. Engels, de son côté, publia un article sur le même thème dans le journal chartiste The Northern Star, le 25 mars 1848, où il décrit longuement les circonstances de l'expulsion de Karl et Jenny Marx, ainsi que les buts politiques de l'Association démocratique au cours de la crise de février 1848.

2- La police prolonge, à sa manière, la polémique engagée par le Débat social — journal prétendument opposé au gouvernement royal belge — qui s'était efforcé de séparer les communistes allemands de l'Association démocratique de Bruxelles qu'ils animaient, voire de les opposer aux éléments belges.

3- Marx poursuit en déclarant que ses papiers étaient tout à fait en règle, etc.

C'est marrant, personne parmi les défenseurs des sans-papiers n'a repris à son compte ce témoignage. Karl Marx porte-parole des sans-papiers, on ne pourra guère trouver mieux, non ? A moins que Marx ne soit pas leur tasse de thé...

Quand Hollande se reconnaît dans le chef d'Al-Qaïda et des djihadistes. Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (Suite)

François Hollande et l'émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, ont constaté mercredi leur "convergence de vues" sur la Syrie et "décidé de coordonner leurs efforts" pour une "transition politique" à Damas, a indiqué l'Elysée à l'issue de leur rencontre.

"Le président de la République et l'émir du Qatar ont constaté la convergence de leurs vues et ont décidé de coordonner leurs efforts afin qu'une transition politique ait lieu en Syrie de manière ordonnée et dans les plus brefs délais", a déclaré la présidence française dans un communiqué.

Le président français, selon l'Elysée, "a souligné qu'il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al-Assad" et rappelé "l'engagement de (la France) en faveur d'une Syrie libre, démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et de chacune de ses communautés".

Au cours de cet entretien, François Hollande a également "exprimé sa volonté de renforcer le partenariat solide, confiant et ambitieux que la France et le Qatar ont établi de longue date", a poursuivi la présidence. (AFP22.08)

Quelle pourriture ! Ces gens-là sont capables de vendre leur mère, leurs gosses pour parvenir à leur fin, des cancrelats répugnants.

Le charlatanisme théorisé par son adepte le plus célèbre.

Selon Daniel Cohn-Bendit, l'ADN d'Europe Ecologie, son bébé, est de soutenir la construction européenne et même si ce texte n'est pas parfait, il permet d'avancer vers une solidarité européenne entre Etats sur la question de la dette. Comme l'Allemagne fait des gestes, la France doit en faire aussi, dit-il : "On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre" (nouvelobs.fr 22.08).

Les recettes du parti de l'ordre : toujours plus antisociales !

Dans une interview au "Point", François Fillon prône la fin des 35 heures et l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires. Extraits.

- "Il faut maintenant poser la question sans tabou. Je propose de donner la possibilité de négocier le temps de travail entreprise par entreprise dans la limite de la législation européenne."

- "L'augmentation du temps de travail dans les fonctions publiques a été un élément-clé du plan de redressement en Allemagne. Cela doit évidemment s'accompagner d'un geste sur les salaires."

- "La zone euro doit se doter d'un vrai gouvernement économique, capable de définir une politique budgétaire et de la faire respecter. Ce gouvernement serait contrôlé dans un premier temps par une délégation du Parlement européen et des parlements nationaux." (lepoint.fr 22.08)

Très forte la police, elle peut voir sous une cagoule... mais pas sous un voile !

Alors qu'elles étaient assises sur un scooter, les deux victimes ont été frappées à coups de couteau, devant le 2 rue du 11 novembre (à Clichy-la-Garenne - 92), par deux agresseurs portant une cagoule.

"Immédiatement, une quinzaine de policiers se sont rendus sur place et un appel général a été lancé sur toute l'agglomération parisienne pour donner le signalement des deux agresseurs présumés, a expliqué Franck Carabin, porte-parole de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP)". (LeParisien.fr 22.08)

Au fait, qu'en est-il du signalement du tueur de Montauban et Toulouse donné par un témoin qu'il avait bousculé et qui avait pu observer quand la visière de son casque était relevée qu'il portait une cicatrice ou un tatouage sur sa joue gauche ? M. Merah ne portait pas de tatouage ou de cicatrice sur la joue gauche. Peu importe pour la police, cela ne compte pas, le témoin a triché, en donnant un coup de coude involontaire dans la visière du casque que portait l'assassin il a commis une faute, du coup sa déposition ne figurera pas dans le dossier, motif : trop précis et contradictoire avec la thèse officielle.

J'ai oublié de préciser que l'un des agresseurs est parti tranquillement à pied. Bien entendu, il va conserver sur lui les vêtements qu'il portait à ce moment-là pour qu'on le reconnaisse plus facilement, cela va de soi !

Ah la crise ! Pourquoi nos salaires sont-ils trop élevés, nos droits sociaux doivent-ils être liquidés ? Réponse.

Le distributeur américain d'électronique en difficultés Best Buy a promis environ 30 millions de dollars au Français Hubert Joly pour le convaincre de venir prendre sa direction, selon un avis boursier.

D'après un document publié sur le site internet du gendarme boursier américain, la Commission des opérations de Bourse (SEC), M. Joly touchera un salaire de base initial de 1,175 million de dollars, ainsi que des bonus qui atteindront au moins 8,75 millions pour le prochain exercice fiscal.

Best Buy a prévu des compensations supplémentaires pour tenir compte du fait qu'il doit quitter son employeur actuel, le groupe hôtelier Carlson. Elles seront versées en cash et en titres, pour un montant total évalué à 20 millions de dollars.

Une clause du contrat garantit en outre au Français une indemnité de 6,75 millions de dollars au cas où sa demande d'autorisation de travail aux Etats-Unis serait rejetée après avoir quitté son employeur précédent. (AFP 22.08)

[Chassez le naturel, il revient au galop.](#)

Les températures ont commencé à augmenter naturellement dans l'Antarctique il y a 600 ans, selon une étude britannique publiée mercredi par la revue Nature.

"Au moment où le récent et inhabituel réchauffement a débuté, la calotte glaciaire de la péninsule antarctique se dirigeait déjà vers les reculs spectaculaires observés depuis les années 1990", écrivent les chercheurs du British Antarctic Survey (BAS). (Reuters 22.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Un verdict digne de l'apartheid.

Un tribunal sud-africain a condamné mercredi à la prison à perpétuité un ouvrier agricole noir pour le meurtre d'Eugene Terreblanche, chef de file d'un mouvement suprémaciste blanc favorable à l'apartheid.

Chris Mahlangu a été reconnu coupable du meurtre à coups de hache en avril 2010 d'Eugene Terreblanche, dans sa ferme de Ventersdorp, à environ 125 km à l'ouest de Johannesburg, en raison d'un différend que le juge John Horn a qualifié d'ordre salarial et non politique.

Figure éminente des partisans de l'apartheid dans les dernières années du régime ségrégationniste, à la tête du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), et âgé de 71 ans lors de son meurtre, Eugene Terreblanche vivait dans un relatif anonymat depuis sa sortie de prison en 2004, après une condamnation pour avoir battu un Noir quasiment à mort. (Reuters 22.08)

2- Inde

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, est sous le feu des critiques après la révélation vendredi d'un nouveau scandale de corruption, qui a fait perdre à l'Etat indien près de 27 milliards d'euros dans le secteur minier. L'opposition exige désormais sa démission, et a menacé mercredi 22 août de bloquer les travaux de la session parlementaire jusqu'à ce que le premier ministre renonce à son poste.

Dans un rapport dévoilé vendredi, l'auditeur général aux comptes a accusé l'Etat d'avoir perdu depuis 2004 des milliards de dollars en attribuant des gisements miniers à des groupes privés au lieu de les vendre aux enchères. Plutôt que d'en tirer le maximum de revenus, le gouvernement aurait en effet préféré soutenir le développement de l'industrie en maintenant à un bas niveau les prix du charbon, minéral qui contribue à la moitié de la production d'énergie du pays.

Or le premier ministre, qui a vu son image de "Monsieur Propre" déjà écornée par plusieurs retentissants scandales de corruption au sein de son gouvernement, était ministre du charbon de 2004 à 2009. C'était donc sous son autorité qu'étaient octroyées les concessions pour les mines.

Les industriels redoutent que toutes les concessions minières soient annulées, comme ce fut le cas à la suite du scandale des licences de téléphonie. (lemonde.fr 22.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

L'Afrique du Sud se prépare à rendre hommage jeudi aux 44 morts de la mine de Marikana (nord) mais la question des salaires n'est pas résolue et la grève a fait tâche d'huile.

Plusieurs centaines de foreurs ont débrayé mercredi pour réclamer des augmentations dans une autre mine de platine voisine appartenant à l'exploitant sud-africain Royal Bafokeng Platinum qui emploie 7.000 salariés près de Rustenburg, où la situation restait cependant calme.

Une autre mine de platine est aussi sous la pression de ses salariés à Thembelani, exploitée par le géant anglo-sud-africain Anglo American Platinum (Amplats) sommé de répondre d'ici vendredi à tout un cahier de doléances.

La situation à Marikana, où aura lieu l'une des cérémonies d'hommage aux victimes jeudi, était calme. Plusieurs foreurs y sont toujours en grève, expliquant vouloir la libération des 259 mineurs arrêtés le 16 août et les hausses de salaires réclamées.

"Il y a un très grand risque que ça devienne contagieux", estime Justin Froneman, analyste chez SBG Securities platinum. "*Que cela ait été orchestré reste à déterminer, mais il est certain que le fait que cela s'étende à ce que nous considérons comme une main-d'oeuvre stable est un peu inquiétant*", dit-il.(AFP 22.08)

2- Chine

La différence de richesse parmi les populations rurales a atteint un niveau "*dangereux*" en Chine, faisant craindre de possibles déstabilisations sociales, met en garde une étude rapportée mercredi par la presse d'Etat chinoise.

Un habitant des campagnes gagnera en gros deux fois plus en cherchant du travail dans une zone urbaine qu'en cultivant une parcelle agricole dans son village, a indiqué l'agence Chine nouvelle en citant le rapport.

Les migrants -- dont le nombre dépasse les 220 millions en Chine -- restent officiellement comptabilisés parmi les ruraux.

En 2011 le nombre d'habitants des villes a dépassé celui des campagnes en Chine. Le pays enregistre une envolée de l'urbanisation et un exode rural massif favorisé notamment par l'attrait que représentent les villes auprès d'une main-d'oeuvre à faible coût.

Le fossé entre les riches et les pauvres est une bombe à explosion sociale que le régime communiste a promis de désamorcer dans son plan quinquennal 2011-2015. Les dirigeants promettent régulièrement un partage plus équitable des richesses, des engagements démentis par les statistiques.

De fait, la question est extrêmement sensible dans un pays qui compte de plus en plus de ces nouveaux riches qui ont su profiter de l'insolente croissance des années 2000. (AFP 22.08)

3- Japon

Un niveau record de radioactivité a été détecté sur des lottes pêchées au large des côtes japonaises, à hauteur de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, a indiqué mardi 21 août l'opérateur Tepco. Les poissons, prélevés le 1er août à 20 kilomètres de la centrale nucléaire, ont révélé un niveau de 25 800 becquerels de césium par kilogramme, soit un niveau 258 fois plus élevé que la limite fixée par le gouvernement dans l'alimentation.

Les résultats de ces analyses sont rendus publics une semaine après que des chercheurs japonais ont annoncé que leurs travaux démontraient que des papillons des alentours de la centrale de Fukushima subissaient des mutations liées à la radioactivité.

A ce jour, personne n'est officiellement mort en raison des radiations à la suite de l'accident de Fukushima, mais les habitants de la région et les travailleurs qui interviennent sur la centrale endommagée redoutent toujours des effets à long terme. (lemonde.fr 22.08)

ECONOMIE

1- Russie

La Russie est devenue mercredi officiellement le 156e membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après 18 ans de complexes négociations, avec pour espoir de moderniser son économie, même si certains mettent en garde sur le prix social élevé de cette adhésion.

"La Russie est devenue un membre à part entière de l'OMC. C'est un moyen parfait de stimuler le développement de l'économie et la concurrence", a écrit sur Twitter l'ex-ministre russe des Finances Alexeï Koudrine, une figure respectée dans les milieux internationaux.

En moyenne, la Russie va appliquer une taxe douanière de 7,8% sur les produits et a pris des engagements spécifiques dans 11 secteurs de service.

Les risques sont *"la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers"*, a cependant reconnu le principal négociateur chargé du dossier de l'entrée de la Russie à l'OMC, Maxime Medvedkov.

Les risques sont *"la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers"*, a-t-il cependant reconnu.

Les détracteurs du projet ont à plusieurs reprises averti que la baisse des droits de douane permettraient aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique. (AFP 22.08)

2- Brésil

Un tribunal de Porto Alegre a condamné le géant américain Monsanto à payer une amende de 250 000 dollars pour une publicité mensongère sur le soja transgénique. Monsanto *'a fait de la publicité abusive et mensongère en faisant l'éloge d'un produit (soja transgénique) dont la vente était interdite au Brésil et n'a pas dit que ses prétendus bénéfices étaient remis en question par la communauté scientifique'*, a argué le juge de deuxième instance, Jorge Antonio Maurique, dans sa sentence diffusée mercredi 22 août.

Monsanto avait diffusé en 2004 une publicité qui prônait l'utilisation de graines de soja génétiquement modifiées alors qu'elles étaient interdites au Brésil, ajoutant qu'elles étaient bénéfiques pour l'environnement, a rappelé le juge.

Monsanto fait l'objet depuis quatre ans d'un autre procès au Brésil en raison du soja transgénique. En 1998, les premières semences OGM de soja sont entrées en contrebande dans le pays, via l'Argentine, et leur utilisation a été interdite jusqu'à la dernière décennie.

On estime aujourd'hui que 85 % des plantations de soja au Brésil, second exportateur mondial, contiennent des graines génétiquement modifiées. (lemonde.fr 22.08)

3- Australie

La Banque centrale d'Australie (RBA) est soupçonnée d'avoir couvert une affaire de corruption impliquant deux sociétés de fabrication de billets de banque, en partie contrôlées par l'institut d'émission, ont révélé mercredi les médias australiens.

Huit cadres des sociétés Securrency International et Note Printing Australia (NPA) sont soupçonnés depuis 2009 d'avoir versé des pots-de-vin en échange de contrats en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam.

Les enquêteurs les suspectent d'avoir utilisé, entre 1999 et 2005, des agents commerciaux internationaux pour soudoyer des fonctionnaires étrangers dans l'objectif de décrocher des contrats d'impression de billets de banque.

Personne, à la RBA, n'a été mis en cause. La banque centrale a toujours soutenu n'avoir été informée de l'affaire qu'au moment de sa mise au jour dans la presse en 2009.

Mais selon le Sydney Morning Herald, un rapport d'enquête interne a été remis dès 2007 au vice-gouverneur Ric Battellino, ce qui contredit la déposition du gouverneur de l'époque, Glenn Stevens, devant une commission parlementaire fédérale en 2011.

La RBA a confirmé mercredi l'existence de ce document, établi selon elle à la demande de Ric Battellino, mais non transmis à la police fédérale (AFP).

"Ce document est une pièce matérielle versée à l'instruction en cours. La Banque centrale ne peut en révéler le contenu", a-t-elle indiqué.

Securrency, en partie détenue par la RBA, fabrique des billets de banque réputés pour leur solidité et difficiles à contrefaire, vendus à plus de 30 pays dans le monde.

NPA est une filiale à 100% de la RBA dont elle imprime des billets de banque australiens. (AFP 22.08)

Si nous avons un parti ouvrier digne de ce nom, chaque semaine on publierait ce genre d'infos dans notre journal, afin que les travailleurs et surtout les jeunes comprennent que l'on vit dans une société aux mains des voyous, des gangsters de la finance, de manière à les détourner définitivement du capitalisme et ses institutions.

Le scandale du Libor est un argument choc, encore faut-il le développer ou être capable de l'utiliser. On regorge d'arguments du même genre à vous donner envie de vomir leur société. Cela fait forcément réfléchir...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 août

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain. Ils viennent de remettre le courant, il est 21h10. La coupure a duré 15 heures ! A demain.

Le lendemain matin. On n'a pas eu d'électricité une bonne partie de la nuit. Cela tourne au cauchemar et met les nerfs à rude épreuve, je me suis réveillé en sursaut à 5h30, m'apercevant qu'il n'y avait pas de courant, j'ai bondi du lit pour éteindre le ventilateur qui fonctionnait sur la batterie car j'en avais besoin pour bosser ce matin. Puis j'ai somnolé pendant deux heures, j'ai déjeuné et sur les coups de 8h je me suis mis au boulot en me disant qu'il restait théoriquement une heure avant qu'ils remettent le courant, en espérant que la batterie était encore suffisamment chargée.

Mon téléphone fonctionne sur le secteur et sa batterie est foutue, donc pas de courant, plus de téléphone et il m'est déjà arrivé qu'il ne fonctionne plus après, et que je sois obligé de cavalier à Pondichéry pour le faire initialiser à nouveau. Et puis je n'ai pas pu remplir les réservoirs d'eau, le moteur ne fonctionne pas avec mon générateur, encore un truc important à penser. Il manque encore une des trois phases, j'ai donc basculé l'installation électrique de la maison sur l'une des deux phases encore disponibles, non mais c'est à devenir fou ! Est-ce que ce genre de situation arrive fréquemment demanderez-vous ? Régulièrement, plusieurs fois par mois... ou par semaine ! Et le gouvernement de Delhi qui est accusé à nouveau de corruption sur des contrats relatifs au charbon dont dépend une grande partie de l'électricité produite en Inde.

Vous ne croiserez pas un Indien qui ne vous dise pas que le gouvernement est pourri jusqu'à l'os et les partis d'opposition tout autant. Inutile de se demander après mais qui gouverne ce pays, qui a mis ce gouvernement en place, pour qui il gouverne, à part les Tata, Ambani, Birla, Bajaj et Cie. les riches, personne.

Je connais le parcours d'un député du parti du Congrès sur Pondichéry, c'est stupéfiant, il s'appelle Vetilingam. Je l'ai connu il y a quelques années quand il travaillait pour le promoteur à qui j'avais prêté un peu d'argent. Il était un de ses hommes de confiance chargé de négocier les pots de vin avec les autorités locales lors de l'achat de terrains qu'il revendait ensuite par parcelles. S'il parle anglais, il n'a aucun diplôme et n'a suivi aucun cursus universitaire ou formation particulière, je le considère aussi inculte que le reste des Indiens, seule une infime minorité, l'*élite* se distingue du reste de la population par ses connaissances, moins d'1% si on prend comme critère de référence le niveau de connaissance d'un jeune parvenu jusqu'en terminal en France pour vous donner un ordre d'idée, et encore je dois être généreux.

Vetilingam est un roublard ambitieux et son patron un pauvre type devenu riche par hasard, à qui il a subtilisé des dizaines de millions de roupies pour avoir les moyens d'acheter sa candidature qui vaut au bas mot entre 50 et 100 millions de roupies. Ici vous ne devenez pas candidat, député après des années de militantisme au sein d'un parti, il suffit de faire allégeance à un parti, de se montrer déterminé à défendre ses intérêts, de baiser les pieds de ses dirigeants, la coutume n'a pas disparu en Inde, d'être pourri d'ambition, un requin, et avoir une certaine éloquence et prestance en public tout en manifestant une certaine discrétion, une prédisposition pour les sophismes propres à endormir ou galvaniser les foules selon les circonstances, ajouter à cela beaucoup d'argent à mettre sur le tapis et le tour est joué.

Pour devenir ministre, ajouté quelques années d'études (si possible à l'étranger) et être adoubé par des membres de la classe dominante qui tirent les ficelles du parti et auxquels vous jurez fidélité et de vous sacrifier pour elle si nécessaire, voilà en gros qui dirige l'Inde, un pays de plus d'1,2 milliard d'habitants. Leurs qualités : le servilité, la courtoisie, la sournoiserie, la lâcheté, le mensonge et l'hypocrisie, la flatterie ou mieux, la flagornerie, le sophisme ou l'art d'emboîmer son auditoire, la discrétion, la patience, la fainéantise, etc. Bref, un tableau peu ragoutant, c'est un euphémisme !

Monsieur Vétillingam, au nom de notre "amitié", nous avait proposé de racheter notre maison située au bord de mer le tiers du prix qu'on a réussi à la vendre en se faisant anarquer en plus.

Autre chose, très vite comme d'habitude.

J'ai corrigé les fautes de frappe ou d'orthographe de la causerie d'hier.

Je n'ai pas de temps à consacrer à une longue citation de Marx comme annoncé les jours derniers, pour tout vous dire je l'ai paumée dans le bordel qui règne dans mon disque dur, ce n'est pas très sérieux je l'avoue ! Je vous en ai dégottée une autre plus courte d'Engels, par hasard en parcourant *Le parti de classe*.

Aux **théologiens** de la démocratie, de la liberté politique, de l'égalité politique.

Engels écrivait en 1843 : « *La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.* » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

Laudateur, personne qui fait l'éloge de quelque chose ou quelqu'un, qui en loue les mérites ou les avantages.

On aura compris qu'on ne peut pas se réclamer du socialisme, du communisme ou du trotskysme en ayant pour seul mot d'ordre l'établissement de la démocratie ou le retour à la démocratie, une pure mystification.

Les bourreaux. Le gouvernement français avoue qu'il est aux ordres de la troïka, qu'il en est le complice et l'exécuteur de ses basses oeuvres.

La chancelière allemande et le président français se sont retrouvés autour d'un dîner pour harmoniser leurs positions avant de recevoir chacun de leur côté en fin de semaine le Premier ministre grec Antonis Samaras, qui souhaite que les partenaires européens d'Athènes fassent preuve de patience.

"*Nous voulons, je veux que la Grèce soit dans la zone euro, c'est une volonté que nous avons exprimée depuis le début de la crise*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une courte déclaration à son arrivée à la chancellerie.

"*Il appartient aux Grecs de faire les efforts indispensables pour que nous puissions atteindre cet objectif*", a-t-il ajouté.

Angela Merkel lui a fait écho. "*Nous sommes très attachés à ce que chacun respecte ses engagements*", a-t-elle dit.

Il faut "*encourager nos amis grecs à poursuivre sur la voie des réformes et je sais combien ces efforts sont difficiles pour la Grèce*", a-t-elle indiqué, sans réitérer spécifiquement son souhait, exprimé avant l'été, du maintien de l'euro en Grèce.

"*Ce qu'on est en train de faire, c'est nous préparer pour une décision en octobre*", explique une source diplomatique française. "*Dire que nous (la France et l'Allemagne) sommes flexibles est un peu théorique parce que tout dépend des conclusions de la troïka. La France veut une solution mais est-ce que c'est ajouter deux ans ou d'autres réformes, il est trop tôt pour le dire*".

"*Nous sommes favorables à aller plus loin, plus vite sur la supervision bancaire avec la Banque centrale européenne*", a dit François Hollande, évoquant la volonté franco-allemande de "*donner une substance à cette feuille de route*". (Reuters 23.08)

Ne vous marrez pas, Hollande pour "*réussir*" son mandat doit en faire autant si ce n'est plus que Sarkozy, pour témoigner à ses véritables commanditaires qu'il a mérité la place qu'il occupe au sommet de l'Etat ainsi que la confiance qu'ils lui accordent. Ne pouvant pas pencher à gauche, il penchera à droite, comme Mitterrand et Jospin avant lui.

La sortie de ce diplomate est excellente, elle constitue un aveu, qu'a-t-il dit ?

Nous ne disposons d'aucune marge de manoeuvre, nous sommes suspendus aux conclusions de la troïka que nous appliquerons à la lettre en tant que représentant du capital, nous sommes à ses ordres, nous sommes les exécuteurs de ses basses oeuvres contre les prolétariats et les peuples en Europe.

Au fait, ce sont bien ceux qui ont appelé à voter Hollande, qui l'appellent maintenant à rejeter le TSCG...

Les mains sales.

«Jean-Luc, on a besoin de toi», a lancé Benoît Hamon sur France Inter. «L'intérêt général commande aujourd'hui», a poursuivi Benoît Hamon, qui prône «l'unité de la gauche face à la crise et face à la remise en cause du contrat républicain et du modèle social».

Dans une interview au Parisien, le ministre insiste par ailleurs sur le fait que toute la gauche «doit avoir les mains dans le cambouis». «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

Dans le "pied" seulement, alors c'est raté !

C'est ce qu'ils osent encore appeler la gauche qui est "artificielle", son unique fonction c'est de diviser la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui pourraient sinon pencher vers le prolétariat, pour le compte du régime qui lui est bien réel.

Traduisons ce sophisme qui met en évidence les réelles intentions de monsieur Hamon : l'intérêt général réclame de prendre en compte la crise qui est le produit de la survie du capitalisme, donc les besoins correspondant des capitalistes qui permettra de sauver le "contrat républicain" et notre "modèle social" puisque temporairement cette fonction politique nous a été déléguée par le capital.

Et ces gens-là auraient quelque chose à voir avec notre classe ?

Injustice arbitraire. Provocation policière et sélection "naturelle".

Deux mineurs interpellés pour des violences envers des policiers quelques heures avant le début des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre dans le quartier d'Amiens-nord ont été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire jeudi 23 août, a-t-on appris de source judiciaire.

Âgés de 15 ans et demi et 16 ans et demi, ils sont soupçonnés d'avoir frappé des policiers en civil devant la préfecture d'Amiens le 13 août lors d'une marche organisée en protestation des incidents qui s'étaient produits la veille lors d'une cérémonie de deuil.

Ils ont été mis en examen pour violences volontaires en réunion sur personne dépositaire de l'autorité publique et placés sous contrôle judiciaire. Ils ont interdiction de rencontrer certaines personnes et de sortir après une certaine heure, en plus d'un pointage régulier au commissariat.

La présence de ces deux mineurs lors des heurts dans la nuit de lundi à mardi, qui avaient fait 17 blessés parmi les forces de l'ordre et des millions d'euros de dégâts, n'a pu être établie. (nouvelobs.com 23.08)

Pourquoi ne pas les avoir arrêtés sur le champ ? Pourquoi avoir attendu 10 jours ? Pourquoi s'attaquer à des mineurs ?

Vous travaillez et malgré tout vous ne parvenez pas à boucler les fins de mois, normal, sachez pourquoi.

Avis aux amateurs de golf, de nature et de grande bleue. Les 18-trous, le club-house et le restaurant du golf de Sperone (Corse du Sud) viennent d'être mis en vente par Georges Dewez, un homme d'affaires et éleveur de chevaux français, actionnaire majoritaire de ce haut lieu de la jet-set. Le propriétaire espère 20 millions d'euros pour ces 80 hectares de paradis situés au sein d'un domaine résidentiel plus vaste, aux villas de grand luxe de pierres rustiques et poutres de bois, qui elles ne sont pas à vendre.

Ce golf réputé au parcours vallonné faisant face à la Sardaigne a été ouvert en 1991. Il accueille chaque année 20.000 amateurs du monde entier. L'histoire de Sperone fut elle aussi vallonnée, bien des voix s'étant élevées pour dénoncer ce «symbole de la spéculation immobilière» sur l'île de Beauté. Le père de Georges Dewez avait racheté le domaine de Sperone dans les années 1960 pour 1 franc le mètre carré, avant de l'aménager, au grand dam des défenseurs de l'environnement et des nationalistes corses. Devenu dans les années 1980 un repaire pour milliardaires et «people» en quête de quiétude, le lieu fit l'objet, en 1996, d'une tentative de racket. (lefigaro.fr 23.08)

La vie dorée du rentier se consomme sans modération, la vie de labeur du prolétaire, de souffrances et de larmes aussi, c'est un puit sans fond, sa tombe.

ACTUALITE EN TITRES

Des chiens !

- Duflot sur sa place de ministre: "j'ai une muselière qui permet un peu de l'ouvrir" - AFP

L'ouvrir pour ne rien dire ou s'excusez ensuite de l'avoir ouvert, vaut mieux encore la fermer !

Sans-abri : la priorité.

- Haïti: lancement de la reconstruction du palais présidentiel détruit en 2010 - AFP

Chouette, en voilà une bonne nouvelle, cela va faire du boulot aux miséreux qui vivent encore sous des tantes ou qui s'entassent dans des bidonvilles de fortune sans espoir d'en sortir un jour ! Vive le président !

Paroles de réacs.

- Syrie: Un rapport d'Amnesty International dénonce les violences subies par les civils à Alep - 20minutes.fr

- Bernard Kouchner : "La France doit fournir des armes aux rebelles syriens" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Suède

La filiale de téléphones portables de Sony, Sony Mobile Communications, a annoncé jeudi la suppression de 1000 emplois en Suède d'ici à mars 2014, dans le cadre du déplacement du siège social de l'entreprise de Lund (Suède) à Tokyo. "Sony Mobile prévoit de réduire sa main d'oeuvre d'environ 15% (soit environ 1000 personnes, y compris des consultants) d'ici à la fin mars 2014, afin d'améliorer son efficacité opérationnelle, réduire ses coûts et connaître une croissance rentable", a expliqué dans un communiqué le groupe, ex-Sony Ericsson. (lexpress.fr 23.08)

Quand les chefs d'Etat en Europe, le FMI ou Obama parlent de croissance, ils entendent évidemment une "croissance rentable"... pour les capitalistes. Les défenseurs du TSCG sont-ils au courant ? Pardi !

2- Etats-Unis

L'écart entre les Américains riches et pauvres ne cesse de croître. Selon une étude publiée mercredi par le Centre de Recherche Pew, basé à Washington, la classe moyenne s'est réduite en taille et en richesse lors des quarante dernières années. En 2011, ce groupe comprenait 51% de tous les adultes contre 61% en 1971. En dix ans, son revenu médian annuel a baissé de 5% et son patrimoine a chuté de 28%

Le patrimoine des plus riches est le seul à avoir progressé, de 1%, passant à environ 458.000 euros alors que celui des plus défavorisés a plongé de 45%, passant à 8.000 euros.

La «part du gâteau national» ne s'est accrue que pour le groupe des plus forts revenus, passant de 29% il y a 40 ans à 46% aujourd'hui. La classe moyenne s'en partage désormais 45% (contre 62% il y a 40 ans). Pour les plus défavorisés, elle est passée de 10% à 9%.

Parmi les groupes qui s'en sortent le mieux avec des revenus en augmentation, on trouve les plus âgés, les blancs, les personnes mariées et les femmes. Parmi ceux qui s'en sortent moins bien se trouvent les hommes, les Noirs, les Hispaniques et les plus jeunes. (leparisien.fr et AFP 23.08)

Les sacrifiés sont toujours les mêmes, les plus fragiles.

ECONOMIE

1- Gaz et pétrole

Les investissements pétroliers et gaziers vont franchir cette année la barre symbolique des 1.000 milliards de dollars (800 milliards d'euros), poussés par un regain d'activité dans l'exploration-production, d'après une étude du cabinet GlobalData.

Selon le dernier décompte semestriel du cabinet, publié jeudi, les investissements dans le secteur des hydrocarbures devraient grimper de 13,4% cette année, pour atteindre le montant colossal de 1.039 milliards de dollars (environ 833 milliards d'euros).

Le principal moteur de cet emballement, d'après GlobalData, est l'intensification des activités dans l'amont pétrolier et gazier (c'est-à-dire la recherche et l'extraction des hydrocarbures), essentiellement en mer, que ce soit au large du Brésil, dans le Golfe du Mexique ou dans l'Arctique.

Ce bond est conforté par la multiplication des découvertes de gisements de pétrole et de gaz (au nombre de 242 l'an dernier), les prix durablement élevés du pétrole et des avancées technologiques donnant accès aux gisements sous-marins très profonds, qui ont rendu leur exploitation techniquement et financièrement possible.

Par zone géographique, un peu plus du quart de cette manne (254 milliards de dollars) sera dépensé en Amérique du Nord, en raison du développement du gaz et du pétrole de schiste, et des sables bitumineux canadiens. L'Asie-Pacifique sera presque au même niveau et le Moyen-Orient et l'Afrique suivront avec près de 230 milliards.

Enfin, les investissements des compagnies pétrolières nationales devraient dépasser ceux de leurs concurrentes privées.

Parmi les premières, la compagnie brésilienne Petrobras fera la course en tête, et dans la deuxième catégorie, c'est l'américaine ExxonMobil qui dépensera le plus. Le cabinet souligne qu'à elles deux, ces entreprises prévoient d'investir plus de 400 milliards de dollars d'ici 2016. (AFP 23.08)

En 1945, les pays dévastés par la guerre recoururent à des nationalisations de pans entiers de l'économie, face aux énormes investissements nécessaires, ils firent appel à l'Etat, les entreprises privées ne disposant pas de capitaux suffisant.

En 2012, par le biais de la déréglementation des marchés, l'indépendance des banques centrales et la soumission des Etats à l'oligarchie financière, les multinationales disposent de richesses suffisantes pour gérer tous les secteurs de l'économie sans recourir aux Etats qui sont devenus un frein ou un obstacle à leur enrichissement, d'où leur engagement à les supprimer et à prendre leur place pour gérer la société et le monde, selon un plan que l'on appelle le Nouvel ordre mondial, la dictature mondiale par l'oligarchie financière, le prolétariat étant réduit à l'état d'esclave.

2- Japon

La communauté scientifique s'attendrait au pire. Le Nouvel Observateur est revenu mercredi sur ce qui pourrait causer le plus grand accident nucléaire de l'histoire, bien au delà de celui de Tchernobyl. En cause, la piscine du réacteur numéro 4 de la centrale.

Ce cube de béton de 11 mètres de profondeurs est rempli d'eau et de combustibles nucléaires (264 tonnes). Il n'est aujourd'hui protégé que par une bâche de plastique, l'exposant à des risques incommensurables. L'hebdomadaire explique ainsi que si elle venait à s'écrouler ou à se vider, les 264 tonnes de déchets dégageraient 10 fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl. Pour certains, cela causerait "*la fin du Japon moderne*" et une calamité pour tout l'hémisphère nord. (l'express.fr 23.08)

La survie du capitalisme : monstrueux !

Soyons lucide. Ils sont parvenus à corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat japonais, au point qu'en présence d'une telle catastrophe ils n'ont même pas été capables de se mobiliser contre le gouvernement qui avait privatisé le secteur de l'énergie.

3- Etats-Unis

Le déficit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, alimenté par les mesures de Pékin destinées à déprécier la valeur du yuan, a provoqué la délocalisation ou la suppression de plus de 2,7 millions d'emplois américains, indique une étude publiée jeudi par l'Economic Policy Institute.

L'institut, spécialisé dans les sujets liés à la problématique de l'emploi, estime que 77% de ces emplois, 2,1 millions, ont été perdus dans le secteur manufacturier.

Le déficit commercial sino-américain a atteint 295 milliards de dollars en 2011. (Reuters 23.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 août

CAUSERIE

J'ai actualisé le site en étant obligé des dizaines de fois de m'interrompre et de me lever pour débrancher et rebrancher la prise de l'onduleur de l'ordinateur connectée à une prise de courant reliée au convertisseur de courant qui sert de filtre ou de sécurité supplémentaire, le convertisseur de courant n'arrétant de sauter et de produire des bruits suspects, et à peine quelques minutes plus tard le courant étant coupé, je devais débrancher la prise du secteur pour la rebrancher sur le convertisseur de courant et la batterie de secours et ainsi de suite.

Bon, restons calme. Vous excuserez les éventuelles fautes ou erreurs que je n'ai pas détectées. Et évidemment, je n'ai pas trouvé le temps de prendre une douche et de déjeuner à midi, il est 16h ici.

Rien de telle que l'adversité pour me stimuler ! Quand on a bossé dans le privé, on a dû endurer tellement d'humiliations qu'on a la rage, et quand par dessus le marché on a vécu 18 ans en Inde, on est ivre de vengeance contre le vieux monde, on doit se faire violence quotidiennement pour ne pas exploser, vous l'avez remarqué aussi, bien vu ! Vous me pardonnerez mes excès, quant à mes provocations, elles sont la réponse à celles que je dois subir...

Hier soir après avoir rédigé une partie de la causerie du jour, je me suis détendu sur les coups d'une heure du matin en me passant un concert d'Iron Maiden et de Metallica. La pêche, toujours jeune... et révolutionnaire quoi ! Yes, on vaincra camarades, on vaincra !

Bon week-end à tous et gardez le moral.

[A propos de la question de l'unité.](#)

Cette question en apparence simple à aborder semble poser des difficultés à de nombreux militants, peut-être parce qu'elle ne se pose pas exactement dans les mêmes termes selon le contexte dans lequel elle se pose ou les thèmes qu'elle peut concerner sur le plan national ou international.

De notre côté, nous la traitons dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, qui est inséparable du combat pour élever le niveau de conscience politique des masses et leur organisation en ayant pour objectif la prise de pouvoir.

C'est si vous voulez à la fois notre grille de lecture de cette question et selon nous, le meilleur moyen de l'aborder conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au socialisme dont nous nous réclamons. Autrement dit, à notre niveau sur la base du principe qui vient d'être rappelé, qu'est-ce qui détermine qu'une bataille doit être menée et sur quelle orientation politique, c'est là notre unique préoccupation.

Nous considérons que la question essentielle n'est pas de savoir avec qui on est prêt à s'associer le temps d'une bataille sur un thème précis, pour quoi ou dans quel but étant acquis, là en l'occurrence le rejet du TSCG, à condition que chaque formation ou participant à un front commun conserve sa liberté de parole et d'action, cette condition étant non négociable.

En 2005, j'avais indiqué que rien n'interdisait en principe de s'associer avec des formations politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord ou qui sont étrangères au mouvement ouvrier, à partir du moment qu'on mène la bataille contre le TCE sur une orientation politique correcte, qui ne laisse place à aucune illusion dans le régime en place, donc en la situant dans la perspective de la liquidation des institutions de la Ve République.

Prenons un exemple.

Je ne reproche pas au POI de mener des batailles avec des gens classés à droite, Marx et Lénine l'avaient fait avant eux, je leur reproche leur propre ligne politique, dans la mesure où ils se sentent obligés de la droitiser pour réaliser un front commun, ce qui de notre point de vue - qui coïncide avec la priorité de construire le parti et la défense du socialisme, quelle que soit l'issue de cette bataille d'empêcher les militants et les travailleurs qui y auront participé d'en tirer le moindre enseignement politique,

autrement dit à l'arrivée de l'avoir menée pour rien.

Sur la question du TSCG (et du MES), nous sommes évidemment pour son rejet, par contre nous sommes opposés à l'orientation politique dans laquelle le PO situe cette bataille puisqu'elle consiste à entretenir des illusions dans les députés, le PS, les institutions de la Ve République.

J'ai indiqué aux militants que nous pouvions nous associer à cette bataille au côté du POI et d'autres formations politiques, mais sur notre propre orientation politique tournée contre les institutions de la Ve République. Leur pétition reprenant leur orientation politique opportuniste en direction des députés, nous avons décidé de ne pas la signer.

Ainsi de notre côté sur cette question les choses sont parfaitement claires, nous ne pratiquons pas le double langage et nous en faisons la démonstration.

S'agissant de la question syrienne.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier n'a pris une initiative pour rassembler le mouvement ouvrier, les travailleurs et les opposants à l'engagement militaire du gouvernement français au côté de l'impérialisme américain et britannique notamment contre la souveraineté de la Syrie.

Le Comité Valmy propose de signer un appel adressé au Français, ce sont ses termes, destiné à faire cesser cette guerre orchestrée, financée, armée par les principales puissances occidentales dont les monarchies dégénérées du Golfe sont les courroies de transmission.

Cet appel s'adresse principalement aux autorités françaises, dont la responsabilité dans cette guerre coloniale qui ne veut pas dire son nom est établie. C'est pour nous l'essentiel, la mise en lumière du caractère réactionnaire du PS et son gouvernement, conformément au principe qui guide notre action et qui a été rappelé précédemment.

Si nous ne partageons pas certaines formulations figurant dans cet appel, elles appartiennent à leurs auteurs et c'est leur droit, nous les considérons comme secondaires à partir du moment où nous conservons notre propre liberté de parole et d'action.

Cela étant énoncé, nous pouvons signer cet appel, d'une part parce que nous partageons son objectif, l'arrêt immédiat des opérations militaires des puissances occidentales dont la France contre la Syrie, d'autre part parce que cela ne nous interdit pas de mener cette bataille sur la base de notre propre orientation politique, qui consiste à mettre en évidence la véritable nature sociale du PS qui dirige les institutions, afin que les travailleurs comprennent ou parviennent à la conclusion qu'il n'y a rien à attendre et que l'issue politique à la crise du capitalisme nécessite le renversement des institutions de la Ve République autant que la rupture avec le PS et ses satellites contre-révolutionnaires.

N'était-ce pas contradictoire de refuser de signer la pétition du POI pour le rejet du TSCG adressée à Hollande et aux députés, et de signer cet appel qui s'adresse aux autorités françaises, donc à Hollande et son gouvernement ?

La différence entre les deux essentielle à nos yeux au-delà de ce qui a été évoqué plus haut, réside dans le fait que la ratification du TSCG est pour ainsi dire acquise, puisque dans l'hypothèse où une poignée, quelques dizaines de députés du PS, du Front de gauche et de EELV s'abstenaient ou votaient contre, l'immense majorité des députés centristes et de l'UMP voteront en chœur avec ceux du PS acquis au TSCG. Dès lors on ne voit par quel miracle le TSCG ne serait pas adopté dans les semaines à venir.

De plus, si l'on pouvait se saisir du TSCG pour mener une bataille contre les institutions et les partis qui les soutiennent dans le but d'éduquer les masses et construire le parti, il ne faut pas se raconter d'histoires comme le fait le POI, ce traité ne changerait rien ou peu de choses dans la mesure où une politique d'austérité est déjà en place dans le pays depuis des années, ce que le POI passe souvent sous silence, maintenant que le TSCG serve à l'amplifier, on ne le nie pas, le gouvernement en place ou un autre continuerait d'appliquer la même politique avec ou sans TSCG, à notre connaissance le rejet du TCE en 2005 n'a rien changé à la politique antisociale conduite par Chirac jusqu'en 2007. Du 29 mai 2005 au 4 février 2008, date à laquelle les parlementaires ont ratifié le traité de Lisbonne, les députés ont continué d'adopter les directives de la Commission européenne comme si de rien n'était.

On pourrait nous objecter que l'objet de ces traités européens avait une autre dimension ou portée en relation avec la construction de l'UE et la liquidation des Etats qui la composent, et que pour cette raison il fallait tout faire pour empêcher qu'ils ne soient ratifiés. Sur quelle analyse se fonde cette argumentation ? Sur le fait qu'à terme les Etats souverains en Europe disparaîtraient au profit d'un organisme supranational, l'Union européenne.

Question : est-ce sérieusement envisageable que tous les Etats disparaissent ? Les conditions existeront-elles un jour pour parvenir à cet objectif ? Qui est à l'initiative de la construction européenne ? Quelles étaient et quelle sont encore les intentions de

leurs auteurs ? Les Américains est la réponse à l'avant-dernière question. Dans le but de construire un puissant Etat européen qui lui ferait ensuite concurrence sur le marché mondial ou plutôt pour liquider des concurrents potentiels de ses multinationales afin de conserver son hégémonie, l'UE n'étant pas une fin en soi mais uniquement un moyen pour parvenir à ses fins ?

Le POI considère que pour l'impérialisme américain et les gouvernements européens qui lui sont subordonnés l'UE est une fin en soi, leur ultime objectif. Après bien des hésitations et maintes réflexions, j'en suis arrivé à la conclusion que cela ne pouvait être le cas, pas davantage d'ailleurs que dans les autres continents où les Etats ont commencé à mettre en place des institutions similaires, aucun n'envisage de se fondre dans ces institutions et de disparaître. Paradoxalement, il existe dans le monde davantage d'Etats en 2012 qu'il y a 20 ou 50 ans, donc analyser la situation mondiale et en déduire que l'heure de la disparition des Etats aurait sonné est une pure vue de l'esprit ou dénote un aveuglement dogmatique, une incompréhension profonde de l'évolution du capitalisme mondiale.

L'objectif de l'UE est principalement de soumettre le prolétariat européen au capital en réduisant le coût de sa force de travail de manière à ce que les capitalistes en tirent un profit maximum, tout en réduisant ses droits démocratiques et politiques pour lui interdire toute issue politique en dehors ou au-delà du capitalisme. Si leur objectif était vraiment de construire un Etat européen, une fois adopté l'euro ou simultanément, ils se seraient dotés d'une fiscalité commune pour avancer rapidement vers cet objectif au lieu de laisser régner l'anarchie dans l'UE, quitte à l'accompagner de mesures spécifiques à chaque pays pour en atténuer les effets pervers sur leurs économie ou dévastateurs sur le plan social. On a pu observer depuis quelques années que certains pays de l'UE avaient modifié unilatéralement leurs taux de TVA, ce qui montre bien qu'une modification ou une harmonisation des taux de TVA en Europe était possible entre les différents Etats, s'ils ne l'ont pas fait c'est parce que cela ne correspondait pas à leur objectif voilà tout.

Par contre, la question de l'intervention militaire directe de l'impérialisme français en Syrie n'est pas encore tranchée et elle peut avoir une portée gigantesque à l'échelle mondiale selon la position adoptée par Hollande. C'est à ce titre que nous soutenons l'appel du Comité Valmy.

Cet appel précise qu'il ne s'agit pas de soutenir le régime en place, mais d'interdire à des puissances étrangères de décider à la place du peuple syrien son avenir, de la même manière que la condamnation de l'agression militaire contre l'Irak n'avait pas pour fonction de soutenir Saddam Hussein.

Qu'on ne se méprenne pas, il ne s'agit de s'associer à un front anti-impérialiste au côté de formations politiques ou de personnalités qui le reste du temps sont opposés au socialisme ou le combattent au côté de leur propre bourgeoisie.

Face à l'impuissance, à la neutralité ou la démission des partis ouvriers ou pire encore (NPA), ne sachant pas à l'avance dans quelle direction va évoluer la situation en Syrie et dans la région au risque d'embraser le monde, il nous semble opportun aujourd'hui de prendre position et de soutenir une initiative qui respecte le droit légitime du peuple syrien à décider lui-même son présent et son avenir, qui rejette tout engagement militaire du gouvernement français en notre nom.

A ceux qui nous accusent d'être sectaire ou dogmatique, nous répondons que la question de l'unité se pose dans le temps en fonction d'un certain nombre de facteurs et de leurs rapports, et non en fonction d'un principe immuable ou gravé dans le marbre.

[A propos de l'appel adopté par le POI, le M'PEP, la Gauche communiste du PCF et PRCF](#)

L'appel qui a été adopté à l'issue de la rencontre initiée par le POI pour le rejet du TSCG ne contient aucun élément nouveau.

J'ai une proposition à leur soumettre, qui leur permettrait de se racheter de la campagne de 2005 axée uniquement contre le TCE. Si vous vous souvenez bien, vous pouvez le vérifier à l'aide des articles disponibles dans le site, le PT comme les autres partis avaient refusé de reconnaître dans la victoire du non une défaite de Chirac, alors président de la République, qui avait appelé à voter pour le TCE. Le PT avait également refusé obstinément d'orienter leur bataille contre les institutions de la Ve République, comme en 2012 pour le rejet du TSCG.

Vous pouvez appeler à une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale, mieux, contre l'Assemblée nationale, qui comme en 2005 est composé à plus de 90% de partisans du TSCG, donc lier le rejet de ce traité au rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République. Rappelons qu'en 2005, 92% des députés s'étaient exprimés en faveur du TCE, signifiant après coup et la victoire du non, qu'ils étaient illégitimes pour représenter la voix des exploitées qui constituaient l'immense majorité de la société.

Ils ont l'occasion de le mettre en évidence devant les travailleurs non pas après mais avant que ce traité soit ratifié, saisiront-ils cette occasion qui correspond à l'une des tâches de l'avant-garde d'éduquer les masses sur le plan politique ? Rien n'est moins sûr, peu importe, notre devoir était de le souligner devant les militants.

Un autre aspect de cette bataille occulté.

Comment se fait-il que le POI ne se soit pas adressé aux syndicats, alors que Mailly pour FO a affirmé que si un référendum avait lieu sur le TSCG, il appellerait à voter non ? Pour ne pas mettre dans l'embarras Mailly qui n'est pas seul à décider à FO ?

Selon le POI et d'autres, si le TSCG était adopté, nous ne pourrions plus revendiquer quoi que ce soit pour ainsi dire, c'est bien dans ces termes qu'ils l'ont présenté, je ne caricature pas leur argumentation, n'est-ce pas ? Revendiquer des avancées sociales, en terme de salaire, d'emplois ou de conditions de travail, rassurez-moi, c'est bien (encore) la mission ou le mandat des syndicats, non ? Ils sont donc directement concernés par le TSCG. Alors répétons notre question, pourquoi le POI ne s'est-il pas adressé à l'ensemble des syndicats ? Nous attendons sa réponse.

Au fait, je ne sais pas si Mailly est en vacances ou s'il n'a pas du tout apprécié l'article que je lui ai consacré le 17 juillet, je ne reçois plus son éditorial hebdomadaire. Vous me direz que cela ne nous manque pas, certes, mais on se doit de se tenir informé et rien ne m'empêche d'aller le pêcher sur le site de FO, entre nous, j'ai mieux à faire en ce moment.

A croire que j'étais en forme ce soir, il est 21h, en buvant un coup avant de mettre à table, oui, j'ai repris cette mauvaise habitude de me servir un cocktail et de faire un point politique en fin de journée, muni d'un stylo et d'un cahier, je note les idées qui me passe par la tête et c'est très souvent très productif, comme quoi un peu d'alcool ne présente pas que des inconvénients, pour le cerveau, peut-être pas pour le porte-monnaie ! Donc, il m'est venu une idée à laquelle je n'avais pas encore pensé ou que j'avais laissé tomber puis oublier de traiter.

Je me suis dit que finalement l'existence de l'URSS et ses satellites en avait arrangé plus d'un pendant près d'un demi-siècle, notamment parmi ceux qui prétendaient combattre le stalinisme, mais qui finalement s'en accommodèrent autant que du capitalisme, en ce qui concerne celui-ci on ne s'en rendit compte que bien plus tard, tandis que la collusion avec le stalinisme n'a pas été encore réellement abordé ou n'a toujours pas été identifiée en tant que telle, c'est pour dire le boulot qu'il nous reste à faire avant que le mouvement ouvrier reprenne le chemin du socialisme.

Jusqu'à la chute du régime stalinien en Pologne en 1981, le PCF et la CGT menaient une politique contradictoire dictée au cas par cas par la politique étrangère du Kremlin ou les besoins du régime capitaliste en France, entraînant derrière eux le gros des troupes du mouvement ouvrier en France ainsi que son avant-garde, OCI, LCR et LO.

A cette époque-là, les capitalistes se montraient plus généreux qu'aujourd'hui envers les travailleurs, les inégalités existaient mais n'avaient pas atteint le degrés qu'on connaît en 2012, il n'était pas rare que les revendications soient satisfaites en totalité ou en grande partie, l'inflation était importante, mais les augmentations de salaire suivaient pour la plupart des travailleurs, pas pour tous comme d'habitude évidemment, ce qui n'infirme pas ce qui vient d'être rappelé.

Livrer une bataille était souvent payant, du coup tout le monde semblait y trouver son compte, les travailleurs, les syndicats, les partis ouvriers et le régime de la Ve République. Cela se traduisait par une hausse de la syndicalisation ou son maintien à un niveau respectable, le PCF enregistrait de bons scores électoraux et les trois partis cités plus haut voyaient le nombre de leurs militants sans cesse augmenter, bref tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'en 1981 seulement.

Avec la chute annoncée de l'URSS et l'offensive généralisée déclenchée par l'impérialisme américain sous Nixon, tout ce scénario allait être chamboulé. Mitterrand allait mettre en place une politique de rigueur qui consistera en premier lieu à désindexer la hausse des salaires sur celle des prix, ce qui reviendra à bloquer les salaires, pire, à diminuer le niveau de vie des travailleurs par le biais de l'augmentation continue des cotisations sociales, puis la création de la CSG en 1991 sous Rocard, des nationalisations des premières heures, il allait passer aux privatisations massives que Jospin amplifia quelques années plus tard sous Chirac, et le chômage de masse allait s'installer durablement jusqu'à nos jours.

Bref, pour le PCF comme pour la CGT ou les autres syndicats, petit à petit, il n'allait y avoir plus rien à gratter aux capitalistes. Le PCF n'ayant plus à s'aligner sur le Kremlin et étant incapable de développer une orientation politique indépendante, sa véritable nature contre-révolutionnaire allait apparaître de plus en plus au grand jour au fur et à mesure qu'il allait prendre en charge la crise du régime jusqu'à épouser les contours et le programme d'un parti réformiste une fois la dictature du prolétariat balancée par dessus bord, comme pour montrer ses bonnes intentions ou sa fidélité indéfectible au régime. La CGT allait suivre le même cheminement en se rapprochant de la CFDT réputée pour accompagner le capitalisme et non le combattre.

Cela aura pour conséquence une hémorragie des effectifs des syndicats et une chute sans fin du PCF de quelque 20% à moins de 2% à l'élection présidentielle.

L'OCI, la LCR et LO connaîtront la même mésaventure, sans pour autant que les dirigeants de ces partis ne l'attribuent (en partie) à leurs analyses et stratégies qui s'étaient avérées erronées ou foireuses sur toute la ligne, pire, ils afficheront leur dépendance aux appareils des syndicats et du PS et du PCF, aux institutions, au grand dam de nombreux militants qui en profiteront pour démissionner ou cesser le combat. A aucun moment ils ne seront capables de corriger leurs erreurs, pour finalement se renier ou se réfugier dans le pire opportunisme qui soit qui se traduira par la liquidation de l'OCI-PCI en 1985 (en réalité dès 1981) au profit du MPTT, puis le PT, et enfin le POI, la LCR se dissolvant dans le NPA, deux partis censés attirés des éléments extérieurs à

la classe ouvrière, l'OCI et la LCR n'étant jamais parvenus à devenir des partis ouvriers composés en majorité d'ouvriers, afin de mieux coller à la nouvelle période ouverte par la disparition de l'URSS.

Aussi longtemps qu'il y avait du "*grain à moudre*" (Bergeron), que le capital était prêt à consentir des réformes, personne ou presque dans ces partis n'aurait osé remettre en question les analyses et les stratégies de leurs dirigeants, les batailles auxquelles ils participaient permettaient de recruter de nouveaux militants, et malgré les défections le solde s'avérait positif, certes, ce n'était pas mirobolant, mais plein de promesses pour la suite pour peu qu'on ne se pose pas trop de question et qu'on ne gratte pas au-delà du vernis trompeur des déclarations grandiloquentes. C'était l'arbre qui cachait la forêt. Tout le monde s'accommodait des relations que les appareils avaient forgé avec ceux des syndicats, après tout n'en profitons-nous pas nous-mêmes, idem avec le PS ou le PCF selon les partis.

On pourrait dire que le pot aux roses a été découvert à partir du moment où l'URSS a implosé et le capital a lancé son offensive contre le mouvement ouvrier international. Pendant près d'un demi-siècle, on a vécu dans la même illusion qui avait emporté la social-démocratie un siècle plus tôt, corrompue par l'idée que le développement du capitalisme serait continu et réaliserait progressivement le socialisme... jusqu'à un certain 3 août 1914 qui remit les pendules à l'heure.

Les sociaux-démocrates ne se sont pas réveillés un beau matin en se disant, tient, on va changer du tout au tout, on va se renier, on va s'aligner sur notre bourgeoisie et voter les crédits de guerre, non, ils étaient déjà sur le plan idéologique corrompus par le capitalisme et opposés au socialisme. C'est le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui l'accompagnait qui masqua la véritable nature de la SFIO et ses dirigeants.

A chaque étape du développement du capitalisme ou quand il engrange des profits considérables, pour maintenir la paix sociale ou la stabilité du régime, il corrompt les chefs du mouvement ouvrier et constitue une solide aristocratie ouvrière qui servent à combattre les éléments les plus avancés du prolétariat, à le diviser. Une autre méthode consiste à les associer aux institutions et à la gestion de la société en les présentant comme des avancées démocratiques, alors qu'elles ont un contenu corporatiste. Quand ils la rejettent parce que ses conclusions sautent aux yeux, c'est pour mieux l'adopter au fil du temps, morceau par morceau, année après année, pour en arriver à la banalisation de la collaboration de classe. Ils ont rejeté l'intégration des syndicats au Sénat pour mieux les intégrer au Conseil économique et social ou dans une multitude de comités ou institutions informelles auxquelles participent le patronat et le gouvernement, les Comités d'entreprise fonctionnent comme des relais des conseils d'administration, etc. On pourrait ajouter leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées et grassement rémunérées, dans les organismes sociaux qu'ils gèrent finalement comme une entreprise capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs.

Cet édifice qui s'apparente à une vaste escroquerie ou une entreprise de démolition programmée de tous nos droits sociaux a bénéficié du soutien de tous les partis sans exception qui l'ont couvert.

Maintenant on semble découvrir l'étendue des dégâts face à une situation qui semble tout aussi inextricable puisqu'on est impuissance à y faire face, tout du moins tant qu'on s'escrime à vouloir obtenir des résultats immédiats sur le plan social, alors que c'est quasiment impossible au regard de la décomposition du mouvement ouvrier, de l'absence d'une direction pour le remettre sur les rails et le guider dans la bonne direction, son avant-garde profondément divisée demeurant incapable de corriger ses erreurs du passé qu'elle reproduit sans cesse, quand elle ne sombre pas dans l'aventurisme, sclérosée, elle est vouée à connaître une régression sans fin, à végéter, le NPA et LO en font la démonstration.

En quoi les politiques du POI, du NPA ou de LO ou les formations qui les ont précédés sous un autre nom depuis 67 ans ont-elles permis de construire le parti ? En rien, il n'existe pas un seul parti comptant dans ses rangs une majorité d'ouvriers.

En quoi ont-elles permis de préserver l'indépendance des syndicats en admettant qu'ils aient été un jour indépendant de l'Etat ou du capital ? En rien, ils n'ont que le dialogue social à la bouche et ils bradent nos acquis à tour de bras au plus offrant.

En quoi ont-elles permis d'améliorer le niveau de compréhension de la société des travailleurs ? En rien, sinon cela se saurait et chacun pourrait le constater, or ce n'est pas le cas.

En quoi ont-elles permis de mobiliser la classe pour préserver ses acquis ou droits ? En rien, ils foutent tous le camp.

On peut nier ce constat, on peut toujours s'arranger avec la réalité, continuer dans la même voie serait suicidaire.

(Il est très tard une fois de plus, on essuie un gros orage, tropical, donc je ne suis pas prêt de me coucher, on continue quelques lignes encore.)

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de personnes ou de dirigeants, mais d'essayer de comprendre ce qui n'a pas marché pour que cela marche dans l'avenir.

Le 3 août 1914, on l'a revécu un nombre de fois incalculable depuis 1945, la prochaine fois coïncidera avec la ratification du TSCG et du MES. On a l'impression de ne pas avoir progressé, non ? Pourquoi ?

La charia des démocrates.

Au fait, depuis le 6 mai, en dehors de Merkel, quels chefs d'Etat Hollande a-t-il reçu ? L'émir du Qatar et le monarque de Bahreïn, des démocrates quoi, comme lui sans doute, non, vous en doutez ?

Vous avez le droit de vous exprimer, mais "pas tout de suite!", après la ratification du TSCG.

François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a jugé vendredi "très malvenues" les critiques au sein de Parti socialiste contre la politique de François Hollande, notamment sur l'Europe.

Comme on lui demandait sur France Info, si on avait le droit de critiquer le gouvernement au PS, le sénateur-maire de Dijon a répondu : "pas tout de suite!".

Les critiques au sein de ce parti, notamment sur le traité budgétaire européen que la France va ratifier, "sont très malvenues", a dit M. Rebsamen, un proche du chef de l'Etat.

"Moi, je le dis assez simplement: ceux qui ont été élus avec le programme de François Hollande, grâce à l'élection de François Hollande, devraient être être un peu plus respectueux des engagements de François Hollande", a-t-il ajouté. (AFP 24.08)

Quelque part il a raison, ils ont été élus sur la base d'un programme réactionnaire qu'ils ont approuvé ,et quand il s'agit de passer à l'exercice pratique, ils renâclent les ingrats.

Eventuellement... et pour cause.

Lienemann (PS) interviewé par *Le Figaro* hier. J'ai visionné cette vidéo, voilà ce que j'en ai retenu, c'est très instructif.

Nous devons "faire vivre notre unité", nous avons besoin d'une "dynamique unitaire", parce qu'il faut penser à "l'échéance des élections municipales", aussi je propose de constituer un "comité de liaison" avec EELV et le FdG pour "voir sur quoi on peut avancer ensemble" et "éventuellement voir ce qui nous divise".

D'après vous, pourquoi cela n'a-t-il pas vraiment d'importance ce qui les divise ? Parce qu'ils sont d'accord sur le fond, l'essentiel : assurez la survie du régime.

Des fonds publics belge et français... pour le Qatar !

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia a annoncé vendredi que sa filiale luxembourgeoise BIL, qu'elle s'est engagée à vendre à un investisseur qatari, allait devoir être recapitalisée avant de pouvoir être cédée. (AFP 24.08)

Rappel (d'un internaute).

- La dissolution totale du Liban en cinq provinces doit servir de précédent au monde arabe tout entier . La dissolution de la Syrie et de l'Irak plus tard ethniquement ou religieusement en secteurs uniques comme au Liban, est la cible primaire de l'état d'Israël. Le morcellement plus tard de l'Egypte, de la Lybie, du Soudan sont inévitables.

Signé : Oded Yinon, *Une strategie pour Israël*, 1982

ACTUALITE EN TITRES

Dictature des maîtres du monde et racket des peuples.

- Dexia: la filiale luxembourgeoise BIL va devoir être recapitalisée avant d'être cédée - AFP

- Le sauvetage d'AIG a rapporté près de 18 milliards de dollars à la Fed - L'Expansion.com

- Egypte: le prêt du FMI est crucial, mais des réformes aussi sont nécessaires - AFP

- Dette: les taux d'emprunt des pays fragiles poursuivent leur hausse - AFP

- Ce que les créanciers exigent de la Grèce - L'Expansion.com

- Inde: les investissements directs étrangers s'effondrent de 78% en juin - AFP

- L'Onu veut des réponses de Téhéran sur le nucléaire - Reuters

- Les républicains américains veulent s'attaquer à Medicare - LeFigaro.fr

Vous avez remarqué, tout y passe sur tous les continents, c'est cela le Nouvel ordre mondial en marche...

[S'ils le disent eux-mêmes.](#)

- Gaëtan Gorce: "*Au PS, les motions ne servent qu'à préserver les clans*" - L'Express.fr

Gaëtan Gorce est sénateur PS de la Nièvre. On vous adore monsieur Gorce pour votre franchise, une fois n'est pas coutume.

[Deux procureurs et un cauchemar.](#)

- Rebsamen: les critiques au PS contre Hollande "*très malvenues*" - AFP

- Désir "*regrette*" que Mélenchon reprenne des "*arguments de la droite*" - AFP

- Estrosi convaincu que Sarkozy fédèrera à nouveau la droite et le centre - AFP

[Grand bêta, c'est fait exprès !](#)

- PSA Peugeot Citroën: les salariés rentrent de vacances sans ordre de bataille précis - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Organisation des Etats américains

L'Organisation des Etats américains a manifesté vendredi à Washington sa "*solidarité et son soutien*" à l'égard de l'Equateur, en prise avec la Grande-Bretagne au sujet de l'asile accordé à Julien Assange, réfugié à l'ambassade de Quito à Londres.

Tout en appelant les deux pays à "*poursuivre le dialogue*", l'OEA a demandé "*le rejet de toute tentative pouvant mettre en péril l'inviolabilité des missions diplomatiques*" et "*dans ce contexte a manifesté sa solidarité et son soutien*" à l'Equateur, détaille la résolution, adoptée par consensus malgré les réserves manifestes du Canada et des Etats-Unis. (AFP 24.08)

2- Etats-Unis. Une démocratie ?

Il était étudiant au moment des faits. Joel Tenenbaum a écopé de 675 000 dollars d'amende pour avoir téléchargé illégalement et diffusé 31 chansons. Il avait une grande partie de l'industrie du disque en face de lui. (lexpansion.com 24.08)

Et pendant ce temps-là les gangsters de Wall Street et de la City, les banquiers de la Fed responsables de l'escroquerie du siècle que constitue la manipulation du Libor sont libres et même pas mis en examen.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Acte. 1- La situation plus ou moins conforme à la réalité.

Les mineurs réclament toujours une substantielle augmentation de salaire, et certains d'entre eux disaient jeudi qu'ils restaient prêts à en découdre.

La ministre du Travail Mildred Oliphant s'est entretenue avec les grandes fédérations syndicales "*pour stabiliser la situation et trouver une solution amiable au conflit social*", selon un communiqué gouvernemental.

A Marikana, plus des trois-quarts des salariés n'ont pas pointé, un chiffre toutefois peu significatif puisque le groupe britannique Lonmin a accepté de renvoyer à lundi le jour de la reprise effective du travail.

Dans deux mines voisines, où l'on extrait aussi du platine près de Rustenburg, à 100 km à l'ouest de Johannesburg, la situation était contrastée, alors qu'une sorte de trêve semble régner en raison du deuil national décrété jusqu'à samedi.

Sur le site de Rasimone du groupe sud-africain Royal Bafokeng Platinum, où plusieurs centaines de mineurs avaient débrayé mercredi, "*les choses se sont normalisées et les employés sont redescendus sous terre*" selon la direction.

En revanche, une centaine de salariés du groupe anglo-sud-africain Anglo American Platinum ont refusé d'embaucher à Thembelani. La direction a entrepris de discuter et lancé à ses salariés "*un appel au calme et à s'abstenir de toute violence*".

Acte 2 - L'intox ou la propagande officielle.

Les revendications des grévistes ne sont pas pilotées par le syndicat majoritaire, le NUM, qui compte 300.000 membres affiliés au puissant appareil syndical du Cosatu allié de l'ANC, mais par une petite organisation, l'AMCU, qui a incité quelque 3.000 foreurs à débrayer début août.

Vendredi, les dirigeants du Cosatu ont dénoncé "*une manipulation politique planifiée pour affaiblir le Cosatu*". Ils ont pointé un doigt accusateur sur Julius Malema, le jeune politicien populiste récemment exclu de l'ANC.

Accusé d'avoir partie liée avec l'AMCU, mais sans structure politique, ce dernier a opéré un retour en force médiatique en s'affichant aux côtés des grévistes.

Jeudi, Malema a pris la parole à la fin de la principale cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, pour en faire un meeting politique à son profit, invectiver le gouvernement et appeler les grévistes à être le fer de lance d'une "*révolution minière*".

Un véritable hold-up politique qui s'est déroulé sous l'oeil médusé de plusieurs ministres du gouvernement Zuma, et qui ne laisse pas de troubler les commentateurs sud-africains. (AFP 24.08)

2- Grèce

Plusieurs milliers d'immigrés ont défilé dans les rues d'Athènes vendredi pour protester contre la récente vague d'attaques racistes dont ils sont victimes alors que le pays est confronté à une crise économique sans précédent.

Quelque 5.000 manifestants ont manifesté devant le parlement en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "*Non à l'islamophobie*" et "*Néo nazis dehors!*" dans l'une des plus importantes marches contre le racisme organisée dans la capitale grecque ces dernières années.

Cette manifestation survient au lendemain de l'arrestation de plusieurs centaines d'immigrés et leur placement en détention dans un camp militaire de la ville de Corinthe dans le Péloponnèse.

Cette décision a provoqué la colère des autorités locales et des habitants qui se sont rassemblés devant le camp pour dénoncer leur placement en détention.

"*Nous ferons tout notre possible pour empêcher un tel désastre*", a déclaré le maire de Corinthe, Alexandros Pnevamtilos à Skaï TV. "*Nous ne voulons pas que ce camp qui est au coeur de la ville (...) devienne un centre de détention.*" (Reuters 24.08)

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a prolongé vendredi une aide mensuelle de 400 euros pour les chômeurs en fin de droits et annoncé que sa nouvelle réforme bancaire, pour respecter les conditions de l'aide financière européenne accordée en juin, serait adoptée le 31 août.

L'aide aux chômeurs, qui expirait le 15 août, sera prolongée de six mois, dans ce pays au taux de chômage record parmi les pays industrialisés (24,63%).

L'objectif est "*que les personnes sans ressources ne se retrouvent pas sans soutien de l'Etat*", a expliqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, lors de la conférence de presse après le Conseil des ministres.

Tandis que l'aide passera de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*", selon le ministère de l'Emploi, les conditions de son attribution seront aussi plus strictes.

Ainsi, les chômeurs en fin de droit ayant ou moins un parent ou un grand-parent gagnant plus de 481 euros par mois n'y auront plus droit.

L'allocation de 400 euros est le seul moyen de subsistance pour de nombreuses familles en Espagne, où 1.737.600 foyers ont tous leurs membres sans emploi. (AFP 24.08)

ECONOMIE

1- Egypte. Le diktat du FMI.

L'aide de près de 5 milliards de dollars demandée par l'Egypte au FMI apporterait un ballon d'oxygène précieux au pays, mais le président islamiste Mohamed Morsi devra aussi réaliser des réformes difficiles pour redresser une économie en crise, estiment des experts.

Le soutien international "*plus que nécessaire*" pour l'Egypte "*pourrait faiblir si les autorités se montrent incapables de répondre aux défis économiques*", prévient l'agence de notation Standard and Poor's (SP) dans une synthèse.

Certains commentateurs doutent que le nouveau pouvoir utilise ce prêt pour améliorer durablement les conditions économiques de la population.

"*Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes (salaires, importations de produits alimentaires...) pour permettre aux Frères musulmans d'aborder les prochaines élections en position confortable, avec une situation économique apaisée*", écrit Ibrahim Eissa, un éditorialiste en vue, dans le journal al-Tahrir.

Au final, "*c'est le peuple égyptien qui va casquer*" pour rembourser l'emprunt, s'indigne-t-il.

Pour Ahmad Galal, du Forum de recherche économique du Caire, l'Egypte aurait besoin de 10 milliards de dollars pour commencer à enrayer la crise, et devra donc "*mobiliser d'autres ressources*" en plus des 4,8 milliards qu'elle demande au FMI.

Mais l'effort passe aussi par de profondes réformes internes qui s'étaleront sur des années.

"*Sur le court terme, il faut relancer l'activité et créer des emplois. A moyen terme, il faudra réformer le système éducatif, moderniser les infrastructures, s'attaquer au secteur informel*", entre autres, souligne-t-il.

Pour l'économiste Angus Blair, du Signet Institute, basé au Caire, la question des subventions aux produits de base --qui englobent 20% du budget de l'Etat pour les seuls carburants-- figure en tête des réformes indispensables mais potentiellement impopulaires.

"*Il faut résoudre la question des subventions pour faire en sorte qu'elle soient mieux ciblées*", affirme-t-il. (AFP 24.08)

2- Vietnam

Le scandale qui frappe la banque vietnamienne ACB a encore pris de l'ampleur avec l'arrestation d'un deuxième cadre de l'institution, tandis que les deux Bourses vietnamiennes voyaient s'envoler près de 4 milliards de dollars de capitalisation boursière, selon la presse d'Etat.

L'arrestation de Ly Xuan Hai pour "*malversations délibérées provoquant de graves conséquences*" est intervenue juste

après l'annonce par l'Asia Commercial Bank que son directeur général avait démissionné de ses fonctions, a indiqué le site du journal Thanh Nien.

La police a perquisitionné le domicile de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saïgon, sud) du banquier, ainsi que son bureau.

Un nouveau rebondissement qui met à mal les tentatives du pouvoir, notamment de la Banque centrale, de protéger la banque elle-même de conséquences dramatiques qui pourrait secouer l'ensemble du pays.

L'action de l'ACB, l'une des plus importantes banques du Vietnam dans laquelle le groupe britannique Standard Chartered détient des parts, a chuté de plus de 20% depuis le début de la semaine et l'arrestation de son fondateur, le truculent Nguyen Duc Kien, 48 ans.

Les épargnants en ont retiré déjà plus de 380 millions de dollars. Mais aucun signe de panique n'était perceptible vendredi devant les agences de la banque à Hanoï, selon les journalistes de l'AFP.

Quant à la valeur de capitalisation des Bourses de Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, elle avait chuté jeudi soir de 3,85 milliards de dollars, selon le journal Tuoi Tre. (AFP 24.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse des 4 ou 5 premiers articles figurant dans la rubrique *Politique*, il ne figure pas dans *dossier/* mais *dossier2/*. Dorénavant la plupart des articles sont classés dans *dossier2/*. Avec mes excuses.

J'ai trouvé par hasard en cliquant sur un lien dans un article, un portail récent apparemment qui devrait vous intéresser.

L'observatoire du terrorisme d'état. (<http://observatoire-terrorisme.com>).

Voici comment ses auteurs le présentent :

- Le terrorisme d'état étant un phénomène beaucoup plus ancien et répandu que la plupart des gens se l'imaginent, nous espérons ainsi ajouter un levier puissant et inédit pour faire évoluer les mentalités sur ce problème aussi crucial que méconnu. Nous passerons au crible dans ce site des exemples mettant en cause de nombreux états, et remontant parfois à des époques très anciennes. Nous nous intéresserons tantôt à des attentats terroristes, tantôt à des opérations de manipulation qui répondent aux mêmes objectifs, par exemple les assassinats ciblés et les campagnes de propagande.

J'ai relevé la liste des articles qui y figurent (en ligne dans le site à la rubrique *Politique - Mensonges d'Etat* :

- Les incidents du Tonkin du 2 et 4 août 1964, déclencheurs de la guerre du Vietnam
- L'attentat de la discothèque la Belle en avril 1986, premier casus belli contre la Libye de Kadhafi: partie 3
- l'attentat de La Belle en 1986: 1er casus belli contre la Libye Kadhafi. Partie 2
- L'attentat de La Belle en avril 1986, 1er casus belli contre la Libye de Kadhafi. Partie 1
- L'assassinat du président algérien Mohamed Boudiaf le 29 juin 1992

L'un des auteurs de ce portail collabore au Réseau Voltaire.

Oraison funèbre.

Le premier rassemblement de l'Association des amis de Nicolas Sarkozy a donné lieu samedi à Nice à une grand-messe à la gloire de l'ancien président, aux accents parfois d'oraison funèbre, avec en toile de fond le duel à couteaux tirés Fillon-Copé pour la présidence de l'UMP. (AFP 25.08)

Avec un peu de chance, aucun des deux n'en ressortira vivant, c'est tout ce qu'on leur souhaite, sincèrement !

[Merkhollande. Dépouiller, piller, saigner la Grèce, demandez le programme.](#)

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a écarté de nouveau l'hypothèse d'un délai réclamé par la Grèce pour redresser ses comptes publics, dans un entretien à paraître dimanche dans le journal "*Tagesspiegel am Sonntag*".

"*Plus de temps, cela veut dire en général plus d'argent*", affirme le ministre, alors que le chef du gouvernement grec, Antonis Samaras, a demandé, vendredi à Berlin, "*du temps pour respirer*" et redresser les comptes de son pays.

"*Et cela signifie très rapidement un nouveau programme*" d'aides, a poursuivi M. Schäuble, estimant que ce ne serait "*pas le bon chemin pour résoudre le problème fondamental de la zone euro*".

Même si la chancelière allemande Angela Merkel a joué la carte de l'apaisement vendredi en assurant M. Samaras de son soutien et en défendant la place de la Grèce dans l'Union monétaire, M. Schäuble, proche de la chancelière, rappelle la ligne de fermeté tenue jusqu'ici par le gouvernement fédéral.

Vendredi, M. Schäuble avait d'ailleurs tenu quasiment les mêmes propos à la radio allemande.

M. Samaras était samedi en visite à Paris pour une rencontre avec le président français François Hollande, qui lui a tenu le même discours que Berlin en refusant de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes.

Sur la même ligne que Berlin, François Hollande a maintenu samedi la pression sur la Grèce et refusé de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes pour assainir ses finances publiques, mais le président français s'est voulu attentif aussi aux souffrances du peuple grec.

La Grèce "*doit faire la démonstration, encore, de la crédibilité de son programme et de la volonté de ses dirigeants d'aller jusqu'au bout*" a-t-il enchaîné.

L'avertissement est clair mais il a été assorti d'un mot de compassion à l'adresse de l'opinion publique grecque qui a déjà consenti des efforts "*douloureux*" : si des efforts financiers et des "*réformes structurelles*" sont encore nécessaires de la part d'Athènes, il faut faire "*en sorte que ce soit supportable pour la population*".

Aux yeux de François Hollande, le temps est compté et l'Europe devra agir vite une fois reçu le rapport de la troïka - Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international - attendu mi-septembre.

Les créanciers d'Athènes devront ensuite décider s'ils débloquent la nouvelle tranche d'aide prévue en octobre et s'ils accordent davantage de temps à la Grèce pour ses réformes.

Des questions appelées à être débattues lors de la réunion de l'Eurogroupe le 8 octobre à Luxembourg, avant le sommet européen des 18 et 19 octobre à Bruxelles. (Reuters et AFP 25.08)

(Leur crainte - Ndlr)

Paris entend éviter à tout prix une nouvelle crise politique et sociale qui porterait vraisemblablement le coup de grâce à l'économie grecque et aurait des conséquences délétères pour la zone euro.

Une préoccupation partagée au premier chef par Antonis Samaras. Elu en juin, celui-ci a fait samedi de la préservation de "la cohésion sociale" dans son pays un "*objectif*" tout aussi prioritaire que le retour à la croissance.

Désormais, le calendrier européen est clair. Comme la chancelière allemande qui avait reçu M. Samaras la veille à Berlin, le président Hollande a répété que les partenaires européens de la Grèce attendraient le rapport de la troïka des créanciers (FMI, BCE et UE) qui doit être publié fin septembre avant que l'Europe ne fasse "*ce qu'elle doit*" faire pour aider davantage Athènes. "*Cela fait deux ans et demi que la question est posée. Il n'y a plus de temps à perdre. Il y a des engagements à réaffirmer de part et d'autre, des décisions à prendre et le plus tôt sera le mieux*" a-t-il insisté, "*c'est-à-dire après le rapport de la troïka au Conseil européen*" des 18 et 19 octobre, a précisé le président français. (AFP 25.08)

Si Hollande propose et la troïka dispose, il n'en demeure pas moins que c'est Hollande qui en dernier ressort décide d'appliquer ou non les conclusions du rapport de la troïka, c'est lui qui détient le pouvoir politique, c'est donc contre lui et son gouvernement, ainsi que son parlement godillot qu'il faut axer notre combat et non contre la troïka qui s'en lave les mains.

Non, c'est clair et logique pourtant, vous n'êtes pas convaincu malgré tout. Quand les commanditaires du régime de Vichy - qu'il faut distinguer des collabos, ont-ils été identifiés, inquiétés, poursuivis, condamnés, exécutés ? Jamais.

Propagande officielle. Intox et amalgame.

François Hollande a établi un parallèle entre la Libération de Paris, dont il présidait samedi les commémorations du 68ème anniversaire, et celle du "*peuple syrien, opprimé par un régime qui n'est plus animé que par la peur de disparaître*".

Le régime syrien "*disparaîtra parce que, et c'est la leçon que nous pouvons livrer au monde: quand la liberté est en marche, rien ni personne ne peut l'arrêter*", a-t-il enchaîné, assurant que "*la France a pris et prendra les initiatives nécessaires en faveur de la révolution syrienne sur le plan politique, diplomatique et humanitaire pour aider au soulèvement*".

Le "*combat pour la liberté de la France en 1944 a servi de référence à tant de peuples du monde*", a relevé le chef de l'Etat, "*et encore aujourd'hui, c'est vers Paris que des résistants, des opprimés, des rebelles se tournent quand ils se lèvent pour renverser un tyran*". (AFP 25.08)

Pour Hollande et le PS, le djihad, la charia et le terrorisme aveugle, la pire barbarie, c'est "*la liberté (qui) est en marche*", même que ces associés, l'émir du Qatar et les monarques dégénérés de Bahreïn et d'Arabie Saoudite n'en doutent pas un seul instant, ne sont-ils pas eux-mêmes de fervents partisans de la démocratie et des droits des peuples à décider eux-mêmes leur destin.

Monsieur Hollande est un réactionnaire et pas autre chose. Je laisse le soin à ceux qui ont du temps à perdre d'épiloguer sur la mal nommée "*Libération*".

A une autre époque la SFIO a frayé la voie au fascisme en prétendant combattre pour la liberté... et le socialisme s'il vous plaît;

Jusqu'à présent le PS (et ses satellites, appendices ou clones), n'a fait qu'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite, peut mieux faire, comme son passé hideux le démontre.

Relevons qu'il a osé affirmer : "*Au lendemain de la guerre, l'effort fut d'autant plus librement consenti qu'il fut justement partagé*"... pour reconstituer le capitalisme français et reconstruire son Etat, que Hollande le revendique est normal, puisqu'il est son représentant.

On aurait pu ajouter : au point que les riches sont devenus encore plus riches et que les pauvres le sont restés.

Vous en redemandez, alors encore quelques extraits du discours qu'il a prononcé hier sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

- "*La leçon de la Libération, c'est enfin la nécessité de poursuivre la construction européenne*", a enchaîné François Hollande, instrumentalisant l'aspiration des peuples à vivre en paix, ils n'ont jamais voulu autre chose d'ailleurs, c'est le capital et ses représentants dont fait partie Hollande qui sèment la guerre et la désolation derrière eux, comme par exemple aujourd'hui en Syrie.

- "*Face aux doutes, bâtissons une intégration solidaire, qui doit donner de la force au projet européen avec la préservation de la solidarité entre les pays qui la composent, y compris, et même surtout quand ils sont dans la difficulté*", a-t-il encore exhorté dans une allusion au débat sur l'avenir et la cohésion de la zone euro.

Au passage vous aurez admiré le cynisme du personnage.

Solidarité entre pays a-t-il dit, alors que la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont la proie des marchés qui leur appliquent des taux d'intérêt usuraires, tandis que la France et l'Allemagne empruntent à des taux négatifs... Surtout ne soupçonnez pas l'oligarchie financière française et allemande soutenue par leurs Etats respectifs d'en porter la responsabilité avec leurs homologues américains.

Finissons sur un sophisme (raisonnement faux malgré une apparence de vérité et généralement fait avec mauvaise foi. - Le Grand Robert)

- "*Ils (les Parisiens -Ndlr) ont démontré que la souveraineté d'un peuple ne peut être confisquée sans que ce peuple ne livre bataille jusqu'au bout*", a dit Bertrand Delanoë, que la SFIO et le PC sacrifieront, piétineront en remettant le pouvoir à de Gaulle, le représentant des capitalistes, de la minorité de la population qui pour Delanoë doit s'identifier avec la "*souveraineté d'un peuple*" ou l'intérêt général.

La souveraineté du peuple est une mystification, tous ceux qui s'en réclament sont des illusionnistes, des charlatans ou des traitres.

L'histrion du régime porté par les médias aux ordres. Les grandes manoeuvres. Pschitt !

"Ne pas voter le traité ne nous enlèvera rien par rapport au reste de l'Europe, sauf qu'on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France", affirme Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Front de gauche (FG).

"Le FG est contre, les écologistes, une partie du PS sont contre. Il reste ceux qui sont pour et qui vont voter avec la droite", s'agace l'ancien candidat à la présidentielles.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et également porte-parole du FG, estime "impensable de commencer le trimestre en signant le traité budgétaire".

"Je suis favorable à ce que le Front de gauche soit l'animateur du rassemblement le plus large possible sur cette question", propose Pierre Laurent, rejoint sur ce point par Jean-Luc Mélenchon.

Même si le traité est voté, le FG "plante progressivement des banderilles pour dire +on va dans le mur+ (...) et ça créera les conditions pour une mobilisation sociale", explique Pierre-François Gros, chef de file de la Gauche anticapitaliste.

"La mobilisation" est le mot d'ordre pour Martine Billard coprésidente du Parti de Gauche. "Nous allons faire très vite monter la pression sur la bataille du traité", assure-t-elle.

"Il faut une mobilisation populaire qui se développe", confirme Pierre Laurent qui souhaite "multiplier les réunions d'information, distribuer le texte du traité, tenir des meetings". (AFP 25.08)

Mélenchon dit "on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France", alors qu'elle s'applique déjà depuis des années. C'est là qu'on s'aperçoit ou qu'on a la confirmation qu'il est étranger à la classe ouvrière, que lui et les siens vivent dans un autre monde que le nôtre.

Est-il au moins au courant qu'il y a dans ce pays des millions de travailleurs et retraités pauvres, des millions de travailleurs et jeunes au chômage, des millions de travailleurs et leurs familles qui ne partiront pas en vacances encore cette année, des millions qui sont mal logés, plus de cent mille qui vivent dans la rue, que les prisons sont surpeuplées, etc.

Pourquoi n'ont-ils pas répondu favorablement à l'initiative du POI, M'PEP, etc. ? On pourrait poser cette question au NPA et à LO, à une multitude de formations politiques.

Ils veulent se faire passer pour des opposants au TSCG, mais comme ils refusent de remettre en cause l'existence de l'UE et de la BCE qu'ils veulent réformer, ils refusent d'envisager toute action commune sérieuse qui pourrait porter atteinte à l'intégrité de l'UE... qui les finance rappelons-le au passage.

Nous soutenons l'initiative du POI sans signer sa pétition, sur la base de l'orientation politique que j'ai développé hier et les semaines précédentes.

Mélenchon et Laurent savent pertinemment que dans leur parti respectif il y a des militants qui se sont associés à l'initiative du POI pour une manifestation centrale et unitaire à Paris pour le rejet du TSCG. Ils y sont opposés parce qu'ils soutiennent Hollande et son gouvernement, le régime lié à l'UE.

Mobiliser la classe et la dresser contre le régime, si ce n'est pas tout à fait l'orientation du POI, c'est ainsi que l'interpréteront les travailleurs et les militants qui y participeront, c'est cela qui nous intéresse dans cette démarche, montrer à l'ensemble des travailleurs et des militants du pays que tous les partis et tous les militants ne se ressemblent pas, qu'il existe une opposition au régime en place et à l'UE qui propose une autre politique, même si pour notre part nous sommes plus nuancés sur leur volonté ou leur capacité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République.

[Les forçats des temps modernes](#)

51%. C'est la part des salariés français qui continuent à travailler deux heures par jour en moyenne pendant leurs vacances. (Liberation.fr 25.08)

Quels salariés au juste ? Ils n'ont pas fourni de précisions.

[Jusqu'où va se nicher la propriété privée et la quête du profit. Le combat contre les inégalités et les injustices continue...](#)

Titre : A Bonn, les prostituées doivent payer pour faire le trottoir - Slate.fr

Normal enfin, le trottoir est la propriété de l'Etat, l'utiliser à des fins mercantiles relève du droit qui s'applique à la propriété privée, par conséquent, dans le cas présent son usage doit être soumis aux mêmes lois que toute entreprise et sujette à l'impôt.

En système capitaliste, la mise en oeuvre de la force de travail crée de la plus-value dont une petite partie seulement revient au producteur, la grande majorité étant extorquée par les capitalistes et l'Etat.

Vous ne trouverez évidemment pas cette argumentation dans l'article de Slate.fr, par contre vous apprendrez que cette mesure a été prise par "*souci d'égalité*" par la municipalité de Bonn. C'est fou où va se nicher la bonne conscience de ceux qui exploitent la misère humaine qu'a créé leur propre société.

Quand l'anticommunisme primaire rend aveugle.

Sur Slate.com, Matthew Yglesias rappelle que Marx expliquait que le capitalisme conduirait inéluctablement à des crises de surproduction. Et de conclure :

«Il serait toutefois assez ironique s'il s'avérait que Marx avait raison et que le succès de la Chine en tant que puissance industrielle l'amène à une révolution socialiste.»

Quelle confusion, leur anticommunisme primaire les aveugle apparemment ! Il y a quelque chose qui ne colle pas ici. Sur la crise de surproduction, Marx avait raison, on en fait l'expérience quotidiennement, c'est l'un des éléments clés de la crise actuelle du capitalisme...

Ce n'est pas le développement industriel actuel de la Chine qui va la conduire à une révolution socialiste, ce serait plutôt l'inverse, le développement industriel de la Chine se déroulant sur le terrain de la propriété privée des moyens de production, il consacre ou conduit à la remise en cause des acquis de la révolution chinoise ou de la propriété collective des moyens de production que le régime stalinien maoïste s'emploie à liquider méthodiquement pan par pan au fil des ans.

Ce passage en anglais :

"It would, however, be quite ironic if Marx turned out to be right and China's success in becoming a manufacturing powerhouse led to a socialist revolution."

Ma traduction, qui a mon avis correspond à ce qu'a voulu dire l'auteur.

"Il serait toutefois assez ironique que Marx ait eu raison et que la Chine doive son succès comme puissance industrielle à une révolution socialiste", ce qui est faux évidemment... mais vrai sur le plan politique.

Led, prétérit et passé composé du verbe to lead.

Le régime corrompu qui vit depuis plus de six décennies de sa main mise sur les moyens de production au détriment des travailleurs chinois, vit plutôt du cadavre de la révolution qu'il n'a jamais voulu mener jusqu'au bout, il survit dorénavant en bradant les entreprises publiques les plus rentables aux capitalistes chinois et étrangers qui lui sont reconnaissants de maintenir une dictature, un régime de parti unique interdisant à la classe ouvrière et à la paysannerie de se doter de syndicats et de partis indépendant de l'Etat pour défendre leurs droits et renouer avec la révolution socialiste qui cette fois ne leur serait pas confisquée...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande aux ordres.

- Schäuble écarte de nouveau l'hypothèse d'un délai pour la Grèce - AFP

- Plus de temps à perdre pour la Grèce, dit François Hollande - Reuters

Ah ben non, ce n'est franchement pas le moment !

- Crise: le Portugal pourrait demander plus de souplesse budgétaire à l'UE - AFP

Blablaba.

- L'aile gauche du PS veut "du débat, pas de la discipline" - L'Express.fr

Et de la discipline dans le débat, ça vous ira ?

Faut voir. C'est tout vu :

- Najat Vallaud-Belkacem: «Tous les parlementaires socialistes doivent voter le traité budgétaire européen» - 20minutes.fr

La démocratie est sauvée !

- Apple triomphe sur Samsung devant la justice américaine - Reuters

INFOS EN BREF

SPORT ET SOCIÉTÉ

"Lance Armstrong a été prévenu avant tous les contrôles"

Interview du journal Le Monde. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte contre le dopage, décrit le système mis en place par Lance Armstrong.

Quel regard portez-vous sur l'épilogue de l'affaire Lance Armstrong ?

Je ne suis pas très surpris. Depuis longtemps, Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) et moi, étions en contact étroit avec l'Usada, l'agence américaine antidopage. Je rends hommage à son courage. Peu d'agences nationales auraient eu la même démarche. Officiellement, Lance Armstrong n'a jamais été contrôlé positif. Mais les témoignages recueillis l'ont mis en cause. D'autant que Lance Armstrong n'était guère un personnage plébiscité par l'ensemble des coureurs.

Comment Lance Armstrong a-t-il trompé la vigilance des préleveurs ?

Les préleveurs ont éprouvé des difficultés à effectuer des contrôles inopinés sans que Lance Armstrong puisse bénéficier d'un délai de vingt minutes. Il a été prévenu avant tous les contrôles. Je repense à un prélèvement inopiné alors qu'il s'entraînait dans le sud de la France lors de son retour sur le Tour en 2009. Son entourage avait accumulé prétextes et palabres pour obtenir ce fameux délai. En vingt minutes, beaucoup de manipulations sont possibles. Il effectuait des perfusions de sérum physiologique pour diluer son sang. Il remplaçait sa propre urine par une urine artificielle. Il s'administrait l'EPO par petites doses. La substance était indécélable. Sans les renseignements de la gendarmerie ou de la douane, il était impossible de combattre cette méthode.

Sa victoire en 1999 est pourtant apparue comme celle du sursaut après le Tour marqué, l'année précédente, par les cas de dopage...

Lance Armstrong a accumulé ses premières victoires sur le Tour à une période où le laboratoire de Chatenay-Malabry était autonome. Le ministère des sports gérait les contrôles en collaboration avec l'Union cycliste internationale (UCI). Il a fallu beaucoup de temps, en 2000, pour que la méthode officielle de détection de l'EPO soit validée par l'Agence mondiale antidopage (AMA). A l'époque, il y avait peu de contrôles inopinés, on savait que le maillot jaune ou le vainqueur de l'étape serait contrôlé. Tout était programmé. Depuis, les méthodes autour du dosage de l'EPO se sont affinées. Sur le Tour 1999, Lance Armstrong a été contrôlé positif aux corticoïdes mais l'affaire a été étouffée.

De quels appuis bénéficiait-il dans cette logique de tricherie ?

Ces appuis débordaient sur l'UCI et sur le Comité international olympique. Aussi, Lance Armstrong s'était entouré de scientifiques physiologistes, dont certains se sont défaussés par la suite. Ce personnage inspirait beaucoup de crainte. A l'UCI et parmi l'organisation du Tour, Amaury Sport Organisation (ASO), deux camps s'opposaient. Certains avaient peur qu'un scandale entraîne une remise en cause du passé. Ils ont préféré passer outre et ne voulaient pas abîmer l'image du sport. D'autres souhaitaient crever l'abcès et se débarrasser de l'influence d'Armstrong. Ces derniers avaient raison. Cet épilogue entache dix années du Tour.

Etait-il vraiment impossible de contourner ces barrages ?

C'était fort Chabrol. On ne savait qu'à la dernière minute dans quel hôtel il s'était installé. D'où ces nombreux barrages. Ce fut un vrai parcours du combattant car il était prévenu sur ses lieux de résidence. Il avait des moyens considérables pour se protéger et mettre en place une logistique. La rumeur voulait qu'il eût fait acheminer du sang depuis les Etats-Unis dans son jet privé.

L'AFLD a-t-elle eu des doutes concernant le cas Armstrong ?

L'AFLD n'est arrivée que tardivement sur le Tour, en 2007. En 2008, nous avons bénéficié d'une autonomie totale. L'UCI s'était alors retirée et nous avons détecté huit cas positifs à l'EPO. En 2009, nous avons contribué à diffuser un rapport, révélé par Le Monde, attestant que l'équipe d'Armstrong bénéficiait d'un traitement de faveur des inspecteurs de l'UCI. Nous étions en rupture avec l'UCI. Notre rôle était marginal mais nous étions au courant des difficultés éprouvées par les contrôleurs avec le coureur américain. En octobre 2009, Armstrong est convié à un déjeuner à l'Elysée. Derrière cette visite, on sait qu'il souhaitait obtenir le départ du président de l'AFLD, Pierre Bordry. Lequel a démissionné un an plus tard. En mars 2010, Armstrong a offert un vélo au chef de l'Etat. Quelques mois plus tard, le président de la République a profité d'une étape du Tour pour ériger Lance Armstrong en modèle pour la jeunesse. Ce fut abusif.

Quels enseignements les agences antidopage doivent-elles en tirer ?

Cet épilogue est très important pour la lutte contre le dopage. Cela démontre qu'aucun personnage, même puissant et protégé, n'est à l'abri. Il faut être extrêmement vigilant et conserver les échantillons huit ans, comme l'autorise le code mondial antidopage. Sur le Tour de France, les contrôleurs doivent avoir une réelle indépendance. Le cas Armstrong est l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. Il n'est pas un cas isolé. Son auréole a été consolidée au fil des années. Lance Armstrong est le produit d'un système, celui du pognon, de la gagne à tout prix, du retour sur investissement. (Le Monde 25.08)

Le système qui pourrit tous les rapports, on en a encore ici la preuve, et qu'il nous faut balayer au plus vite.

Vous aurez noté que sur ce coup-là que Sarkozy avait encore fait preuve de perspicacité !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 août

CAUSERIE

J'ai corrigé quelques fautes de frappe avant de mettre sous forme d'articles une partie de la causerie d'hier. J'évite de lire les réactions des internautes à la suite des articles de presse car à force de voir les mots écrits n'importe comment on finirait par les imiter. Autrefois j'étais nul en orthographe, depuis j'ai fait semblé-t-il de réels progrès, avec la fatigue et à force par exemple de voir écrit un mot une fois avec un C, un S ou un T, on finit par buter sur plein de mots qu'habituellement on écrit correctement, c'est mon angoisse. On tape au clavier sans se relire forcément, on essaie de gagner du temps, au détriment de la rigueur, on veut en faire le plus possible, c'est une erreur.

Et puis, je ne sais pas si cela vous arrive, il arrive souvent que l'écran affiche deux ou trois fois la même ligne ou qu'il saute des mots ou des lignes, bref n'importe quoi, je vous vois venir, sans avoir picolé ou fumé, d'autres fois c'est le curseur à l'écran qui va se planter n'importe où sans avoir touché à la souris, elle vagabonde quoi ! du coup vous continuez à taper n'importe où, il faut donc toujours être très viligeant, c'est fatiguant au bout de quelques heures. Je corrige l'orthographe des passages intitulés Parole d'internaute car c'est l'horreur.

L'automne s'annonce chaud, très chaud, brûlant, ne nous décourageons pas. Vive le prolétariat mondial révolutionnaire ! J'ai relevé plus d'une fois le moral de camarades au bord du désespoir, camarades, vaincre ou périr (les armes à la main), on vaincra, le socialisme triomphera du capitalisme rendu à l'état d'un système mafieux. (à lire absolument dans cette page les articles de Liesi)

Bonne semaine à tous.

[Fasticoche !](#)

Victoria Grant, canadienne de 12 ans, nous explique l'escroquerie bancaire de l'argent-dette : [cliquez ici](#)

Cette vidéo est en anglais avec sous-titrage en français, je l'ai trouvé à l'intérieur d'un article de Mondialisation.ca.

Combat contre le TSCG.

Pourquoi j'ai écrit *combat contre le TSCG* et non *pour le rejet du TSCG*, parce que nous estimons que colporter des illusions est contraire à nos principes et notre engagement politique.

Le TSCG fait désormais l'objet de l'attention de tous les partis politiques et de prises de position contradictoires dans certaines formations politiques, ce qui était incontournable, que Hollande et Ayrault le veuillent ou non. Cette question alimente les contradictions au sein du PS, EELV, du FdGet du PCF, y compris à l'intérieur du camp de la réaction, chez les "souverainistes" qui représentent les couches du capitalisme français dont les intérêts sont malmenés par l'UE. Finalement la mobilisation contre le TSCG alimente la crise du régime.

Mélenchon a eu plus de six mois pour engager le combat contre le TSCG, pour finalement prendre le train en marche alors que l'agenda conduisant à sa ratification est sur le point d'arriver à son terme. Il faut rappeler qu'il a refusé de répondre aux quatre invitations que lui avait adressés le POI. D'où vient sa soudaine décision d'appeler à une manifestation à Paris ? Ne serait-elle pas motivée par la prise de position du POI, M'PEP, PRCF et la Gauche communiste du PRCF, ainsi que les nombreux militants du PG et du PCF qui ont décidé de s'y associer ? Opération récupération ? Pour qui roule-t-il à part pour lui-même ?

Il faut préciser, au moment où j'écris ces lignes, que le Front de gauche ne s'est pas rallié à l'appel du POI, il a avancé une proposition concurrente à celle du POI, c'est à se demander si Mélenchon et Laurent ont lancé cet appel pour faire obstacle à celui du POI ou au TSCG, pour diviser les militants et travailleurs au moment où il semble qu'une dynamique unitaire ait été enclenchée pour que cette manifestation ait bien lieu, le souhaite-il vraiment ?

De leur côté le NPA et LO s'enfoncent dans leur isolement sectaire, à notre connaissance, je le précise car les choses bougent très vite en ce moment sans qu'on en soit forcément informé au moment où on écrit.

Que vaut l'appel de Mélenchon ? Pourquoi un référendum ? Pour redonner un vernis démocratique au régime qui ne l'est pas, alimenter cette illusion ou la faire renaître dans la tête des millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin dernier ?

Autres questions. Dans l'hypothèse invraisemblable aujourd'hui où Hollande déciderait de soumettre le TSCG à un référendum, de quelle manière serait-il présenté aux électeurs : pour ou contre un traité européen qui prendrait la forme d'un plébiscite sur l'Union européenne, ou plutôt comme un plébiscite pour ou contre l'action engagée par Hollande et son gouvernement depuis le 6 mai 2012 ?

Dans le premier cas, le non serait sûr de l'emporter, peut-être pas dans le second si Hollande le présentait à la manière que de Gaulle en 1969, si vous votez non, vous refusez de m'accorder la confiance pour continuer de gouverner et je m'en vais avec en toile de fond le cauchemar du retour de Sarkozy, une sorte de chantage pour pousser les électeurs à voter oui, à moins que les électeurs soient déjà vaccinés par quatre mois de gouvernement Ayrault et lui refuse la confiance, dans ce cas-là il prendrait le risque de déclencher une crise politique ouverte le conduisant à décider la dissolution de l'Assemblée nationale, ce dont évidemment personne au PS et chez ses satellites ne souhaite ni même n'envisage un seul instant.

L'autre inconvénient du référendum, c'est que quel qu'en soit le résultat il ne pourrait que légitimer les institutions en place. Comment cela ? Parce que ce sont elles qui en dernier ressort décident du traitement qu'elles doivent lui réserver, soit elles peuvent décider de passer outre en recourant au vote des parlementaires comme l'a fait Sarkozy en février 2008, parlementaires dont la majorité est acquise au TSCG, soit en attendant des jours plus favorables en appliquant le contenu de ce traité sans l'avoir ratifié, ce que Sarkozy a fait entre mai 2005 et février 2008.

En résumé, un référendum plébiscite les institutions ou ne les remet pas en cause quel qu'en soit le résultat. Vous aurez noté que ceux qui sont favorables à un référendum sont les mêmes qui refusent de rompre avec l'UE et la BCE, qui veulent les réformer, leur attribuer de nouvelles missions, etc. le Front de gauche, Attac, la Fondation Copernic, certains à EELV et d'autres formations politiques. On retrouve donc la ligne de clivage politique entre ceux qui combattent pour la liquidation de l'UE et ceux qui finalement s'en accommodent.

On terminera cette première partie en posant une dernière question. Au regard de ce qui vient d'être dit, la proposition d'une manifestation à Paris pour exiger un référendum n'aurait-elle pas pour objet de ramener vers l'UE ceux qui s'en sont éloignés ou ont rompu avec elle, bref, de soutenir l'UE en divisant le camp de ceux qui sont contre le TSCG pour qu'il puisse être ratifié finalement sans faire trop de vagues et conforter le gouvernement, rappelez-vous que Mélenchon et Laurent ont martelé qu'ils n'étaient pas dans l'opposition au gouvernement, ce qui permettrait de le confirmer sur le plan pratique cette fois ?

Poursuivons sous un autre angle.

L'objectif de cette bataille ne peut pas être que le gouvernement rompt avec la politique d'austérité ni que le TSCG ne soit pas ratifié puisqu'il existe une majorité PS-UMP-centristes pour l'adopter. On pourrait pousser le fantasme plus loin et imaginer un référendum sur la politique d'austérité. Grottesque, ridicule, tout ce que vous voudrez en effet, chassez le réel par la porte, il revient par la fenêtre au galop, il en serait de même ici, comme chaque fois en s'y prenant autrement, à un autre rythme, en prenant son temps, en découpant en petites tranches chaque contre-réforme ils parviennent à les imposer.

Pourquoi lie-t-on le combat contre le TSCG au combat contre la politique du gouvernement qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy ? Parce que l'application du TSCG coïncide avec le programme de gouvernement de Hollande. Nous partons du fond social contenu dans le TSCG et le programme de Hollande qui s'inscrit en contradiction avec les besoins et aspirations des travailleurs sans rompre avec leur expression politique, en axant notre combat contre les institutions de la Ve République et l'Union européenne, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale et démocratique débarrassée du capitalisme et ses institutions politiques, pas seulement en France, mais dans tous les pays de l'UE sous la forme des Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est la ligne politique sur laquelle j'appelle les militants à combattre contre le TSCG, qui ne laisse place à aucune illusion dans le gouvernement, les institutions de la Ve République ou l'UE.

72% pour un référendum, plus de 95% des députés prêts à adopter le TSCG

Près des trois quarts des Français (72 %) déclarent souhaiter l'organisation d'un référendum sur le traité européen instituant la 'règle d'or' d'équilibre budgétaire, selon un sondage de l'institut CSA pour le journal l'Humanité à paraître lundi 27 août. 23 % répondent non, 5 % ne se prononcent pas.

C'est parmi les sympathisants du parti socialiste que la proportion de personnes favorables à ce mode de ratification est la plus faible (66 %) et parmi ceux du Front de Gauche (parti communiste + Parti de gauche notamment) qu'elle est la plus forte (80 %). Le sympathisants de droite sont 75 % à dire oui. (lemonde.fr 26.08)

Mélenchon prend le train en marche et appel à une manifestation nationale à Paris pour un référendum sur le TSCG

Jean-Luc Mélenchon, adversaire du traité budgétaire européen, a appelé à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, dimanche en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

«*Nous, Front de gauche nous adressons, non pas à ceux qui sont d'accord avec nous (...) mais à tous ceux qui veulent, personnes, organisations, associations, syndicats*», un appel «*à une manifestation nationale à Paris venant de tout le pays*», a déclaré le dirigeant du FG, évoquant la nécessité d'«*une sorte de comité national pour le référendum*».

Il s'agit de «*montrer la force qui dit "non"*», a-t-il aussi déclaré, sans préciser la date qu'il souhaitait pour cette mobilisation.

Jean-Luc Mélenchon s'est également adressé aux personnalités qui se sont déclarées contre le traité. «*Eva (Joly, EELV), viens, marche en tête de la manifestation et s'il y a un problème je veux bien être à la queue*», a-t-il lancé.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui «*représentent le peuple*». «*Si vous vous laissez gommer, vous vous laisserez passer la muselière !*», a-t-il ajouté en référence à un terme récemment employé avec ironie par Cécile Duflot pour évoquer la solidarité gouvernementale.

Le responsable du Front de gauche s'en est également pris à Jean-Marc Ayrault qui déclare dans le JDD, à propos de l'ajout d'un volet croissance au traité, que «*le vote des Français (pour François Hollande, ndlr) a fait bouger les lignes*».

«*Quelles lignes, quelles pages, quels mots, quelles virgules, la couleur du papier*», s'est interrogé Jean-Luc Mélenchon, avant de répondre: «*Rien!*». (liberation.fr 26.08)

Parole d'internaute

1- "Je suis entièrement en accord avec Mélenchon et pourtant j'ai voté Hollande par défaut car j'avais peur que Sarkozy soit réélu si Hollande n'arrivait pas au deuxième tour, je le regrette vraiment il fallait mieux s'abstenir on dit souvent qu'il "faut tuer le mal par le mal", on ne m'y reprendra plus. Hollande fait du Sarkozy en light, vous verrez c'est du trompe l'oeil on en voit déjà une maquette avec ses collaborateurs Valls, Moscovici et Cie des strausskhaniens merci."

2- "Je suis de votre avis, j'ai voté Mélenchon au 1er tour, et au 2ème tour Hollande pour faire partir N. Sarkozy, c'est fait, par contre je savais qu'avec Hollande je n'avait rien à attendre. Mélenchon est un homme très bien, c'est pour cela que la presse se

déchaîne contre lui tous les jours !!!! idem avec ses anciens camarades du PS..."

C'est marrant, vous ne trouvez pas que nos dirigeants prêtent aux travailleurs des illusions qu'ils n'ont pas en réalité, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils pourraient se hisser spontanément (en dehors de la dialectique d'un processus révolutionnaire) au niveau du programme du socialisme.

Il faut se souvenir de ce qui disait je ne sais plus quel marxiste, en substance, que les dirigeants sont moins révolutionnaires que les militants et que les militants sont souvent moins révolutionnaires que les masses ou en retard sur elles, cela vaut quand l'état d'esprit des masses a amorcé un tournant...

EELV écartelé

Pascal Durand, numéro un d'EELV, a répliqué dimanche à l'appel à la solidarité lancé par Jean-Marc Ayrault sur le traité européen en indiquant que son parti en débattrait *"en toute liberté"* et en invoquant le nécessaire *"respect des partenaires"*.

Dans un communiqué, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts juge *"regrettable"* la *"difficulté à poser sereinement en France les termes d'un débat démocratique transparent sur la construction européenne"*.

"Un débat sur le +paquet européen+ se déroulera en conséquence en toute liberté et en toute responsabilité au sein du mouvement EELV", poursuit M. Durand. Puis *"le Conseil fédéral des 22 et 23 septembre 2012 se prononcera dans un esprit résolument fédéraliste sur ce qui lui semblera être la meilleure solution pour contribuer à l'avancée vers une Europe plus fédérale, plus solidaire et plus écologiste"*.

Pour EELV, *"être solidaire au sein de la majorité, c'est savoir, dans le respect de ses partenaires et de ses engagements, y porter le dialogue, l'échange et la contradiction"*. (AFP 26.08)

EELV n'est pas pour la rupture avec l'UE, ils souhaitent plutôt que l'entreprise de démolition de l'UE soit menée à son terme en réclamant une *"Europe plus fédérale"*, à l'instar de Merkel.

[PSA. Le gouvernement affiche son soutien inconditionnel aux actionnaires.](#)

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a appelé dimanche, sur BFM TV, les syndicats de PSA Peugeot Citroën à la *"responsabilité économique"* pour ne pas *"affaiblir"* le constructeur.

Les syndicats doivent avoir en tête de *trouver des solutions*" pour *"construire l'avenir"*, a déclaré M. Montebourg.

"Affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent", a-t-il déclaré, ajoutant que *"faire la guerre+ ne (lui) paraît pas le bon terme"*.

"J'appelle à la responsabilité des actionnaires. J'appelle à la responsabilité des syndicats", a-t-il répété. (AFP 26.08)

Inutile de commenter, c'est très clair.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

A quoi servent les titres des médias direz-vous ? Une réponse :

- *"Martelage et amalgames en jouant sur les titres : efficace pour le lecteur paresseux.* (Déconstruction d'un discours journalistique par François Belliot - Réseau Voltaire - 25.08)

[L'humanité et la planète sont condamnées.](#)

- Montebourg : *"Le nucléaire est une filière d'avenir"* - LePoint.fr

[Sortez vos mouchoirs.](#)

- Carburants : une marge déjà faible pour les distributeurs - LePoint.fr

- L'industrie pétrolière prête à faire un effort sur le prix des carburants - Liberation.fr

[Garde-à-vous.](#)

- Ayrault à EELV : "On est solidaire quand on est membre du gouvernement" - LePoint.fr

- Consigne de l'Élysée : surtout, ne pas fâcher Martine! - LeParisien.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Allemagne

A la chaîne publique ARD, interrogée sur la confiance qu'elle accordait au Premier ministre grec Antonis Samaras, qu'elle a reçu vendredi à Berlin, la chancelière Angela Merkel a estimé dimanche que "*chaque jour (comptait) maintenant*" pour que la Grèce renforce véritablement "ses efforts" et respecte ses engagements, lors d'une interview télévisée.

Au sujet des institutions de l'UE, sans confirmer des informations de presse faisant état de son désir d'un sommet européen pour préparer un nouveau traité, Mme Merkel a déclaré: "je ne demande pas de sommet, je demande juste depuis un certain temps que nous ne restions pas à l'arrêt" dans le processus de construction de l'Union européenne.

"*Il s'agit de savoir maintenant quelles vont être les prochaines étapes*", a-t-elle dit. "*Nous avons encore besoin de plus d'obligations communes*", "*de plus de cohérence*" afin de notamment diminuer les différences de compétitivité au sein de l'UE, a-t-elle jugé. "*Cela va être notre mission des prochains mois*".

Enfin, alors que la Cour constitutionnelle allemande, qui étudie la constitutionnalité du Fonds de secours européen (MES) et du pacte budgétaire, doit rendre sa décision le 12 septembre, Mme Merkel a martelé que ces outils constituaient à ses yeux "*une avancée absolument nécessaire*". (AFP 26.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août

[CAUSERIE](#)

Je me suis connecté au portail national de LO, aucun article sur le TSCG dans leur page d'accueil. Par acquis de conscience j'ai tapé TSCG et j'ai cliqué sur *Rechercher*. Résultat : rien. Je n'ai pas insisté, apparemment ils n'en ont jamais entendu parler ! Ce sont des bordiguistes dégénérés qui s'ignorent... C'est ce qui me distingue de LO. La question du parti n'est pas un dogme, on y reviendra prochainement.

Port-Leucate : le NPA fait sa rentrée... sur la plage - 27 août 2012

- "*Pour la porte-parole du NPA Christine Poupin qui a appelé à «l'organisation de la riposte»: «Une autre Europe est nécessaire et ça passe par le rejet de ce traité». Elle n'a pas répondu, cependant, à l'appel lancé quelques heures auparavant par le Front de gauche d'organiser une grande journée d'action le 30 septembre prochain contre le TSCG.*"

Cette info n'a été relayée nulle part depuis, apparemment, j'ai lu que Mélenchon n'avait proposé aucune date.

Ratification du pacte budgétaire européen fin août, une précipitation qui en dit long ! - vendredi 10 août 2012

- "*Nous proposons à tous et notamment aux forces du NON de gauche qui s'étaient mobilisées en 2005 contre le TCE, de se rencontrer vite pour préparer une grande initiative publique durant le vote pour dire NON au TSCG !*"

Ils sont formidables au NPA, des partis leur proposent de se rencontrer, ils les ignorent avec mépris, des partis, d'un côté le POI associé à quelques formations politiques, de l'autre le Front de gauche, leur proposent une manifestation nationale à Paris et dans les deux cas le NPA refuse de s'y associer. La meilleure, c'est qu'ils osent appeler les différentes formations politiques à se rencontrer et à "*préparer une grande initiative publique*", c'est à se demander s'ils ont vraiment toute leur tête. Je me suis connecté aussi sur les portails de deux courants ou fractions du NPA pour voir s'ils avaient abordé la question : rien.

Voilà deux partis décidément bien étranges, plus sectaires, sclérosés ou décomposés tu meurs comme disent les jeunes.

Deux brèves citations de Marx, la seconde pourrait s'apparenter à un aphorisme.

Le Débat était l'hebdomadaire belge de tendance radicale et démocratique bourgeoise en 1848.

- "*Le Débat entend-il par communisme le fait de souligner les oppositions de classe et la lutte de classe ? Alors ce n'est pas le communisme qui est communiste, mais l'économie politique et la société bourgeoises. Nous savons que Robert Peel a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater en une terrible crise. Nous savons que Guizot lui-même, dans son histoire de la civilisation, n'a rien fait d'autre que d'exposer des formes déterminées de la lutte de classes. Mais, bien sûr, Peel et Guizot sont des utopistes, et réalistes sont ceux qui considèrent les manifestations de la réalité sociale comme une atteinte portée à l'intelligence bienveillante de la vie.*"

Notons pour commencer, si la traduction est correcte, que Marx écrivit classe au singulier, l'opposition d'une classe contre une autre attribuée à chacune des classes s'additionne, chaque classe est en opposition à une autre et l'addition de ces oppositions nécessite l'emploi du pluriel pour opposition et le singulier pour classe. Lutte de classe au singulier, chaque classe menant sa lutte de classe contre l'autre classe.

Une autre fois Marx s'attaquera à ceux qui agiteront la lutte de classe comme un fétiche en pointant que ce n'était pas propre à la classe ouvrière, et que cela ne prouvait rien de s'en réclamer, puisque les bourgeois s'en réclamaient aussi ; le milliardaire américain Warren Buffet n'a-t-il pas pavosé récemment en affirmant sur un ton provocateur et satisfait qu'ils avaient remporté la guerre de classe, faisant référence directement à la lutte de classe. On actualise le marxisme au passage, à notre niveau.

Si la lutte de classe doit signifier sur le plan théorique qu'on reconnaît l'existence de rapports entre les classes, n'importe quel individu de n'importe quelle classe peut parvenir à cette compréhension qui en réalité s'impose à tout individu quotidiennement, y compris les économistes bourgeois que Marx citait fréquemment, parce que jusqu'à un certain stade ils avaient analysé comment fonctionnait le capitalisme, c'était un travail de moins à faire pour Marx qui manquait toujours cruellement de temps, et de santé fragile.

La lutte de classe est avant tout un fait établi qui repose sur des rapports matériels et sociaux et non une vision de l'esprit ou une théorie sortie de la tête de penseurs géniaux, Marx et Engels en l'occurrence. Elle est l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine (avec les forces productives), c'est en tant que tel que Marx et Engels l'ont théorisée...

Quant à la "*terrible crise*", on l'attend d'un jour à l'autre.

Quand on lit : "*Barclays à elle seule a obtenu 868 milliards de dollars de prêts, au loyer de 0 %*" (Liesi du 23 août 2012), on se dit qu'ils ont les moyens de la retarder et de faire en sorte que lorsqu'elle pétera, ce sera une déflagration planétaire, ils ne pourront plus rien contrôler et leur monde pourri s'écroulera et les emportera.

- 868 à 5% d'intérêt - l'an = 43,4 milliards de dollars.

- 43,4 / 12 - par mois = 3,625 milliards de dollars.

- 3,625/30 - par jour = 0,120 milliards de dollars, soit 120 millions de dollars.

C'est cadeau, pour financer des guerres par exemple.

La deuxième citation de Marx.

- "*À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.*"

Avis à LO et au NPA. On actualise encore le marxisme et cela n'a rien d'une utopie, c'est une source inépuisable d'inspiration et d'enseignements. Et de plaisir ou de bonheur.

Il a écrit nos yeux, les siens et ceux de son compagnon Engels, nos *citoyens du monde* (Marx) inséparables.

Séparer "*les formes politiques de leur fondement social*" aboutit notamment à se fondre dans le social jusqu'au point de s'adapter au capitalisme et de s'y perdre une fois abandonnées les "*formes politiques*". Un autre cas. On se fond dans les formes politiques, ce qui aboutit à collaborer aux institutions, à s'y faire une place, faire partie des meubles quoi, passer de l'une à l'autre ou cumuler, c'est plus chic et cela rapporte davantage !

Le combat pour des réformes sociales, s'il n'est pas orienté dans l'objectif politique d'en finir avec les institutions, se placera sous la tutelle de ces institutions qui ont pour fonction de délimiter les droits sociaux des travailleurs compatibles avec les besoins des capitalistes. Autrement dit, une telle soumission reviendra à cesser de combattre pour une transformation révolutionnaire de la société, à s'accommoder plus ou moins consciemment des fadaïses qu'on nous sert quotidiennement sur la terrible fatalité qui s'est abattue un jour (quand ?) sur le monde et dont personne ne sait d'où elle sort ni véritablement de quoi elle est faite, aussi insaisissable qu'un ectoplasme ou un mirage, impuissant à la combattre efficacement, il ne nous reste plus qu'à la subir à la manière d'un châtimement divin aux origines mystérieuse en tentant si possible d'en réduire les conséquences néfastes et dramatiques sans vraiment y parvenir. Les institutions sont imparfaites et perfectibles, mais à défaut de mieux il faut faire avec, idem avec l'ONU, etc. De là à décréter qu'elles seraient éternelles, il n'y a qu'un pas. Onfray le charlatan, n'a-t-il osé affirmer que le capitalisme existait de toute éternité, alors pourquoi pas sa forme politique, les institutions.

Cela peut aussi aboutir au sectarisme, y compris quand on évolue toujours dans le même milieu, quand on est entouré des mêmes personnes, quand on refait le monde à huis clos ou entre quatre murs, on se croit immunisé, mais la routine vous ronge littéralement, votre champ de réflexion diminue, on flatte votre individualisme, parfois votre médiocrité, vous devenez réfractaire à toute critique, vous pouvez aussi vous isoler et vous enfermer devant un écran, vous quittez le monde sensible sans quitter le monde réel, l'illusion est parfaite au point de la confondre avec la réalité, ce que vous ne comprenez pas forcément ou qui vous échappe, vous devenez faible et vous vous renfermez sur vous-même, il ne reste plus qu'à vous glisser une idée dans la tête pour que vous en deveniez fanatique, à petites doses ou jusqu'à l'overdose selon le contexte et votre personnalité, disons vos penchants naturels ou ceux que vous avez cultivés dans le passé.

On aura compris le danger du sectarisme.

Si on considère le TSCG, ce traité pose la question du "*fondement social*", puisque théoriquement, sur le papier, dans la pratique ensuite, il implique la liquidation de nos droits ou acquis sociaux, une régression sociale sans fin, théoriquement car il y a loin de la coupe aux lèvres avec ou sans traité d'ailleurs, et pour preuve quand on observe ce qui se passe en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce où il est appliqué avant la lettre, le prolétariat s'impatiente, se mobilise, commence à s'organiser. En France, le gouvernement retarde le moment où il devra passer à l'acte, plus pour très longtemps...

C'est pour cette raison que jusqu'à présent je ne m'étais pas focalisé sur le TSCG, bien que j'aie mis en ligne pas mal d'articles sur ce sujet, maintenant c'est différent, on entre dans le vif du sujet, on regorge de faits pour démontrer à chaque travailleur abordé que le TSCG a été rédigé par et pour des escrocs, des gangsters en vérité, dont la Fed ou le cartel des banquiers qui la compose est le quartier général.

[Ayrault dans le rôle du pistard.](#)

Jean-Marc Ayrault au journal de 20 heures de France 2 : "*Il n'y a pas à changer de braquet, il y a à continuer avec détermination, avec volontarisme ce qui a été commencé*", a-t-il dit. (Reuters 27.08)

Alors qu'au même moment les chiffres de la forte hausse du chômage venaient de tomber...

Pédaler dans le vide, ils connaissent au PS. Ils gèrent le quotidien pendant une mandature en poursuivant la politique réactionnaire de leurs prédécesseurs, deux si possible, ils s'enrichissent pendant ce temps-là, se casent ou se réservent une sortie pour la suite et le reste ne les intéresse pas.

Au fait, un vélo destiné aux épreuves sur piste à un plateau unique et ne comporte pas de dérailleur, donc ne peut pas changer de braquet. Comme le PS qui ne connaît qu'une seule logique, celle du capital pour lequel il gouverne.

[Syrie. Mimétisme. L'alignement de Hollande sur l'impérialisme américain et l'Etat sioniste est total.](#)

M. Hollande lors d'un discours de politique étrangère prononcé devant l'ensemble des ambassadeurs français réunis à l'Élysée pour leur conférence annuelle. Parmi les "*incertitudes*" qui pèsent sur le monde, "*la plus grave tient à la prolifération*" nucléaire, mais aussi "*aux réactions légitimes préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix*".

Une allusion limpide au programme nucléaire iranien qu'Israël et son allié, les États-Unis, soupçonnent de dissimuler

le développement d'une bombe atomique, alors que Téhéran assure qu'il ne poursuit que des objectifs purement civils.

Seule puissance nucléaire - officieuse - de la région, l'Etat hébreu considère que son existence serait menacée si Téhéran disposait de la bombe. Israël a prévenu qu'il attaquerait les installations nucléaires de l'Iran s'il le jugeait nécessaire.

Il serait *"inacceptable"* que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, a martelé M. Hollande. (AFP 27.08)

Il s'aligne sur Jérusalem et Washington qui prétendent qu'il est de leur droit d'engager une guerre préventive contre l'Iran...

TSCG. Un nouveau carcan : «un progrès considérable».

Le ministre du Redressement productif a jugé dimanche «impossible» de voter contre le traité budgétaire européen car il constitue «un progrès considérable» dans «le combat pour la croissance» en Europe. (AFP 27.08)

Commentaire d'un internaute désabusé :

- *"Triste de voir Montebourg s'asseoir sur ses convictions pour ne pas déplaire au "système" (défendu tant par le PS que par l'UMP). Manque de courage ou simple carriérisme ? Je ne sais pas mais c'est très décevant de la part d'un des rares socialistes réalistes."*

Poursuivez votre réflexion et demandez-vous ce qu'il y a de socialisme dans le PS. Un conseil, avant cela lisez le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels pour avoir une petite idée de ce qu'est véritablement le socialisme, sinon vous vous égarez ou vous vous méprenez une nouvelle fois.

Il faut respecter les règles du népotisme.

"Cela me dérangerait", a répondu lundi sur RTL Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, comme on lui demandait s'il reconnaissait à des socialistes le droit de voter non à ce texte.

"Il y a une homothétie totale entre ce qu'a eu l'occasion de dire François Hollande pendant sa campagne électorale et ce qui est présenté aujourd'hui. Il n'y a pas tromperie sur la marchandise", a argumenté M. Bartolone.

"Quand je vois que nous allons examiner un texte qui correspond totalement aux engagements pris par François Hollande pendant la campagne, il faut que les députés qui ont fait campagne sur le programme de Hollande et qui ont été élus grâce à son élection à la présidentielle puissent quand même le reconnaître", a-t-il poursuivi.

Donc tous devront voter oui ? *"L'objectif, c'est celui-là"*, a répondu M. Bartolone. *"Il va falloir discuter"*. (AFP 27.08)

Il a également repris l'argument depuis décrié ce dont il fait abstraction, selon lequel Hollande aurait tenu parole en négociant un Pacte de croissance, qui en réalité était dans les cartons de l'UE ou déjà budgétisé.

Homothétie signifie homologie ou similitude.

Comme Hollande a tout dit et son contraire ou en laissant entrevoir son contraire pendant sa campagne électorale, afin que chacun y trouve ce qu'il y cherchait, on ne peut pas donner tort à Bartolone sur ce coup-là, c'est plutôt les Hammadi, Lienemann et consorts au PS qui ont fait preuve d'hypocrisie en soutenant cette mystification du candidat *"du peuple"*, alors qu'il était en réalité celui du capital, le parti de l'ordre officiel n'étant plus en mesure provisoirement de remplir cette fonction à la tête de l'Etat.

Tous au PS savaient pertinemment que Hollande ne renégocierait pas ce traité, car cela aurait signifié qu'il aurait été capable de tenir tête à l'oligarchie financière qui l'avait concocté, or c'était impossible, les banquiers et patrons milliardaires qui l'ont soutenu en avaient pris acte ou ne s'y étaient pas trompés, eux. Hollande marche sur les pas de Mitterrand, en plus light, la vermine Jospin.

Hammadi, Lienemann et consorts sont des ingrats, Bartolone a raison, ils crachent dans la soupe alors qu'ils en connaissent le contenu, quelque part ils sont encore plus méprisables que Bartolone et la direction du PS car ils n'assument même pas leur hypocrisie.

Qui a envie de s'encanailler avec ce menu fretin, dont l'existence politique consiste uniquement à tromper les masses sur les réelles intentions du PS pour lui permettre de conserver son rôle de rempart des institutions?

ACTUALITE EN TITRES

[La terrible fatalité.](#)

Il faudra vous y faire...

- Chômage: Jean-Marc Ayrault estime que "*remonter la pente sera difficile*" - L'Express.fr

Même un tout petit centime, c'est trop, ce n'est pas possible...

- 500 millions d'euros par an : le manque à gagner de l'État en cas de baisse d'un centime des taxes sur l'essence - Atlantico.fr

Et remarquez bien, sans le TSCG...

Le discours officiel est axé sur la construction européenne comme si c'était véritablement leur objectif, alors qu'il n'en est rien, ce n'est qu'un moyen pour nous saigner à blanc et accroître leur profit.

Le machiavélisme en prime

- "*Nous sommes obligés d'avoir recours au nucléaire*" - L'Express.fr

[Langue de bois.](#)

- Assouline: "*au PS on travaille, à l'UMP on se chamaille*" - AFP

La preuve

- Couacs en série pour la gauche - LeFigaro.fr

- La sortie de Montebourg sur le nucléaire crée la première polémique de la rentrée politique - 20minutes.fr

[Des clones.](#)

- Verts, PS, Medef, putes: tout le monde a son université - L'Express.fr

L'Express voulait sans doute dire : tous des putes, il a le droit de se compter dans le lot !

[Tentation. Retenez-moi !](#)

- Chômage: «*La tentation de jouer sur les chiffres peut exister*» - 20minutes.fr

On n'y aurait jamais pensé !

[Quand Le Monde concurrence Le Figaro sur son terrain favori...](#)

- Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens - LeMonde.fr

- L'Iran tente d'instrumentaliser les non-alignés - LeMonde.fr

Mais l'impérialisme américain et sioniste, évidemment non, la parole divine !

En cherchant un article j'ai atterri sur le portail de Courrier international, pour finalement me rendre compte qu'ils étaient sur une ligne éditorialiste aussi réactionnaire sur tous les sujets abordés, la partialité des faits relatés relevant de la manipulation.

[Une prédiction des médiums de la FAO](#)

- Les prix agricoles vont rester élevés et volatils dans les dix années à venir - AFP

Ventres vides ou affamés innocents de la terre entière vous voilà enfin prévenus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Quand Hollande copie Sarkozy.

Le président François Hollande a annoncé lundi à Paris qu'il reconnaîtrait un gouvernement provisoire syrien dès sa formation, et précisé que Paris travaillait avec ses alliés à la création de zones tampon en Syrie pour contenir les flots de réfugiés.

Il a d'abord critiqué Moscou et Pékin, soutiens indéfectibles du régime de Bachar al-Assad, accusés "d'affaiblir" les capacités du Conseil de sécurité de l'ONU, bloqué par leur veto depuis le début de la révolte en Syrie en mars 2011.

Rejoignant le président américain Barack Obama, M. Hollande a également averti que l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien serait "*une cause légitime d'intervention directe*" de la communauté internationale.

Il a répété que Bachar Al-Assad devait "*partir*" et dénoncé la "*violence inouïe*" du régime de Damas, avant d'énumérer les lignes d'action de la France dans ce dossier. (AFP 27.08)

Hollande : dégage !

1.2- Entre Frères.

Le président égyptien, Mohamed Morsi, qui se prépare à faire ses débuts sur la scène diplomatique, a appelé les pays alliés de la Syrie, tels que la Russie et la Chine, à aider à l'éviction du président syrien Bachar al Assad.

"Il est désormais temps d'arrêter le bain de sang et pour le peuple syrien de reprendre ses pleins droits et pour ce régime qui assassine son peuple de disparaître de la scène", a dit Morsi.

"Il n'y a pas de place pour un dialogue concernant une réforme, la discussion doit porter sur le changement", a-t-il poursuivi. (Reuters 27.08)

2- Guinée

Les forces de l'ordre ont arrêté lundi une trentaine de personnes en Guinée, dont le fils du principal opposant Cellou Dalein Diallo, empêchant une manifestation prévue pour réclamer des élections législatives libres et transparentes, a appris l'AFP de sources concordantes.

Dès les premières heures de la matinée, des gendarmes et policiers anti-émeutes déployés au point de rencontre, ont empêché tout rassemblement et éloigné des piétons qui tentaient de se rendre sur les lieux (prévus de la manifestation), selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs leaders de l'opposition dont Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré et Faya Millimono, qui partaient du domicile de M. Kouyaté à Matam (banlieue sud-est) ont été stoppés par des gendarmes quelques dizaines de mètres plus loin.

Aucune indication n'a pu être obtenue de source officielle sur le motif de l'intervention des forces de l'ordre. Selon Sidya Touré, les autorités ont voulu "*étouffer la manifestation*".

"28 de nos militants ont été déjà arrêtés (lundi) et sont en prison à l'escadron de gendarmerie de Matam", a déclaré à l'AFP un des opposants.

Des élections devaient initialement se tenir au premier semestre 2011 mais ont été sans cesse reportées pour diverses raisons.

(AFP 27.08)

SOCIAL

1- France

L'explosion en juillet du nombre de demandeurs d'emploi, hausse la plus élevée depuis trois ans, montre que la France "s'enfonce dans une crise durable", selon les experts, avec quasiment 3 millions de chômeurs sans aucune activité en métropole.

Avec 41.300 inscrits de plus en un mois à Pôle emploi dans la catégorie A (sans aucune activité), il s'agit d'une poussée inégalée depuis le printemps 2009 et du 15e mois de hausse depuis que le chômage a recommencé à augmenter, en mai 2011.

A ce rythme, la barre symbolique des 3 millions de demandeurs d'emploi en métropole, déjà dépassée si l'on intègre l'Outre-mer (3,232 millions), sera franchie le mois prochain. Il faut remonter à juin 1999 pour retrouver de tels niveaux.

Selon l'Insee 11.700 postes ont été perdus au 2e trimestre dans les secteurs marchands.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en métropole atteignait fin juillet 2,987 millions de personnes (+1,4% en un mois), 4,453 millions en incluant ceux des catégories B et C exerçant une activité réduite (+58.300 en un mois, +1,3%).

Sur un an, la hausse est de 8,5% pour la catégorie A. Les 22 régions sont touchées, spécialement la Bretagne (+12,2%).

Le nombre de ceux qui sortent des listes à Pôle emploi après avoir repris un poste "baisse de 6%, à des niveaux pas vus depuis début 2009", a observé Marion Cochard, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une tendance "à mettre en lien avec le nombre d'offres collectées par Pôle emploi qui baisse de 7,8% en un mois", ajoute-t-elle. Elle montre "que la France s'enfonce dans une crise durable".

Ces catégories ont été particulièrement affectées en juillet. Les chômeurs de longue durée tout d'abord: 1,7 million d'inscrits (catégories A, B et C) depuis plus d'un an dont 468.500 depuis plus de trois ans (+1,9% en un mois, 22% en un an pour ceux-là).

Les moins de 25 ans paient un lourd tribut, avec 10.000 jeunes venus grossir les rangs de Pôle emploi toutes catégories confondues (+1,4% en un mois, +6,7% en un an).

Les seniors aussi. En hausse depuis février, leur nombre a augmenté de 1,8% en un mois (+15,3% en un an), soit 932.300 personnes. (AFP 27.08)

2- Allemagne

Le syndicat allemand IG Metall appelle lundi dans la presse à rétablir en Allemagne un dispositif de chômage partiel de crise, qui avait été levé au printemps dernier, pour faire face aux difficultés rencontrées par de nombreuses entreprises.

"Nous devons être prêts (...). Le chômage partiel est un instrument central dans cette perspective et doit être mis en mode crise. C'est au gouvernement d'agir", a dit le chef de file d'IG Metall, syndicat couvrant plusieurs secteurs industriels de premier plan dont l'automobile, au quotidien Die Welt.

Le dispositif traditionnel de chômage partiel en Allemagne prévoit que l'Etat prenne en charge pendant six mois au maximum l'indemnisation (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied provisoirement par leur employeur pour cause de carnets de commandes vides.

Pendant la crise économique de 2009, Berlin avait mis en place un dispositif exceptionnel permettant de prolonger cette indemnisation, jusqu'à deux ans maximum, ce qui avait évité une vague de licenciements.

Ce dispositif exceptionnel a pris fin au printemps dernier, sur fond de croissance économique solide en Allemagne.

Mais depuis quelques semaines les annonces de chômage partiel se multiplient en Allemagne, chez le constructeur Opel par exemple ou encore au sein de la filiale allemande du groupe français Alstom. Die Welt évoque aussi lundi le cas de l'équipementier automobile Bosch Rexroth, qui envisagerait d'y recourir dans une usine en Allemagne. (AFP 27.08)

Ils sont bien ces syndicalistes, au lieu de mobiliser la classe ouvrière sur le mot d'ordre de la préservation d'un salaire complet en cas de chômage partiel ou technique, il revendique d'emblée l'application d'un accord entérinant une baisse des salaires de 33 à 40%, je suis sûr que le patronat en redemande !

Vous aurez compris le message de ces jaunes : surtout ne pas aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement.

3- Italie

Une centaine de mineurs se sont enfermés dans la nuit de dimanche à lundi avec 350 kg d'explosifs dans une mine de charbon de Sardaigne dans le but de faire pression sur le gouvernement italien et d'empêcher la fermeture du site.

L'annonce a été faite par l'un des 460 ouvriers qui travaillent dans la mine de charbon de Carbosulcis, située à l'ouest de Cagliari, la seule d'Italie.

Le gouvernement italien doit tenir une réunion sur l'avenir du site cette semaine.

"Nous craignons que la mine ne ferme. Nous avons peur pour nos emplois. Nous sommes prêts à rester ici jusqu'à ce que nous ayons une réponse du gouvernement qui garantisse l'avenir de la mine", a déclaré au téléphone Sandro Mereu, 54 ans, mineur depuis 28 ans.

Les mineurs estiment que le site peut se diversifier dans le stockage sous-terrain des émissions polluantes, technique de capture du CO2 utilisée pour atténuer les effets du réchauffement climatique.

Carbosulcis, dont les réserves de charbon sont estimées à 600 millions de tonnes selon des chiffres datant de 2006, a du mal à maintenir un niveau de productivité jugé suffisant. Elle a déjà été occupée en 1984, 1993 et 1995, année où les mineurs en colère étaient restés sous terre pendant 100 jours. (Reuters 27.08)

4- Afrique du Sud

Le conflit social s'est poursuivi lundi à la mine sud-africaine de Marikana exploitée par le groupe Lonmin, faisant craindre au troisième producteur mondial de platine un regain de tensions après la fusillade du 16 août qui a coûté la vie à 34 mineurs.

Seuls 13% des 28.000 salariés du site se sont présentés à la mine, a annoncé la compagnie basée à Londres, qui a par ailleurs fait état d'actes d'intimidations de certains mineurs grévistes à l'égard de leurs collègues.

"Il y a eu des incidents et des intimidations contre des chauffeurs de bus cette nuit et des intimidations contre les travailleurs d'Eastern (ndlr, un des quatre sites de Marikana) ce matin, pour les empêcher de revenir au travail", indique Lonmin dans un communiqué.

Le syndicat Solidarité a également fait état d'actes d'intimidations. Selon la police, des agressions ont été signalées.

Dans un incident distinct, des employés d'une mine du producteur Eastern Platinum ont été empêchés de se rendre au travail par leurs collègues, selon l'Union nationale des mineurs.

Les violences de Marikana ont révélé l'ampleur de la colère des travailleurs confrontés à des bas salaires dans l'économie la plus prospère du continent africain.

Ces incidents ont également mis en lumière l'incapacité de l'ANC à réduire les inégalités de revenus qui restent parmi les plus importantes au monde alors que plusieurs de ses membres sont accusés d'utiliser leurs relations politiques pour s'enrichir.

Face à l'émotion soulevée par la fusillade, la direction indépendante d'enquêtes de la police a ouvert une enquête sur des accusations d'abus lancées contre la police. Plus d'une centaine de plaintes de mineurs ont été déposées.

Quelque 260 mineurs ont par ailleurs comparu lundi devant un tribunal pour répondre d'accusations de meurtre, de tentative de meurtre ou d'intimidations. (Reuters 27.08)

1- Commerce des armes

Le commerce légal annuel d'armes légères a plus que doublé au cours des six dernières années pour atteindre 8,5 milliards de dollars (6,8 millions d'euros), porté par une embellie américaine liée aux achats des particuliers mais aussi aux commandes de l'armée pour les guerres d'Afghanistan et d'Irak, indique une étude publiée lundi.

Le Small Arms Survey 2012, un projet de recherche indépendant, indique que les principaux exportateurs mondiaux avec un commerce atteignant au moins 100 millions de dollars (80 millions d'euros) sont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Russie, la Belgique, l'Espagne, l'Australie, le Brésil, le Japon et la Corée du Sud.

La transparence de ce commerce d'armes légères, c'est-à-dire son degré de publicité, s'est améliorée de 40% entre 2001 et 2010. Les pays les plus transparents sont la Suisse, la Grande-Bretagne et la Roumanie ; les plus opaques sont l'Iran, la Corée du Nord et les Emirats arabes unis. L'étude se concentre sur les échanges gouvernementaux plutôt que sur le commerce illicite.

"Nous pensons qu'il y a plus de commerce légal qu'illégal, même si le commerce illégal est susceptible de causer plus de dégâts ou d'être plus problématique", a déclaré Eric Berman, le directeur du Small Arms Survey, au cours d'une conférence de presse organisée à New York, où doit s'ouvrir lundi la deuxième conférence des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères.

"Nous pouvons clairement voir qu'en additionnant les deux (commerce légal et illégal) l'on obtiendrait plus de 10 milliards de dollars (8 milliards d'euros)", a-t-il précisé. (Reuters 27.08)

2- Espagne

L'Espagne ne prévoit d'utiliser qu'environ 60 milliards d'euros sur les cent milliards offerts par la zone euro pour renflouer ses banques, a déclaré le ministre de l'Economie Luis de Guindos dans un entretien publié lundi par le International Herald Tribune (IHT).

Quand à l'hypothèse de ce que l'Espagne présente une nouvelle demande d'aide à la zone euro, condition fixée par la Banque centrale européenne (BCE) pour acheter des obligations espagnoles, de concert avec les fonds de secours européens, et faire ainsi baisser ses coûts d'emprunts très élevés, *"c'est quelque chose qui reste complètement ouvert"*, précise le ministre.

"Le gouvernement espagnol admet que l'intervention de la BCE sur le marché secondaire ne doit pas entraîner une diminution de l'effort de réduction du déficit public, et nous devons rassurer la BCE en lui assurant que nous allons respecter notre engagement", a ajouté Luis de Guindos dans les pages du IHT. (AFP 27.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 août

CAUSERIE

J'avais préparé une importante et longue causerie hier soir, mais je n'ai plus le temps de la relire et de la corriger, il est déjà 15h à Pondichéry et mon frigidaire est vide, je n'ai pas déjeuné ce matin et à midi, je n'ai même pas eu le temps de prendre une douche, je dois donc sortir faire quelques courses avant que la circulation devienne infernale, l'après-midi une partie des Indiens font la sieste.

Je n'ai plus le temps non plus de relire la causerie du jour, je corrigerai les erreurs plus tard. Bonne journée à tous.

[Voilà ce qui arrive quand on refuse d'analyser la situation jusqu'au bout.](#)

Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein du n°215 d'*Informations ouvrières* : *"Pas un jour ne passe sans que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, n'appelle les élus et responsables du PS à la plus stricte discipline concernant la ratification du traité TSCG. Crainte que quelques voix ne fassent défaut lors du scrutin ? Sans doute. Mais pas uniquement."*

Rappelons que le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et que 90% des députés de ce parti ont déjà fait savoir qu'ils ratifieraient le TSCG, de plus les centristes et les députés de l'UMP se sont engagés également à le ratifier. Dès lors cette "crainte" est totalement infondée, du vent. Gluckstein nie ou manipule la réalité, cela a sans doute un rapport avec l'objectif qu'il fixe à la manifestation à Paris qu'il appelle de ses vœux, qui à notre avis relève de la mystification ou constitue une pure vue de l'esprit *"pour faire céder le gouvernement sur le TSCG"*.

Plus loin, il rappelle la position du POI : "*à savoir que toute la situation exige que la mobilisation se concentre sur le refus de la ratification*", incapable d'analyser jusqu'au bout la situation qui les conduirait à lier ce combat contre les institutions de la Ve République puisque ce sont elles qui sont appelées à ratifier ou non ce traité, ce qui aurait comme avantage de préciser aux travailleurs et aux militants quels seront l'objectif et la tâche politique qu'ils devront se fixer lors de leur combat à venir pour avancer vers un Etat ouvrier, une République démocratique et sociale, le socialisme.

Le POI, comme tous les autres partis, ne combat pas ou n'entend pas mener ce combat dans cette perspective politique apparemment, il se cantonne une fois de plus à la recherche d'un résultat immédiat conforme à l'idée qu'il se fait de l'état d'esprit des masses au lieu de viser l'élévation de leur niveau de conscience politique, faisant en sorte que ceux qui auront participé à cette bataille n'en tireront finalement aucun profit, aucun enseignement politique, puisque ce combat aura été conçu et vécu comme une pure abstraction détachée de toute perspective politique, les masses pourront continuer de penser qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme, est-ce le but recherché ?

On est en droit de se poser cette question en lisant la dernière phrase de son éditorial confirmant que le POI était incapable de situer son combat dans une perspective politique : "*Et ainsi jeter les bases d'une force politique dressée contre « une rigueur plus forte encore qu'annoncé », qu'il s'agisse de mettre en échec le TSCG ou d'aider à réaliser l'unité contre toutes les mesures d'austérité et contre-réformes qui en découlent*", ce qu'un syndicat pourrait très bien se donner comme ligne d'intervention dans la lutte des classes, sauf que nous sommes là en présence d'un parti politique.

Confirmation en bref.

Dexia. Les pertes subies par Dexia et la probabilité de voir le groupe contraint de renflouer sa filiale luxembourgeoises avant de la céder pourraient le conduire à demander des capitaux supplémentaires aux Etats belge et français. (Reuters 28.08)

Libye. Le ministre de l'Intérieur libyen a déclaré mardi qu'il ne risquerait pas une confrontation armée avec les fondamentalistes musulmans qui sont derrière la série d'attaques à caractère communautaire qui ont frappé la Libye ces derniers jours.

Faouzi Abdel A'al, a défendu la décision des forces de sécurité de ne pas engager une confrontations avec les assaillants, lourdement armés, qui pourraient surpasser la puissance de feu des forces gouvernementales.

"*Si nous traitons cela en recourant à la sécurité, nous serons forcés d'utiliser des armes, et ces groupes ont des quantités énormes d'armes.*" (Reuters 28.08)

Combat contre le TSCG et les institutions.

La manifestation parisienne contre le traité européen, appelée de ses vœux dimanche par Jean-Luc Mélenchon, est programmée pour le 30 septembre, écrit mardi sur son blog le responsable du Front de gauche.

L'ex-candidat à la présidentielle a appelé dimanche à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

"*Les +bénis oui-oui+ du traité européen le savent ! Seule +la rue+, comme ils disent, peut faire capoter le projet du PS et de la droite unis pour faire passer le traité !*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un long billet posté sur son blog.

Le "*non de gauche*", poursuit-il, "*pèse sur la décision de chaque député et sénateur au moment de son vote comme sur le chef de l'Etat qui a le pouvoir de convoquer le référendum*".

Il "*donne de la force à la motion référendaire que déposeront sans doute nos groupes*", ajoute-t-il.

La réussite de cette marche "*ne concerne pas un parti, une personnalité ni même notre Front de gauche mais tout le mouvement social. Notre but n'est donc pas de faire +notre+ marche mais de nous faire récupérer et de nous dissoudre dans la marche de tous à gauche contre le traité*", souligne encore l'eurodéputé. (AFP 28.08)

Un référendum sur le TSCG ou un référendum pour permettre ou non aux parlementaires de se prononcer.

L'appel de Mélenchon est ambigu : manifester pour exiger un référendum alors que les députés ratifieraient le TSCG ou manifester contre sa ratification ?

On perçoit bien qu'en toile de fond au-delà des tergiversations des uns et des autres, que la question de la légitimité des

institutions appelées à se prononcer sur le TSCG est à l'ordre du jour, aucun n'ose s'aventurer sur ce terrain puisqu'elle porterait aussi sur la légitimité de Hollande et son gouvernement, pourquoi, je vous laisse le deviner...

On vient d'apprendre que le PG et le PCF ont répondu positivement au dernier appel lancé par le POI et ses alliés dans cette bataille, attendons la suite.

Rappelons que nous soutenons l'initiative d'un appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification par les institutions illégitimes de la Ve République pour ce qui nous concerne. Ce front unique nous convient, on regrettera cependant que les syndicats n'aient pas été contactés pour y participer.

Nous appelons tous les militants à participer loyalement et résolument à ce combat au côté des camarades (déjà) engagés dans cette bataille, et à ne pas confondre servir les intérêts de notre classe et les désaccords légitimes que l'on peut avoir avec tel ou tel parti.

A bas le TSCG, à bas les institutions antidémocratiques de la Ve République, à bas la dictature de Union européenne ! Vive le socialisme !

En famille.

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé, ce mardi, que des missions sur la Chine, l'Algérie et le Japon ont été confiées respectivement à la première secrétaire du PS Martine Aubry, l'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin et l'ancien patron de Renault Louis Schweitzer.

Ces trois nominations interviennent dans le cadre de l'initiative de "*diplomatie économique*": Laurent Fabius avait annoncé la semaine dernière que des personnalités de stature internationale seraient désignées, afin d'accompagner la diplomatie française auprès de quelques pays dans l'objectif d'y dynamiser les relations économiques et commerciales. (Lexpress.fr 28.08)

Parisot lâche les intentions réelles du patronat : des salariés pratiquement gratuits.

Laurence Parisot, présidente du Medef, a jugé mardi, que le dispositif des emplois jeunes, présenté en conseil des ministres mercredi, "*n'est pas terrible*".

Mme Parisot a regretté aussi que le dispositif (...) "*ne soit pas plus ouvert au secteur marchand, car cela aurait été utile pour certaines entreprises et bénéfique pour la population concernée*".

Selon la présidente du Medef, le risque existe d'un "*effet d'aubaine pour les collectivités locales et les associations*". "*Je ne suis pas sûre que ce soit le moment d'augmenter la fonction publique territoriale*", a-t-elle dit.

A propos de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, qui doit s'ouvrir cet automne, Mme Parisot a renouvelé ses réserves et relevé que "*la négociation ne peut avoir lieu sans le Medef*". "*Or, n'ayant reçu aucune garantie ou assurance sur le sujet, nous réservons notre réponse*", a-t-elle prévenu, en demandant que "*soient discutés les enjeux de sécurité pour les salariés, mais aussi les enjeux de flexibilité pour les entreprises*".

"*C'est grâce à des accords de type compétitivité-emploi que l'industrie automobile allemande a surmonté la crise de 2008 comme aucune autre industrie*", a-t-elle avancé. (AFP 28.08)

70 à 80% des salaires correspondant à ces "*emplois jeunes*" sera pris en charge par l'Etat, Parisot s'estime frustrée que les entreprises privées ne puissent pas en bénéficier plus largement, car elles en profiteront tout de même, c'est prévu, ce qu'elle s'est bien gardée de rappeler.

Crise de l'UE. Buba versus BCE.

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi ne se rendra pas à la conférence de Jackson Hole, a annoncé mardi la BCE en évoquant une charge de travail trop lourde dans la perspective de la réunion de politique monétaire du 6 septembre.

Une intervention de Mario Draghi était prévue samedi à "*l'université d'été*" des banquiers centraux dans le Wyoming. La réunion de cette année est particulièrement attendue car les observateurs veulent savoir si la BCE et la Réserve fédérale américaine prendront des mesures musclées afin de relancer la croissance aux Etats-Unis pour la première, apaiser les tensions en zone euro pour la seconde.

Aucun membre du directoire ne s'y rendra, a précisé la BCE.

La Bundesbank allemande a toutefois précisé que son président Jens Weidmann comptait toujours de rendre à Jackson Hole.

Jens Weidmann s'est élevé à plusieurs reprises contre la perspective de voir la BCE se remettre à racheter de la dette sur le marché obligataire secondaire. Cherchant à répondre aux inquiétudes soulevées par le président de la Buba, Jörg Asmussen a déclaré lundi que le programme de rachats d'obligations sur lequel travaille la BCE se ferait dans le cadre de son mandat, écartant toute idée de financement des Etats par celle-ci.

Jörg Asmussen n'a pas dit à quel moment la BCE comptait acheter des obligations, mais il a bien fait savoir que la chose se ferait en dépit de l'opposition de la Bundesbank. (Reuters 28.08)

On a compris que la question qui les divise concerne le financement des Etats par la BCE (directement ou indirectement) ou par les marchés qui les rackettent, les travailleurs en réalité.

Certains doivent craindre qu'à force de trop tirer sur la corde elle finisse par céder, et qu'une formidable explosion sociale incontrôlable se répande comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe qui pourrait emporter l'édifice bancal qu'ils ont eu tant de mal à mettre sur pied pour soumettre le prolétariat européen en esclavage.

[Comment ils se préparent activement à l'affrontement.](#)

Lu dans *Horizons et débats*, n° 34/35, 27 août 2012, revue basée à Zurich en Suisse et disponible au format pdf dans le portail du Réseau Voltaire.

«L'Allemagne se prépare: veut-elle se battre contre son propre peuple? Dans le plus grand secret, on crée sur l'un des plus grand terrain d'exercice militaire d'Allemagne, «Altmark» en Saxe-Anhalt, sur une surface de 232 km2(!) le plus important Centre d'exercice européen pour l'entraînement à la lutte contre les émeutes (CRS). Au centre de l'intérêt se trouve l'entraînement à la répression de soulèvements populaires. Pour atteindre la plus grande réalité possible, on construit une ville fantôme de plus de 500 bâtiments et couvrant une superficie de 6 km2 pour environ 100 millions d'euros. Ce projet comprendrait des installations industrielles, une connexion à une autoroute fictive et un aéroport avec 1700 mètres de piste d'herbe sont compris dans le projet. La Bundeswehr, qui est le maître d'ouvrage, veut commencer cette année encore, avec la construction de la ville fantôme.»

(Source: Vertraulicher Schweizer Brief n° 1331 du 10/8/12)

ACTUALITE EN TITRES

[Le capitalisme à visage humain.](#)

- Afrique du Sud: malgré Marikana et les incertitudes, la Bourse s'envole - AFP

Explication. Certains courtiers font remarquer que le drame de Marikana a fait baisser le rand sud-africain, ce qui est bon pour les exportateurs. Et notamment les ventes de matières premières, libellées en dollars. (AFP 28.08)

[Quand producteurs et trafiquants se déchirent sur leur butin.](#)

- Vif débat en Allemagne sur la BCE, accusée de «droguer» la zone euro - 20minutes.fr

Bref, Draghi accusé d'être le chef des dealers !

[Ils vivent dans un autre monde. Le non-vote du 17 juin expliqué.](#)

- Hausse du chômage : la droite somme Ayrault d'agir - LeFigaro.fr

- Chômage: attendre les résultats de la nouvelle politique, selon M. Sapin - AFP

[Toujours plus réactionnaire. Hollande sur les traces de G. Bush.](#)

- Hollande cherche à se placer en pointe sur la Syrie - LeMonde.fr -

- Comment François Hollande envisage de «contourner» l'ONU - Slate.fr

Paranoïa

- Face au risque d'enlèvement, les maternités s'équipent - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

Un tribunal israélien a rejeté mardi une plainte déposée par les parents de la pacifiste américaine Rachel Corrie, tuée en 2003 par un bulldozer militaire israélien à Gaza et qui est devenue une figure emblématique du soutien aux Palestiniens dans le monde.

Rachel Corrie, 23 ans, a été écrasée le 16 mars 2003 sous les chenilles d'un bulldozer de l'armée alors qu'elle s'opposait avec d'autres membres du Mouvement international de solidarité (ISM) et des Palestiniens à la destruction d'une maison palestinienne à Rafah (sud de la bande de Gaza).

"Je suis parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas eu de négligence de la part du conducteur du bulldozer", a affirmé le juge Oded Gershon, en lisant le verdict devant le tribunal de district de Haïfa (nord d'Israël).

Le juge a également estimé que l'enquête de la police militaire avait été menée correctement et conclu que la mort de Rachel Corrie résultait d'un "accident".

"La défunte s'est mise dans une situation dangereuse, elle se tenait devant un bulldozer géant à un endroit où le conducteur ne pouvait pas la voir. Elle ne s'est pas éloignée comme l'aurait fait une personne raisonnable. Sa mort résulte d'un accident qu'elle a provoqué elle même", a expliqué le juge.

Cindy Corrie, la mère de la victime, a critiqué le jugement et s'est dite "profondément attristée et profondément troublée".

Interrogé, le porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Mark Regev, s'est félicité de la décision de la cour d'Haïfa qui "justifie le fait qu'Israël n'était pas responsable".

En revanche, elle a été condamnée par les Palestiniens.

La dirigeante de l'OLP Hanane Achraoui a dénoncé le verdict qui "prouve une fois de plus que l'occupation (israélienne) a faussé les systèmes légaux et judiciaires en Israël et que le manque de transparence vis-a-vis des violences a généré une culture de haine et d'impunité".

A Washington, l'administration américaine a dit "comprendre la déception" de la famille Corrie, à qui elle a adressé ses "condoléances", tout en prenant acte que "conformément au droit israélien elle a le droit de faire appel".

Des témoins, pacifistes étrangers et Palestiniens, ont affirmé que le bulldozer avait délibérément écrasé Rachel Corrie. Ils ont assuré que la manifestation s'était prolongée pendant plus de deux heures et que les militants étaient clairement visibles par le conducteur du bulldozer.

"Il est inconcevable que le conducteur du bulldozer ne l'ait pas vue", a déclaré mardi à l'AFP Tom Dale, un témoin, ancien militant de l'ISM, qui se trouvait à 10 mètres de la scène.

L'ISM a fait part de sa "profonde préoccupation", estimant le système légal israélien "ne respecte pas les normes internationales" et que son verdict "donne le feu vert aux soldats israéliens pour recourir à la force létale contre les défenseurs des droits de l'homme".

L'armée israélienne, aux termes de son enquête, a conclu que Rachel Corrie a été tuée "alors qu'elle perturbait les opérations menées sur le terrain par des bulldozers" militaires. Le procureur général militaire a fermé le dossier dès 2003. Aucune mesure disciplinaire n'a été prise.

L'armée a aussi accusé Rachel Corrie et les autres militants de l'ISM d'avoir contribué à cette mort "*par leur comportement illégal et irresponsable*". (AFP 28.08)

SOCIAL

1- France

L'école gratuite est-elle devenue un mythe? Selon l'enquête annuelle de la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût de la scolarité a bondi de 6,88% cette année. En cause notamment: l'équipement demandé par les filières professionnelles techniques et industrielles, comme des lunettes de protection ou des couteaux.

Les fournitures classiques ne sont pas en reste: +30% pour la colle, +15% pour le taille-crayon ou +23% pour le ruban adhésif, "*le coût des matières plastiques ayant subi une hausse considérable*", tandis que le poste papeterie recule. En seconde générale, les manuels scolaires augmentent de 3,44%.

D'autant que les dépenses se font toute l'année, pas seulement à la rentrée, ont souligné les responsables de la CSF.

Les frais annexes comme l'assurance, la coopérative pour projets scolaires ou les photos, grimpent de 22%.

Certaines dépenses sont facultatives, mais "*il est souvent difficile pour les familles de les éviter*" de crainte que leur enfant ne soit stigmatisé, souligne la CSF, citant la photo qui peut aller de 5 à 30 euros ou la participation à la coopérative "*souvent présentée avec insistance*".

Pour un élève de maternelle, le coût de la scolarité bondit de 19,11% à 50,60 euros. En CP, il augmente de 1,85% à 124,88 euros, tandis qu'en 6ème, il recule de 2,50% à 348,05 euros, calcule la CSF.

Ce coût s'élève à 580,48 euros (+0,19%) pour un élève de seconde générale, à 947,92 euros (+14,33%) en seconde technologie industrielle ou encore à 831,03 euros (+14,50%) en seconde bac pro industriel. "*Les familles qui subissent le plus le coût de la rentrée sont celles à petits revenus et celles dont les enfants sont en filières professionnelles*", souligne la CSF. Pour une famille monoparentale avec deux enfants, dont le parent travaille 25 heures par semaine, "*cas courant aujourd'hui*", le coût de la rentrée représente 28,6% des ressources de septembre, allocations comprises. (lexpress.fr 28.08)

2- Allemagne

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à affronter une grève de grande ampleur de son personnel navigant après l'échec de négociations salariales.

Le syndicat allemand du personnel navigant commercial Ufo a annoncé mardi qu'il allait appeler à des débrayages temporaires chez Lufthansa en Allemagne "*annoncés au dernier moment*" et "*très prochainement*". Il a cependant exclu de faire grève dès mardi.

"*Nous préparons une grève illimitée à moyen terme*" a ajouté le président d'Ufo Nicoley Baublies lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Francfort (ouest).

Ufo revendique l'adhésion d'environ deux tiers des quelque 18.000 hôtesses et stewards de la compagnie aérienne allemande.

Le conflit social arrive à un moment particulièrement défavorable, fin août et septembre étant des périodes de pointe pour les compagnies aériennes.

Mais la direction de Lufthansa a choisi la voie du choc frontal préconisé par le président du conseil de surveillance, Jürgen Weber, qui estimait la semaine dernière dans Die Zeit qu'il valait "*mieux aller jusqu'à une grosse confrontation plutôt que d'éjecter l'entreprise hors du marché concurrentiel*".

Pour réduire ses coûts opérationnels, Lufthansa a lancé en début d'année un plan d'économies devant lui permettre d'améliorer son résultat opérationnel de 1,5 milliard d'euros par an d'ici fin 2014 par rapport à fin 2011. Un objectif difficile à concilier avec une politique sociale généreuse.

Ufo avait formulé ses exigences en avril, avec notamment une hausse de 5% des salaires sur 15 mois et rétroactive au 1er janvier de cette année. Les salaires du personnel navigant n'ont pas été augmentés sur les trois dernières années, a fait valoir le syndicat.

Lufthansa a proposé une hausse des rémunérations "d'environ 3,5%", a précisé Peter Gerber.

Les positions des deux camps "s'étaient rapprochées sur quelques points" ces derniers jours dans la dernière ligne droite des négociations, a affirmé Ufo dans un communiqué.

Mais un accord n'a pas été trouvé parce que Lufthansa a "catégoriquement refusé de donner des garanties d'emplois dignes de ce nom" en échange de concessions que le personnel navigant était prêt à faire sur les salaires, selon Ufo.

A l'origine des inquiétudes du personnel navigant, le recours par Lufthansa depuis juin à du personnel de cabine intérimaire à partir de l'aéroport de Berlin, première étape en vue de créer à terme une filiale régionale unifiée plus compétitive, proche du modèle "low cost" des Ryanair et autres EasyJet. (AFP 28.08)

ECONOMIE

1- UE

L'Europe doit de toute urgence progresser dans la voie d'une union bancaire, ont déclaré mardi le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy.

"Il est particulièrement urgent de progresser vers une union bancaire qui intègre toutes les banques de la région. La Commission européenne présentera des propositions législatives concrètes en septembre", a dit Herman Van Rompuy en conférence de presse. (Reuters 28.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé mardi son intention de créer des zones économiques spéciales pour attirer l'investissement privé et sortir le pays de la crise, alors que la Grèce est entrée dans sa cinquième année de récession.

En s'installant dans ces zones, les investisseurs bénéficieraient d'avantages sur le plan fiscal et administratif.

Les zones économiques spéciales sont utilisées par les pays en développement, et notamment par la Chine, qui veulent donner un coup de fouet à la croissance.

Le gouvernement est déjà en discussion avec la Commission européenne pour obtenir les autorisations nécessaires à la création de ces zones, a déclaré le ministre du Développement économique Costis Hatzidakis lors d'une conférence de presse.

"Nous pensons que ces zones vont dynamiser l'économie réelle par la création d'un régime spécial pour attirer l'investissement et susciter des exportations", a-t-il ajouté.

Le ministre n'a pas caché que le projet suscitait certaines objections en dehors de la Grèce en raison de "l'avantage compétitif" qu'il donnerait au pays.

Toutefois, les entreprises qui s'installeront dans ces zones ne seront pas autorisées à sous-payer leurs salariés, a précisé Costis Hatzidakis. "Le droit actuel du travail sera totalement respecté", a-t-il affirmé.

La Grèce a déjà fortement baissé son salaire minimum pour encourager les créations d'emplois. Le taux de chômage reste toutefois très élevé. (Reuters 28.08)

3- Japon

La fabricant japonais d'électronique Sharp a dévoilé les détails de son plan de restructuration qui aura pour but de supprimer 5000 emplois dans le monde. Le Japon est le plus touché avec 3900 emplois en moins. (AFP 28.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 août

CAUSERIE

Décidément, gros orage, pluie diluvienne et rafales de vent, coupure de courant à répétition toute la nuit, bref, j'ai encore dormi à peine quelques heures et je suis claqué à force. J'ai dû fermer l'ordinateur hier soir et tout débrancher par mesure de sécurité, donc je n'ai pas bossé l'article que je vous ai annoncé hier, j'y ai réfléchi et j'ai pris quelques pages de notes, je suis trop fatigué pour y réfléchir ce matin et je dois encore aller faire des courses, ce sera donc pour plus tard. Avantage, il fait frais ce matin, frais cela veut dire ici autour de 25°C.

J'ai constaté que le taux de fréquentation du site était en hausse, cela est peut-être dû la "rentrée", avec 154 visites le 27 on a explosé notre record qui était à 132.

J'ai adressé un courriel de protestation à l'AFP hier après-midi pour leur dire qu'on en avait marre de leur propagande sur la Syrie et qu'ils se faisaient les complices de la destruction de ce pays.

Hier j'ai écrit que nous soutenions l'initiative du POI et d'autres formations politiques engagés dans la bataille contre le TSCG et sa ratification, et que le front unique qu'ils avaient constitué nous convenait parce qu'il ne s'adressait pas au PS (MRC et PRG), je ne sais pas si vous l'avez remarqué. J'ai constaté également qu'ils ne s'étaient pas adressés à LO, ce qui tombe bien, puisque hier j'avais signalé que LO ignorait jusqu'à l'existence de ce traité.

La CGT va lancer une pétition en faveur du non au TSCG a dit Thibault hier, FO par la voix de Mailly avait fait savoir il y a quelques semaines qu'en cas de référendum il appellerait à voter non, comme quoi les syndicats ont toute leur place dans ce combat, j'en profite donc pour renouveler ma proposition de s'adresser également aux syndicats dans la perspective d'une manifestation nationale à Paris devant réunir dans l'unité l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis, qui en principe luttent pour le même objectif : l'émancipation du salariat ou l'abolition du capitalisme.

Pourquoi écrire contre le TSCG et sa ratification ? Contre le TSCG signifie contre son contenu et sa portée, ses conséquences sociales, contre sa ratification signifie qu'on refuse de reconnaître la légitimité des institutions qui ne peuvent être que favorables à ce traité infâme. Je ne prétends pas que le POI ou d'autres partis en font la même lecture puisque nous ne combattons pas exactement sur le même axe politique. Il s'agit donc là de ma traduction, je tenais à le préciser.

La moindre faille dans une formulation est source de désaccord entre militants, il faut donc être très clair, sachant que certains en profitent pour refuser de s'associer à toute initiative, n'ayant pas réellement d'arguments sérieux pour s'y opposer.

Beaucoup de militants sont susceptibles à l'excès, tout le monde est un peu sur les nerfs face à une situation quasi inextricable, c'est bien compréhensible. Du calme, encore un peu de patience, cela va se décanter assez rapidement maintenant. Pour notre part nous sommes dans les starting-blocks, nous sommes prêts au combat, à l'affrontement avec le régime, nous n'avons pas à rectifier notre ligne qui est parfaitement claire. Maintenant je ne peux pas intervenir sur tous les sujets d'actualité.

A ce propos, je n'ai rien écrit sur Poutine, il a pétié un plomb en faisant condamner trois jeunes filles d'un groupe punk à deux ou trois ans de prison pour avoir entonné quelques vers blasphématoires dans une église et incendiaires à son encontre, c'est le vieux réflexe du kagébiste qui a repris le dessus et que l'on condamne évidemment. Je ne l'ai pas écrit ailleurs et plus tôt pour ne pas mêler ma voix à celles des hypocrites qui mènent une guerre coloniale contre la Syrie.

Vous voyez, je n'ai pas de parti ou d'appareil à défendre, je ne suis soumis à aucune contrainte et malgré tout je dois tenir compte de certains facteurs avant de m'exprimer. Prendre position publiquement est un exercice périlleux qui nécessite d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer, ce qui n'évitera pas la polémique, mais cela fait partie de la vie.

La médiocratie récompensée.

Selon le *Canard Enchaîné* de ce mercredi 29 août, la banque américaine d'investissement Morgan Stanley souhaiterait se payer les services de l'ancien président de la République le temps d'une conférence de 45 minutes.

La somme proposée à l'ancien président pour cette prestation serait de 250.000 euros, assure l'hebdomadaire. Soit un peu plus de 5550 euros la minute, et 92 euros la seconde!

La reconversion d'anciens chefs d'Etat en conférenciers est chose courante, notamment dans les pays anglo-saxons.

D'après l'agence américaine Associated Press, l'ancien président démocrate américain Bill Clinton aurait perçu en 2008 5,7 millions de dollars en temps qu'intervenant de conférences.

Comme le rappelait récemment *Le Point*, l'ancien chef de l'Etat avait d'ailleurs déclaré à ce sujet: "*Quand j'vois les milliards que gagne Clinton, moi, je m'en mets plein les poches! Je fais ça pendant cinq ans, et ensuite, je pars faire du fric comme Clinton, 150 000 euros la conférence.*" (L'Expansion.com 29.08)

Il cause trop, ils vont le lâcher si ce n'est pas déjà fait...

TSCG. Les grandes manoeuvres au PS.

Le ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, est à la manœuvre. Il multiplie les rencontres et discussions avec ses camarades socialistes. « *J'en ai vus à La Rochelle. J'en avais vus avant, j'en verrai après* », explique Bernard Cazeneuve à publicsenat.fr.

« *Je suis là pour donner des explications, donner des éléments précis sur le contenu du texte, Pourquoi il est important de voter pour réussir la suite* » fait valoir Bernard Cazeneuve.

Il ajoute, magnanime : « *Je comprends ces interrogations, je souhaite le débat, je l'assume, mais il faut que cela débouche par le haut. Le Président s'est engagé* ». Et d'en appeler à l'esprit de « *cohérence et de responsabilité* » des parlementaires de la majorité.

La nomination du ministre, qui avait voté non lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, avait pu surprendre certain en raison de ce passé de noniste. Aujourd'hui, il prend peut-être tout son sens : « *Bernard Cazeneuve est adroit. Il nous explique en quoi ce traité est mauvais, nous dit qu'il partage les questions qu'on se pose mais pas la conclusion* », raconte la députée PS Barbara Romagnan, qui « *personnellement votera contre* ».

Le président du groupe socialiste du Sénat, François Rebsamen, va s'efforcer dans les semaines à venir de convaincre ses camarades qui pourraient hésiter. « *Il n'y aucune pression pour l'instant, à part celle qu'on entend dans les discours. Ou disons qu'on est en phase amicale de pression* », explique Marie-Noëlle Lienemann. « *L'argument de François Rebsamen est de dire que ceux qui ont été élu, l'ont été grâce à François Hollande. Ils ne peuvent donc pas voter contre le traité. Mais les sénateurs ont été élu avant* », fait remarquer l'ancienne ministre de Lionel Jospin, qui votera contre. Les sénateurs, qui n'ont pas encore fait leur rentrée parlementaire, auront bientôt une réunion de groupe consacrée au sujet. Bernard Cazeneuve viendra, histoire de continuer son travail de pédagogie et de persuasion auprès des sénateurs.

A l'Assemblée nationale aussi les députés débattront de la question en réunion de groupe, début septembre. D'ici l'examen du texte, dans plus d'un mois, il reste du temps pour discuter. Et entre le vote contre et l'abstention, les choses peuvent encore bouger. « *Il y a au moins une vingtaine de députés qui veulent voter contre. Et beaucoup d'autres sont réservés. Si cela permet de rassembler plus de députés, cela pourrait avoir du sens de juste s'abstenir* », entrevoit Barbara Romagnan. Si le ministre assure de son côté que le seul objectif est d'obtenir l'adhésion des parlementaires, l'abstention plutôt qu'un vote contre serait un moindre mal. Il n'aurait pas la même charge symbolique est simplifierait l'adoption du texte. (publicsenat.fr 29.08)

Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre de Lionel Jospin, une référence (sic !), s'excuse de l'ingratitude de la vingtaine de députés du PS qui refusent de ratifier le TSCG, vous allez voir que la plupart d'entre eux ou tous vont finir par s'abstenir.

En famille. Ayrault comme chez lui au Medef.

Tout le "**plaisir**" est pour moi !

Jean-Marc Ayrault s'est dit "*étonné de l'étonnement*" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre.

"*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "*les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays*".

"*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Ils sont faits pour s'entendre... mais cela ne suffira jamais.

Jean-Marc Ayrault a promis mercredi aux chefs d'entreprise de restaurer la compétitivité de l'économie française, sans donner de précisions sur ce thème qui concentre pourtant une bonne partie des critiques de la politique économique du gouvernement.

En ouvrant l'université d'été du Medef, le Premier ministre a seulement répété que la réforme du financement de la protection sociale se ferait l'an prochain "*sans tabou*".

Il a aussi encouragé les partenaires sociaux à accélérer la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dont un élément fait débat: l'éventuelle possibilité d'établir des accords dits de compétitivité-emploi pour adapter les horaires et les salaires à la charge de travail dans l'entreprise.

"*Il est urgent de travailler sur la compétitivité-coûts en repensant le financement de notre protection sociale*", a déclaré la présidente du Medef, Laurence Parisot.

"*Il est urgent d'améliorer la compétitivité hors-coûts, en introduisant de la souplesse et de la lisibilité pour l'entreprise et de la sécurité pour les salariés.*"

Jean-Marc Ayrault lui a répondu que la "*responsabilité*" de la France était "*de redevenir durablement compétitifs*".

"*Pour le gouvernement, il ne s'agit pas d'ajouter de nouveaux freins à la conduite des entreprises*", a-t-il ajouté.

Dans son discours, le chef du gouvernement a confirmé que la réforme du financement de la protection sociale était le levier quasi unique sur lequel travaillait le gouvernement pour baisser les coûts des entreprises.

Pour étoffer ses mesures sur la compétitivité-coûts, le gouvernement attend les propositions du rapport que lui remettra Louis Gallois début octobre. "*Je suis sûr qu'elles seront pour certains d'entre elles audacieuses*", a dit Jean-Marc Ayrault.

La remise de ce rapport sera suivie, dans la deuxième quinzaine d'octobre, d'un séminaire intergouvernemental pour analyser ces propositions "*et prendre des décisions*", a dit le Premier ministre.

"*Nous avons apprécié la visite et le discours du Premier ministre, il a repris nos thèmes importants: la compétitivité et l'Europe*", a dit Laurence Parisot à des journalistes.

"*Mais nous ne pouvons pas nous contenter de ce discours*", a-t-elle ajouté. "Il faut absolument que dans les semaines qui viennent, il y ait pour la France un budget pro-entreprises, qui n'augmente pas les charges, qui permette de financer les entreprises et qui commence à amorcer une baisse des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises".

Des chefs d'entreprise interrogés par Reuters ont fait part de leur satisfaction. Et de leur impatience. (Reuters 29.08)

Vers "**un nouveau modèle de négociation sociale**", c'est ce que réclame le patronat.

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage.

"*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale.

"*J'y attache une importance toute particulière*", a souligné M. Ayrault. "*D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes*", a expliqué M. Ayrault.

"*D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale*", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation.

"*Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux*", a-t-il conclu.

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Réaction de "**l'aile gauche**" du PS : il faut "**responsabiliser**" les grands patrons et le système financier.

En inaugurant ce mercredi après-midi l'université d'été du Medef, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault semble vouloir faire les

yeux doux au patronat. Après sa venue tant symbolique qu'attendue -une première pour un chef de gouvernement socialiste depuis la création du rendez-vous estival- une dizaine d'autres ministres se succéderont pendant les trois jours.

Le climat semble s'être réchauffé au cours de l'été. A Matignon, la patronne des patrons aurait même droit à plus d'égards que sous le précédent gouvernement. "Sachez que, sous Sarkozy, le chemin de Matignon, je ne l'empruntais jamais", aurait-elle confié à Jean-Marc Ayrault, qui l'aurait reçue plusieurs fois depuis le 12 juillet selon *Le Canard enchaîné*.

A l'aile gauche du PS, les commentaires se font nettement plus conciliants (que Mélenchon - Ndlr). Au nom du "dialogue", d'abord. "Il faut peut-être arrêter de sur-interpréter les gestes du gouvernement, estime le député socialiste Jérôme Guedj. Si Jean-Marc Ayrault avait opposé une fin de non-recevoir au Medef, on lui aurait reproché". "Je ne suis pas pour un gouvernement forteresse. Le Premier ministre doit parler à tous les corps intermédiaires et je souhaite des signaux comparables envers les syndicats", poursuit-il.

Même exigence modérée chez Guillaume Balas, secrétaire général du courant "Un Monde d'avance": "Ca ne me choque pas à partir du moment où l'on ne crée pas de relations privilégiées avec le patronat, et que le même geste est fait pour les autres forces sociales, ce qui ne me semble pas inutile pour un gouvernement de gauche."

Guillaume Balas s'attendait lui à ce que Jean-Marc Ayrault évoque devant les chefs d'entreprise "la responsabilité majeure du patronat sur la question de l'emploi": "Il faut à la fois livrer un discours de confiance envers les PME et PMI, et appeler les grands patrons à leurs responsabilités, tout comme le système financier, qui a l'obligation absolue de se mettre au service de l'économie réelle."

Plutôt raté. (lexpress.fr 29.08)

Thibault : Ce serait "surprenant" que Ayrault soutienne le Medef. Sans doute parce qu'il soutiendrait les travailleurs !

Alors que l'université d'été du Medef est ouverte mercredi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault - une première-, M. Thibault n'a "pas interprété" ce geste comme un soutien au Medef. "Ce serait d'ailleurs surprenant dans la mesure où le Medef n'avait pas caché qu'il ne souhaitait pas une alternance politique", relève-t-il.

"Il y a une forme d'alarme de notre point de vue sur la situation économique et sociale", a affirmé M. Thibault dans un entretien à l'AFP au lendemain d'une réunion des Fédérations et des Unions départementales.

"Depuis la conférence sociale" de juillet "il y a une forte détérioration de la situation", a estimé le numéro un de la CGT. "On a eu beaucoup de témoignages alarmants sur les perspectives d'emploi dans plusieurs départements, faisant état de projets de restructurations, de suppressions d'emplois ou un ralentissement d'activité".

"La liste d'entreprises réduisant leur potentiel de production est considérable", a relevé M. Thibault, ce qui "confirme notre regret qu'à la conférence sociale il n'y ait pas eu d'autres annonces du gouvernement pour faire face à l'urgence en matière d'emploi".

"Il faut que le gouvernement prenne la mesure de l'urgence et des attentes", a-t-il prévenu.

"Le mécontentement était fort et a provoqué un changement de président de la République. Il est normal qu'il y ait une impatience importante, vu la dégradation de la situation", a-t-il jugé.

"Le gouvernement va s'apercevoir qu'il ne pourra pas être d'accord avec tout le monde (...) Il ne peut pas, à la fois, être d'accord avec un Medef qui prône plus de flexibilité, un abaissement du coût du travail, et avec la majorité des salariés qui, elle, a contribué au changement de majorité politique", a dit M. Thibault qui a voté pour François Hollande.

"Il est hors de question pour nous de considérer que les salariés devraient accepter une plus grande flexibilité", a-t-il prévenu.

"Compte tenu de l'urgence de la situation", a expliqué M. Thibault, la CGT a décidé des initiatives. Elle appelle à une mobilisation le 9 octobre pour "la défense de l'industrie et de l'emploi". Des manifestations auront lieu dans des grandes villes (Paris, Lyon, Bordeaux, etc.) Il s'agira de la première mobilisation nationale de la CGT contre le gouvernement socialiste.

Par ailleurs, la CGT va lancer "une campagne de mobilisation pour une non-ratification par la France du traité budgétaire européen, quelle que soit la procédure utilisée", a dit M. Thibault.

La CGT va faire signer une pétition pour "permettre aux salariés de s'exprimer pour une non-ratification de ce traité", a précisé M. Thibault. Si ce traité était appliqué, "on soumettrait tout résultat de négociation sociale à une espèce de droit de veto européen,

ce qui serait pour nous inacceptable". (AFP 29.08)

Mais Monsieur Thibault, pour mobiliser les travailleurs, se mettre en grève, occuper une entreprise, on n'a pas besoin de se soumettre à un traité européen, on a besoin de l'autorisation de personne, on a juste besoin de se situer sur le terrain des besoins de notre classe, ce qui montre bien que ce n'est pas vraiment votre cas lors de "*négociations sociales*" avec vos partenaires du gouvernement et du patronat.

ACTUALITE EN TITRES

[Cela tombe bien, Parisot aussi !](#)

- Ayrault : «*Je veux mettre l'entreprise au centre de nos politiques économiques*» - Public Sénat

[En famille. Qui en douterait ?](#)

- Ayrault assure que sa présence au Medef est «*une évidence*» - LeParisien.fr

Ne vous marrez pas, ce serait un Premier ministre issu d'un parti ouvrier, si, si...

[Quel choix ?](#)

- Thibault somme Ayrault de choisir entre salariés et patrons - Reuters

Parce qu'il n'aurait pas déjà fait son choix, parce qu'il pourrait représenter les salariés ? Finalement, pourquoi pas, à la manière d'un Thibault !

[Lapsus de Fabius.](#)

- Fabius admet une "*certaine déception*" dans l'opinion et veut plus de "*pédagogie*" - AFP

Il voulait simplement dire plus de démagogie !

[Quand les "*conspirateurs*" ne sont pas ceux qu'on croit.](#)

- Mort de Ben Laden : la version de Washington contredite - LeFigaro.fr

- Ben Laden: un livre contredit la version officielle de la mort du chef d'Al-Qaïda - L'Express.fr

- Dans un livre, un Navy Seal contredit la version officielle de la mort de Ben Laden - LeMonde.fr

- Mort de Ben Laden : la version officielle mise en doute - Le Nouvel Observateur

[Encore un économiste véreux](#)

- Paul Krugman: "*Les données économiques américaines incitent à l'optimisme*" - L'Expansion.com

[Piège à cons.](#)

- Vers des tarifs "*progressifs*" pour l'eau, le gaz, l'électricité - Reuters

Hollande et son gouvernement ont promis de ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, ils vont les racketter autrement, pour le compte de multinationales notez bien.

Je suis intervenu sur ce sujet il y a près de deux mois, demain je serai fixé sur le montant de ma facture d'électricité pour les deux mois qui viennent de s'écouler.

Ici, en Inde, le tarif est progressif, plus on consomme plus l'addition devient colossale. Il en faut peu en réalité, il suffit de faire fonctionner chaque nuit un climatiseur (1,5T) pour se retrouver avec une facture équivalent à un tiers du revenu minimum local, disons que cela équivaut chez vous en France à 500 euros par mois, j'imagine qu'un travailleur payé au smic se contentera d'un ventilateur et crèvera de chaud ou dormira très mal, c'est déjà le cas de mon épouse à Aubagne.

Donc même en admettant que sur le marché de l'occasion un travailleur se procure un climatiseur, il n'aura pas les moyens de l'utiliser et de l'entretenir, sa condition restera inchangée, il ne doit pas espérer mieux dans leur société, voici comment cela se traduit en réalité. Quant à ceux qui sont mieux lotis, qui acceptent souvent bien des sacrifices pour accéder à un niveau de vie supérieur.

Je ne pense pas qu'on doive tirer à boulets rouges sur les classes ou couches moyennes, les ingénieurs, cadres ou cadres supérieurs, etc. ils sont bien à plaindre en réalité, en échange d'un salaire confortable, ils doivent consacrer leur vie à l'entreprise qui les emploie et qui se montre de plus en plus exigeante envers eux. C'est ce discours qu'il faut avoir avec elles au lieu de les dénigrer stupidement.

J'ai été cadre pendant une brève période, une vraie vie de chien en vérité. J'ai aussi assisté de nombreux cadres lors d'entretiens préalables avant licenciements quand j'étais élu du personnel chez Konica, ils étaient amers d'avoir sacrifié des années de leur vie à cette entreprise pour se voir mis à la porte du jour au lendemain sur la base de décisions arbitraires.

Quant aux riches, ils s'en foutent et ne s'en apercevront même pas, ils se rattraperont sur la bête, nous quoi.

[Mission impossible.](#)

- Ann Romney tente "d'humaniser" son époux - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Sommet du Mouvement des non-alignés (MNA)

L'Iran, qui accueille cette semaine le sommet du Mouvement des non-alignés (MNA), va former une "troïka" avec plusieurs de ces pays pour étudier des solutions à la crise syrienne, a annoncé mercredi le ministre iranien des Affaires étrangères.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a déclaré mercredi à son arrivée à Téhéran que l'Iran avait un rôle important à jouer dans les questions régionales, en particulier pour ce qui est de la Syrie.

"*Au moment où de nombreuses autres organisations internationales sont impliquées dans la question syrienne, il ne faut pas que le Mouvement des non-alignés se tienne en retrait*", a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi mercredi lors d'une conférence de presse.

"*Il a été recommandé que la troïka des NAM participe, en coopération avec d'autres organisations internationales, notamment les Nations unies*", a-t-il ajouté.

Cette "troïka" comprendrait l'Egypte, l'Iran et le Venezuela en tant qu'ancien, actuel et futur titulaires de la présidence tournante des NAM, ainsi que le Liban et l'Irak, a indiqué un ancien député iranien Alaeddin Boroujerdi, qui s'est rendu en Syrie cette semaine, dans des commentaires à l'agence de presse Fars.

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, sont attendus à Téhéran.

Le président égyptien, qui sera le premier chef de l'Etat égyptien à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979, doit lui aussi présenter son propre plan pour la Syrie.

La semaine dernière, il avait évoqué l'idée d'un groupe de contact comprenant l'Egypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie pour résoudre la crise.

Mais il a aussi appelé au départ de Bachar al Assad, idée à laquelle Téhéran est opposée.

Le président égyptien a réaffirmé cette idée hors d'un entretien téléphonique avec François Hollande.

"*Les deux chefs d'Etat ont constaté qu'aucune solution politique n'était désormais possible sans le départ de Bachar al Assad*", lit-on dans un communiqué publié par la présidence de la République française.

L'Iran va aussi va demander à ses hôtes un soutien à son projet de cessez-le-feu en Syrie, a annoncé le vice-ministre iranien des Affaires étrangères.

"*La proposition soumise par l'Iran à la réunion des membres du Mouvement des Non-Alignés pour résoudre la question syrienne est de préconiser un cessez-le-feu et la mise en application de discussions de réconciliation nationale*", a déclaré Hossein Amir Abdullahian, cité par l'agence officielle de presse Irna.

Cette idée de cessez-le-feu, qui durerait trois mois, a été présentée aux ministres des Affaires étrangères présents à Téhéran pour préparer le sommet de jeudi et vendredi, a-t-il précisé.

Mais le Mouvement des non-alignés ne présente pas de front uni sur la question syrienne, comme l'a montré le vote début août à l'Assemblée générale des Nations unies d'un texte condamnant le recours à la violence par le gouvernement syrien.

Quelque 70 des 120 pays non-alignés ont voté en faveur du texte, huit seulement ont voté comme la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie. (Reuters 29.08)

Normal, ils sont inféodés à l'ONU dirigée par l'impérialisme américain.

SOCIAL

1- France

"*La direction de Carrefour vient d'annoncer aux élus des neuf comités d'entreprises concernés que 500 à 600 postes administratifs vont être supprimés, sur les 7.000 que compte le groupe*", a déclaré à l'AFP Bruno Moutry, délégué syndical CFDT du groupe.

"*La réduction des effectifs se fera uniquement par un plan de départs volontaires*", a dit le syndicaliste selon lequel les comités d'entreprise des sites touchés seront "*plus informés dans les semaines qui viennent*".

Le PDG du numéro deux mondial de la distribution, en difficulté en France, avait donné quelques pistes lors de sa première prise de parole devant les actionnaires en juin, évoquant une réduction des frais généraux et des coûts liés aux structures centrales, et des arbitrages à l'international.

Le groupe de distribution qui compte 412.000 collaborateurs dans le monde, dont 115.000 en France, a vu son bénéfice net chuter de 14,3% en 2011. (AFP 29.08)

Au même moment, la vengeance est un plat qui se consomme chaud de préférence.

Carrefour devra verser 316.500 euros d'amende pour avoir payé en-dessous du Smic 211 salariés de l'hypermarché de Quimper selon un jugement de la cour d'appel de Rennes, a-t-on appris mercredi auprès du greffe.

Carrefour devra également s'acquitter de dommages et intérêts à l'égard des 23 salariés qui se sont portés partie civile et de la CFDT.

Le syndicat faisait valoir que le temps de pause ne devait pas être inclus dans le calcul de la rémunération mensuelle. En otant le forfait pause, les salariés étaient rémunérés en-dessous du salaire minimum.

Une vingtaine de salariés de l'hypermarché attendent par ailleurs la décision du tribunal des Prud'hommes après le jugement prononcé mardi.

Ils exigent le versement de cinq années d'arriérés de salaire.

La Cour de cassation avait confirmé en mars la condamnation de Carrefour pour non-respect du Smic dans un établissement

de l'Allier. (AFP 29.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a recensé des mesures d'austérité représentant un montant global de 11,7 milliards d'euros, qui vont être soumises à l'approbation des dirigeants de la coalition gouvernementale, a annoncé mardi le ministre des Finances.

La majeure partie des 11,7 milliards d'euros de coupes identifiées dans les dépenses budgétaires devrait relever du ministère du Travail car elle concernera les retraites et la santé.

Des représentants du ministère des Finances avaient déclaré la semaine dernière qu'Athènes devrait trouver deux milliards d'euros supplémentaires d'économies sur les deux prochaines années pour compenser l'impact de certaines autres mesures sur les recettes fiscales. (Reuters 29.08)

3- Afrique du Sud

Des négociations cruciales se sont ouvertes mercredi pour tenter de résoudre le plus violent conflit social depuis des années en Afrique du Sud qui a fait 44 morts à la mine de Marikana.

Alors que la grève dure depuis presque trois semaines, une cinquantaine de personnes participent à la réunion à huis-clos.

"La réunion est tendue, mais chacun reconnaît qu'il est nécessaire de trouver une solution. Cela pourrait prendre du temps", a indiqué une source proche du ministère du Travail, qui pilote la négociation.

Une autre source a laissé entendre que les pourparlers dureraient jusqu'à vendredi.

"Je suis très optimiste car c'est la première fois que toutes les parties se réunissent", avait déclaré à l'AFP l'un des médiateurs, l'évêque Joseph Seoka avant d'entrer en réunion.

Il avait cependant observé à la radio que "la violence pourrait ressurgir si rien n'était fait".

Le groupe britannique Lonmin, troisième producteur mondial de platine, n'a cependant pas l'intention de parler des salaires, élément déclencheur le 10 août de la grève des foreurs à Marikana, ces hommes qui effectuent le travail le plus pénible sous terre pour extraire le métal précieux.

"On ne peut pas discuter des salaires si les gens font l'objet d'intimidations. Il faut un retour à la normale avant toute discussion", a déclaré à l'AFP une porte-parole, Sue Vey. "Aujourd'hui c'est le jour de l'accord de paix", a-t-elle ajouté, utilisant un terme en usage dans la diplomatie, pour traduire l'extrême gravité des événements.

Tandis que la direction pose la reprise du travail comme préalable à toute négociation salariale, les grévistes refusent de leur côté de plier, ce qui reviendrait à leurs yeux à trahir leurs collègues morts ou arrêtés il y a deux semaines.

"On a confiance, nos leaders vont convaincre la direction d'en venir à une décision raisonnable. Jusqu'à maintenant, ils n'ont manifesté aucune sympathie à l'égard de nos besoins", a déclaré à l'AFP un salarié, Benzi Tau. (AFP 29.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 août

CAUSERIE

Causerie rédigée hier soir avant qu'une explosion retentisse à quelques dizaines de mètres de chez moi et que le courant soit coupé pour la nuit. La fois suivante, car il tenteront de remettre le courant à trois reprises en vain, j'observerai une boule de feu à la hauteur du poteau électrique situé devant la maison située derrière la mienne, un câble avait cédé.

Un courriel reçu, ce camarade évoque ma causerie d'hier dans laquelle j'indiquais que le nombre de visiteurs du site avait encore augmenté :

- "*Non tu es de plus en plus bon ! et je n'arrive pas à croire que tu es seul ... c'est mon côté esprit critique qui ne trouve que ça à redire. Fraternellement*"

C'est gentil de ta part. Et si nous disposions d'un parti, je peux te garantir qu'on aurait infiniment plus de visites, à nous ensuite de les transformer en militants.

Je suis bien seul à faire ce boulot de dingue quotidiennement devant mon ordinateur, l'avantage, parce que je ne suis pas sclérosé, sectaire ou borné, c'est que j'ai la situation dans la tête, si je me plante, c'est de ma faute parce quelque chose m'a échappé, souvent à cause de la fatigue et non par distraction, je ne mélange pas le boulot et les rares moments de détente que je m'accorde.

Cet après-midi j'ai pensé à un moyen d'augmenter l'audience du site, je ne suis pas sûr que cela marcherait, mais je crois que les moteurs de recherche sur Internet fonctionnent ainsi pour mettre en première page les articles qui correspondent à des mots clés, il suffit d'enregistrer les articles que je mets en ligne en leur donnant les mêmes adresses que leurs titres, par exemple si un article s'intitule *Les retraités sont de plus en plus pauvres*, au lieu de lui donner comme adresse www.luttedeclasser.org/dossier2/france_social_300812.pdf j'écris www.luttedeclasser.org/dossiers2/Les_retraites_sont_de_plus_en_plus_pauvres.pdf, il y a une chance que les internautes qui taperont "retraités" sur Google auront accès à mon article dans les dix premières pages sur Google ou Yahoo, etc.

J'ai remarqué ce truc-là depuis plusieurs années sans en tenir compte, car je ne serais pas en mesure de répondre à des dizaines ou des centaines de courriels adressés par des internautes. Je me contente de faire un certain travail en direction des militants selon une ligne que je me suis fixé et je m'y tiens pour le moment. On ne peut pas tout faire malheureusement. Et puis cela nécessiterait que je change les adresses de milliers d'articles, un boulot énorme, je n'ai franchement pas de temps à y consacrer.

Je peux te garantir que si nous avions un parti, nous aurions un journal papier évidemment, nous aurions également une petite équipe de militants qui travailleraient exclusivement sur notre portail national, et il y a fort à parier qu'il serait fréquenté quotidiennement par des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, ce serait le portail de lutte de classe le plus complet, le plus populaire dans le bon sens du terme, et le plus accessible pour les militants, les travailleurs lambda et les intellectuels qui veulent approfondir l'étude ou leur réflexion sur des questions théoriques.

L'objectif serait de faire en sorte que ces travailleurs ne sentent plus le besoin d'appuyer sur le bouton de leur téléviseur pour s'informer (le journal de 20h), comme je le fais moi-même depuis des mois et je m'en porte très bien.

Je ne sais pas si je suis de "*plus en plus bon*", parfois j'ai l'impression d'avoir été franchement mauvais, parce que je cavale tout le temps, c'est une vie de dingue, mon entourage ne suit pas, c'est la raison pour laquelle je ne me sens jamais aussi bien pour bosser que lorsque je suis seul avec mon brave compagnon, mon chien Yvan.

J'ai une importante contribution sur le feu, pas celle dont je t'ai parlé l'autre jour dans un courriel (le 14 août), celle-là je la laisse de côté pour le moment, le moment serait mal choisi pour la publier, il s'agit de la proposition que j'avais à faire aux différents partis, tendances, courants, etc., actuellement ils ont commencé à former un front unique sur le TSCG, n'interférons pas avec cette initiative que je soutiens.

Cela va me prendre plus de temps que prévu pour l'achever, ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire, disons que je suis parvenu à reconstituer à grands traits le puzzle coïncidant avec l'évolution économique et politique mondiale depuis 40 ans pour ne pas remonter plus loin. La boucle est bouclée, chaque pièce a trouvé sa place, c'est pour moi une source de satisfaction parce que j'en suis l'unique auteur, dans le sens où je n'ai pas été piocher des idées ici ou là pour trouver la solution aux questions que je me suis posé, j'en appelle à aucun principe, je n'emploie aucune formule, je me réfère à aucune citation, je n'ai pas ouvert un seul livre ou article pour chercher mon inspiration, tout m'est venu de ma connaissance des événements, tout repose exclusivement sur des faits et leurs rapports.

Entre nous, c'est dingue le nombre de conneries qu'on peut lire à longueur de temps, d'intellectuels évidemment, sur la dette par exemple, entre ceux qui réclament un moratoire, ceux qui estiment qu'une partie seulement est illégitime, ceux qui cherchent des remèdes magiques du côté de la BCE qu'ils voudraient réformer, on se demande quand on a les faits à l'esprit, comment les choses se sont produites pour en arriver à la situation actuelle, s'ils le font exprès, s'ils les ignorent, les occultent volontairement ou s'ils ne savent pas quoi en faire ou encore s'ils les oublient par négligence, y compris des gens qui se sont spécialisés sur cette question, à moins qu'ils n'osent s'en prendre directement à l'oligarchie financière, qu'ils en aient la trouille, c'est possible aussi, ils veulent ménager la chèvre et le chou, ménager le capitalisme, alors qu'on est en présence d'un système hors-la-loi, purement mafieux, qui sort des règles ou des lois de fonctionnement du capitalisme, dès lors on ne peut plus aborder cette question comme on l'aurait fait autrefois, on doit tenir compte de cette modification apportée au fonctionnement du capitalisme en l'abordant dans un état d'esprit totalement différent, sinon on n'y comprend rien ou on s'y perd.

Et c'est inutile d'appeler Marx ou Lénine au secours, à leur époque les pratiques actuelles des banques centrales n'existaient pas ou pas à ce degré là, on est bien obligé de se débrouiller pour comprendre comment fonctionne l'économie réelle et

l'économie virtuelle et quelle est l'incidence de la seconde sur la première, comment elles sont finalement imbriquées et reliées à des mesures politiques selon un plan bien déterminé écrit de longue date. La lutte des classes y joue un rôle important évidemment, ils s'emploient à l'instrumentaliser à leur profit, ils profitent que la plupart des différents acteurs en présence n'en ont pas conscience ou feignent de l'ignorer. Il aura fallu attendre 2011 ou que la Grèce soit mise en faillite pour qu'on se penche sur leurs magouilles du début des années 70 qui ont conduit à l'endettement colossal des Etats, on croit rêver ! Certains rétorqueront qu'ils le savaient, c'est pire encore, car cela ne transparait pas dans leurs analyses de la situation actuelle, encore moins sur le plan pratique.

Quand une banque centrale réunit des banquiers (eux-mêmes s'agissant de la Fed !) et leur dit : voilà messieurs, on vous remet quelques milliers de milliards de dollars gratuitement ou presque, faites-en bon usage, ce que vous voulez, vous nous les rendrez quand vous pourrez, etc. on sort du fonctionnement classique du capitalisme, on introduit un puissant parasite dans le système économique qui va en perturber le fonctionnement dans un sens déterminé, dans un ou des buts bien précis à moyen et long terme, sans pour autant que les fondements du capitalisme ne changent d'un iota, c'est cela le plus difficile à comprendre.

On se retrouve en présence de sommes gigantesques qui inondent les marchés, l'économie mondiale toute entière, alors que les Etats, les entreprises, les particuliers croulent sous les dettes, c'est à y perdre la tête, et c'est ce qui se passe en réalité, personne ou presque y comprend quelque chose. Du coup, chacun y va de sa théorie, on finit par baigner en plein fantasme. C'est un des moyens recherchés aussi pour parvenir à leur fin, ce qu'ils appellent les réseaux sociaux se chargent de finir la sale besogne sur le plan individuel qu'ils flattent. Ce sont eux qui les ont créés et tout le monde marche dans le panneau, saute à deux pieds joints dedans serait plus juste, dans la plus parfaite inconscience qui soit, c'est hallucinant. Ils claquent des doigts et ça marche, quand on y réfléchit un peu c'est assez effrayant. Il y en a même qui ont été jusqu'à les élever au rang d'outil révolutionnaire pour changer la société, ils sont complètement paumés sans se l'avouer bien entendu.

En réalité, notre ennemi avance sur tous les fronts à la fois, économique, social, politique et idéologique, et on ne peut le comprendre qu'en analysant le développement de la situation à l'échelle mondiale sur tous ces plans à la fois, tout en tenant compte de ce formidable virus qu'il a introduit dans l'économie et qui se répercute sur tous les autres plans. Ce n'est pas ce virus qui va tuer le capitalisme, mais la lutte de classe qu'ils ne peuvent pas faire disparaître.

Je vais peut-être aborder ce sujet à la manière qu'on le présenterait lors d'une réunion ou un meeting, sans entrer dans les détails, c'est plus souple qu'un long discours au carré qui a le don de m'endormir, donc j'imagine que je ne suis pas le seul dans ce cas-là. Je n'ai déjà pas la patience de lire entièrement la plupart des articles ou tracts qu'on m'envoie, ce ne sera pas pour les imiter.

Et puis je ne vais pas jouer à l'intellectuel puisque je n'en suis pas un, on se contentera du discours d'un ouvrier à des ouvriers, sur le ton d'une discussion à bâtons rompus, les faits étant aussi importants que la tendance qui s'en dégage, suffiront aux lecteurs à comprendre de quoi il s'agit, sans avoir besoin de les traduire sous une forme théorique, l'essentiel ici n'étant pas de convaincre mais de comprendre comment les choses se sont passées, ensuite chacun essaiera de les insérer dans sa propre interprétation du monde et modifiera celle-ci s'il estime que c'est nécessaire.

Nous vivons dans une société en bout de course, en perdition, l'humanité a franchi le stade permettant de résoudre l'essentiel des énigmes qui se sont présentés à elle depuis la nuit des temps, de répondre aux besoins de l'ensemble de la population, elle est en mesure de se dépasser ou de disparaître. On a repoussé les frontières de l'impossible pour finalement butter sur une question qu'on n'ose même plus se poser, à savoir s'il est possible de changer la société et le monde, réaliser le socialisme et le communisme, on s'interdit même de l'évoquer dans les programmes des partis, de l'écrire dans un journal, ce qui constitue une terrible régression par rapport à seconde moitié du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Ils s'autocensurent pour ne pas passer pour des utopistes ou des farfelus, c'est très grave.

Au lieu d'affronter la critique et de défendre leurs idées, le socialisme, ils abdiquent en rase campagne. Je pense à quelque chose, mais il ne faut surtout pas que cela se voit ou se sache. Partant de là, comment peuvent-ils prétendre avoir une conception correcte de la lutte de classe, puisqu'ils ont mis de côté ou abandonné ce qui devrait guider leur action ? En réalité, ils l'empruntent à des gens qui ne partagent pas notre objectif, affirmer que ce serait le meilleur moyen de ne jamais s'en rapprocher et l'atteindre est dès lors un euphémisme, un fait établi qu'on a sous les yeux quotidiennement. Comment peut-on calquer notre comportement sur des gens qui ne partagent pas nos convictions tout en prétendant n'en avoir pas changé, c'est un tour de passe-passe qui relève de la manipulation ou de l'escroquerie politique. Un exemple.

Dans le n°215 d'*Informations ouvrières* à la page 11, il y a une page consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier. Dans un article signé Jean-Marc Schiappa consacré à la Première Internationale, son objectif : convaincre le lecteur que la ligne de son courant politique est conforme au marxisme ou que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est conforme à l'esprit de la Première Internationale.

Le POI étant gangrené par tous les courants du mouvement ouvrier en décomposition qu'il a intégrés en prétendant les ranimer de leurs cendres, la social-démocratie étant devenue réformiste bourgeois, le stalinisme ayant épousé également les traits des "économistes", l'anarchisme s'étant fourvoyé dans l'anarcho-syndicalisme et la libre pensée, le trotskysme étant réduit à la défense de l'Etat capitaliste contre l'épouvantail de l'UE et empêtré dans la franc-maçonnerie, avec un tel bagage accompagné,

pas facile de convaincre qui que ce soit sans devoir recourir à quelques manipulations.

L'auteur nous présente succinctement la Première internationale comme s'il s'agissait d'une "*coalition hétéroclite*", alors que Marx ou Engels écrira qu'en réalité elle avait adopté le programme de la Ligue des communistes constituée par Marx et Engels quelques années auparavant. Si je ne me trompe pas cela figure dans leur correspondance ou celle avec d'autres sociaux-démocrates, à moins que ce soit dans le recueil de texte *Parti de classe*. Pourquoi évacuer cette précision ?

Plus loin, il réhabilite Bakounine que Marx et Engels avaient viré. Pourquoi occulter cette précision ? Il va jusqu'à évoquer l'opposition théorique entre marxisme et anarchisme comme si cela avait été à l'origine de l'éclatement de la Première Internationale, d'ailleurs, elle n'a pas éclaté ou disparu suite à cet antagonisme, c'est Marx et Engels qui ont décidé qu'elle avait fait son temps, ce qui n'est pas du tout la même chose. Marx et Engels n'ont pas viré Bakounine et sa clique parce qu'ils étaient en désaccord sur la question de l'Etat et du parti, mais parce que Bakounine avait employé des moyens malhonnêtes pour tenter de mettre la main sur l'Internationale, ce qui n'est pas là non plus du tout la même chose. Les écrits de Marx et Engels sur cette question précise figurent en ligne dans le site, vous pouvez le vérifier vous-même.

Pour finir, il rappelle que sur proposition de Lénine, il fut inscrit sur un obélisque à Moscou les noms d'une "*vingtaine de révolutionnaires à honorer*" écrit-il, dont le premier sur la liste était celui de Bakounine. Dans son *Lénine* (ed. Balland) J-J. Marie précisera à la page 260 que cette démonstration avait davantage un aspect "*symbolique*" dans l'esprit de Lénine. Il y avait 19 noms exactement, je l'ai vérifié ce matin dans ce livre bien que n'y figure que 16 noms (Marx, Engels, Bakounine, Lassalle, Bebel, Campanella, Thomas More, Fourier, Jaurès, Lavrov, Liebknecht, le curé Meslier, Mikhailovski et Winstanley, le niveleur anglais de 1649, etc.- *Lénine* de J-J Marie, page 261), et si celui de Bakounine figurait en premier, c'était uniquement ou semble-t-il parce qu'il était le premier par ordre alphabétique et non pas parce que Lénine aurait fait preuve d'une mansuétude particulière envers Bakounine, à moins encore que la situation dramatique de la Russie et les dangers qu'encourait la révolution à ce moment-là l'ait conduit à flatter l'orgueil des anarchistes, en fait cet argument est minable puisqu'il serait étonnant que Lénine ait décidé dans quel ordre ces noms devaient être gravés sur cet obélisque, après avoir pris soin de rayer le sien.

Il termine en écrivant que Lénine aurait accordé à un vieux militant bakouninien des subsides pour collecter les archives de Bakounine, en voilà une affaire ! Pourquoi Lénine aurait-il dû le refuser à un militant qui servait la révolution, pour se le mettre à dos ? Les dirigeants du courant auquel appartient Schiappa vont jusqu'à se refuser de citer un ouvrage d'un ex-dirigeant de leur parti qu'ils ont viré ou conduit à démissionner, on imagine alors qu'à la place de Lénine ce vieux militant anarchiste aurait été se faire voir. Tout cela pour que Schiappa s'approprie la tolérance et la modestie qui animait Lénine, citant Gérard Bloch, on « *ne confond pas marxisme et manichéisme* » (manichéisme : absence de nuance ou penser en terme de bien ou de mal), alors que son courant politique à la réputation légendaire de piétiner ces valeurs, peut-être moins depuis qu'ils confondent marxisme et éclectisme dans lequel le manichéisme passera davantage inaperçu.

Une fois déformé l'esprit qui animait la Première Internationale et avoir prêté à Lénine des intentions qui n'étaient pas les siennes, il peut tranquillement proclamer que "*c'était bien là, en effet, l'esprit de l'Association internationale des travailleurs*", traduisez celle de Schiappa et de l'Entente Internationale et la boucle est bouclée, et si vous ne vous en êtes jamais aperçu que vous étiez en présence des clones de Marx et Engels, vous avez loupé quelque chose, c'est sans doute parce que vous possédez un état d'esprit manichéen, ne leur demandez pas de changer quelque chose, c'est à vous que cet "*honneur*" revient. On ne se refait pas.

[Charles Pasqua, Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mohamed V, DST, la Main Rouge dans le SAC du petit jaune.](#)

Une nouvelle génération de la famille Ricard va prendre les commandes du groupe de vins et spiritueux Pernod Ricard avec la désignation comme futur PDG à l'horizon 2015 d'Alexandre Ricard, neveu de Patrick, l'emblématique patron décédé brutalement le 17 août. (AFP)

- La face cachée de Pernod-Ricard (10 pages) - 29 juin 1999. (Réseau Voltaire)

[UMP favorable à un référendum sur le TSCG. Non, ce n'est pas un canular.](#)

Au Figaro Magazine qui lui demande s'il faut un référendum populaire sur la question, le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé répond simplement: "*Pourquoi pas?*". Il ajoute que "*cette ratification s'inscrit dans la droite ligne de ce qu'a fait Nicolas Sarkozy*", dont il revendique l'héritage en pleine campagne pour la présidence l'UMP. (l'express.fr 30.08)

No comment !

[Parole d'internaute](#)

- "*La messe est dite : adieu la "révolution fiscale" promise par Hollande ! La tranche à 75% sera vidée de sa substance, les riches choyés (pour ne pas qu'ils fuient leur pays, auquel ils préfèrent leur argent, même s'ils en ont à ne plus savoir qu'en*

faire...). Pour parachever le tout, il ne manquait plus qu'un Haut Conseil chargé de fliquer le budget pour l'asservir encore mieux à la Commission Européenne, c'est-à-dire aux marchés, dont ce gouvernement veut être l'élève le plus docile. Le changement!"

Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (suite)

Les dernières prises de position ou déclarations de différents ministres sur la Syrie, le nucléaire, la fiscalité, le coût du travail, les relations avec le patronat et les syndicats : réactionnaires. Tour d'horizon.

Syrie.

Avant la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité, qui doit aborder les moyens de résoudre la crise humanitaire en Syrie, la France et la Grande-Bretagne ont prévenu jeudi le président syrien Bachar al Assad qu'une opération militaire destinée à mettre en place une zone de sécurité pour les civils était envisagée, malgré la paralysie du Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais l'absence des ministres chinois et russe des Affaires étrangères à cette réunion vient rappeler l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité sur le dossier syrien.

Moins de la moitié des pays membres du Conseil ont envoyé leurs ministres assister à la réunion. Parmi les cinq membres permanents, seuls la France et le Royaume-Uni ont envoyé leur ministre. (Reuters 30.08)

Les partis ouvriers ont-ils programmé une manifestation en soutien à la Syrie, Etat indépendant et souverain ?

Nucléaire.

La France a durablement besoin du nucléaire pour satisfaire ses besoins énergétiques, maintenir la compétitivité de ses entreprises et soutenir ses exportations, a dit jeudi la ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Delphine Batho, interrogée lors de l'université d'été du Medef

Maintenir la filière est important "pour des raisons de sécurité d'approvisionnement en électricité, pour des raisons évidemment aussi de coûts et de compétitivité de l'accès à l'énergie" et pour la politique industrielle à l'export, a-t-elle ajouté. (Reuters 30.08)

Maastricht quand tu me tiens.

Le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, a défendu jeudi devant des chefs d'entreprise la stratégie de redressement des comptes publics du gouvernement.

Quant aux futures hausses d'impôts, remettre les comptes en ordre "va demander aux uns et aux autres des choses qu'ils n'apprécieront peut-être pas". Mais ce redressement profitera aux entreprises, à travers leur taux d'emprunt, a-t-il ajouté.

"L'année prochaine, l'Etat fera 10 milliards d'euros d'économie sur sa dépense, ça n'a pas été souvent fait", a souligné Jérôme Cahuzac, et les mesures déjà annoncées sur la sécurité sociale doivent générer 2,5 milliards d'euros d'économies. (Reuters 30.08)

Fiscalité.

La politique fiscale du gouvernement ne fera pas fuir les cadres supérieurs et ne sera pas défavorable aux entreprises, déclare Pierre Moscovici, le ministre de l'économie et des finances, dans un entretien au journal *Les Echos*. Il ne veut pas d'une fiscalité défavorable aux entreprises même si celles-ci doivent contribuer à l'effort de redressement des comptes publics.

Pierre Moscovici réaffirme, à la suite du chef du gouvernement, que le gouvernement ne diffèrera pas son objectif de retour des déficits publics à 3 % du produit intérieur brut en 2013.

"Un desserrement des engagements pris auprès de l'Union européenne serait perçu comme un manquement à la discipline commune, coûteux en termes de taux d'intérêt. Pour le gouvernement, le sérieux budgétaire n'est pas une fin en soi, c'est une nécessité pour dégager des marges de manœuvre", dit-il.

Evoquant le traité budgétaire européen, le ministre déclare qu'il sera soumis au vote du parlement accompagné d'un projet de loi organique sur le pilotage des finances publiques qui prévoit la création d'un Haut conseil des finances publiques, adossé à la Cour des comptes, "pour crédibiliser le dispositif auprès de nos partenaires." Selon le site Mediapart [abonnement] qui cite

une première mouture de ce projet de loi organique, il reviendrait à ce haut conseil "d'agrèer les prévisions économiques" sur lesquelles se fondent les lois de finances et des lois de programmation pluriannuelles. Il émettrait en outre des "avis" sur la trajectoire de réduction des déficits, avec la possibilité d'"alerter publiquement le gouvernement et le Parlement sur l'éventuelle nécessité de déclencher un mécanisme de correction" en cas de dérapage. (lemonde.fr 29.08)

Moscovici adopte le langage des patrons.

"Pour ce gouvernement et pour moi en particulier le mot compétitivité n'est pas un gros mot", a déclaré M. Moscovici, dépêché comme une dizaine de ses collègues du gouvernement à l'Université d'été du Medef pour rassurer les patrons sur les intentions du gouvernement.

"Je veillerai à ce que dans le projet de loi de finances pour 2013 (qui doit être présenté fin septembre) il y ait des mesures qui vont dans le sens de l'investissement, de l'innovation et de la recherche"

"Le coût du travail n'est pas une question qui résume toutes les autres mais ce n'est pas non plus une question taboue", a-t-il ajouté.

"Le financement de la protection sociale ne peut et ne doit pas reposer uniquement sur le facteur travail", a poursuivi M. Moscovici, applaudi par les patrons, rappelant que le gouvernement voulait réformer ce financement d'ici le début de l'année prochaine. (AFP 30.08)

Sapin, l'obligé du Medef.

Le ministre du Travail Michel Sapin a minimisé jeudi la mise en garde de la CGT au gouvernement et invité syndicats et patronat à un "dialogue social à la française" pour lutter contre le chômage.

"Messieurs les entrepreneurs, prenez le risque du dialogue social et donc du compromis", a lancé M. Sapin lors d'une table ronde à l'université d'été du Medef de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Le ministre a plaidé pour "un dialogue social à la française", une "méthode à inventer", qui tiendrait compte des "caractéristiques" propres à la France, sans se référer sans cesse aux prouesses allemandes.

M. Sapin, également ministre du Dialogue social, a jugé "naturelle" sa participation à la réunion du Medef. "Si je ne dialogue pas avec les représentants des entreprises et des employeurs, alors il manque la moitié du dialogue". (AFP 30.08)

Le gouvernement n'aurait-il pas déjà "choisi" de soutenir le patronat ?

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé jeudi que le gouvernement devait "annoncer clairement" où "il se situe", "choisir" entre "les satisfactions du patronat" et "les attentes des salariés".

"Il va falloir que le gouvernement annonce clairement les choses, où il se situe (...); il faut choisir à un moment donné: est-ce qu'il s'oriente vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés ?", a dit sur Europe 1 M. Mailly.

Sinon, a-t-il prévenu, "tout est possible. Si les conflits doivent monter ils monteront. On aura assez prévenu, on aura dit les choses. Maintenant chacun ses responsabilités".

Lors d'une visite aux journées d'été du Medef mercredi, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a, selon lui, "fait des ouvertures", distribué des "bonbons" et "le patronat maintenant veut tout le paquet".

Le leader de FO a ajouté être "d'accord avec ce que dit Bernard Thibault", le leader de la CGT, qui a appelé la veille l'exécutif à "trancher" entre demandes du Medef et des salariés, alors que le gouvernement doit lancer, dans quinze jours, une grande négociation sur "la sécurisation de l'emploi". (AFP 30.08)

N'a-t-il pas déjà "tranché" en soutenant la direction de PSA, en n'empêchant aucune fermeture d'usines ou suppressions d'emplois ? N'a-t-il pas déjà "tranché" en n'accordant qu'une revalorisation misérable du smic pour ne pas handicaper la compétitivité des entreprises ? Etc. etc. etc.

Le gouvernement ne fait pas que des malheureux.

- ISF : Parisot se dit "contente" des déclarations de Moscovici - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1-France

La direction du groupe Lohr, fabricant de systèmes de transport, a annoncé aux syndicats son intention de supprimer de 150 à 200 emplois, a-t-on appris jeudi de source syndicale.

"Cela nous a été dit en comité d'entreprise mercredi, la procédure va être lancée dans quelques jours, un comité d'entreprise extraordinaire doit être convoqué", a dit à l'AFP Yves Mattern, délégué CFDT au sein du groupe installé près de Strasbourg.

La direction a évoqué *"la suppression de 150 à 200 emplois"* sur les plus de 600 que compte Lohr Industrie, principale composante du groupe, a-t-il ajouté.

L'entreprise a déjà été amputée de 200 emplois dans le cadre de la cession de sa division de tramways sur pneus Translohr à Alstom en juin, qui avait permis d'éviter son placement en redressement judiciaire. Et quelque 250 emplois avaient été supprimés en 2009 et 2010. (AFP 30.08)

2- Afrique du Sud

Les négociations se poursuivaient jeudi pour tenter de trouver une issue au sanglant conflit social de la mine sud-africaine de Marikana (nord), tandis que les grévistes arrêtés après la fusillade policière du 16 août ont été inculpés pour meurtre.

Nouveauté de la journée, le noyau dur des 3.000 foreurs qui se sont mis en grève le 10 août pour réclamer un triplement de leurs salaires a accepté de se faire représenter par les syndicats.

Seuls 6,6% des 28.000 employés de la mine se sont rendus au travail jeudi, selon l'entreprise.

A quelques dizaines de kilomètres de là, un tribunal de la banlieue de Pretoria a formellement inculpé du meurtre de leurs 34 camarades abattus par la police les 270 mineurs arrêtés le jour de la fusillade du 16 août, en vertu d'une bizarrerie du code pénal sud-africain.

"La cour a inculpé aujourd'hui (jeudi) tous les mineurs de meurtre, conformément à la loi", a indiqué le porte-parole du parquet, Frank Lesenyego.

Cette clause légale prévoit que soient inculpées de meurtre toutes les personnes arrêtées sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient policiers ou non.

Le juge Esau Bodigelo qui les a entendus jeudi a fixé la prochaine audience au jeudi 6 septembre, le temps de vérifier leurs adresses --une gageure car la plupart d'entre eux vivent dans des bidonvilles-- et a ordonné leur maintien en détention.

"Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, nldr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange", a réagi Vincent Nmeville, juriste à l'Université de Witwatersrand, s'étonnant de la façon dont le juge Bodigelo a interprété la loi.

Le jeune tribun populiste Julius Malema, expulsé en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, a assisté à l'audience de jeudi.

"C'est de la folie", a dit l'ancien président de la Ligue de jeunesse de l'ANC à des journalistes en entendant prononcer l'inculpation.

"Les policiers qui ont tué ces mineurs ne sont pas en prison, pas un seul d'entre eux", a-t-il lancé.

Malema avait fait parler de lui le 23 août en attaquant le gouvernement et appelant les grévistes à la révolution, lors d'une cérémonie en hommage aux victimes de Marikana.

Plus tôt jeudi, il a encore menacé: "*nous allons mener une révolution minière dans ce pays. Nous allons rendre ces mines ingouvernables jusqu'à ce que les boers (les Blancs, qui ont gardé l'essentiel du pouvoir économique, ndr) viennent à la table*" des négociations pour augmenter les salaires, a-t-il dit aux ex-employés d'une mine fermée aux environs de Johannesburg.

Le photojournaliste Greg Marinovich, qui a passé quinze jours à Marikana, a parallèlement affirmé jeudi sur le site d'information Daily Maverick que la plupart des grévistes tués par les forces de l'ordre l'ont été de sang-froid.

Après la fusillade en direct à la télévision, qui aurait fait une dizaine de victimes, "*des policiers très armés ont pourchassé et tué les mineurs de sang-froid*", écrit le photographe sud-africain.

"*Une minorité a été tuée lors de l'événement filmé où la police dit qu'elle a agi en état d'autodéfense. Le reste a été un meurtre à grande échelle*", certains mineurs ayant été abattus à bout portant, affirme-t-il.

Selon le quotidien The Star, qui citait lundi une source anonyme proche de l'enquête, "*les rapports d'autopsie indiquent que la plupart des gens fuyaient la police quand ils ont été tués*". "*Un grand nombre d'entre eux ont été abattus dans le dos et les balles sont sorties par leurs poitrines*", a ajouté la source, notant que quelques-uns ont été touchés de face.

La seule version officielle à ce jour affirme que les policiers ont ouvert le feu pour protéger leur vie lorsque la foule des mineurs, armés de lances, de machettes et de quelques armes à feu, les a chargés. (AFP 30.08)

Les syndicats et les partis ouvriers ont-ils organisé une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud en soutien aux mineurs pour exiger leur libération immédiate et l'abandon de toute poursuite ? Ont-ils demandé à être reçu par l'ambassadeur d'Afrique du Sud pour lui exprimer l'indignation et la colère des travailleurs français ? Je n'en sais rien, je pose des questions.

ECONOMIE

Prix alimentaire

La Banque mondiale s'est inquiétée à son tour jeudi de la flambée des prix alimentaires, qui battent de nouveaux records en raison de la sécheresse aux Etats-Unis.

Plus de trois ans après les émeutes de la faim de 2007-2008, la Banque mondiale (BM) s'inquiète tout particulièrement du niveau "*sans précédent*" atteint dès juillet par les cours mondiaux du maïs et du soja, deux produits de base de l'alimentation dans de nombreux pays en développement.

Entre juin et juillet, les prix du maïs et des graines de soja ont respectivement bondi de 25% et 17% alors que les prix alimentaires dans leur ensemble augmentaient de 10%, selon les données de la BM.

La tendance s'est poursuivie fin août où ces deux céréales ont atteint de nouveaux sommets. En outre, jeudi à la Bourse de Chicago, le contrat de référence sur le boisseau de blé a clôturé à 9,03 dollars, contre environ 6,5 dollars fin 2011. Sur cette même période, le contrat de référence sur le soja a quasiment doublé pour s'établir à 17,6 dollars.

Selon la BM, la hausse a été particulièrement marquée dans certains pays d'Afrique. Au Mozambique, le prix du maïs a flambé de 113% entre juin et juillet, tandis que le sorgho - parfois utilisé comme céréale alternative au maïs - a vu son coût bondir de 220% au Soudan du Sud et de 180% au Soudan.

"*L'Afrique et le Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables*", a résumé M. Kim. (AFP 30.08)

Haut de page ↗